

UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER III

ÉCOLE DOCTORALE

« TERRITOIRES, TEMPS, SOCIÉTÉS ET DÉVELOPPEMENT »

(ED 60)

THÈSE

Discipline : ETHNOLOGIE

Anna CARBONNEL

Engagement de la recherche agronomique dans l'action

**Le cas d'une Recherche-Action en Partenariat au
Cameroun**

Sous la direction de Paul PANDOLFI et Eduardo CHIA

JURY

M. Jean-Pierre **OLIVIER DE SARDAN** - Directeur de Recherche émérite au CNRS, EHESS –
Marseille **Rapporteur**

M. Thierry **LINCK** - Directeur de Recherche, INRA - Corte **Rapporteur**

M. Paul **PANDOLFI** – Professeur, Université Paul-Valéry 3 – Montpellier **Directeur de Thèse**

M. Eduardo **CHIA** - Directeur de Recherche, INRA – Montpellier **Co-directeur de Thèse**

M. Olivier **MIKOLASEK** - Chercheur, CIRAD – Montpellier **Examineur**

Date de soutenance : 10 décembre 2012

RÉSUMÉ

La Recherche-Action en Partenariat (R.A.P.) est une démarche de recherche conçue en 2005 par des chercheurs du Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (C.I.R.A.D.). L'élaboration de cette démarche vise à ouvrir des possibilités d'évolution des méthodes de recherches agronomiques pour le développement. En effet, d'après les concepteurs de la RAP, les inventions proposées par les chercheurs agronomes ne sont pas suffisamment prises en compte par les potentiels utilisateurs (producteurs etc.) et ne se transforment pas forcément en innovation. Inspirée des sciences sociales et présentée comme une démarche capable d'élaborer des conditions favorables à la co-construction des innovations, la R.A.P. doit améliorer le passage entre l'invention des chercheurs et l'adoption de ces inventions par les utilisateurs. Cette thèse se focalise sur les conditions d'émergence de la R.A.P. au C.I.R.A.D. puis sur son application aux deux terrains vivants : le Cameroun et le Burkina Faso. La question principale posée dans ce travail est de savoir si effectivement et concrètement, la R.A.P. s'inspire des sciences sociales pour favoriser la co-construction des innovations et atteindre l'un de ses objectifs : résoudre les problèmes des acteurs. Nous mettons alors l'accent sur ce qui nous paraît essentiel et transversal sur ce sujet, à savoir : l'éthique d'une telle démarche visant à intervenir volontairement sur des groupes d'acteurs, en particulier dans des pays tels que le Cameroun et le Burkina Faso. Pour finir, nous menons une réflexion sur la place et les actions possibles des sciences sociales en collaboration avec d'autres disciplines pour se mettre au service d'une telle démarche et de tels projets de développement. Faut-il que chaque chercheur élargisse son éventail de compétences ou faut-il que chaque chercheur approfondisse sa spécialité et apprenne à interagir avec d'autres chercheurs, d'autres disciplines et au service d'un seul et même objectif ? Ce qui est certain, c'est que l'observation de la RAP comme objet de recherche socio-anthropologique donne à voir une multitude de questionnements essentiels tant pour le milieu de la recherche que pour les situations locales rencontrées.

Mots clés : Agronomie, Développement, Recherche-Action, Burkina Faso, Cameroun, Pisciculture, Socio-anthropologie.

ABSTRACT

Action Research in Partnership is an approach to research that was defined in 2005 by researchers from the Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (C.I.R.A.D.), a French research center 'working with developing countries to tackle international agricultural and development issues'. This approach aims to suggest possibilities that will improve agricultural research methods for development. Indeed, according to R.A.P. developers, the inventions submitted by agronomic researchers are not sufficiently taken into account by potential users (producers, etc.) and do not necessarily lead to innovation. Inspired by social sciences, and introduced as an approach capable of creating favourable conditions to enable a reciprocal commitment in innovation, R.A.P. must improve the transition between inventions by researchers and the adoption of these inventions by users. This thesis focuses on the conditions of the implementation of R.A.P. in C.I.R.A.D. and then on two countries: Cameroon and Burkina Faso. My main argument will essentially concentrate on determining, with a number of concrete examples, whether R.A.P. is indeed inspired by social sciences to encourage reciprocal commitment in innovation and attain one of its principal objectives, *i.e.* to resolve the problems faced by participants. Then, there will be an emphasis primary and secondary stakes, that is, the ethics that derive from an approach intended to intervene willingly on a group of participants, particularly in such countries as Cameroon and Burkina Faso. The final part will examine the role and possible influences of social sciences in this type of approach and development projects. Should researchers widen their skills or should they specialise further into their fields and learn to interact with peers, other disciplines and aim for a single and common objective? What is certain is that the observation of R.A.P. as an object of socio-anthropological research leads to a fundamental questioning, both in terms of research and in local geographical situations.

Key words: Agronomy, development, Action Research, Burkina Faso, Cameroon, fish farming, socio-anthropology.

Extrait du journal de terrain

Lundi 31 mars 2009 « Une journée chez Fongang »

Aujourd'hui, je vais chez Fongang, un pisciculteur du groupe de Fokoué. Pour limiter les frais de déplacement, le chauffeur du projet a troqué sa jeep pour une moto. Après une heure de route dans la montagne, nous nous retrouvons au début d'un petit chemin qui s'enfonce dans les herbes. Je vois le chauffeur qui marche, et marche. Je n'ose pas lui demander combien de temps nous allons devoir marcher. Je le suis. Arrivés devant l'étang, personne. Nous remarquons des traces de passage, un seau avec du compost, du pain dans un emballage plastique et une machette. Nous appelons : « Fongang ! » En vain... Nous entendons des bruits que nous croyons être ceux de ses pas. En fait, ce sont des oiseaux - indisposés par nos cris - qui s'agitent dans les branches des arbres. C'est là que nous entendons Fongang au loin. Le travail peut alors commencer. Après une heure et demie d'entretien au bord des étangs, je m'aperçois que Fongang ne pratique pas la pisciculture comme principale activité : il m'explique qu'il est chasseur et planteur. C'est donc tout naturellement qu'il m'amène sur ses plantations de cacao, canne à sucre, avocats, ananas, etc. C'est sur un chemin très escarpé et humide que je le suis, les yeux rivés sur ses sandales. Il prend soin de conper à la machette les branches qui nous barrent le passage. La progression est parfois difficile mais je continue de le suivre, faisant une pose dégustation à la découverte de chaque nouveau fruit mûr. Au fur et à mesure que nous marchons, Fongang constate le passage d'animaux et explique que demain il tendra des pièges pour les capturer. Je comprends alors de quelle façon il associe la chasse à la culture. Au fur et à mesure que nous marchons, Fongang fait ses provisions pour la boutique qu'il tient au village. Nous repartons avec deux ananas, un bâton de canne à sucre et un régime de plantains. Fatigués, nous décidons d'aller prendre une collation à sa boutique située à dix minutes en moto. Arrivés à destination, j'ai offert la bière. Fongang nous a offert le repas : du riz et du poisson très pimentés. Trop d'ailleurs, mes joues ont dû parler pour moi. Une fois restaurés, nous avons repris la moto. C'est ainsi que s'achève une journée assez grisante, mais fatigante. Merci Fongang.

REMERCIEMENTS

Cette thèse est dédiée en premier lieu à feu Fongang Martin Élias, l'un des producteurs le plus motivé du groupe pour développer la pisciculture dans sa localité. Il attendait avec impatience les conclusions de mon travail. Malheureusement, il est décédé avant que je ne revienne au Cameroun pour ma deuxième mission. Puissent ces quelques pages, réflexions, et pensées traverser le temps et l'espace pour l'atteindre...

J'en profite également pour remercier vivement tous les producteurs des deux groupes de pisciculteurs et pêcheurs de Fokoué, Bamendou, Fomopea, Fotomena et Santchou. Je ne citerai pas leurs noms un par un, mais ils sont nombreux. Ils ont pris sur leur temps pour répondre à mes questions et j'en suis très reconnaissante. Ils m'ont aidé dans mon travail, et j'espère les avoir également aidé en essayant de porter fidèlement leur voix dans l'Occident qui les fait tant rêver. Pour répondre à votre question : non, je ne vous oublierai pas...

Malheureusement, je n'ai pas eu la chance de connaître tous les agriculteurs et éleveurs des villages de Koumbia et de Kourouma au Burkina Faso. Des problèmes de santé m'ont fait écourter mon séjour. Je remercie tout particulièrement Bouyoum et Arouna pour m'avoir accueilli à Koumbia avec tant de gentillesse et avoir pris le temps de discuter jusqu'à pas d'heure à la lueur de la lampe et du briquet. Mes souvenirs et ma reconnaissance vont également à Ousmane avec qui les kilomètres parcourus à moto et ses traductions m'ont permis de mieux connaître Kourouma, et ses agriculteurs et éleveurs.

Si nous partons encore en amont de cette thèse, et si nous cherchons d'où me vient l'envie et la possibilité d'effectuer ce travail au C.I.R.A.D., je ne peux pas continuer plus loin ces remerciements sans évoquer l'immense soutien de Luc Bossuet. Hormis notre connexion scientifique évidente, et notre amour pour l'étude des acteurs, des interactions, des conflits, des gens en général, des êtres (au plus profond), il a cru en mes capacités bien avant moi. C'est grâce à ses enseignements lors de mon stage de master à l'I.N.R.A. que j'ai pu atteindre et connaître Paul Pandolfi et Eduardo Chia, le directeur et le co-directeur de cette thèse.

En effet, il était temps que je les remercie. Monsieur Pandolfi, aujourd'hui directeur de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier fût d'un soutien scientifique et moral indispensable par ses qualités humaines et d'observation. Anthropologue ayant effectué un long terrain en Afrique du nord, ses remarques sur mon immersion et ma méthodologie de terrain ont été pertinentes. Je le remercie également pour avoir essayé de me transmettre sa sagesse et son sang froid, qui

j'avoue, ne sont pas innés chez moi. « *Un bon anthropologue doit rester zen en toutes circonstances* » me disait-il souvent ! Monsieur Chia, mon maître à penser, m'a également guidée physiquement et moralement sur mes deux terrains. Sans ses réflexions, nos discussions et ses coups de pouce, cette thèse n'aurait pu se terminer. Je le remercie pour sa patience, sa franchise et ses encouragements.

Je n'oublie pas non plus, les membres de mon comité de pilotage qui ont été présents dès lors que je me posais des questions cruciales sur mon travail : Émilie Coudel, Olivier Mikolasek et Eric Sabourin. Leurs lectures, corrections et réflexions m'ont permis d'alimenter ma réflexion.

La solitude sur le terrain est quelque chose de très difficile, bien qu'elle fasse partie du lot quotidien. Du fond du cœur, je tiens à nommer ceux qui m'ont écoutée me plaindre, qui ont écouté ma colère et qui m'ont aidée dans les moments difficiles, mais aussi dans les moments heureux. Je pense à Marine, Daphnée, Zoreil, Diallo, Ismaël et Jagger à Bobo-Dioulasso. Et je pense à Cyrille, Thomas, Valentine, Valentin, Charlie, Narcisse et Léopold au Cameroun !

Mais je n'aurais pas eu la chance de rencontrer toutes ces merveilleuses personnes sans le concours et le professionnalisme des chercheurs qui travaillent sur place et qui œuvrent tant bien que mal à donner forme à leurs convictions et leur passion, tant au Cameroun qu'au Burkina Faso. Je vous remercie de m'avoir transmis vos pensées, une part de vous-même et de votre travail. Je pense ici à Olivier Mikolasek, Victor Pouomogne, Minette Tomedi Eyango Tabi, Eric Vall, Nadine Andrieu, Bayala Innocent, Philippe Pédelahore, Professeur Tchoumboue, Michel Havard, Jean-Luc Battini, Mélanie Blanchard, Néré Ounguene Awana, Jean-Marie Essomba et Guillaume Hensel Fongang Fouepe.

J'ai également trouvé un soutien scientifique grâce aux nombreux échanges que j'ai pu avoir avec les Ciradiens de Montpellier. Je pense à Michel Dulcire qui m'a souvent vue rentrer dans son bureau pour lui demander des conseils relatifs à la bibliographie. Patrick Dugué qui m'a toujours soutenue dans mes démarches, mes souhaits et mes besoins. Je pense également à Henri Hocdé et Bernard Triomphe qui ont toujours été ouverts pour discuter avec moi de la recherche-action en général, ainsi qu'à Guy Faure et Christophe Soulard qui ont toujours eu une oreille attentive sur mon travail.

Bien évidemment, les autres doctorants, stagiaires, chercheurs du C.I.R.A.D. ont joué un rôle majeur pour encourager ma motivation. Ils ont été nombreux à partager mon bureau. Nous

avons beaucoup discuté et échangé sur les difficultés du doctorat. Je pense à Libaa, Claire C. et Claire D., Aurelle, Sara, Camille, Solveig, Renzo, Rémi, Ulrich, Rose et Nath.

And the last and not the least, j'envoie tout mon amour et toute ma reconnaissance à ma famille et mes amis. Vous m'avez soutenue, divertie, éduquée. Je pense à mes parents : Jean-Louis et Elena et à mes frères : François et Joachim, vous me manquez... Je pense à Tof, Véro et Julia, merci de m'avoir convaincue de vivre mes rêves et d'être à l'écoute de mon moi profond. Merci à Marylène et Cauchy pour leur bonne humeur et leur énorme générosité. Merci à Mag pour sa folie et sa douceur. Merci à Lydie pour sa patience !

Je remercie également celui qui a dû supporter ma thèse, malgré lui, parce qu'il partage ma vie jour après jour depuis 6 ans maintenant : Funka. Merci pour ton amour, ton courage, ta patience, tes coups de pouce et ton écoute. Maintenant que cette épreuve est passée, je vous souhaite un futur plus calme et serein.

Pour tous ceux que je n'ai pas nommés, je ne vous oublie pas. Je remercie chaque jour le destin de m'avoir mise sur votre chemin, sur le chemin de personnes formidables qui se battent pour leurs idées et leur passion. J'ai suivi votre exemple, et en voici le fruit.

Peace and love for everyone !

SOMMAIRE

<i>REMERCIEMENTS.....</i>	<i>7</i>
<i>SOMMAIRE.....</i>	<i>11</i>
<i>TABLE DES ILLUSTRATIONS.....</i>	<i>13</i>
<i>SIGLES ET ACRONYMES.....</i>	<i>15</i>
<i>INTRODUCTION.....</i>	<i>17</i>
 <i>PREMIÈRE PARTIE - LE CONTEXTE SCIENTIFIQUE.....</i>	 <i>43</i>
<i>Les problématiques de la Recherche-Action.....</i>	<i>43</i>
- CHAPITRE I – Des théoriques de Kurt Lewin à la Recherche-Action en Partenariat	45
- CHAPITRE II - Positionnement de la thèse et problématique.....	67
- CHAPITRE III – Méthodologie	81
 <i>DEUXIÈME PARTIE - INTERACTIONS LOCALES.....</i>	 <i>109</i>
<i>Les moments-clés de l'histoire du projet.....</i>	<i>109</i>
- CHAPITRE IV - Le déroulement de la R.A.P. à Fokoué et Santchou.....	111
- CHAPITRE V - La rencontre des acteurs	149
- CHAPITRE VI - Lecture de la R.A.P. à travers ses dispositifs et ses événements	189
 <i>TROISIÈME PARTIE - QUAND LA R.A.P. S'ADAPTE.....</i>	 <i>235</i>
<i>Résultats, prise de recul et réflexions.....</i>	<i>235</i>
- CHAPITRE VII – Les savoirs et les apprentissages	239
- CHAPITRE VIII - Approche comparative avec le projet R.A.P. au Burkina Faso.....	261
- CHAPITRE IX - Réflexions des chercheurs autour de la R.A.P.	277
 <i>CONCLUSION.....</i>	 <i>291</i>
<i>BIBLIOGRAPHIE.....</i>	<i>299</i>
<i>ANNEXES.....</i>	<i>307</i>
<i>TABLE DES MATIÈRES.....</i>	<i>375</i>

TABLE DES ILLUSTRATIONS

CARTE

<i>Carte 1. Localisation des arrondissements de Fokoué, Penka-Michel et Santchou (Ouest-Cameroun)</i>	25
---	----

FIGURES

<i>Figure 1. Déroulement méthodologique des dispositifs aux événements</i>	103
<i>Figure 2. Les chemins de vie pour comprendre les apprentissages et les savoirs</i>	105
<i>Figure 3. Déroulement d'un entretien non-directif</i>	106
<i>Figure 4. Schéma du dispositif organisationnel général du projet R.A.P. au Cameroun</i>	126
<i>Figure 5. Carte des acteurs de la R.A.P. au Cameroun</i>	150
<i>Figure 6. Organigramme du projet T.E.R.I.A. et des deux projets qui lui ont succédé</i>	262

PHOTOGRAPHIES

<i>Photographie 1. Entrée de l'Université de Dschang</i>	22
<i>Photographie 2. Panneau confectionné par le délégué pour présenter le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M.</i>	26
<i>Photographie 3. Un producteur de Bamendou alimente sa compostière</i>	32
<i>Photographie 4. Vue sur la plaine des Mbô recouverte par les nuages</i>	35
<i>Photographie 5. Entretien formel collectif et enregistré autour des étangs</i>	102
<i>Photographie 6. Point de vue sur la ville de Dschang</i>	122
<i>Photographie 7. Construction d'un étang traditionnel à Santchou</i>	135
<i>Photographie 8. Un producteur de Fokoué nourrit ses poissons avec du pain depuis sa porcherie sur pilotis</i>	137
<i>Photographie 9. Utilisation d'une senne lors d'une pêche à Fokoué</i>	139
<i>Photographie 10. Un enfant caresse un silure adulte</i>	144
<i>Photographie 11. Recueil de données sur les étangs des producteurs durant le suivi du concours de pisciculture</i>	216
<i>Photographie 12. Juvéniles de tilapias</i>	242
<i>Photographie 13. Figure mystique dans un étang de Fokoué</i>	248
<i>Photographie 14. Cliché destiné à faire la publicité pour le poisson du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M.</i>	253

TABLEAUX

<i>Tableau 1. Calendrier chronologique du projet de R.A.P. au Cameroun</i>	117
<i>Tableau 2. Principales attentes des pisciculteurs en vue d'améliorer leur activité</i>	119
<i>Tableau 3. Les sphères et les niveaux des acteurs</i>	159
<i>Tableau 4. Contraintes liées au statut des chercheurs et des étudiants</i>	160
<i>Tableau 5. Contraintes liées à la discipline des chercheurs et des étudiants</i>	161
<i>Tableau 6. Contraintes liées aux origines des chercheurs et des étudiants</i>	161
<i>Tableau 7. Engagement des chercheurs et des producteurs</i>	184
<i>Tableau 8. Liste des protocoles</i>	196

ANNEXES

<i>Annexe I : Questionnaire sur les dispositifs et les événements</i>	309
<i>Annexe II : Négociation autour de la motopompe</i>	311
<i>Annexe III : Proposition de thèse initiale</i>	317
<i>Annexe IV : Guide d'entretien pour les chercheurs</i>	319
<i>Annexe V : Conclusion de la phase de diagnostic</i>	323
<i>Annexe VI : Liste des membres du Comité de pilotage et du conseil scientifique</i>	325
<i>Annexe VII : Le premier plan d'action</i>	327
<i>Annexe VIII : Convention générale</i>	329
<i>Annexe IX : Extraits du manuel de pisciculture</i>	333
<i>Annexe X : Exemple de protocole</i>	349
<i>Annexe XI : Extraits journal de terrain du Cameroun</i>	353

SIGLES ET ACRONYMES

A.C.E.F.A. : Assistance Conseils Expertises Foncières et Agricoles

A.E.R.E.S. : Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

A.P.D.R.A. : Association Pisciculture et Développement Rural en Afrique

A.S.P.I.C. : Adoption des Systèmes Piscicoles Comparés

A.T.P. C.I.R.O.P. : Action Thématique Programmée Conception des Innovations et Rôle du Partenariat

C.C.V. : Comité de Concertation Villageois

C.I.F.O.R.D. : Centre d'Information, de Formation et de Recherche pour le Développement

C.I.P. : Construction de l'Innovation Piscicole

C.I.R.A.D. : Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

C.I.R.D.E.S. : Centre International de Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Subhumide

C.N.R.S. : Centre National de Recherche Scientifique

C.O.O.P.G.I.C. : Coopérative des Groupes d'Initiatives Communes

C.O.P.I.F.O.P.E.M. : Collectif des Pisciculteurs Intensifs de Fokoué et Penka-Michel dans le département de la Ménoua

C.R.E.P. : Chercheurs Recherches En Partenariat

C.T.A. : Centre Technique de coopération Agricole et rurale

E.F.A. : Exploitations Familiales Agricoles

E.M.T.S. : Environnement, Milieu, Techniques et Sociétés

E.V.A.D. : Évaluation de l'Aquaculture Durable

F.A.S.A. : Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles

F.S.P. : Fonds de Solidarité Prioritaire

G.I.C. : Groupe d'Initiative Commune

I.N.A.-P.G. : Institut National Agronomique de Paris-Grignon

I.N.E.R.A. : Institut de l'Environnement et de la Recherche Agricole

I.N.R.A. : Institut National de Recherche Agronomique

I.R.A.D. : Institut de Recherche Agricole pour le Développement

J.A.M. : Journée d'Animation Mensuelle

M.A.E.E. : Ministère des Affaires Étrangères et Européennes

M.I.N.E.P.I.A. : Ministère de l'Élevage des Pêches et des Industries Animales

M.I.N.R.E.S.I. : Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

O.P. : Organisation Paysanne

O.R.P. : Opération de Recherche Participative

P.C.P. : Pôle de Compétence en Partenariat

P.E.P.I.S.A. : Pêcheurs et Pisciculteurs de Santchou

P.N.V.R.A. : Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole

P.R.P. : Projet de Recherche en Partenariat

R.A. : Recherche-Action

R.A.P. : Recherche-Action en Partenariat

R.E.P.A.R.A.C. : Renforcement des Partenariats dans la Recherche Agronomique au Cameroun

S.A.D. : Système Agraire et Développement

S.C.A.C. : Service de Coopération et d'Action Culturelle

V.I.E. : Volontaire International en Entreprise

INTRODUCTION

*Extrait du journal de terrain (cf. **Annexe X : Extrait du journal de terrain du Cameroun**)*

Lundi 16 mars 2009 « 1^{er} jour à Yaoundé »

Le soir de mon arrivée à Yaoundé, une fois la porte de l'avion franchie, une chaleur étouffante me saisit. Petit à petit, cette moiteur m'enveloppe de bien-être. Fatiguée, mais détendue, j'emboîte machinalement le pas de mon directeur de recherche.

Sur le parking de l'aéroport, notre chauffeur nous guide vers son pick-up blanc cabossé. À l'arrière, coincée entre les valises, vitres ouvertes, je respire et j'admire le paysage sombre qui défile. Sur la route, des silhouettes se déplacent sur les lignes blanches. Sur le bas-côté, j'aperçois des cabanes entre lesquelles des gens marchent, dansent et discutent autour des étalages d'objets encore inconnus. Des feux éclairent notre parcours.

Nous arrivons à l'hôtel Zeina, perdu au fond d'une sombre impasse en terre battue rouge creusée par les pas, les pneus, les pluies... À la loge, une mère et sa fille me donnent une chambre confortable : une moustiquaire, un sol en béton, un bureau, des fenêtres fermées par du grillage, un lavabo, un seau rempli d'eau et des toilettes.

J'ai à peine eu le temps de m'allonger sur le lit que mon directeur vient frapper à la porte pour me proposer de rejoindre en ville un autre collègue Ciradien, expatrié. Nous partons...

1. La mise en place d'un partenariat institutionnel

L'apparition du projet de Recherche-Action en Partenariat (R.A.P.) dans les arrondissements de Fokoué/Penka-Michel et Santchou (Ouest Cameroun) est l'aboutissement d'un long processus de mise en place d'un partenariat institutionnel, humain et financier.

L'histoire débute en 2003, par la rencontre de deux chercheurs de l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (I.R.A.D.) et du Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (C.I.R.A.D) ainsi que du chef du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France au Cameroun (S.C.A.C.).

À l'issue d'un projet développé par les chercheurs de l'I.R.A.D. entre 1995 et 2000 avec le concours financier du S.C.A.C., et au moment de la rédaction de son compte-rendu, ces derniers prennent conscience que ce projet a généré des connaissances scientifiques importantes mais qu'elles n'ont pas été diffusées à ses utilisateurs. Ils se posent donc la question suivante : comment faire pour que les résultats de recherche puissent être transmis aux utilisateurs ? Ils constatent que la faible diffusion des résultats de recherche provient du fait qu'il n'existe pas de partenariat entre les différentes parties prenantes de ce projet (les chercheurs, les vulgarisateurs et les utilisateurs).

Par ailleurs, la situation locale camerounaise pousse les instituts de recherche à appuyer les Exploitations Familiales Agricoles (E.F.A.) qui font face seules au désengagement de l'État. En effet, la crise économique qui touche le Cameroun en 1985 a pour conséquence la mutation du paysage de l'économie agricole du pays et des producteurs. Cette crise, causée à la fois par la baisse du prix du pétrole et la dépréciation du dollar américain entraîne l'économie agricole camerounaise dans sa chute. La diminution des recettes d'exportation par rapport à l'année précédente se chiffre à plus d'une centaine de milliard de francs C.F.A. (Touna Mama, 1996). La vie économique basée sur les cultures de rentes change avec cette crise. Les coopératives gérées par l'État n'ont plus les moyens d'appuyer les producteurs pour l'achat d'intrants¹, pour la production et pour la commercialisation. Le secteur agricole se libéralise et les agriculteurs diversifient leurs cultures. Des petits groupes d'Organisations de Producteurs (O.P.) se multiplient et se légalisent. C'est le cas des Groupes d'Initiatives Communes (G.I.C.) dans les années 1990. Ces groupes bénéficient de plus en plus de l'appui de nouveaux acteurs qui ne sont

¹ Élément apporté pour la nourriture ou la fertilisation d'un champ ou d'un étang.

pas forcément de l'État comme les O.N.G., les bureaux d'études, les projets non gouvernementaux etc. (Fongang Fouepe, 2008).

Dans ce contexte, le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (M.I.N.R.E.S.I.) obtient en 2003 des fonds auprès du Fond de Solidarité Prioritaire² (F.S.P.) du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes (M.A.E.E.) ainsi que par les fonds de contrepartie du gouvernement de la République du Cameroun. Ces fonds sont destinés au fonctionnement d'un projet appelé Renforcement des Partenariats dans la Recherche Agronomique au Cameroun (R.E.P.A.R.A.C.). L'I.R.A.D. et le C.I.R.A.D. deviennent alors les responsables scientifiques de ce projet visant à « *produire des connaissances « actionnables » sur le fonctionnement des E.F.A. et leur environnement institutionnel et économique* » (Onguene Awana et Pédelahore, 2011). La convention est signée en décembre 2004 pour une durée de 59 mois, à savoir jusqu'à novembre 2009. Le montant financier s'élève à environ un milliard de francs C.F.A.³

À la signature du contrat, le projet est conçu dans la lignée des programmes de recherche de l'I.R.A.D., c'est-à-dire organisé par filières (cacao, café etc.). Mais cette organisation ne prend pas forcément en compte les situations sociales des producteurs dans leur globalité. Aussi, le projet est réorienté selon trois grandes thématiques transversales : (1) la dynamique des exploitations et la durabilité des systèmes de production, (2) la valorisation des systèmes agricoles, et (3) l'organisation des acteurs et des services aux producteurs.

En juin 2005, le R.E.P.A.R.A.C. lance un appel d'offre par voie de presse pour sélectionner douze Projets de Recherche en Partenariat (P.R.P.) chargés de répondre aux trois problématiques édictées. Soixante-dix propositions sont reçues par les coordinateurs, dont celle du futur chercheur du P.R.P. Pisciculture du C.I.R.A.D et de son futur collègue camerounais de l'I.R.A.D intéressés pour développer la pisciculture au Cameroun et pour travailler en collaboration. Leur proposition est immédiatement acceptée par les coordinateurs du projet R.E.P.A.R.A.C.

Simultanément, l'un des coordinateurs du projet R.E.P.A.R.A.C. appartenant au C.I.R.A.D. et en poste à l'I.R.A.D., commence à réfléchir à la démarche de recherche à développer dans le projet. Avant de partir au Cameroun, il assiste à une école-chercheur (C.R.E.P.) traitant des questions de recherche, d'intervention et de partenariat. Il propose alors d'organiser un atelier au Cameroun

² Le F.S.P. est un instrument d'aide-projet de la M.A.E.E. destiné aux pays appartenant à la Zone de Solidarité Prioritaire (Z.S.P.) pour leur développement institutionnel, social, culturel et scientifique. La M.A.E.E. revendique ce fond comme un outil de lutte contre la pauvreté en associant la société civile directement ou indirectement à travers des projets.

³ 1 euro = 656 francs C.F.A.

traitant de la Recherche-Action en Partenariat. Cet atelier sera principalement animé par un chercheur du C.I.R.A.D. spécialiste de cette démarche de recherche participative. Ce chercheur sera le principal référent « théorique »⁴ de la méthodologie de R.A.P sur le projet que nous étudions. D'après le coordinateur du projet R.E.P.A.R.A.C., « *c'est aussi l'unique projet [le P.R.P. Pisciculture] qui avait comme objet de recherche de réfléchir sur la démarche du projet R.E.P.A.R.A.C.⁵ qui était la R.A.P.* »⁶

L'équipe du P.R.P. Pisciculture se constitue du chercheur H. du C.I.R.A.D, ayant répondu à l'appel d'offre, du chercheur V. de l'I.R.A.D. et de la chercheuse M. de l'Université de Dschang. Cette équipe, basée au Cameroun, a en charge de faire fonctionner le projet sur le terrain. S'ajoute à cette équipe, le chercheur du C.I.R.A.D. basé en France et responsable - entre autre - du bon déroulement de la démarche de R.A.P. À ce noyau dur se rattachent toutes sortes de partenaires, qu'ils soient institutionnels ou scientifiques, à savoir des professeurs d'université et leurs étudiants, des agents du développement, des agents techniques etc.

C'est à la suite d'un diagnostic sur l'intégration de la pisciculture dans les E.F.A. menée sur tout le département de la Ménoua que les groupes de pisciculteurs des arrondissements de Fokoué/Penka-Michel et Santchou sont identifiés et sélectionnés pour participer au projet.

⁴ Nous faisons la différence entre les chercheurs qui appartiennent à l'équipe de recherche de terrain et ceux qui appartiennent à l'équipe de recherche « théorique ». Cette dernière n'est présente que ponctuellement sur le terrain et dispose de compétences davantage théoriques qu'empiriques sur l'évolution du projet sur place.

⁵ Cette réflexion sur la démarche de R.A.P. se fait particulièrement à travers l'intervention de l'Action Thématique Programmée Conception des Innovations et Rôle du Partenariat (A.T.P. C.I.R.O.P.)

⁶ Entretien formel enregistré à Yaoundé (Cameroun) en novembre 2010.



Photographie 1. Entrée de l'Université de Dschang⁷

⁷ Toutes les photographies sont prises par Anna Carbonnel à l'exception de la photographie 5 prise par Eduardo Chia. Elles datent toutes de 2009 et 2010.

Extrait du journal de terrain.

Samedi 26 avril 2009 « Mbô et Bamiléké »

Ce matin, je vais voir le travail de l'étudiant T. à la ferme expérimentale de l'université de Dschang. Il est en train de creuser plusieurs étangs pour sa thèse. En plus d'un travail intellectuel intense, il fournit un travail physique non négligeable. L'étudiant T. se défend et travaille nuit et jour pour obtenir sa thèse.

Nous sortons nous promener avec l'étudiant T., nous discutons avec un autre étudiant. Je sens une tension entre eux. L'étudiant T. est Mbô, et l'étudiant B. est Bamiléké, et j'ai droit à un conflit ouvert sous mes yeux. Je suis leur conversation avec attention. Je relève un certain nombre de choses dans leur conversation. D'après ce que je comprends, les Bamiléqués vivent dans une nature rude, au cœur des montagnes. Cultiver est difficile pour eux. Alors que les Mbôs, peuple du littoral, ont un climat propice à la culture. D'après eux, les Mbôs se suffisent, au niveau alimentaire et culturel. Alors que les Bamiléqués ont un instinct de survie non pas basé sur le travail, mais sur la débrouille : « chercher l'argent là où il se trouve ». Les Mbôs reprochent aux Bamiléqués d'être trop ouverts à toute forme de commerce, et les Bamiléqués aux Mbôs d'être trop fermés sur eux-mêmes et trop indépendants. Ce que j'ai entendu ici, je l'ai entendu maintes et maintes fois dans les discours d'autres acteurs.

tel-00839985, version 1 - 1 Jul 2013



tel-00839985, version 1 - 1 Jul 2013

Le premier groupe de producteur, nommé le Collectif des Pisciculteurs de Fokoué et Penka-Michel (C.O.P.I.F.O.P.E.M.), s'est formé dans les arrondissements de Fokoué et Penka-Michel, Fokoué étant le centre décisionnel du groupe. Les producteurs appartenant à ce G.I.C. proviennent de villages⁸ parfois éloignés du centre de Fokoué comme Fotomena, Fomopea et Bamendou. Fokoué est situé sur les Hauts-Plateaux de la région Ouest, à environ 1 800 mètres d'altitude. Le climat de Fokoué est marqué par deux grosses saisons, la saison des pluies allant du mois de mars à novembre et la saison sèche. Les températures moyennes de l'air oscillent entre 14 ° pour les minimales et 25 ° pour les maximales.



Photographie 2. Panneau confectionné par le délégué pour présenter le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M.

⁸ Le terme de « village » est un terme générique employé couramment par les acteurs de terrains. Nous utiliserons ce terme prudemment, car il est plus correct de le remplacer par « arrondissement » ou « commune d'arrondissement » (cf. Décret n°2008/376 portant sur l'organisation administrative de la République du Cameroun). Par exemple, Fokoué, que nous nommons « village » par raccourci peut tout à la fois être le centre du village, ou bien l'arrondissement entier qui comprend plusieurs communes, et s'étend sur une échelle plus large.

Les arrondissements de Fokoué et Penka-Michel sont peuplés de Bamiléké appartenant au groupe culturel des « bantoïdes » venus vers l'Ouest poussés par la migration des Bamouns. Ils sont considérés, par certains géographes ayant travaillé dans la zone, comme un peuple expansionniste et conquérant, caractérisés par une immigration forte et nombreuse sur ces Hauts-Plateaux (Champaud, 1983). D'après des données de 1953, les Bamiléké forment le groupe humain le plus important du Cameroun français de l'époque coloniale. Ils auraient été pourchassés par leurs voisins de l'Est (les Tikars et les Bamouns) jusque sur les Hauts-Plateaux qu'ils ont investi approximativement dans les années 1750 (Diziain, 1953).

Malgré les perturbations liées à cette fuite, les Bamiléké ont su s'adapter aux nouvelles conditions de vie qui s'offrent à eux, dans un milieu naturel plutôt défavorable :

« L'intervention européenne les a trouvés [...] indépendants, mais totalement isolés et astreints à tirer leur subsistance d'un territoire limité au prix d'une organisation rigoureuse. Nous nous trouvons en présence d'une véritable paysannerie aux belles qualités d'énergie et de sobriété alliées à des dispositions innées pour la vie d'échange dont les ressources viennent par nécessité compléter celles de la culture. » (op. cit. : 117)

Vers les années 1910, les Bamiléké continuent leur extension dans les régions voisines peu peuplées dont la plaine des Mbôs, l'autre localité dans lequel le projet R.A.P. a travaillé. Dynamiques, intelligents et habiles dans le commerce, ils réussissent à s'approprier des terres, comme l'indique ce même auteur, qui explique cette deuxième vague d'émigration par un essor démographique important, un manque de ressource naturelle, et l'épuisement des sols. Mais il démontre cette tendance des Bamiléké à migrer par l'organisation sociale de la famille. En effet, les propriétés familiales Bamiléké seraient indivises de par leur trop petite taille. Le père de famille serait donc en charge de choisir un seul fils héritier de ses terres. Ses autres fils seraient contraints de quitter le village pour s'installer. Ainsi, ils chercheraient des emplois d'apprentis, de manœuvres, d'employés de commerce, de domestiques etc. (op. cit.). Cependant, malgré le fait que mes conversations avec les populations locales confirment cette thèse de l'héritier unique, Pierre Janin écrit dans sa thèse en 1995 que l'héritier unique n'est en fait qu'un « ordre apparent » de l'organisation de la société Bamiléké, et que dans l'« ordre réel », l'héritage est partagé (op. cit. : 564).

Revenons dans les années cinquante, où le géographe Diziain observe déjà un fort dynamisme de la population dans la production agricole. De nombreux produits vivriers (igname, patates, arachides, maïs, taros, macabos et manioc) permettent aux populations de se nourrir convenablement. En même temps, les Bamiléké produisent des cultures de rapports destinées à l'exportation dans les régions voisines traversant même la frontière jusqu'au Nigéria. Celles-ci

leurs permettent un petit apport financier supplémentaire. L'auteur relève également une facilité pour ces populations à adopter de nouvelles cultures, telles que le café à partir de 1929. Certains, situés en altitude, font même pousser des légumes « européens » (Dizian, 1953 : 124). Pour conclure, c'est une population douée et dynamique qui est décrite dans la littérature scientifique.

Dans les années quatre-vingt, Marc Pain décrit un engouement important de la population Bamiléké pour le caféiculture introduite par les colonisateurs, et fait apparaître un nouveau groupe social : les planteurs. En 1973, la population Bamiléké représente 86,7 pourcent du nombre total des planteurs (Pain, 1984). Mais ce nouveau groupe social ayant bénéficié d'un « confort » relatif lié aux avantages de cette culture de rente - subventions aux intrants, distributions gratuites de produits phytosanitaires, primes accordées aux produits de base - ne va pas tarder à connaître des crises successives dans les années quatre-vingt, quatre-vingt-dix et même deux mille. Le prix d'achat aux producteurs chute, et l'État se désengage. Les planteurs s'essayaient donc à de nouvelles stratégies productives. « Avec la culture de rente, les planteurs avaient pris l'habitude de raisonner en termes de revenu garanti, de subventionnement, de commercialisation assurée [...] » c'est alors tout un groupe social qui se retrouve désemparé face à l'abandon de l'État (Janin, 1995 : 22).

Les écrits sur les Bamilékés sont relativement nombreux et nous pouvons trouver dans les archives de l'I.R.D. des écrits de géographes. Malheureusement, ces références ne vont que des années cinquante aux années quatre-vingt-dix. *A contrario*, les écrits sur les Mbôs sont presque inexistantes. Finalement, les références bibliographiques récentes sur ces populations et régions sont rares et relativement pauvres en informations socio-anthropologiques. Cette situation ne nous permet pas de nous appuyer sur des travaux de nos prédécesseurs et complique notre compréhension et notre analyse du terrain.

Les mbôs sont, ce que les locaux appellent, un *peuple du littoral* (région de Douala). Selon E. Buisson (1931), cité par Jacques Champaud (1983), les mbôs seraient venus du sud formant l'avant-garde d'un peuple migrateur qui s'est arrêté au pied des Hauts-Plateaux Bamilékés, sans doute à cause des difficultés du relief et du climat. Malgré une littérature *quasi* inexistante sur ce peuple, les mbôs sont pourtant décrits par les Bamilékés, comme par eux-mêmes, de façon identique. Aussi est-il intéressant de voir en quoi les Mbôs et les Bamilékés se différencient puisque les caractères différents qu'on leur prête expliquent - pour la majorité des acteurs du projet - certains aspects de ce qu'ils considèrent comme l'échec de la R.A.P. à Santchou.

On dit des mbôs qu'ils sont individualistes et qu'ils connaissent mal l'art de l'organisation collective. Certains locaux me l'ont expliqué par le fait que la chefferie est beaucoup moins

pesante chez eux que dans le reste du pays. Ceci freine la formation d'une cohésion sociale entre les individus. Voici un échantillon de témoignages récurrents recueillis sur le fonctionnement des mbôs. Le premier est recueilli auprès de la chercheuse M., originaire du *peuple du littoral*, et le deuxième du consultant S. d'origine Bamiléké :

*« Ca s'explique dans la culture des gens du littoral, ils aiment être individuels. Les chefferies ne sont pas fortes parce qu'ils sont riches, parce que la nature est là. Au littoral tu trouves tout comme ça et tu as tout. Il y a l'espace dans le littoral. Est ce qu'on a besoin d'un chef pour gérer ça ? »*⁹ (Chercheuse M.)

*« À Santchou on a à faire aux mbôs. La notion de groupe n'est pas très développée dans cette ethnie. Pour eux, se rassembler est difficile. La nécessité de se regrouper n'est pas dans leur sang, ça se comprend dans le domaine traditionnel. Le problème de leadership ne se prononce pas dans leur milieu. »*¹⁰ (Consultant S.)

D'après un étudiant originaire de Santchou, les femmes héritent de terrains, de commerces ou de plantations et contrairement aux hommes, elles participent à des réunions équivalentes aux tontines¹¹ pour gérer leurs économies. Chez les mbôs, les femmes seraient donc plus intégrées à la collectivité que les hommes. Toujours d'après ce même témoignage, le chef Mbô passe généralement le flambeau à l'un de ses fils. Le choix du fils héritier se fait à travers un testament que le chef remet à un ami. Ce dernier devra révéler le nom du futur héritier une fois le chef décédé. Toutefois, l'identité du mystérieux héritier ne reste pas totalement inconnue durant la vie du chef, car celui-ci sème des indices. En effet, c'est souvent le fils qui reçoit le moins d'aide financière qui sera désigné comme futur chef :

*« Le papa [le chef] a été généreux envers lui [le fils qui ne sera pas l'héritier], pour lui montrer qu'il ne faut pas qu'il rêve de son siège, il est généreux, et avec sa générosité il doit faire sa vie. »*¹² (Étudiant T.)

Le chef choisit donc l'un de ses fils en priorité pour reprendre la chefferie, mais lorsqu'aucun de ses fils ne peut être désigné, le chef choisit un des fils de son frère, car, dit-on, les ancêtres auraient pu choisir le frère du chef comme chef.

Les chercheurs en sciences humaines ayant travaillé dans les pays d'Afrique Subsaharienne en particulier, utilisent pendant les années de colonisation le terme d'« ethnie » qu'ils définissent comme « *une communauté de même origine, donc des individus plus ou moins apparentés*

⁹ Entretien formel et enregistré à Yaoundé (Cameroun) en novembre 2010.

¹⁰ Entretien formel et enregistré à Bafoussam (Cameroun) entre septembre et novembre 2010.

¹¹ Système traditionnel d'épargne et de crédit.

¹² Entretien formel et enregistré à Rennes (France) en décembre 2010.

partageant de ce fait un certain nombre de traits culturels» (Lainé, 2002 : 3). Même si de nos jours, l'anthropologie considère que le terme d'ethnie est bien plus une construction ethnocentriste de la réalité qu'une réelle identité revendiquée par les individus eux-mêmes, force est de constater que cette définition est encore très présente chez les acteurs rencontrés localement. Malgré ma frilosité à employer ce terme, mon souhait est de rendre réel les perceptions des acteurs, ainsi que les caractères que l'on prête à telle ou telle ethnie sur le terrain. Je privilégie dans cette thèse d'une distinction entre les groupes d'individus suivant leur localité (village) ou leur groupe (G.I.C.) plutôt que par leur appartenance « ethnique ».

Cette brève description historique, géographique et culturelle de chaque localité où s'est déroulé le projet R.A.P., nous permet de comprendre un peu plus la diversité à la fois des paysages et des individus, ainsi que leurs différentes perceptions des uns et des autres. Le groupe des bamiléks - considéré dans la littérature et par les acteurs comme un groupe dynamique, débrouillard et ouvert au changement – sera effectivement traité comme tel à travers le projet puisque la pisciculture qui y a été développée est considérée comme « moderne ». La différence est frappante lorsqu'on constate un recul plus important, de la part des acteurs du projet, vis-à-vis des pratiques des producteurs de Santchou qui sont considérés par la littérature et les acteurs comme un peuple davantage traditionaliste. Les similitudes entre la façon dont sont perçus ces deux peuples et la façon dont ils ont été abordés par les membres du projet sont-elles une coïncidence ? Les membres du projet se sont-ils laissés guidés par les représentations communes ? Voyons maintenant quelle est la place de la pisciculture dans ce contexte social.

Extrait du journal de terrain

Lundi 23 mars 2009 « Rencontre avec un anthropologue camerounais »

Aujourd'hui, j'ai rencontré l'anthropologue camerounais dont le chercheur H. m'a tellement parlé ! J'ai discuté avec un anthropologue qui a travaillé sur les populations que j'étudie. Il m'a parlé des mythes des producteurs du village de Santchou (village situé en plaine). Il y a toute une tradition derrière la production du poisson qui est vraiment intéressante. Alors que, d'après ses dires, dans le village de Fokoué, sur les Hauts-Plateaux, les pisciculteurs se sont mis à cette pratique en pensant qu'elle allait leur rapporter beaucoup d'argent. Ce sont donc deux villages et deux cultures différentes qu'il faudra que j'étudie sur le terrain. Un étudiant du projet m'a même dit que les pisciculteurs de Fokoué avaient peur de l'eau alors qu'il est nécessaire, pour pêcher les poissons, de plonger dans les bassins jusqu'au ventre. Les producteurs de Fokoué sont en train d'apprendre leur métier, sans avoir hérité de leurs parents, ou si peu. En effet, la pisciculture à Fokoué a été intégrée par les Peace Corps, une O.N.G. américaine. Une Camerounaise m'a dit que le mot « Peace Corps » est employé par les camerounais pour définir simplement les Américains.

3. Les données techniques sur les pratiques locales de pêche et de pisciculture

L'exposé précédent montre que le projet de R.A.P. s'insère dans un contexte local très varié, malgré la proximité géographique des deux arrondissements concernés. Les différences culturelles qui opposent pratiquement ces deux sociétés sont accentuées par un milieu naturel totalement différent, spécifique à chaque localité. De ces facteurs culturels et naturels divers découlent des approches et des pratiques de la pisciculture qu'il convient de décrire pour comprendre les tenants et les aboutissants du déroulement du projet.

Fokoué est situé dans une région montagneuse où les cours d'eaux sont nombreux mais à faible débit. La plupart des étangs sont creusés par la main de l'homme dans les années 70, 80 et

90 avec l'aide des *Peace Corps*¹³. L'objectif affiché de cette O.N.G. est à l'époque de développer la pisciculture afin que la population puisse se nourrir de poissons frais. D'après les producteurs, les *Peace Corps* ont surtout apporté un certain engouement pour l'activité piscicole par le don d'alevins, l'organisation de concours et de fêtes autour de cette activité. Les pisciculteurs sont également motivés dans leurs démarches par la capacité d'adaptation des jeunes américains qui ont passé quelques mois dans les villages, au sein des familles. Pour autant, les producteurs reconnaissent que la plupart ont abandonné les étangs construits par manque de rendements. La seule technique que les *Peace Corps* leur ont enseignée est la mise en place d'une compostière, c'est-à-dire un espace dans l'étang réservé au dépôt de déchets de cuisines servant à l'alimentation des poissons.



Photographie 3. Un producteur de Bamendou alimente sa compostière

¹³ Les *Peace Corps* appartiennent à une agence du gouvernement fédéral créée dans les années 1960 inspirée par le discours de John Fitzgerald Kennedy qui souhaitait des jeunes américains qu'ils « servent leur pays au nom de la paix en vivant et travaillant dans les pays en voie de développement ». « *Senator John F. Kennedy challenged students at the University of Michigan to serve their country in the cause of peace by living and working in developing countries* » In <http://www.peacecorps.gov>.

D'autres étangs sont créés par des producteurs qui ont voyagé ou vécu hors du village, et ont imité les pratiques de piscicultures observées, en particulier dans la région Centre Cameroun. Voici quelques témoignages de ces précurseurs :

*« Mon mari et moi, on a fait la pisciculture à Yaoundé. Il a vu comment les gens font, et ça lui a plu. Il avait un ami là-bas qui avait des étangs. Ça lui faisait plaisir. Il a préféré venir dans son village [Fokoué] créer les choses comme ça. Il a créé dans les années 89. »*¹⁴ (Productrice M.)

*« Le père de mon premier fils travaillait dans la pisciculture. C'est lui qui a payé les gens à creuser ses étangs. Il travaille à la poste. Il a appris tout seul. Il a fait la formation de pisciculture avant de travailler à la poste. »*¹⁵ (Productrice F.)

*« Mon premier étang a été construit en 1994. [...] L'idée est venue de moi-même, parce que j'ai eu l'idée à Douala, quand j'étais sur le bateau [il était mécanicien sur un bateau de pêche]. C'est là que quand je suis revenu au village, je me suis dit que je ne pouvais pas laisser. J'ai pensé, à mon niveau, que je pouvais essayer. »*¹⁶ (Producteur T.)

À Fokoué, l'activité piscicole est une activité secondaire. D'après les témoignages ci-dessus, on se rend compte que les maris des productrices qui ont repris l'activité n'étaient pas dans le secteur agricole. L'un était commerçant, et l'autre postier. Le troisième producteur qui s'est engagé dans l'activité était mécanicien. Tous trois ont débuté l'activité piscicole comme une activité de « confort », c'est-à-dire sans attendre nécessairement des revenus. Dans le groupe de Fokoué, sur une quinzaine de pisciculteurs, seulement cinq avaient l'agriculture comme activité principale. D'autres étaient prêtres, infirmiers, chauffeurs ou encore professeurs.

Le G.I.C. des Pêcheurs et des Pisciculteurs de Santchou (P.E.P.I.S.A.) voit le jour à Santchou, un arrondissement situé dans la plaine en contrebas de Dschang. De nombreux cours d'eau - la Ménoua et le Nkam principalement - jalonnent cette plaine qui est inondée lors de la saison des pluies. C'est ainsi que des trous (Mbeuh dans la langue locale) ou étangs d'inondations¹⁷ ont été creusés par les ancêtres des Mbôs pour piéger les poissons lors du retrait des eaux d'inondation. À la saison sèche, ces poissons sont récoltés en écopant totalement les étangs à l'aide de seaux portés par la main d'œuvre familiale et « amicale ». Quant à la localité de Ngang (localité également concernée par le projet), elle bénéficie d'un site marécageux où des

¹⁴ Entretien formel et enregistré à Fokoué (Cameroun) en novembre 2010.

¹⁵ Entretien informel mené à Fotomena (Cameroun) entre mars et juin 2009.

¹⁶ Entretien formel enregistré à Fokoué (Cameroun) en octobre 2010.

¹⁷ Terminologie retenue par les chercheurs et les producteurs à l'issue du projet R.A.P.

trous ont été creusés par les éléphants prenant leurs bains de boue. Ces étangs sont alors considérés comme un lieu de pêche libre d'accès au même titre que les rivières. Les pêcheurs de Santchou récoltent également le poisson directement dans les rivières par des techniques de pêche et des outils hérités de leurs parents mais constamment en évolution à cause de l'apparition et de la création de nouveaux matériels de pêche. Ils sont en général considérés comme des pêcheurs car la nature est ainsi faite que les alevins viennent seuls alimenter les étangs. Pourtant, force est de constater qu'un effort est fait pour aménager les étangs et accueillir les poissons dans les meilleures conditions afin d'obtenir une meilleure récolte. C'est en se basant sur ces pratiques *traditionnelles*¹⁸ que les chercheurs et les producteurs décident de considérer les pêcheurs de Santchou comme des pisciculteurs. D'autres habitants de Santchou ne pratiquent que la pêche en rivière, et d'autres se sont essayés à la pisciculture moderne telle que l'on peut la trouver à Fokoué/Penka-Michel (Vander Stuyft S. et Essomba J.M., 2005). Dans l'arrondissement de Santchou, on peut distinguer deux types de pisciculteurs. Les premiers ont des pratiques traditionnelles telles que décrites plus haut. D'autres se sont mis à la pisciculture plus tardivement et n'ont pas de pratique héritée de leurs parents. Leurs étangs ne fonctionnent pas tous par inondation et ces pisciculteurs doivent utiliser des techniques modernes, comme nourrir les poissons par exemple, chose qui ne s'est jamais faite traditionnellement.

¹⁸ Terme employé localement.



Photographie 4. Vue sur la plaine des Mbô recouverte par les nuages

4. Évolution du C.I.R.A.D. et de sa conception de l'agronomie et du développement

Avant de traiter l'aspect fonctionnel de la démarche de R.A.P., il est primordial de comprendre sur quelle éthique elle repose, et en premier lieu, d'exposer la conception de l'agronomie et du développement par le principal acteur de notre projet - du moins l'institution dont font partie les principaux acteurs du projet qui nous intéresse - à savoir le C.I.R.A.D. Ceci permet de comprendre comment cette institution en est venue à adopter une telle démarche de recherche.

L'ancêtre du C.I.R.A.D. naît entre 1941 et 1975 de la création de neuf instituts de recherches agricoles et tropicaux. Ces instituts fonctionnaient sous le statut associatif loi 1901 et se divisaient globalement par types de cultures :

- Institut de Recherches pour les Huiles et Oléagineux (I.R.H.O.)
- Institut de Recherche sur les Fruits et Agrumes (I.R.F.A.)
- Institut de Recherche sur le Caoutchouc (I.R.C.A.)
- Institut d'Élevage et de Médecine Vétérinaire des pays Tropicaux (I.E.M.V.T.)
- Le Centre Technique Forestier Tropical (C.T.F.T.)
- Institut de Recherches du Coton et des Textiles exotiques (I.R.C.T.)
- Institut Français du Café, du Cacao et autres plantes stimulantes (I.F.C.C.)
- Institut de Recherches Agronomiques Tropicales et des cultures vivrières (I.R.A.T.)
- Le Centre d'Études et d'Expérimentation du Machinisme Agricole Tropical (C.E.E.M.A.T.)

En 1958, les instituts se rassemblent au sein d'un comité de liaison des organismes de recherche agricole spécialisés outre-mer.

En 1968, le C.I.R.A.D., jusque-là institut de recherche agronomique en laboratoire, se tourne vers la recherche sur le terrain et compréhensive : une recherche systémique plus globale que la recherche par types de cultures, visant simplement à accroître les rendements. Cette idée paraît notamment dans les écrits du chercheur René Tourte, considéré comme l'un des précurseurs de ce mouvement compréhensif. Il est le premier directeur de l'ancêtre du département Environnement et Sociétés, département pluridisciplinaire qui allie sciences agronomiques et sciences humaines. Sur une note écrite à Bambey (Sénégal) en 1968, René Tourte fait part de son souhait d'ouverture et de compréhension des chercheurs agronomes aux milieux sociaux pour lesquels ils travaillent, car l'agronomie dit-il « *implique une connaissance approfondie de ce milieu et de ses composantes édaphiques, techniques, économiques, humaines etc. et de leurs interactions, leurs jeux réciproques* » (Tourte, 1968 : 1). Il ne rejette aucunement ce qu'il appelle « *la création de connaissances isolées en laboratoire, en station, en champs d'essais, en classes...* », mais la définit comme une première étape de la recherche, dont la deuxième est l'expérimentation « *dans le milieu même d'application, par le manipulateur final, c'est-à-dire le paysan lui-même, sous la direction du créateur des modèles, le chercheur, et avec l'assistance de son conseiller naturel, le vulgarisateur* » (*op. cit.* : 2). En prenant le cas de l'agronomie au Sénégal, il constate alors que la mission des chercheurs agronomes (le développement) est ralentie par la « *médiocre connaissance des phénomènes socio-économiques du milieu rural de départ* » (*op. cit.* : 3).

C'est ainsi qu'il prône la pluridisciplinarité des équipes de recherche-développement qui, par leur isolement et leurs divergences d'idées, tendent à se stériliser.

En 1974, est créé le Groupement d'Étude et de Recherche pour le Développement de l'Agronomie Tropicale (G.E.R.D.A.T.), qui regroupe ces instituts. Elle est alors la forme la plus proche de l'actuel C.I.R.A.D. En 1980, se déploie ouvertement le mouvement des systèmes agraires qui part du principe que l'agronomie doit sortir des stations et faire de l'expérimentation chez les *paysans*¹⁹. C'est ainsi que les premières questions méthodologiques se posent concernant cette démarche : comment faut-il faire des essais chez les *paysans* ?

Le C.I.R.A.D. est alors créé en 1985 pour ne plus former que trois départements qui sont aujourd'hui :

- Systèmes biologiques
- Performances des systèmes de production et de transformation tropicaux
- Environnements et sociétés

Les deux premiers départements sont encore à l'heure actuelle considérés comme des départements essentiellement techniques par certains chercheurs du C.I.R.A.D.

La première sociologue à être recrutée au C.I.R.A.D. arrive en 1987.

C'est dans les années 1990 qu'apparaît pour la première fois en France la Recherche-Action (R.A.) dans la recherche agronomique (I.N.R.A.-S.A.D.). En 1991, le département de recherche sur les Systèmes Agraires et le Développement (S.A.D.) de l'I.N.R.A. décide de mener une réflexion sur la R.A. au sein de l'agronomie. Le département lance à cet effet un groupe de recherche interdisciplinaire et interinstitutionnel dans le cadre d'une Action Incitative Programmée (A.I.P.) intitulée « *pour une méthodologie de la recherche-action. Analyse des pratiques des chercheurs dans l'action* ». Ce travail regroupe une trentaine de chercheurs de l'I.N.R.A., du

¹⁹ Ce terme est couramment employé localement, mais également par les chercheurs. Étant donné qu'il peut être perçu comme péjoratif - et en l'absence d'une recherche approfondie sur son utilisation - le terme « paysan » restera en italique lorsqu'il aura été utilisé par nos interlocuteurs.

C.I.R.A.D., du G.R.E.T.²⁰, du C.N.R.S. et des universités, sans compter les partenaires étrangers. Bien plus qu'une réflexion à mener sur la démarche de R.A., ces chercheurs veulent également légitimer cette démarche auprès de leur institution. « [...] *il nous apparaissait nécessaire d'élaborer, dans un institut comme l'I.N.R.A. (où prédominent les recherches expérimentales), une véritable stratégie de légitimation institutionnelle de la R.A.* » (Albaladejo et Casabianca, 1997 : 7).

Mais cette révolution ne démarre pas seulement au sein des instituts de recherche agronomique. Elle se nourrit également de l'évolution de la société qui demande de plus en plus d'être renseignée face aux incertitudes qui concernent la santé et l'environnement, comme peut en témoigner l'ouvrage de Callon *et al.* (2001).

En 1999, des plants de riz O.G.M. cultivés dans les serres du C.I.R.A.D. en vue d'être introduits en Camargue sont renversés par José Bové qui était, à l'époque, militant et syndicaliste écologiste. Par la suite, un débat est lancé par des agronomes et généticiens de l'I.N.R.A., de l'I.R.D. et du C.I.R.A.D. défendant l'idée que la recherche doit s'ouvrir à la société. Une lettre ouverte adressée au Président de la République précise « [...] *la " Société Civile " doit être partie prenante des décisions concernant les objectifs et l'utilisation des résultats de la recherche [...] Cette prise en compte représente ainsi une garantie de la qualité finale des recherches menées* »²¹. Par ailleurs, une pétition soutenant cette idée est signée par 700 chercheurs des instituts de recherche agronomique pour le développement de Montpellier. Ce coup médiatique a un retentissement relativement important par la publication d'un article dans le journal « Le Monde » et le passage de l'événement au journal télévisé de 20h. En interne, une contre-pétition circule au sein du C.I.R.A.D., en particulier dans les départements techniques (Systèmes Biologiques et Performances des Systèmes de Production et de Transformation Tropicaux) dénonçant la difficulté pour les chercheurs de travailler et de valoriser la recherche végétale en France à cause des destructions régulières des expérimentations.

Le premier comité d'éthique du C.I.R.A.D. se déroule la même année et les questionnements portent alors sur le partenariat. En même temps, alors que le C.I.R.A.D. emprunte cette nouvelle voie plus compréhensive, le statut des chercheurs se modifie par la première évaluation de l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (A.E.R.E.S.) du C.I.R.A.D. en 2002. Il est alors demandé aux agents de l'institution, anciens ingénieurs et

²⁰ Association sans but lucratif regroupant des professionnels du développement solidaire. Cette association est active dans plus d'une trentaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine (source : www.gret.org).

²¹ « Lettre ouverte au Président de la République des personnels de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur de Montpellier, pour la grâce de José Bové », diffusée en juillet 2003, archives personnelles d'un chercheur du C.I.R.A.D.

techniciens pour le développement, d'augmenter le nombre de leurs publications scientifiques. Certains agents ne se reconnaissent pas dans ce statut de chercheur et ces nouvelles exigences ont des conséquences fortes par la suite.

En 2002-2003 le comité d'éthique du C.I.R.A.D. mène une seconde réflexion sur la « *recherche participative* » puisqu'il doit faire face progressivement à la remise en cause de ses valeurs éthiques, liées à son activité de développement. Effectivement, les modèles techniques et scientifiques expérimentaux ne s'adaptent pas facilement aux différentes situations locales. L'application de ces modèles sur le terrain pose également des problèmes éthiques concernant le positionnement des chercheurs en développement vis-à-vis des producteurs locaux. La question posée par le comité d'éthique du C.I.R.A.D. est la suivante : « *Doit-on, peut-on, et comment associer les sociétés rurales, en particulier les plus pauvres, à l'élaboration et à la réalisation des actions de recherche les concernant ?* »²². D'après le compte-rendu de ce comité, le C.I.R.A.D. « *de par son mandat de coopération et son statut d'établissement public à caractère industriel et commercial, est un organisme qui peut être qualifié d'"interventionniste"* »²³ et qu'ainsi il doit réfléchir aux impacts de son intervention dans les pays du Sud. Dans ce même rapport, le comité reconnaît la pertinence d'impliquer les acteurs locaux dans le processus de recherche, mais que cette pratique de recherche participative manque de formalisation. Il conseille donc au C.I.R.A.D. de s'allier avec l'I.R.D. pour réfléchir autour de la démarche participative. D'après le comité, le C.I.R.A.D. reconnaît l'importance des savoirs locaux, mais n'a pas encore les outils pour les valoriser. Pour finir, le C.I.R.A.D doit s'impliquer à « *moyen et long terme* »²⁴ auprès des populations en respectant leurs besoins prioritaires et leurs intérêts.

La genèse de cette thèse retracée dans l'introduction apparaît dans un contexte complexe. Ce dernier repose en premier lieu sur des idées et des principes qui émanent principalement de la communauté scientifique, il s'agit ici de la R.A.P. Cette idée maîtresse, alors qu'elle est encore en pleine construction conceptuelle, se concrétise à travers son application au Cameroun et au Burkina Faso. L'intervention du C.I.R.A.D. au niveau de la localité qui nous intéresse s'est faite suivant les principes de la R.A.P. qui eux-mêmes émergent dans un contexte autre que celui dans lequel il sera testé. La situation locale au niveau des arrondissements de Fokoué/Penka-Michel et de Santchou est telle qu'elle nous permet de mettre en avant les points communs de l'application

²² « Avis du comité d'éthique du Cirad sur les conditions d'intervention auprès des sociétés rurales des pays du Sud », compte-rendu datant du 8 mars 2004, archives du C.I.R.A.D.

²³ (*op. cit.* : 2).

²⁴ (*op. cit.* : 3).

de cette démarche de recherche dans deux contextes différents. La focalisation de notre travail sur ces localités nous permet également de décrypter les « petits mécanismes » par lesquels les acteurs (chercheurs, locaux, institutionnels etc.) réagissent face à l'application de la R.A.P. S'ajoute l'étude des mécanismes de la « grande machine » à travers l'analyse d'un partenariat institutionnel entre le C.I.R.A.D. et l'I.R.A.D.

Cette thèse a donc pour objet de mener une ébauche de réflexion sur les effets de la recherche, de l'action et du développement sur l'échelle microsociale. Pour ce faire, l'analyse se focalise sur un projet de développement en particulier, à partir de plusieurs angles d'approches différents. Cette diversité d'approches et d'outils nous permet de comprendre le projet de l'intérieur par ses jeux d'acteurs qui répondent aux enjeux locaux liés au développement. L'analyse permet également de comprendre le projet de l'extérieur, à travers la description de toutes les contraintes scientifiques, sociales et idéologiques qui pèsent sur ce type de projets. Mais bien plus qu'une simple analyse de projet, cette thèse contribue également à alimenter la réflexion sur l'anthropologie de l'action, et la posture du chercheur anthropologue face aux stratégies de développement et d'évaluation de projets.

La première partie de cette thèse expose le contexte très large de notre travail. Elle débutera par les théories scientifiques sur lesquelles repose l'idée de Recherche-Action en sciences sociales et du glissement progressif de ces théories vers une légitimation de l'intervention de la recherche sur le local. Nous décrirons également dans cette partie de quelle façon le C.I.R.A.D. mobilise et s'approprie ces théories, pour ensuite les appliquer concrètement sur le terrain au Cameroun. Dans cette même partie, figureront la problématique et la méthodologie de ce travail qui s'appuient sur trois temps méthodologiques. Le premier temps nous permet de traiter et de comprendre le monde des chercheurs. Le deuxième temps nous expose au point de rencontre entre l'équipe de recherche et les acteurs locaux à travers l'observation participante au Cameroun. Le dernier temps se focalise plus particulièrement sur les effets des dispositifs d'intervention des chercheurs sur la localité, tant au niveau technique que social. Toute cette méthodologie nous permet ensuite de répondre à la problématique de cette thèse qui consiste à se demander si les dispositifs de la R.A.P. sont effectivement des facilitateurs de l'action locale.

La deuxième partie est une lecture de la situation locale à travers les interactions des différents acteurs du projet, guidés par leurs perceptions, leurs objectifs et leurs contraintes. Ces interactions aboutissent à l'utilisation des dispositifs et des événements par les acteurs dans le but

d'arriver à leur fin. La lecture de ces dispositifs et événements sont également les outils méthodologiques que nous proposons pour répondre à notre problématique.

La troisième et dernière partie met en avant les résultats et conséquences des interactions développées dans la partie précédente, en particulier, les résultats attendus par l'équipe de recherche concernant les savoirs et les apprentissages produits lors de ce projet. Ensuite, ces résultats seront confrontés à une analyse non-exhaustive d'un autre projet qui s'est déroulé au Burkina Faso. L'apport de quelques éléments de ce projet à notre réflexion est pertinent dans le sens où il a été développé suivant les mêmes principes de R.A.P., mais dans un contexte différent. Nous verrons ainsi les similitudes et les différences des conséquences de ces deux projets. Pour finir, le dernier chapitre de cette thèse expose l'état des lieux et les réflexions des chercheurs qui utilisent la démarche de R.A.P. Ce chapitre aboutit à des réflexions méthodologiques concernant la démarche en elle-même, mais également sur le positionnement du chercheur entre l'éthique, la réflexion scientifique et l'action pour le développement.

PREMIÈRE PARTIE

LE CONTEXTE SCIENTIFIQUE

Les problématiques de la Recherche-Action

- CHAPITRE I -

Des théoriques de Kurt Lewin à la Recherche-Action en Partenariat

L'objectif de ce chapitre est d'exposer les premières idées de la Recherche-Action, en partant d'une théorie de Kurt Lewin, considéré comme le précurseur de ce courant. Sa théorie aurait été élaborée dans le but principal de faire progresser la méthodologie des sciences sociales, mais également d'intervenir sur le terrain en provoquant le changement de la situation des acteurs concernés par l'étude. La recherche agronomique qui mobilise à la fois les sciences sociales et l'intervention locale a repris, adapté et appliqué cette théorie. Qu'en est-il au sein du C.I.R.A.D. ? Comment le projet s'est-il déroulé dans les localités qui nous intéressent, c'est-à-dire dans les arrondissements de Fokoué/Penka-Michel et Santchou ?

1. Méthodologie et épistémologie de Lewin

La Recherche-Action ou la recherche participative s'inspirent des théories de Kurt Lewin, psycho-sociologue américain (1890-1947). Ces théories se fondent sur une réflexion méthodologique autour de la recherche en sciences sociales. S'inspirant des sciences physiques, Lewin défend l'idée que c'est en provoquant une situation de changement dans une sphère sociale qu'il est possible de déterminer les différentes variables qui déterminent l'individu et son environnement. À cette fin, il recourt à la notion de « champ social » qu'il met en relation de causalité avec l'objet ou l'individu qu'il englobe (Lewin, 1967). Par le changement que le chercheur doit alors provoquer, les faits sociaux étudiés se révèlent de façon significative. L'autre but de cette démarche de changement est de résoudre les problèmes rencontrés par les acteurs étudiés. Lewin préconise alors l'étude des groupes par l'interdépendance qui existe entre ses membres. Le champ psychologique du groupe est ainsi étudié en priorité à travers les comportements individuels comme l'explique Claude Faucheux dans l'introduction de l'ouvrage de Kurt Lewin (1967) : « *Les buts du groupe, ses normes, la perception qu'il a de son environnement, la division des rôles et des statuts, sont autant de parties interdépendantes de l'ensemble qu'on appelle : le champ psychologique du groupe.* »

Après la disparition prématurée du concepteur de la Recherche-Action, le Tavistock Institute prend le relais de Lewin et rend cette démarche célèbre à travers ses nombreux travaux (Liu,

1997). Cette démarche se développe au sein de plusieurs laboratoires, à la fois dans les milieux de l'entreprise, de l'industrie, des hôpitaux et dans des milieux professionnels, relativement hermétique et autarcique, au sein duquel les acteurs évoluent. Les disciplines qui portent le plus d'intérêt à cette démarche de recherche sont la psychologie, la sociologie des organisations et les sciences de l'éducation.

La R.A.P. est donc issue de la Recherche-Action qui au départ s'élabore hors du champ de l'agronomie. De plus, une grande partie de la théorie de Lewin semble dédiée à l'évolution méthodologique des sciences sociales. Initialement, la préoccupation de cet auteur était de développer une méthodologie d'enquête plus performante permettant de récolter des informations considérées comme plus « fiables ». La résolution des problèmes des acteurs concernés était également importante, mais non prioritaire. À quel moment et de quelle façon cette théorie de Recherche-Action est-elle mobilisée dans le domaine de l'agronomie ?

2. La rencontre entre la Recherche-Action et l'agronomie

Jusque dans les années 1970-1980, la recherche agronomique adopte une démarche diffusionniste basée sur le transfert de technologies caractérisées par des expérimentations en stations de recherches et en laboratoires. Les résultats de ces recherches sont ensuite communiqués aux agriculteurs par des services de vulgarisation. Durant les années 1980 et 1990 s'effectue un virage dans la recherche agronomique. Progressivement, les chercheurs en sciences agronomiques se rendent compte que les techniques qu'ils proposent ne sont pas toujours adoptées par les producteurs (Chambers *et al.*, 1994). Ceci ne vient ni de l'ignorance des agriculteurs, ni des techniques développées par les agronomes mais bien de la démarche de transfert de technologie. En effet, cette méthode ne permet pas de prendre en compte les variables climatiques, économiques et sociales des populations bénéficiaires. Les conditions d'expérimentation en station sont particulièrement favorisées par des conditions physiques et économiques stables, alors que leurs résultats sont destinés à des agriculteurs exerçant leurs activités dans des contextes marqués par des incertitudes : climat, pédologie, environnement économique, etc. La recherche agronomique décide donc - sous l'impulsion des structures de développement - de travailler différemment avec les producteurs en partant de leurs savoirs, de leurs problèmes et des priorités qu'ils se donnent au sein de leurs activités. Grâce à l'approfondissement du contexte

dans lequel les chercheurs agronomes proposent des inventions²⁵, ils sont alors théoriquement plus aptes à proposer des techniques adaptables à chaque cas d'étude (Chambers *et al.*, 1994). C'est la naissance de la méthode systémique qui consiste à comprendre comment les agriculteurs gèrent leurs activités tout en prenant en compte leurs contraintes sociales et économiques. La Recherche Développement met ainsi l'accent sur la participation des agriculteurs à la recherche. Malgré cet effort, la méthode systémique reste assez critiquée car insuffisante pour servir les intérêts des agriculteurs tout en privilégiant les intérêts de la science par l'accumulation de connaissances. Certains auteurs disent de la Recherche Participative (ou Recherche Développement) qu'elle est au service des institutions et qu'elle sert de légitimation de l'intervention descendante (Albaladejo et Casabianca, 1997).

En France, Jean-Pierre Darré, socio-anthropologue spécialiste du développement agricole et de l'anthropologie de la connaissance, contribue également aux réflexions autour de la légitimité du savoir *paysan*. Sans être un concepteur ou un utilisateur chevronné de la Recherche-Action, Jean-Pierre Darré appelle à la vigilance des chercheurs en exprimant les difficultés de la coopération. Entre autres difficultés, le risque que les interlocuteurs du chercheur ne se reconnaissent pas dans la recherche construite, ou bien que le chercheur mette de côté son activité scientifique pour se mettre à l'unique service de la pratique sur le terrain etc. (Darré, 1997).

Dans la recherche agronomique, les multiples courants de recherches participatives apparaissent suite à des questionnements éthiques que se posent les chercheurs concernant l'impact et l'utilité de leurs recherches auprès des *paysans*. En même temps, d'autres développeurs essayent en priorité de comprendre pourquoi leur intervention auprès des producteurs ne fonctionne pas comme ils le souhaitent. Malgré deux questionnements différents, l'un d'ordre éthique et l'autre d'ordre d'avantage technique, la recherche intervention et ses multiples courants semblent alors devenir une solution à ces problèmes. Qu'en est-il pour la R.A.P. au C.I.R.A.D. ?

²⁵ D'après la documentation du projet, les chercheurs distinguent l'« invention » de l'« innovation » suivant ces différents postulats : « *Il y a innovation quand une invention a rencontré des utilisateurs* » (Ecole des mines, 1998), « *L'innovation est une invention qui a réussi* » (Gondard, 1991), « *L'innovation est le fruit de la créativité et se distingue de l'invention dans la mesure où elle est concrétisée par une réalisation* » (Mucchielli, 2004).

3. Les concepts de la R.A.P. et son apparition au C.I.R.A.D

« Notre premier postulat est qu'il existe plusieurs façons de produire en fonction des objectifs de la famille, sa situation, ses pratiques et savoir-faire, et du contexte socio-économique et culturel » (Chia et al., 2005). Ce n'est plus aux populations locales de s'adapter face à l'importation d'une invention technique mise en place par les chercheurs, mais aux chercheurs de comprendre ce que veulent les populations locales afin qu'elles adoptent et construisent l'innovation directement dans leur contexte. Les différentes phases d'élaboration de la R.A.P. se font toujours à partir d'objets ou de thèmes techniques précis mis à l'étude. La première étape consiste à faire un diagnostic des besoins et de la demande sociotechnique de la population locale. Tout ceci se déroule lors de réunions collectives ou bien d'entretiens menés individuellement auprès des producteurs locaux. Ces résultats sont compilés et systématiquement restitués à tous les acteurs concernés afin de mener un débat avec eux. Ensuite, il s'agit de contractualiser les modalités de partenariat et de travail entre les différents acteurs. C'est ici qu'est défini le cadre éthique des différents participants de la R.A.P. Le travail d'expérimentation chez les producteurs ne vient qu'après la définition de ce cadre, alimenté par des ateliers de formation, des voyages d'étude et des réunions. L'apprentissage se fait petit à petit sans jamais oublier ce va-et-vient entre le travail et les restitutions publiques. Le mot clé est l'« échange » de savoir et de pratiques. La phase finale consiste à faire un bilan du travail effectué, en le valorisant scientifiquement et techniquement et en facilitant le contact entre les producteurs et les structures institutionnelles susceptibles de les soutenir dans leur activité (Vall, 2005).

La Recherche-Action en Partenariat est peut-être la solution aux méthodes de transfert de technologie non adaptées aux situations locales, mais elle ne permet pas encore de satisfaire les chercheurs et les producteurs. En effet, le travail effectué lors des missions dans le cadre de R.A.P. n'aboutit et ne perdure pas toujours une fois les chercheurs partis du terrain. Pour la plupart, les inventions fonctionnent seulement lorsque les chercheurs sont présents ou sur place. Le but de ces travaux est pourtant de construire des innovations de façon durable et de permettre aux populations locales de travailler de façon autonome. La R.A.P. est censée renforcer la création des inventions en collaboration et en concertation avec les acteurs concernés. Le mot « partenariat » accentue encore cette démarche de recherche en indiquant clairement que tous les acteurs sont partenaires et donc en liens formels entre eux. Elle suppose donc qu'après signature d'un engagement écrit et moral, les acteurs soient tous impliqués dans une démarche collective pour atteindre un but commun. La R.A.P. permet donc, *a priori*, de répondre aux exigences et aux

contraintes de tous en impulsant la création d'un projet viable et construit collectivement et localement. La création d'un cadre éthique devient alors indispensable autant pour les chercheurs que pour les populations locales.

« Les chercheurs s'engagent à :

- Mettre au service du projet toutes les connaissances
- Restituer les résultats régulièrement dans un langage simple
- Développer les investigations décidées collectivement avec les acteurs
- Faciliter les contacts avec d'autres institutions et organismes susceptibles d'aider à la réalisation du projet
- Informer les producteurs de tout changement dans les protocoles de recherche
- Maintenir des contacts réguliers via les dispositifs de la R.A.P.
- Mentionner dans les publications les origines des données

Les producteurs s'engagent à :

- Travailler collectivement et participer aux réunions de travail
- Mettre en commun les savoir-faire
- Mettre en œuvre les nouvelles techniques élaborées en commun
- Mettre à disposition de la recherche les étangs et ne pas « cacher » les informations
- Partager avec l'ensemble des acteurs de la R.A.P. les informations techniques, financières, susceptibles de faire avancer le projet.
- Permettre aux chercheurs d'utiliser les données, de façon anonyme, dans des publications scientifiques ou de développement »²⁶

²⁶ Cf. la convention générale signée entre les G.I.C. et le P.R.P. Pisciculture.

Au C.I.R.A.D., la R.A.P. se formalise à travers l'Action Thématique Programmée Conception des Innovations et Rôle du Partenariat (A.T.P. C.I.R.O.P.) fondée en 2005 dans le but de participer à la construction de ce nouveau paradigme pour la recherche agronomique.

4. *Le déroulement de l'A.T.P. C.I.R.O.P. et sa contribution à la formalisation de la R.A.P.*

Une première soumission d'A.T.P. a été effectuée en 2001 par trois chercheurs du C.I.R.A.D. ayant pour rôle de coordonner le projet. Le concept déposé, traitant de l'adoption des techniques de semis directs, n'a pas été jugé assez clair, bien qu'intéressant. Les coordinateurs du projet ont donc obtenu des financements pour former un atelier de discussion entre chercheurs, en vue de mieux formaliser les idées du projet.

L'atelier s'est donc déroulé en septembre 2002, et c'est à ce moment-là que deux acteurs - futurs porteurs du projet C.I.R.O.P. - sont venus pour la première fois participer au débat : le chercheur C. et le chercheur G. C'est lors de cet atelier que se formalise le concept de R.A.P. et que le projet se fait appeler C.I.R.O.P., puisqu'ont été invités à cet atelier Marie-Renée Vespieren (chercheur en sciences de l'éducation) et Marc Mormont (socio-économiste) par le chercheur C. ayant déjà travaillé avec eux par le passé sur des problématiques de R.A.

En 2003, trois autres chercheurs du C.I.R.A.D. soumettent encore une deuxième version d'un projet d'A.T.P. qui ne sera, une nouvelle fois, pas acceptée.

L'A.T.P. C.I.R.O.P. a été présentée une troisième fois en 2004 par trois chercheurs du C.I.R.A.D. et de l'I.N.R.A., le chercheur C., le chercheur D. et le chercheur G. L'idée principale qui a poussé ces chercheurs à créer cette A.T.P. était de formaliser la démarche de recherche qu'ils ont pratiquée à titre individuel et de façon « *instinctive* »²⁷, au cours de leur vie professionnelle. Ces agronomes sont passés progressivement d'une approche technique et unilatérale, à une approche davantage sociale et bilatérale avec les producteurs locaux. Ils ont été à l'écoute des besoins des *paysans* avec lesquels ils travaillaient, poussés par la conviction qu'il fallait rapprocher la recherche et la société. Seulement, cette approche qui relève du « *bricolage* »²⁸ n'est pas forcément légitime pour l'institution et au regard de certains agents du C.I.R.A.D. concentrés davantage sur la

²⁷ Terme employé par certains chercheurs impliqués dans ce type de démarche.

²⁸ Même source.

recherche de solutions techniques. En même temps, comme nous l'avons vu précédemment, le C.I.R.A.D. passe très rapidement du statut d'institut pour le développement à un institut de recherche où il est demandé à ses agents de publier davantage. L'A.T.P. C.I.R.O.P. cherche alors à légitimer ces nouveaux chercheurs et à formaliser cette démarche de recherche qu'ils ont nommée la Recherche-Action en Partenariat. L'accent est alors mis sur l'ajout du mot « *partenariat* », car le C.I.R.A.D., depuis le départ, revendique le caractère partenarial et coopératif de sa recherche pour le développement. Le projet C.I.R.O.P. doit répondre au besoin de formalisation d'une méthodologie de recherche partenariale, pour les chercheurs et le C.I.R.A.D. Lors d'un article rédigé par le directeur général du C.I.R.A.D., mais aussi Président de l'association Agropolis, on relève l'importance que la recherche pour le développement accorde au partenariat et au développement de méthodes partenariales toujours plus efficaces. « *Le changement de la demande au Sud qui impose une nouvelle approche bottom-up de recherche en partenariat s'exprime aussi en termes de modes opératoires. [...] L'association Agropolis²⁹ apparaît comme un précurseur dont l'expérience originale de coordination et la renommée internationale comme outil reconnu de coopération doivent être encore mieux mises à profit* » (Matheron, 2004).

Le travail de l'A.T.P. devait se faire en deux grands axes : (1) capitaliser les anciens terrains qui ont été réalisés (2) tester et construire les enseignements sur deux nouveaux terrains (le Cameroun et le Burkina Faso). Un troisième axe a été conçu et mis en place au cours du déroulement du projet, il s'agissait de faire une revue bibliographique des ouvrages en sciences sociales répondant aux problématiques que se posent les chercheurs. Ce travail a été effectué par une étudiante en sociologie.

D'après le document de présentation de l'A.T.P. C.I.R.O.P., les résultats de la recherche classique démontrent que les producteurs n'adoptent pas toujours les modèles proposés par la recherche agronomique. En effet, celle-ci privilégiait les dimensions techniques du développement sans forcément prendre en compte les dimensions sociales et organisationnelles. Depuis les années 70, la recherche agronomique-système a permis une avancée sur la compréhension des pratiques des *paysans* concernant l'ensemble de leur système d'activité. Le C.I.R.O.P. propose alors une démarche de R.A.P. qu'il définit comme une approche nouvelle qui favorise l'innovation par l'adoption d'un principe sociotechnique par le corps social concerné. Le partenariat est perçu

²⁹ Association loi 1901 regroupant des organismes de recherche (I.N.R.A., C.I.R.A.D., I.R.D., C.N.R.S. etc.), des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (Agroparistech etc.), des collectivités territoriales (Ville de Montpellier etc.) et d'autres acteurs du développement économique et rural (Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier etc.).

comme une solution à l'adoption des innovations, car il formalise les liens qui se nouent entre les acteurs d'un projet pour fédérer des moyens matériels et immatériels destinés à des objectifs communs. Cette idée fait référence à la sociologie de la traduction de Michel Callon qui décrit par quel biais, les objets et les humains, ainsi que les éléments matériels et immatériels se fédèrent et se mettent en « *relation de façon intelligible* » pour atteindre un objectif commun (Callon, 1986 : 204).

La mise en place de C.I.R.O.P. tend à répondre à une double demande. D'une part, le Comité Éthique du C.I.R.A.D. datant du 8 mars 2004, appelle les chercheurs à renouveler les méthodes de recherche et d'intervention à travers la question suivante : « *Doit-on, peut-on, et comment associer les sociétés rurales, en particulier les plus pauvres, à l'élaboration et à la réalisation des recherches les concernant ?* »³⁰. Après une étude approfondie avec des chefs de programme et d'équipe du C.I.R.A.D., ainsi que des chercheurs et personnes ressources, le comité éthique propose quelques recommandations aux chercheurs du C.I.R.A.D. Il propose ainsi de réfléchir sur quelques points comme la valorisation des savoirs-locaux, la formalisation d'une démarche de recherche partenariale en mettant l'accent sur l'éthique de cette démarche. Ces recommandations se justifient par le mandat du C.I.R.A.D. dont la recherche en coopération place l'institut dans une position interventionniste (Comité d'Éthique du C.I.R.A.D., 2004). D'autre part, les bailleurs de fonds imposent de plus en plus aux équipes de recherche d'adopter des formes de travail en partenariat. La démarche de R.A.P. se pose trois objectifs principaux : (1) produire des connaissances, (2) résoudre les problèmes, et (3) renforcer l'autonomie des acteurs. Deux grandes questions sont alors posées : quels sont les dispositifs qui favorisent la conception des innovations sociotechniques et organisationnelles ? Et quels sont les types de partenariat entre les différents acteurs ? Quatre volets méthodologiques sont alors proposés pour répondre à ces questions. Il s'agit de comprendre les objets techniques, analyser l'organisation et les conditions d'exercice des activités des acteurs locaux, caractériser les conditions d'émergence des changements et pour finir, évaluer les pratiques et contraintes organisationnelles de la recherche.

L'école-chercheur nommée Chercheurs Recherche En Partenariat (C.R.E.P.) qui s'est déroulée en 2005 permettait d'échanger avec d'autres chercheurs sur la R.A.P. Les différents points développés lors de cette école-chercheur concernent la définition du terme de R.A.P., son application et sa démarche, ainsi qu'une discussion autour du positionnement éthique des chercheurs impliqués dans ce type de travail. La R.A.P. se différencie de la recherche classique

³⁰ « Avis du comité d'éthique du Cirad sur les conditions d'intervention auprès des sociétés rurales des pays du Sud », compte-rendu datant du 8 mars 2004, archives du C.I.R.A.D.

par l'implication d'acteurs (non chercheurs) dans le déroulement des différentes étapes du processus qui sont : (1) la définition du problème, (2) le choix des méthodes, (3) le recueil des données, (4) l'analyse et la formulation des résultats, (5) la restitution aux partenaires. Cette démarche est basée sur des principes démocratiques en laissant le plus possible la parole aux différents acteurs et en prenant en compte les points de vue de chacun permettant ainsi d'enrichir la problématique commune. Pour qu'une R.A.P. se mette en place, il faut qu'il y ait à la fois du côté des chercheurs une volonté de recherche, et du côté des acteurs locaux une volonté de changement (social ou technique, ou bien sociotechnique). Au cours de la R.A.P. il est important de prendre en compte les acteurs non chercheurs dans toute leur dimension humaine : leur faire prendre conscience qu'ils participent à une démarche de recherche, prendre en compte leurs capacités d'apprentissage et de construction de savoir, de libre arbitre et stratégiques, ainsi que leur intériorité, leurs représentations, leur affect et leurs émotions. Il est également important de juger si ces acteurs ont une capacité à faire évoluer la situation. Les chercheurs se sont alors demandés si les sociétés avec lesquelles ils travaillent sont toutes capables de comprendre et d'adhérer aux principes démocratiques de la R.A.P.

De plus, l'action et la recherche menées simultanément ne répondant pas aux mêmes exigences, est-ce possible d'allier les deux ? Autre point important, la R.A.P. ne doit pas être perçue comme un passage obligé dans la vie des chercheurs et des développeurs, mais comme une démarche de recherche pouvant répondre à des situations sociotechniques complexes qui engagent des changements. La R.A.P. se déploie en plusieurs cycles composés de six phases : (1) diagnostic, (2) formulation de la problématique, (3) élaboration des hypothèses, (4) expérimentation, (5) évaluation/conclusion, (6) capitalisation/transmission. Chaque cycle est alors évalué et un prochain cycle sera entamé en fonction des résultats obtenus. Le respect de ces phases permet de réajuster le dispositif suivant son déroulement intérieur et donc d'être plus efficace pour produire des connaissances et résoudre les problèmes. La mise en place du collectif de la R.A.P. passe par une phase de diagnostic rapide visant à identifier les acteurs susceptibles de participer au processus. C'est à ce moment-là que les acteurs échangent, dialoguent et se mettent d'accord sur leurs valeurs et leurs buts communs, afin d'atteindre un seul et même objectif. Le dispositif de la R.A.P. ne s'arrête pas aux simples acteurs travaillant sur le terrain, il est composé de groupes extérieurs ayant un regard distancié sur l'action en cours. Il y a donc trois équipes distinctes : (1) l'équipe de terrain qui recueille les informations, expérimente et conduit l'action, (2) l'équipe de pilotage qui est chargée de coordonner et communiquer, (3) ainsi que le comité d'orientation chargée d'arbitrer.

Parmi les dispositifs, la formalisation par écrit de ce qui est fait au cours de la R.A.P. permet de rendre lisibles les actions menées, de prendre de la distance par rapport à l'action et de formaliser explicitement le rôle et les engagements de chaque acteur. Des débats ont lieu à propos de la multiplicité du rôle des chercheurs au sein de la R.A.P., ainsi que des problèmes de communication entre des acteurs issus d'une société fonctionnant sur l'écrit, ou sur l'oral.

La phase de désengagement des chercheurs de la R.A.P. est une phase qui doit être annoncée dès la phase d'engagement. Un désengagement peut avoir lieu pour de multiples raisons, qu'elles viennent de la part des chercheurs ou de leurs partenaires. Le tout est ensuite de valoriser les connaissances produites et de faire un état des lieux du changement local qui s'est opéré depuis la phase d'engagement. Par la suite, le dispositif organisationnel et technique de la R.A.P. étant posé, il s'agit de prendre en compte les attitudes et le positionnement des chercheurs sur le terrain. Pour faire fonctionner le dispositif de la R.A.P. il est largement recommandé de partager les responsabilités parmi les acteurs, ainsi que le temps de parole et de comprendre les logiques de chacun.

Dès le départ, le chercheur doit démontrer sa crédibilité aux partenaires pour obtenir leur confiance. Cette crédibilité passe souvent par l'action. Le chercheur doit donc passer à l'action rapidement. Lors du déroulement du processus, les chercheurs sont amenés à proposer toujours deux alternatives, c'est-à-dire laisser le choix aux acteurs de décider des actions à mener. Le chercheur doit prendre en compte les risques liés à ses actions sur le terrain, mais également la possibilité qu'il soit instrumentalisé par les autres acteurs. Il doit ainsi prendre une certaine distance vis-à-vis de ses actions et relativiser, ou mettre en sourdine, ses valeurs et convictions personnelles.

Lors du déroulement de cette école C.R.E.P., des groupes de chercheurs se forment par affinités. Le créateur du groupe R.A.P. - démissionnant du groupe C.I.R.O.P. - décide de créer au sein du projet Durabilis, un atelier de formation au Mali. Il contacte alors Michel Liu et Marie-Renée Viespieren, présents lors de l'école-chercheur C.R.E.P. pour leur proposer de participer à cette formation. Ce chercheur, à la fois chargé du projet Durabilis, de l'organisation d'un congrès international devant se tenir en Afrique et du *lot K* de l'A.T.P. C.I.R.O.P., ne peut pas suivre ses engagements concernant la conduite du *lot K*. Il démissionne donc en 2006 et son travail est confié à un autre chercheur participant à la fois au projet C.I.R.O.P. et au groupe R.A.P., le chercheur F.

Une semaine après l'école-chercheur C.R.E.P., des réunions entre les chercheurs ont eu lieu, et un groupe de chercheurs se forme à la suite de ces interactions. Il a été décidé à ce moment-là de rédiger un manuel sur la R.A.P. intitulé « *Innover avec les acteurs du monde rural : la Recherche-Action en Partenariat* », publié en 2010. Ce groupe se nommant de façon informelle « *l'équipe R.A.P.* »³¹ favorisera par la suite l'écriture de ce manuel. Les porteurs du projet C.I.R.O.P. n'y ont pas participé car d'après eux, l'écriture de ce manuel devait se faire à la fin du projet afin de capitaliser celui-ci. Deux groupes ont donc mené deux travaux simultanés, le groupe « R.A.P. » pour l'écriture de ce manuel (Faure *et al.*, 2009) et le groupe C.I.R.O.P. continuant à mener ses travaux comme il était convenu au départ.

Le monde de la recherche paraît tout aussi complexe que celui qu'il prétend étudier. Alors qu'un projet a été monté dans le but de répondre à une question précise, on se rend compte que la construction de cette question elle-même ne va pas de soi. Les chercheurs répondent eux aussi à des contraintes, qu'elles soient éthiques, pratiques ou temporelles.

5. Le « lot K » de l'A.T.P. C.I.R.O.P.

La capitalisation du *lot K* est la première étape du travail de l'A.T.P. C.I.R.O.P. Huit chercheurs étaient chargés de faire une analyse de chaque terrain sur, d'une part, leur propre expérience, et d'autre part, l'expérience d'un autre chercheur ne participant pas forcément à l'A.T.P. C.I.R.O.P. Huit communications internes ont été écrites. Une lecture de ces contributions nous a permis de connaître les différentes conclusions relevées par les chercheurs sur leurs expériences au sein des projets. C'est à partir de ces conclusions que nous serons capables de savoir où en est la réflexion autour de la démarche de R.A.P. Deux études de cas, sur les huit effectuées, seront exposées dans les parties suivantes, afin d'entrevoir la façon dont elles ont été construites.

³¹ Terme employé par l'un des chercheurs à l'origine de la création de ce groupe.

a. Le cas du Nicaragua

Le cas du Nicaragua tire quelques clés explicatives d'un travail mené par le chercheur G.T. Il est analysé par deux chercheurs du C.I.R.O.P. qui ont mené, pour ce faire, des entretiens semi-directifs avec le chercheur qui était chargé de ce projet sur le terrain.

Le projet au Nicaragua sur la culture du sorgho s'est déroulé de 2003 à 2006 sous la direction du chercheur G.T. Ce chercheur met en place son projet au Nicaragua dans un contexte où le C.I.R.A.D. a déjà fait ses preuves auprès d'O.N.G. et d'Organisation Paysannes (O.P.) lors d'un projet précédent mené par le chercheur F. visant à « *renforcer la capacité d'innovation des agriculteurs et à accompagner/ renforcer des dynamiques d'expérimentations paysannes* »³². À la suite de cette expérience qui a eu lieu entre 1990 et 1999, le chercheur G.T. décide de s'associer dès le départ à des groupes d'agriculteurs déjà organisés et pour la plupart formés à l'expérimentation agronomique.

Comme tout chercheur qui travaille suivant une démarche de R.A.P., il se confronte à différentes tâches qui lui confèrent une multiplicité de rôles : négociant, gérant, organisateur, exposant et discutant. Au départ, les partenaires sont dans une position attentiste, c'est-à-dire qu'ils ont besoin de preuves et de confiance pour aller de l'avant. Au fur et à mesure, les agriculteurs prennent conscience des résultats techniques, socio-économiques et organisationnels positifs. L'action est en revanche freinée par « *la pesanteur bureaucratique* »³³.

Des leçons ont été tirées de cette expérience qui relève quelques points importants pour mener une R.A.P. fructueuse. Il est important de communiquer et de bien choisir ses futurs partenaires et de bien leur expliquer les tenants et les aboutissants du projet. Les démarches de diagnostic, de négociation et d'apprentissage prennent du temps, mais le chercheur n'en a pas toujours. Il est également difficile pour le chercheur au sein d'une R.A.P. de valider les expérimentations. Les contrats écrits et passés entre les partenaires ne remplacent pas les explications orales vectrices de confiance. Il a également identifié un certain nombre d'acteurs plus enclins à collaborer dans une démarche de R.A.P. : « (1) les agriculteurs de culture indienne imprégnés d'esprit communautaire, (2) les agriculteurs membres de groupes d'agriculteurs/expérimentateurs accoutumés à l'action collective, (3) les

³² « Dulcire M., Lançon J. et Hocdé H., 2005, *Sélection Participative du sorgho au Nicaragua*, Document de travail, C.I.R.A.D., 15 p.

³³ D.M., L.J. et H.H., 2005, *Sélection Participative du sorgho au Nicaragua*, Document de travail, C.I.R.A.D., 15 p.

agriculteurs, moins individualistes que les éleveurs, (4) les agriculteurs motivés individuellement, (5) et les techniciens d'O.N.G. prenant au sérieux leur travail de facilitation »³⁴.

Cela dit, certaines questions restent encore en suspens : comment faire fonctionner une R.A.P. avec le peu de temps dont dispose le chercheur pour identifier les partenaires, établir de la confiance entre les acteurs et définir une question commune ? Quels sont les critères pour identifier si les rapports entre les acteurs sont bien de nature partenariale ? Un chercheur est-il compétent pour tenir la multiplicité des rôles qu'il doit gérer au sein d'une démarche de R.A.P. ? La nécessité de travailler dans l'action pour résoudre les problèmes lui permet-il de rester rigoureux dans son travail de recherche ?

b. Le cas du Mexique

L'analyse du cas du Mexique a été écrite par le chercheur F. et le chercheur A., tous deux agronomes. Elle a ensuite été revue et corrigée par le chercheur E., agro-économiste. Ces derniers décrivent le contexte local ainsi que la mise en place du projet A.S.O.S.I.D. qui regroupe huit partenaires aux statuts et fonctions divers. Les parties suivantes décrivent les différentes phases de conduite de la recherche sur le terrain en commençant par la phase de négociation entre les différents partenaires pour mettre en place le projet. Cette phase se déroule non sans négociation et partage, mais aboutit finalement à une entente commune entre une volonté de recherche participative venant du C.I.R.A.D. et du centre de recherche local, une volonté de développement et de diffusion de techniques venant de la banque agricole locale pratiquant les transferts de technologie verticaux, et une volonté de recherche de propositions innovantes susceptibles de remédier à la crise de l'agriculture céréalière. Le partenariat a été accepté de concert et rapidement. Mais visiblement, le déroulement des autres phases du projet montre que le partenariat ne s'est pas formé sur des valeurs communes. Durant la deuxième phase du projet, les partenaires se sont montrés de plus en plus réticents malgré la mise en place de multiples dispositifs expérimentaux. Il a été relevé une multiplicité trop grande du rôle du chercheur C.I.R.A.D., ainsi qu'un manque de mise en place de dispositifs de concertation visant à écouter et connaître les différents points de vue des partenaires. Le chercheur se retrouve donc seul, face à

³⁴ D.M., L.J. et H.H., 2005, *Sélection Participative du sorgho au Nicaragua*, Document de travail, C.I.R.A.D., 15 p.

des partenaires qui s'engagent de façon expectative, et d'autres qui boycottent ouvertement le projet. Dans la troisième phase, les expérimentations prennent une tournure inattendue, puisque « *le travail avec les agriculteurs-innovateurs régresse fortement pour se transformer de fait en un simple réseau multi-local d'essais de validation de technologie en milieu paysan géré par les conseillers agricoles* »³⁵. Par la suite, le document met en exergue les outils, les méthodes et les démarches utilisés par le projet A.S.O.S.I.D. Ont alors été mis en place : (1) des sessions de bilan et de programmation des activités, (2) des réseaux d'agriculteurs innovateurs, (3) des activités de formation, (4) des dispositifs décisionnels et opérationnels. Chacun de ces dispositifs relève quelques points marquants qui sont alors discutés : (1) la gestion des conflits, (2) la relation entre les divers acteurs, (3) le niveau d'engagement de chaque partenaire, (4) la présence et le fonctionnement d'un espace mutuel critique.

En conclusion de cette étude de cas, on se rend compte que différents partenaires se sont engagés, certes, mais pas dans un objectif commun, « *la Recherche nationale n'en voulait guère. Les « développeurs » - et payeurs en même temps - conscients des impasses du modèle de transfert de technologie étaient preneurs mais voulaient surtout arriver très vite à des résultats concrets et à grande échelle. Les O.P. voulaient d'abord voir avant de s'engager* »³⁶.

À la suite du *lot K*, une réunion de travail a lieu le 5 décembre 2007, à laquelle ont participé cinq chercheurs ayant travaillé sur ces études de cas : le chercheur F., E., C., G. et le chercheur A. Six thèmes d'analyses ont été constitués suite aux études de cas dont chaque chercheur s'est positionné pour approfondir chaque thème : (1) formalisation des engagements par le chercheur E., (2) traduction et interactions par le chercheur C. et le chercheur G., (3) asymétries par le chercheur A., (4) généricité par le chercheur C., (5) rôle et place des organisations de producteurs par le chercheur F., et (6) métier de chercheur par le chercheur F.

En janvier 2008, l'équipe de C.I.R.O.P. (le chercheur F., A., E., G. et le chercheur C.) présente un diaporama qui indique leur avancée quant aux leçons et interrogations qui émergent du *lot K*. Ils partent de l'hypothèse que les expériences passées de ce qu'ils appellent « la recherche autrement » permettent de fournir des éléments utiles pour améliorer et ajuster le cadre théorique de la R.A.P. C'est lors de cette restitution qu'apparaît clairement l'importance du partenariat dans

³⁵ H.H. et B.T., 2007, *Mise en récit de l'expérience de recherche participative*, Document de travail, C.I.R.A.D., 21 p.

³⁶ Même source.

les analyses de C.I.R.O.P. Sont alors posées les conditions sine qua non pour identifier une démarche de R.A.P. D'après les chercheurs, il faut que les trois buts de la R.A.P. soient visés (production de connaissance, résolution des problèmes et autonomie des acteurs), il faut une formalisation des engagements des chercheurs et des producteurs par l'élaboration d'une charte et d'un cadre éthique par exemple, et qu'il y ait également des dispositifs de gouvernance et techniques. Les premiers constats de l'analyse du *lot K* relèvent que cette démarche de R.A.P. est finalement très souple et imprévisible quant à sa finalité. En effet, elle est faite de rencontres entre individus et malgré des dispositifs mis en place pour faire fonctionner les interactions, les stratégies des uns et des autres sont imprévisibles. De plus, les organisations de producteurs ne participent pas toujours et la diversité de ses membres complexifie le déroulement de la R.A.P. Des questions thématiques sont à développer pour l'analyse transversale des huit terrains de C.I.R.O.P.

À la lecture des huit études de cas, un grand nombre de questions se posent et restent en suspens : qu'apporte la formalisation des engagements dans la recherche avec les acteurs ? Que fait-on face aux asymétries ? Comment s'organisent la traduction et la médiation dans les interactions entre les acteurs de mondes divers ? Quels processus pour arriver à une genericité des résultats ? Quelle place et rôles prennent les collectifs comme les Organisations Paysannes, dans leur diversité, dans la recherche avec les acteurs ? Et dans quelle mesure et comment le métier de chercheur est-il renouvelé dans la recherche avec les acteurs ? Quatre autres thèmes ont été identifiés, mais non retenus pour la capitalisation des résultats, l'autonomisation, le rôle des individus, les dispositifs et la gestion de l'imprévu/imprévisible et l'évaluation de la « *recherche autrement* ».

La capitalisation du *lot K* n'a pu être menée à son terme car le premier coordinateur de ce volet C.I.R.O.P. s'est investi dans d'autres projets. Par la suite, il a démissionné, et le volet capitalisation des expériences a été confié à un autre chercheur engagé dès le départ dans la construction de C.I.R.O.P. Par ailleurs, les principales conclusions sur la R.A.P. n'ont pas été tirées du *lot K* mais de l'expérience de l'équipe des chercheurs sur les terrains du Cameroun et du Burkina Faso.

c. Le travail de l'étudiante en sciences sociales

La deuxième partie du travail effectué au sein de l'A.T.P. C.I.R.O.P. est une revue bibliographique³⁷ des références relatives à la R.A. Cette tâche est accomplie en 2006 par une étudiante en sociologie du C.I.R.A.D. Cette dernière s'est par la suite rendue 18 mois sur le projet au Cameroun. Sa période de terrain donne lieu à un rapport³⁸ qui offre une photographie intéressante du déroulement du projet entre 2006 et 2008.

Ce qu'il faut retracer dans cette partie c'est le passage, pour cette étudiante, entre la théorie de la R.A.P. et la réalité de ses observations sur le terrain. En effet, la revue bibliographique a été effectuée avant qu'elle ne se rende sur le terrain. Par la suite, son rapport de mission a été rédigé à l'issue de ses 18 mois passés au Cameroun. De plus, cette étudiante fait partie des étudiants de *longue durée*, c'est-à-dire de ceux qui sont restés le plus longtemps au sein du projet. Ses compétences en sociologie lui confèrent alors dans le projet une place particulière, qui exigeait tout à la fois qu'elle évalue au sein de l'action le déroulement du projet, qu'elle agisse auprès des acteurs et qu'elle mène un travail de réflexion assez rapide pour qu'il puisse être à la fois restitué à temps aux acteurs et pour être utile à l'action.

La première partie de ce travail expose le contexte dans lequel naît la démarche de R.A. Les fondements de la R.A. sont construits de l'imbrication de la science et de la société. Au niveau des sciences sociales, l'analyse de la société ne se fait plus sur des découpages de la réalité mais sur l'ensemble de la société. En même temps, le passage d'une méthode hypothético-déductive à une méthode inductive permet à la science de s'attacher de plus en plus à tirer des conclusions en partant des observations de terrain, plutôt qu'à développer des hypothèses hors contextes qui seront alors vérifiées sur le terrain. La science se démocratise et travaille de moins en moins de façon isolée, ce qui lui permet d'accepter qu'elle n'a plus le monopole de la connaissance à travers l'intérêt croissant des chercheurs pour les savoirs-locaux. Cette démocratisation de la science pousse alors les chercheurs à suivre des valeurs et des principes éthiques qui les responsabilisent politiquement et socialement. Ce pas en avant de la recherche vers une certaine ouverture est aussi le fruit de la volonté de la société civile de rentrer dans le débat scientifique en demandant des comptes et en l'interpellant. Dans le domaine de

³⁷ B.B., 2006, *La recherche-action : une synthèse bibliographique*, A.T.P. C.I.R.O.P., C.I.R.A.D.-T.E.R.A., 93 p.

³⁸ B.B., 2008, *La mise en place d'un projet de recherche-action. Engagement dans l'action collective, formulation et résolution de problèmes*, Rapport V.I.E., C.I.R.A.D.-C.I.R.O.P., 132 p.

l'agronomie, elle se cantonnerait de moins en moins à des objectifs productifs. La méthode de vulgarisation classique en termes de transferts de technologie est alors remise en cause dans les années 1990. Les pratiques classiques du développement sont également remises en cause et considérées comme des pratiques ethnocentristes et impérialistes. La deuxième partie de ce travail expose alors les pratiques de la R.A. de ses principes à ses dispositifs. L'une des préoccupations principales compilées par l'auteur de ce travail bibliographique est l'autonomie des acteurs locaux à travers un souci pédagogique, qui consiste à « apprendre aux acteurs à apprendre », leur apprendre à être autonomes et leur apprendre à être indépendants. Vient alors la description du rôle du chercheur en R.A. qui est alors considéré comme un nouveau métier à part entière, mais qui reste encore à inventer. Il doit tout à la fois impulser un changement local, être le garant du déroulement démocratique de la R.A. et collaborer avec d'autres disciplines. Le chercheur R.A.P. doit également être à l'écoute des savoirs-locaux. Par la suite, seront exposés dans cette revue bibliographique les conditions de mise en route et de déroulement d'une R.A. en relevant que les jeux de pouvoirs et les fortes asymétries entre les acteurs ne sont pas des conditions favorables pour sa mise en œuvre. Les dispositifs de la R.A. seront également décrits, comme, entre autres, les objets intermédiaires exposés comme révélant des enjeux des groupes sociaux autour d'objets tels que par exemple : le carnet de bord ou la convention écrite. Cette revue bibliographique se clôture par une réflexion autour de l'évaluation de la R.A.P. Les concepteurs de la R.A. partent alors du principe que le processus permet une auto-évaluation au cours de l'action, que celle-ci est plus efficace et adaptée à la situation locale, plutôt qu'une évaluation *ex post* qui ne pourrait alors pas entraîner de modification de l'action. Certains dispositifs de la R.A., sont alors présentés comme les moteurs de cette auto-évaluation, mais également pour impulser une réflexivité du chercheur au cours de l'action. La seule contrainte au développement et au bon fonctionnement de la démarche de R.A. est alors présentée dans ce travail comme provenant de la non-acceptation par les institutions et de sa méconnaissance par ceux qui n'utilisent pas cette démarche.

Après 18 mois de terrain au sein du projet R.A.P. au Cameroun, elle rédige un rapport qui comporte plusieurs réflexions importantes. Elle relève alors que la place de l'étudiant dans le projet est primordiale, mais pose également quelques difficultés au niveau de son statut et des relations hiérarchiques qu'il peut avoir avec les producteurs et les chercheurs *senior*³⁹. L'étudiant doit également être autonome, que ce soit dans la conception de son objet de recherche, que dans

³⁹ Terme employé localement pour distinguer les trois chercheurs principaux de l'équipe de recherche et les autres membres (étudiants, consultants etc.) de l'équipe.

son insertion sur le terrain et toute la logistique que cela implique. Elle retient également que, si les étudiants effectuent un travail qui remplace celui des chercheurs, ils n'ont pourtant pas le même traitement : manque de moyens et difficultés pour s'exprimer au sein du collectif.

Pour toute l'équipe des chercheurs, le poids de la hiérarchie dans la situation locale est également un facteur contraignant pour le déroulement de la R.A.P. Mais le problème ne réside pas seulement au niveau des interactions entre l'équipe de recherche et les pisciculteurs, mais également entre l'équipe des chercheurs eux même. Ainsi, elle énonce que les chercheurs pris dans des enjeux divers, ont du mal à mettre en place une démarche commune. Les principes de la R.A.P. sont ceux de l'interdisciplinarité, et pourtant, elle constate que les sciences sociales sont absentes au niveau du projet, que ce soit lors de la phase de diagnostic qu'au cours de son déroulement. L'auteur de ce rapport explique ce fait par des difficultés pour l'équipe des chercheurs à enrôler dans le projet des chercheurs en sciences sociales. La transdisciplinarité lui paraît alors absente entre les différentes disciplines mobilisées dans le projet, tant les différents protocoles expérimentaux s'imbriquent tour à tour sans offrir une vision globale de l'action qui est en train de se faire et de l'objectif visé.

Son analyse des relations entre le collectif des chercheurs et les producteurs met en avant « *un grave problème de partenariat* » au regard des multiples stratégies du délégué du G.I.C. de Fokoué visant à servir uniquement ses propres intérêts, sans prendre en compte ceux du groupe. D'après ce rapport, le délégué ne fait pas que détourner les avantages du projet à ses propres avantages, il freine également les avancées du projet à travers des stratégies individuelles de toutes formes. Cette attitude du délégué provient peut-être du manque de confiance entre les acteurs du projet, mais n'est pas étonnante à la lecture de l'anecdote qu'elle expose concernant l'échec de la mise en place d'un objet intermédiaire : les comptes-rendus de réunions. Les chercheurs ont proposé aux producteurs de récupérer les comptes-rendus des réunions rédigés par les producteurs dans l'objectif de mieux comprendre le groupe et leurs perceptions. Les producteurs ont accepté au départ, ils se sont investis de cet objet en passant de notes manuscrites à des notes dactylographiées et illustrées qui nécessitent alors qu'ils se rendent à Dschang pour les taper au cybercafé. Cette pratique engage alors des frais supplémentaires que les chercheurs considèrent comme superflus. Le groupe refuse de repasser aux notes manuscrites et depuis, ils ne rendent plus leurs comptes-rendus aux chercheurs. Pour la sociologue, l'investissement des producteurs dans cet objet leur permettait d'y trouver leur compte, de trouver l'utilité à cet objet pour leur groupe, les notes devenues alors comme des papiers officiels du G.I.C. Il n'est pas précisé, si les notes des comptes-rendus des réunions des chercheurs sont également remises aux producteurs.

Il est décrit que le fonctionnement de la société locale et leur passé historique avec les projets de développement, positionnent le groupe de producteurs comme des bénéficiaires et non comme des partenaires du projet. Pourtant, l'innovation, perçue par les concepteurs de la R.A.P. comme un processus construit, est envisagée différemment par les producteurs qui semblent attendre des chercheurs qu'ils leur disent ce qu'ils doivent faire. Elle remet alors en cause que les principes démocratiques de la R.A.P. énoncés par Michel Liu qui « invite tous les usagers à devenir acteurs » (B.B., 2008 : 59)⁴⁰ puissent s'adapter dans la situation locale qu'elle a observée en vue de certains pouvoirs politiques locaux forts et d'une forte hiérarchisation entre les individus.

En conclusion, l'étudiante en sociologie constate que les stratégies individuelles des acteurs du projet ne permettent pas d'atteindre les objectifs communs de l'action collective. Elle explique cela par les objectifs en eux-mêmes, fixés par les acteurs qui n'étaient, selon elle pas assez forts et rassembleurs. La solution qu'elle paraît apporter est que la réflexivité du chercheur au cours de l'action constitue la clé de la résolution de ce problème.

6. *L'équipe R.A.P.*

En parallèle, on peut dire que le manuel rédigé par *l'équipe R.A.P.* du C.I.R.A.D intitulé « *Innover avec les acteurs du monde rural : la Recherche-Action en Partenariat* » est également le fruit du travail qu'a commencé l'A.T.P. C.I.R.O.P. Le groupe rédactionnel qui s'est détaché de C.I.R.O.P. n'a pas attendu la fin du projet pour mettre en route cet ouvrage qui est un manuel ne s'adressant pas à des professionnels de la R.A.P., mais à des novices, afin de faire une première sensibilisation à la R.A.P. Lors de la présentation de l'ouvrage au C.I.R.A.D. en 2010, l'un des rédacteurs rend compte du fait que tout un pan de la littérature concernant les rapports interindividuels et les stratégies n'a pas été approfondi dans l'ouvrage, et que les réflexions concernant ce thème sont loin d'être abouties. Ce manuel ne développe pas de cadre réflexif, il met à plat la démarche de R.A.P., surtout pour tout ce qui concerne les éléments génériques et potentiellement prévisibles, comme les dispositifs que les chercheurs mettent en place, mais sans analyser ou tenter de caractériser les différents imprévus de la R.A.P. Les auteurs du manuel laissent alors en suspens quatre questions relatives aux avancées des réflexions sur la démarche de R.A.P. :

⁴⁰ B.B., 2008, *La mise en place d'un projet de recherche-action. Engagement dans l'action collective, formulation et résolution de problèmes*, Rapport V.I.E., C.I.R.A.D.-C.I.R.O.P., 132 p.

- Est-ce que le chercheur doit faire face à des conditions d'interactions asymétriques ?
- Comment faire lorsque le contexte politique, culturel et institutionnel ne correspond pas aux valeurs de la R.A.P. ou des chercheurs ?
- Comment gérer l'imprévisible ?
- Quels types d'indicateurs construire pour évaluer les résultats ?

L'un des rédacteurs du manuel remarque pour conclure, que lors de sa participation à une conférence mondiale sur la recherche agronomique pour le développement, organisée en 2010 en partenariat avec Agropolis, un intervenant a retracé toute la littérature anglo-saxonne concernant la R.A. Il divisait son travail en deux grands thèmes : le « *Partnership* », c'est-à-dire tout ce qui concerne les impacts en terme de coût et d'objectifs de la démarche. L'autre grand thème bibliographique concernait le « *Partenering* », c'est-à-dire toutes les valeurs qui fondent les rapports entre les acteurs au sein d'une démarche de recherche partenariale. Par la suite, les débats entre les chercheurs du C.I.R.A.D. qui ont suivi la présentation de ce manuel se concentraient surtout sur ce thème de *Partenering*, reconnaissant alors leurs lacunes à ce sujet. Il est d'ailleurs reconnu par tout le monde que les recherches autour du « *Partenering* » devront surtout utiliser les méthodes d'analyse des sciences sociales, sur tout ce qui concerne l'interactionnisme symbolique, l'inter-individualité, l'ethnométhodologie etc.

Pour conclure ce chapitre, Kurt Lewin est présenté comme le précurseur du courant de la R.A., bien que ses travaux ne soient que très peu utilisés. Finalement, il est le précurseur d'une théorie qu'il n'a pas développé jusqu'au bout. Celle-ci a été reprise pour former différents courants et dérivés qui sont difficiles à identifier tant ils sont nombreux et divers. C'est de ces différents courants que la recherche agronomique s'est inspirée pour répondre à ses besoins, ses interrogations et ses méthodes de recherche et d'intervention. L'approfondissement des méthodes des sciences sociales devient indispensable dans la recherche agronomique pour le développement.

La création d'un nouveau courant de R.A., la R.A.P. se construit au C.I.R.A.D. grâce à l'A.T.P. C.I.R.O.P., un projet qui a su progressivement alimenter le débat entre chercheurs. Les différentes étapes de ce projet ont été conçues pour aboutir à la formalisation de la démarche de R.A. Dans un premier temps, le projet rassemble les chercheurs pratiquant ce type de démarche à travers les travaux autour du *lot K*. Cette étape permet d'établir un état des lieux et de saisir l'importance de cette démarche au sein de l'institution. Dans un deuxième temps, une revue

bibliographique est effectuée pour tenter d'unifier et de cadrer les références qui seront utilisées dans la R.A.P. Pour finir, forts des conclusions tirées des expériences passées des chercheurs et de l'approfondissement théorique de la R.A.P., les chercheurs devaient appliquer cette démarche sur deux terrains vivants : le Cameroun et le Burkina Faso. Cette thèse est donc censée évaluer ces deux terrains pour tirer les dernières conclusions de l'A.T.P. C.I.R.O.P.

Concrètement, le projet ne s'est pas tout à fait déroulé comme c'était écrit sur le papier. Progressivement, des chercheurs se sont démobilisés de l'A.T.P. pour de multiples raisons, l'une d'elle nous paraissant la plus importante réside dans la difficulté qu'ont eue les chercheurs de faire un choix entre les différents courants de pensée de la R.A. D'autres raisons sont relatives à la vie d'un chercheur : surmenage, multiples responsabilités et manque de temps. Cependant, alors que certains chercheurs se démobilisaient de l'A.T.P. C.I.R.O.P., d'autres se sont formés en groupe autour d'un objectif commun : la rédaction d'un manuel de la R.A.P. Bien que ce manuel soit un produit fini et publié, il est clairement destinés à des applicateurs de cette démarche (étudiants, O.N.G. etc.), et n'alimente donc pas les aspects théoriques et éthiques de la R.A.P. qui permettrait de faire progresser cette nouvelle méthode de recherche.

Les différents concepteurs, penseurs et applicateurs de la R.A.P. au C.I.R.A.D. révèlent à travers leurs travaux deux principaux aspects de la R.A.P., ce qui est prévisible et ce qui l'est moins au cours de l'action d'un projet. Cette remarque permet de dégager deux grands axes de recherche possibles. Le premier est de se concentrer sur les aspects opérationnels de la démarche, en concevant des dispositifs adaptables aux terrains d'étude par exemple. Le deuxième axe, est quant à lui, moins emprunté et concerne tous les aspects imprévisibles qu'impliquent une action et une intervention. Nous aimerions dans cette thèse faire le pont entre ces deux axes de recherche possibles, un pont qui se situe peut-être au sein des théories de l'anthropologie du développement.

- CHAPITRE II -

Positionnement de la thèse et problématique

Dans ce chapitre, nous rendons compte des références bibliographiques mobilisables pour cette thèse. Nous orientons également nos questionnements, notre positionnement et les aspects sur lesquels nous comptons travailler.

Cette thèse vient donc alimenter le troisième volet du projet C.I.R.O.P. qui concerne l'application de la démarche de R.A.P. sur deux terrains « *vivants* »⁴¹, le Burkina Faso et le Cameroun. Il s'agit d'expérimenter la démarche de R.A.P. après avoir tiré les leçons des expériences précédentes du *lot K*. Pour ce faire, deux chercheurs appartenant à l'A.T.P. C.I.R.O.P. et ayant intégré le projet lors de la troisième soumission, en 2005, ont lancé une R.A.P. dans les deux pays qui nous intéressent : le Cameroun et le Burkina Faso. Notre étude coïncide avec la phase de désengagement du projet R.A.P.

La première mission au Cameroun s'est déroulée un mois après la réunion marquant la fin de la convention entre les chercheurs et les producteurs. À la suite d'une forte demande des producteurs de l'un des deux groupes (Fokoué/Penka-Michel), l'un des chercheurs *senior* décide de faciliter le désengagement en organisant un concours de pisciculture. L'objectif est de pousser les producteurs à mettre en application les apprentissages qu'ils ont reçus durant les trois années de travaux conjoints. La participation des producteurs a été relativement importante, entre autre, grâce au caractère ludique de ce dispositif. Pendant les trois mois de cette mission, j'ai observé le déroulement du concours, les rapports qu'entretiennent les chercheurs et les producteurs, ainsi que la façon dont ils s'organisent entre eux. Tous ceux qui ont participé au projet, ont été rencontrés de façon officielle et officieuse. Par la suite, une restitution des premières analyses de ces entretiens a été effectuée dans les deux G.I.C., et a servi de base de travail pour préparer la présentation des producteurs à l'atelier final du R.E.P.A.R.A.C., à Yaoundé. Ce séjour a permis de faire un premier pas sur le terrain, d'identifier les différents acteurs, de nous faire accepter des autres, de recueillir des données, de comprendre les interactions entre les membres du projet, mais aussi de travailler avec eux directement suivant la méthode participante et interactionnelle que préconise la démarche de R.A.P.

⁴¹ H.H., « Analyse comparée de recherches participatives. Capitalisation d'expériences passées : CIROP », Diapositives, document de travail, CIRAD, 35.

Par la suite, un terrain de deux mois au Burkina Faso m'a permis de recueillir des éléments comparatifs sur cette démarche. Tout comme au Cameroun, deux villages du Burkina Faso ont travaillé conjointement avec une équipe de recherche et suivant la démarche de R.A.P. Malheureusement, des problèmes de santé ont écourté le séjour. Cependant, quelques éléments de réflexions émanant du terrain du Burkina Faso viendront alimenter cette thèse (cf. chapitre VII).

Un troisième terrain de deux mois a été effectué au Cameroun. Cette recherche avait pour but d'approfondir l'axe de recherche fixé au retour du Burkina Faso. Ici, les entretiens ont été davantage directifs dans le but d'approfondir les thèmes dégagés lors de la première mission.

À l'issue de cette recherche de terrain, nous cherchons à savoir quels sont les grands facteurs qui influencent les objectifs visés en commun, dans une situation de R.A.P. ? Pour ce faire, notre problématique se divise en trois volets qui vont des questionnements éthiques aux questionnements pratiques relatifs à la démarche de R.A.P. Le premier volet traite de l'éthique. Le deuxième volet essaye de comprendre les interactions des acteurs du projet. Le troisième volet analyse les moments forts de l'histoire du projet à travers la mise en place des dispositifs des chercheurs. Ainsi, l'analyse du projet à travers le prisme de ces trois facteurs (éthique, relationnel et directionnel) nous permettra de répondre à notre question principale : l'atteinte des objectifs visés en commun dans une situation de R.A.P. se fait-elle à travers des valeurs communes, des interactions entre acteurs ou bien des dispositifs dirigés ?

Extrait du journal de terrain.Mercredi 29 mai 2009 « Restitution à Fokoué »

Ma restitution s'est bien passée. J'essaye de parler de façon à ne pas ennuyer mes interlocuteurs, de façon simple, c'est-à-dire sans utiliser des mots barbares qui n'appartiennent qu'à ma discipline. Je ne me prends pas pour une experte. J'essaye simplement d'aider, de reformuler les désirs des pisciculteurs et de mettre de l'ordre dans la pensée de chacun. Pour le moment, avec le peu de temps dont je dispose pour traiter mes entretiens sur place, c'est le mieux que je puisse faire. Comme il y avait une coupure de courant au village, je n'ai pas pu montrer mes diapositives. Le chercheur H. s'est donc chargé de noter les points abordés sur le tableau. À la fin, tout le monde a applaudi. J'étais rassurée. Sur le retour, le chercheur H. m'a dit qu'il était très content du résultat. Que cette réunion avait été conviviale et avait renforcé la motivation des pisciculteurs à continuer leur travail et à se défendre au sein de leur activité.

1. La posture et l'éthique du chercheur qui intervient

Cette partie expose les principes et l'éthique de la R.A.P. qui seront confrontés au double contexte de notre thèse, à savoir la recherche agronomique pour le développement, et la pisciculture au Cameroun. Quels sont les apports et les limites d'une telle démarche, autant dans un contexte que dans l'autre ? Quelles questions cela pose-t-il ? Pour quelles raisons les chercheurs et les producteurs s'engagent-ils dans ce type de démarche ?

Jusque-là le C.I.R.A.D. a identifié la problématique du *partenering*⁴². Cette thèse prend appui sur l'état actuel de cette réflexion. Pour rappel, l'un des auteurs du manuel sur la R.A.P., publié en 2010 réalise qu'il y a deux aspects fondamentaux dans l'analyse de la démarche de R.A.P. Le *partnership* concerne tout ce qui relève des aspects normatifs de la recherche en partenariat (organisation, politiques etc.), alors que le *partenering* est relatif à l'éthique, aux valeurs des acteurs engagés dans ce type de processus de changement. En effet, la lecture du manuel qui

⁴² Concept énoncé lors de la conférence *Global Conference on Agricultural Research for Development* (G.C.A.R.D.) organisée par le *Global Forum on Agricultural Research* (G.F.A.R.) et qui s'est déroulé en mars 2010 en partenariat avec l'association Agropolis à Montpellier.

compile et montre l'état des avancées des chercheurs du C.I.R.A.D. sur la démarche de Recherche-Action, indique évidemment que la construction des innovations en partenariat n'est pas quelque chose de prévisible et rigide, malgré le développement de dispositifs adaptés à chaque situation et censés atteindre un objectif précis malgré les imprévus. Finalement, l'identification des limites de la démarche comme les relations d'asymétries entre les acteurs, ou bien les confrontations de différentes valeurs entre les acteurs sont identifiées comme telles, mais aucun outil méthodologique, ni théorique, n'est mobilisé pour trouver une réponse à ces questionnements.

Reprenons les questionnements actuels des rédacteurs du manuel de la R.A.P. au C.I.R.A.D. :

- Comment le chercheur doit-il faire, face à des conditions d'interactions asymétriques ?
- Comment faire lorsque le contexte politique, culturel et institutionnel ne correspond pas aux valeurs de la R.A.P. ou des chercheurs ?
- Comment gérer l'imprévisible ?
- Quels types d'indicateurs construire pour évaluer les résultats ?

Ces approches et questionnements qui touchent à l'éthique, au positionnement des chercheurs et des différents acteurs dans une situation de R.A.P. sont à prendre en compte et résonnent indubitablement avec la création de nouveaux savoirs et apprentissages, qui permettent d'atteindre l'un des buts de cette démarche, c'est-à-dire la création de nouvelles connaissances scientifiques.

De plus, les questions d'éthique et de positionnement du chercheur dans les recherches en partenariat sont très vives au C.I.R.A.D. depuis quelques années, mais aussi, par exemple, à l'Institut de Recherche pour le Développement (I.R.D.) dont le compte-rendu des discussions autour de ces questions a été relevé par une anthropologue de l'I.R.D. de Marseille. Les recommandations de ce comité datant de 2005 sont claires, et l'on peut y voir en filigrane que la démarche de R.A.P. tend à honorer ces valeurs :

- « *Obligation de réflexion pour l'action* » (Ouattara, 2005 : 4) : la R.A.P. est une Recherche-Action et donc un lieu où il faut mener l'action et la réflexion de concert afin de nourrir les deux termes par leurs interactions.

- « *Privilégier l'information destinée aux acteurs* » (op. cit.) : la R.A.P. met en place des lieux de concertation entre acteurs hétérogènes et met un point d'honneur à la restitution des données de la recherche aux acteurs concernés.

- « *Prendre en compte les spécificités culturelles* » (op. cit.) : les chercheurs qui mènent la R.A.P. doivent faire preuve d'écoute et d'adaptation vis-à-vis des demandes des acteurs locaux concernant leur activité. La résolution des problèmes est, de fait, partie intégrante d'un des buts de la R.A.P. Ils doivent donc comprendre et écouter le milieu dans lequel ils travaillent pour mener à bien cet objectif.

- « *Valeur de respect mutuel* » (op. cit.) : comme pour le deuxième point, le chercheur doit créer des espaces de discussion suffisamment ouverts pour que tous les acteurs puissent s'exprimer et faire avancer le projet.

Les chercheurs qui utilisent la méthode de Recherche-Action dans le domaine de l'agronomie pour le développement sont tout autant des acteurs du développement que des scientifiques. Nous avons expliqué précédemment l'évolution des mentalités de ce que Jean-Pierre Olivier de Sardan appelle « *les développeurs* » (Olivier de Sardan, 1995). L'intervention « des pays développés » dans les *pays du Sud*⁴³ (ou « pays en voie de développement »), n'a rien d'anodin. Elle soulève évidemment la question de la supériorité d'un pays sur l'autre, d'une culture sur l'autre et d'un rapport de pouvoir inégal. Tout ceci est d'autant plus marqué que l'histoire a laissé ses blessures, notamment dans le cadre de la colonisation des pays africains. Jean-Pierre Olivier de Sardan affirme qu'« *en Afrique, la " mise en valeur " coloniale est l'ancêtre direct de l'actuel " développement "* » (op. cit.). C'est un point de vue très critiqué, en particulier par ceux qui vivent du développement. Pourtant, cette affirmation prend tout son sens au contact du terrain. De plus, « *même les chercheurs les mieux intentionnés courent le risque de reproduire des relations de domination, notamment paternalistes avec les populations avec lesquelles ils proclament travailler de façon participative* » (Albaldejo et Casabianca, 1997). Qu'ils le veuillent ou non, les experts du développement - bureaucrates, responsables d'O.N.G., chercheurs, techniciens, chefs de projet ou agents de terrains - vivent du développement des autres et « *chacun estime qu'il met au service de cette noble tâche une compétence qui fait défaut à ces populations* » (Olivier de Sardan, 1995). C'est pourquoi nous pouvons d'ores et déjà soulever des questions éthiques concernant l'intervention des chercheurs/développeurs pour comprendre leurs motivations profondes. Pourquoi font-ils ce travail ? Qu'est-ce que cela leur apporte

⁴³ Terme employé par le C.I.R.A.D.

personnellement et professionnellement ? La deuxième série de question est d'ordre collectif et écrite dans le cadre de la R.A.P.

Il semble que les interventions peuvent également être animées par de « *bons sentiments* » qui se rapprochent de la définition du populisme émise par ce même auteur : « *le populisme est une idéologie, une façon de faire qui aide le bas-peuple dans ses difficultés* ». Cette définition sous-entend qu'il y a supériorité d'un groupe social sur l'autre. Jean-Pierre Olivier de Sardan évoque également les préjugés dont peuvent être empreints certains acteurs du développement comme la « *surestimation des fonctions intégratives et communautaires des organisations paysannes* », le « *traditionalisme et le culturalisme* », une « *paysannerie soumise ou passive* », ou bien une « *paysannerie non capturée, rétive et rebelle* ». Finalement, l'intervention - qu'elle soit neutre, réfléchie, préparée ou positive – pose toute une série de problèmes et de questionnements qu'il faut éviter d'ignorer.

Il ne s'agit pas de prendre ces constructions pour définitives, mais d'affirmer ou d'infirmer leur présupposés au contact du terrain. Ceux-ci ont pour but de préciser l'attente des développeurs et éventuellement leur déception face à leurs actions qui ne se déroulent pas comme prévu. De la même façon, les préjugés des producteurs locaux sur les chercheurs ou l'Occident sont à prendre en compte dans l'analyse de leurs actions. Il sera donc plus aisé de comprendre ensuite comment et pourquoi tel acteur agit de telle manière. L'éthique doit être comprise et posée, mais ne constitue pas le cœur du travail. Elle nous permet de rester vigilant sur nos observations et notre analyse, mais également de comprendre sur quelles valeurs reposent les actions des individus dans le collectif.

2. Interactions et perceptions des acteurs

La prise en compte des perceptions et des interactions des acteurs, appartenant supposément à deux groupes différents, est une des bases de la socio-anthropologie. Cette dernière suppose également que des perceptions différentes entre les acteurs rendent plus difficile la construction d'un partenariat.

À l'image de la réflexion de Thomas Bierschenk et Jean-Pierre Olivier de Sardan (1994), notre étude se focalise sur trois angles de vue qui nous permettent d'observer le projet à l'étude comme un objet d'étude socio-anthropologique. Les auteurs reprennent le constat empirique socio-anthropologique classique qui vise à dire que le conflit est inhérent à toute vie sociale. L'analyse

structurelle « classique » explique ces conflits par les différences de position des acteurs concernés. Un approfondissement de cette analyse structurelle vise à défendre l'idée qu'il ne suffit pas de constater une différence de position, mais qu'il s'agit de compléter ce constat par l'analyse des stratégies. Bien que le terme de « conflit » soit approprié pour décrire la plupart des interactions des acteurs observés sur le terrain, nous préférons parler ici d'interaction dans le sens où le terme de « conflit » est communément perçu comme négatif. Cependant, les interactions que nous pouvons qualifier de « difficiles » sont décrites en priorité - au risque d'être considérées comme des anecdotes anodines de la vie quotidienne - car nous considérons qu'elles constituent le cœur de l'analyse socio-anthropologique. C'est également la thèse que défendent les auteurs qui nous inspirent : *« postuler l'existence d'un consensus est une hypothèse de recherche beaucoup moins puissante et productive que de postuler l'existence de conflits. Les conflits sont des indicateurs privilégiés du fonctionnement d'une société locale. Ce sont aussi des indicateurs du changement social, particulièrement pertinents pour une anthropologie du développement »* (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994 : 2). Ces conflits, que nous appelons « interactions » se déroulent dans un lieu que ces auteurs ont nommé « arènes » (*op. cit.* : 1-7). Ces dernières sont décrites comme un espace social où prennent place les confrontations et les affrontements. Ces arènes sont pour nous le lieu d'observation et d'enquête tant à l'échelle spatiale (groupe de producteurs, arrondissement etc.) que conceptuelle (par exemple la formation d'un collectif qui peut être éclaté géographiquement). L'arène que nous avons délimitée et que nous nommons « terrain d'observation » est tout autant un ensemble supposément « dotés de normes communes, de formes d'action collective ou de procédures de concertation » qu'un « agrégat artificiel » (*op. cit.* : 3) construit nous permettant de dessiner les contours de notre étude. Les groupes d'acteurs que nous décrivons comme hétérogènes seront décrits à travers leurs stratégies, mais surtout à travers les perceptions qui les poussent à agir.

Les perceptions et les interactions des acteurs seront étudiées pour comprendre de quelle façon la R.A.P. peut atteindre son but dual, à savoir, la production de savoir scientifique et la résolution des problèmes des acteurs sur le terrain. La construction d'une technique agronomique dans le cadre de la R.A.P. dépend surtout des stratégies des acteurs sur le terrain et répond à des contraintes à la fois techniques, individuelles, sociales et collectives. La détermination de ces choix et de ces stratégies - qu'elles émanent du chercheur ou du producteur - influence directement l'objet technique sur lequel les acteurs travaillent. La construction d'un savoir autour de ces techniques découle également des modalités d'interaction entre les acteurs de la R.A.P.

C'est pour cela que les termes de « partenariat » et de « cadre éthique » sont déterminants dans l'étude de ces interactions. Ils constituent un cadre où l'arène doit rassembler tous les acteurs et

borner leurs stratégies pour qu'elles s'orientent vers le bien collectif. L'engagement écrit et moral qui constitue les contours conceptuels de l'arène détermine fortement les relations que les acteurs entretiennent entre eux, mais pas seulement. Les stratégies des acteurs se font également à l'intérieur d'un autre cadre qui détermine *a priori*, et *a priori* seulement, les limites à ne pas dépasser. Ce cadre est limité par les stratégies individuelles et les stratégies communes des groupes stratégiques qui se forment réellement sur un objectif commun. En bref, le cadre commun (ou arène) entre les chercheurs et les producteurs est posé, en principe, lors de la signature de la convention de la R.A.P., ce cadre commun se heurte aux stratégies des groupes et des individus. Cette confrontation sera étudiée.

La R.A.P. est constituée d'individus ayant signé un partenariat dans le but d'arriver à un objectif selon une démarche constructive de collaboration. Pourtant, nous supposons que chaque individu bénéficie de marges de manœuvre relativement larges malgré l'instauration d'un cadre que l'on peut définir comme contraignant (Lahire, 1998). La prise en compte de cette marge de manœuvre permet de déterminer ce que chaque acteur est capable de produire en terme de techniques et de savoirs. Mais surtout et inversement, elle permet d'évaluer ce que chacun des acteurs concernés est capable de produire en termes de libertés vis-à-vis du cadre collectif dans lequel il s'inscrit.

Les relations de pouvoirs entre les différents acteurs ainsi que l'étude des stratégies et l'approfondissement de ce que l'on appelle ici le « partenariat » sont une nécessité pour saisir la façon dont les deux groupes d'acteurs vont présenter et valoriser leurs savoirs. Nous supposons que les producteurs ont un savoir local empirique, alors que les chercheurs ont un savoir scientifique forgé en station, mais aussi empirique, car éprouvé sur le terrain. Cependant, ce savoir scientifique et empirique n'est pas forcément approprié à la situation sociale à laquelle les chercheurs se confrontent dans l'immédiat.

Nous pouvons également nous demander si le partenariat en pratique est assez fort pour que tous les acteurs soient à l'écoute du savoir des uns et des autres ? Pierre-Yves Le Meur (2008), nous montre que le terme de partenariat est souvent employé pour la beauté du terme mais que dans les faits, un déséquilibre est toujours présent entre les partenaires du projet. Cet éventuel déséquilibre permet-il la construction de savoirs empiriques équilibrés entre les contractants ?

L'étude des stratégies, des motivations et engagements des producteurs et des chercheurs doit nous permettre de vérifier l'hypothèse que la nature du savoir produit par la démarche de la Recherche-Action, diffère de celui produit par les démarches diffusionnistes. Nous supposons

qu'une interaction qui n'aboutit pas à un consensus entre les acteurs au sein d'une R.A.P. ne permet pas de construire des savoirs et des connaissances communes. Nous cherchons donc à savoir si la méthode de la R.A.P. permet de favoriser les interactions entre les acteurs pour faciliter le processus d'apprentissage.

La production des savoirs et des connaissances est dépendante de la qualité des interactions entre les acteurs, et ces interactions sont elles-mêmes dépendantes d'une éthique commune entre les acteurs qui s'engagent. Cet aspect-là considéré comme mou, imprévisible, aléatoire, sera confronté à l'étude des dispositifs organisationnels que mettent en place les chercheurs de la R.A.P. dans le but de fédérer les acteurs autour d'un projet commun visant à produire des connaissances.

« L'innovation est le fruit de la créativité et se distingue de l'invention dans la mesure où elle est concrétisée par une réalisation » (Mucchielli, 2004). Elle s'inscrit forcément dans l'action et doit aboutir à un résultat. Ce terme est fréquemment utilisé dans la recherche qui doit être de plus en plus inventive, tout en se concrétisant. Ceci est d'autant plus vrai lorsqu'elle œuvre pour le développement. Dans ce cadre, elle se met directement au service des acteurs de terrain, dans le but de résoudre des problèmes concrets. Dans ce contexte, la démarche de Recherche-Action-en-Partenariat (R.A.P.) se développe et vise à produire des connaissances actionnables grâce au travail en commun des chercheurs et des producteurs locaux. De plus, le partenariat mis en place entre ces deux groupes permet aux populations locales de participer à toutes les phases de la recherche (Chia *et al.*, 2008). Pourtant les termes de « recherche » et « action » sont peut-être complémentaires, mais supposément incompatibles. C'est en tout cas le point de vue de Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995) : *« L'une se garde de croire, l'autre en a besoin. L'une se veut désintéressée, l'autre revendique d'avoir les mains dans le cambouis. L'une exige du temps, l'autre n'en a pas. L'une veut observer les processus sociaux, l'autre veut les orienter ou les contrôler »*. Ainsi les notions de valeur, de temps et d'engagement de la recherche et de l'action peuvent ne pas être compatibles, suivant un certain courant de pensée. De même, le terme de partenariat peut être trompeur, supposant une collaboration sur un pied d'égalité entre les deux parties concernées. Mais souvent cette asymétrie est forte surtout lorsque le partenariat concerne une organisation du « Nord » avec une du « Sud » (Le Meur, 2008).

Avant l'évaluation d'une innovation, il est important de comprendre de quelle façon elle se construit en amont, c'est-à-dire comprendre le contexte dans lequel ce processus d'innovation se développe. De plus, l'étude des innovations organisationnelles permet de comprendre l'assimilation des innovations techniques. Elles sont complexes et s'évaluent en priorité à partir

de l'étude des interactions des différents acteurs de la Recherche-Action-en-Partenariat. La socio-anthropologie propose pour cela des méthodes d'analyse pour comprendre les modalités de sa construction et ainsi réduire les zones d'incertitudes liées à la réussite ou à l'échec de la mise en place d'une innovation.

Ce travail de thèse s'inspire également de la théorie des jeux, décrite par Mucchielli. Elle permet d'identifier certaines invariabilités dans les relations qui permettent de dégager et de comprendre les coups possibles à jouer pour chaque acteur (Mucchielli, 2004). La situation de la R.A.P. au Cameroun nécessite de comprendre comment se divisent les différentes catégories d'acteurs afin d'en tirer une typologie qui définisse pour chacun ses contraintes, son rôle et donc ses actions possibles. Tout individu comporte deux facettes suivant la théorie de l'interactionnisme symbolique, lancée par George Herbert Mead (1963) au sein de l'école de Chicago. Le premier relève de tout ce qui représente la personne : son statut, son rôle, ses objectifs et ses devoirs. C'est ce que nous appelons le « je ». Tout cela détermine la façon dont il va aborder autrui et ses choix d'action. Le deuxième aspect concerne l'image que l'autre a de cet individu et ainsi sa façon de se comporter avec lui et de répondre à ses actions. C'est le « moi » (Coulon, 2004).

La double contrainte des acteurs – relative à ce qui le constitue et le regard des autres - nous permet de comprendre les raisons qui les poussent à agir de telle ou telle manière. Mais quels sont les leviers que ces acteurs sont capables d'actionner ? Quels sont leurs outils d'action ? Pour les chercheurs qui ont déjà conceptualisé la démarche de R.A.P. il paraît évident que c'est à travers les dispositifs de la R.A.P. qu'ils agissent sur le terrain. Est-ce vraiment le cas ? Qu'en est-il pour les producteurs ?

3. L'utilité des dispositifs et des événements

Les dispositifs de la R.A.P. peuvent être considérés comme les outils des acteurs pour répondre à leurs objectifs. Mais qu'est-ce qu'un dispositif dans la R.A.P. ? Si nous supposons que les dispositifs sont les outils des chercheurs - puisqu'ils sont les concepteurs et applicateurs de la R.A.P. - quels sont les outils des producteurs et des autres acteurs ? Dans un premier temps, les événements semblent être un outil en réaction aux dispositifs.

La démarche de R.A.P. est, à elle seule, un dispositif de recherche composé de plusieurs outils permettant d'optimiser les interactions et les actions locales pour atteindre des objectifs précis.

Initialement, le dispositif de recherche est conçu par le chercheur à partir de ses propres représentations et de la programmation qu'il veut entreprendre dans le projet.

La mise en place de ces dispositifs crée une réaction de la part des acteurs concernés par celui-ci. En s'appuyant sur nos entretiens (cf. **Annexe I : Questionnaire sur les dispositifs et les événements**), nous supposons que ces réactions sont de l'ordre de l'évènementiel, c'est-à-dire qu'elles surviennent suite à une vision ponctuelle des producteurs sur l'action quotidienne.

La lecture fine des différents dispositifs et événements apparus au cours de l'action du projet, nous permettra à la fois de mieux connaître les acteurs et leurs intentions profondes, mais aussi, de voir en quoi les dispositifs et les événements créent des apprentissages. L'étude simultanée des dispositifs et des événements permet de relier le volet éthique et opérationnel de la démarche de R.A.P. Ils ponctuent l'histoire de la R.A.P. et permettent de définir un cadre d'analyse de la réalité, en décortiquant leur déroulement respectif.

L'usage sociologique du terme de « dispositif » apparaît dans les années 1970 avec Michel Foucault. Par la suite, les dispositifs sont définis différemment suivant les disciplines, les objets de recherche et leur application sur le terrain. On pourrait dire qu'il y a autant de dispositifs que de situations. Aussi, est-il impossible de donner une seule définition. En revanche, il est possible d'en dégager certaines caractéristiques communes inventoriées par nos prédécesseurs. Le dispositif vise à produire des normes pour la société, et peut être perçu comme un ensemble de moyens mis en œuvre en vue d'une finalité. Il instrumentalise le réel et cherche une certaine efficacité (Peeters et Charlier, 1999). « *Un dispositif consiste donc en un cadre artificiel procédant à une mise en forme particulière de la réalité en fonction d'objectifs prédéterminés* » (Vandendorpe, 1999 : 199). De plus, il serait toujours l'apanage d'agents ou d'experts chargés de faire fonctionner des ensembles organisés (Peeters et Charlier, 1999).

Michel Foucault (1975) donne un caractère plus dynamique à la notion de dispositif qu'il conçoit comme un « agencement » d'éléments matériels et immatériels servant à planifier un ensemble hétérogène (Beuscart et Peerbaye, 2006). Le dispositif serait donc un processus dynamique où se joueraient des stratégies et des rapports de pouvoir entre les acteurs (Agamben, 2007). La détermination de l'individu retrouve donc sa place dans ce cadre favorisant l'action et le changement (Peeters et Charlier, 1999). S'éloignant des définitions où le dispositif et les agents tirent les ficelles d'une situation en cours, il se définit également comme un cadre facilitant « [...] *la participation de porteurs d'intérêts de plus en plus diversifiés* » (Chia et al., 2008 : 2). Enfin, d'autres auteurs considèrent que le dispositif a pour but de favoriser l'autonomie des acteurs

(Vandendorpe, 1999 ; Peeters et Charlier, 1999). Le concept de dispositif serait passé d'une définition « hyper-normative » alimentant la dépendance des individus concernés, à une définition inverse, posant l'autonomie de l'acteur comme élément primordial de l'action et de l'innovation. Hugues Peeters et Philippe Charlier (1999) posent en effet que le concept de dispositifs se situe la plupart du temps dans *l'entre-deux* (*op. cit.* : 15-22), entre la dépendance et l'autonomie des acteurs, le dispositif et l'événement, le formel et l'informel. C'est par l'analyse de cet *entre-deux* (*op. cit.*) que nous cherchons à démontrer la pertinence de l'utilisation des dispositifs dans le but de rendre autonomes les acteurs.

Comment parler de la forme sans aborder l'informe qui en dépend ? Et pourquoi ne pas rapprocher la notion d'événement à celle de l'informel ? L'événement peut se situer dans l'informel et reste une notion que certains sociologues trouvent délicate à saisir. « [...] *l'événement est longtemps apparu comme le contraire de l'objet susceptible d'être pensé scientifiquement* », il est perçu également comme *singulier, unique, accidentel, aléatoire*, (Delacroix, 2006). C'est à peu près le même discours qui ressort des analyses de Gilbert Renaud (1995) sur l'informe, disant qu'il est difficile de comprendre l'informe en utilisant nos *cadres théoriques* et nos *discours analytiques* (*op. cit.* : 142). Gilbert Renaud va même jusqu'à personnifier l'informe comme une entité échappant à toute loi et à toute tentative de formalisation et qui « [...] *contrecarre la pleine réalisation de toute planification et de toute programmation* » (*op. cit.* : 146). Malgré cette vision destructrice de l'informe, celle-ci alimente la forme, l'un n'allant jamais sans l'autre. C'est en cela que la notion d'événement, perçue comme l'informe du dispositif paraît pertinente.

En revanche, pour les historiens, l'événement est un objet palpable qu'ils savent mobiliser pour questionner le passé. Selon eux, c'est un concept bien moins délicat qu'il n'y paraît. Il ponctue l'histoire quotidienne tel un marqueur du changement. « [...] *l'événement c'est tout ce qui arrive* [...] » (Ricœur, 1992 : 29). L'événement est construit autant que l'est un dispositif, il est donc palpable et explicable. Selon Paul Ricœur, il est possible d'identifier les événements suivant trois conditions. Premièrement, ils sont déclenchés par des humains. Deuxièmement, est événement tout fait suffisamment pertinent ou marquant pour les témoins oculaires et pour celui en charge de raconter l'histoire. Troisièmement, il faut prendre conscience du décalage épistémique entre l'événement tel qu'il s'est produit et l'événement tel qu'il est raconté et retranscrit. L'identification des événements que nous tirons de l'histoire de la R.A.P. au Cameroun s'effectue suivant la proposition méthodologique de Paul Ricœur.

Pour conclure ce chapitre, l'anthropologie fait feu de tous bois et il est difficile de se cantonner à un cadre d'analyse unique. La diversité des interrogations qui apparaissent au contact du sujet et du terrain ne permet pas d'effectuer une sélection de la réalité observée assez satisfaisante.

Pourtant, jusque-là, le cadre d'analyse le plus pertinent en matière de réflexion sur les questions de développement en Afrique est celui de la socio-anthropologie du développement.

Nous essayons, à travers cette thèse, de reprendre ce cadre en l'enrichissant de notre expérience méthodologique acquise sur le terrain. Trois axes ont été retenus pour répondre à la question principale de la problématique de recherche.

L'éthique est le premier axe retenu car nous la considérons comme la première chose qui doit être prise en compte et traitée avant toute action à engager vers autrui. Même si l'éthique est déjà abordée dans les instituts agronomiques français (I.R.D., C.I.R.A.D., I.N.R.A. etc.) et qu'elle est une des motivations premières à développer le projet à l'étude, elle est relativement absente au détriment d'approches scientifiques visant la fonctionnalité. Nous proposons donc de prendre en compte plus largement la question de l'éthique, en initiant une réflexion qui peut se faire simultanément à toute recherche scientifique. Cette réflexion en amont et simultanée doit être d'autant plus exigeante lorsqu'il s'agit d'intervenir dans des pays « lointains » tant culturellement que géographiquement.

Le cœur du cadre d'analyse réside indubitablement dans les interactions entre les acteurs du projet. Ce cadre permet également de délimiter le projet. C'est grâce à l'étude des interactions et des stratégies des acteurs qu'il est possible d'interroger la façon dont la R.A.P. peut atteindre ses objectifs collectifs.

Pour aller plus loin dans l'analyse et la rendre plus méthodique et applicable par la suite, un effort est fait dans la prise en compte des outils utilisés par les acteurs dans leurs jeux de stratégies. Ces outils ont été appelés les « dispositifs » et les « événements ». Ils sont pris alors comme des marqueurs d'analyse méthodologique socio-anthropologique destinés aux projets de développement.

Les trois volets de notre problématique prennent en compte les différents aspects qui permettent de répondre à la question principale de cette thèse. Ils sont indissociables et se traitent de préférence chronologiquement.

- CHAPITRE III -

Méthodologie

L'immersion au sein du projet - et tout particulièrement au Cameroun - pousse à poser quelques questions à propos de l'éthique et de la posture du chercheur en socio-anthropologie. La situation vécue, au sein du projet et sur le terrain, interroge également l'éthique des chercheurs et des étudiants du projet. La démarche de R.A.P. s'impose d'intervenir sur le terrain dans le but d'effectuer un changement. Cette position est peut-être évidente pour un technicien dont le but est d'améliorer le rendement de la pisciculture, mais elle l'est moins pour un socio-anthropologue qui - à cause de sa formation - peut avoir quelques scrupules à changer la réalité qu'il observe. Pour ce dernier, quelle est sa capacité d'action ? Et tout d'abord, est-il en droit d'impulser un changement local dans une société qu'il connaît à peine ?

Extrait du journal de terrain.

Lundi 21 avril 2009 « Une longue journée »

Ce matin, mon téléphone sonne à 7 heures. C'est le délégué de Santchou. Il est en colère car il m'attendait hier pour notre rendez-vous. Je me fais agresser au réveil, alors que c'est lui qui n'a pas compris que l'on avait rendez-vous aujourd'hui à 17 h ! À seize heures, je quitte Dschang en direction de Santchou. Sur le chemin désert qui mène au rond-point le plus proche, je marche en espérant croiser une moto qui voudra bien me déposer à la gare routière. Un homme en moto me dépasse, je lève le bras, il s'arrête. Je lui demande de me déposer à la gare routière qui va à Santchou. Il me dit qu'il veut bien me rendre ce service, mais qu'il ne me fait pas payer parce qu'il n'est pas taxi moto. Sur le trajet, il me dit qu'il travaille à l'hôpital, que c'est un homme de médecine. Il me demande ce que je fais dans la vie et de lui envoyer les livres que j'ai écrits. J'arrive à la gare. Suivant le nombre de personnes dans la voiture, on sait à peu près combien de temps on va attendre avant de partir. Là, il manquait deux personnes pour remplir la voiture. J'attends à l'arrière cette fois ! Patiemment. Par chance, il est 17h et la voiture part. Après des virages, et encore des virages à faire des efforts pour ne pas écraser ma voisine, j'arrive à Santchou. Je m'assois à la table de l'auberge, et j'attends que le délégué arrive. Complètement perturbé par le coup de fil de ce matin, il me fait mille excuses. Il s'est même demandé si j'allais venir. Je l'ai rassuré tant bien que mal, j'étais là ! J'étais finalement à l'heure pour mon rendez-vous avec un pisciculteur à 17h30. Le délégué et moi, nous attendons un ami du délégué qui a la moto pour s'y rendre. À 18h, son ami n'est toujours pas là. Le délégué prend mon téléphone pour l'appeler et me dit qu'il arrive d'un moment à l'autre. Très bien ! J'attends. J'ai soif, mais j'attends son ami pour commander à boire. Puis le délégué me propose de changer de table, et me dit qu'il va manger. 18h39, je n'ai pas faim, le délégué mange. Je le regarde manger et finalement je commande une limonade pour l'accompagner à ma façon. Le délégué finit son plat, il est 19 heures et nous attendons toujours. 19h30, je commence franchement à m'impatienter ! J'oublie le rendez-vous et j'attends finalement un autre producteur, pour un entretien, censé être là à 19 heures. Le producteur arrive, s'excuse du retard. Je demande au délégué de nous laisser seuls, et je commence le travail. Il commande deux bières sans me consulter, les gens ici l'appellent « le parisien ». Nous entretenons une conversation agitée et passionnante jusqu'à 23 heures.

1. *L'immersion au Cameroun et au Burkina Faso*

Arrivée au sein du projet dans la phase de désengagement de la R.A.P., il m'était difficile d'obtenir des données relatives au déroulement du projet *via* l'observation participante et l'analyse directe des interactions des acteurs. Dans un premier temps, c'est à travers la lecture de tous les documents du projet, en particulier à travers les comptes-rendus de réunions, qu'il est possible de recueillir des informations sur l'évolution de l'objet technique et les différents échanges entre les acteurs. En effet, ces comptes-rendus de réunions étaient plus ou moins précis en fonction de l'acteur qui l'a rédigé. Certains sont rédigés sous forme de dialogue très précis entre les différents acteurs et c'est ceux-là qui sont les plus fidèles à la réalité et les plus utiles lors du recueil des données. J'ai donc observé - dans un premier temps - le projet à travers le prisme des chercheurs et des étudiants qui y ont travaillé.

Une étudiante en sociologie est également restée seize mois au sein du projet. Son témoignage m'a été très précieux pour obtenir des éclairages sur certains dialogues retenus précédemment dans ces comptes-rendus. Sa perception, bien qu'elle lui soit propre, m'a permis, entre autres, de comprendre le positionnement fragile d'un sociologue dans ce type de démarche de recherche. Elle n'était pourtant pas la seule sociologue dans le projet puisqu'il y a eu également l'étudiant F. qui est resté près d'un mois à Fokoué et Penka-Michel. Ce même étudiant avait également identifié une difficulté pour affirmer sa méthodologie et son approche disciplinaire au reste de l'équipe, mais aussi lors des ateliers pluridisciplinaires et face au « grand public ». En effet, en ce qui concerne l'étudiante X., sa posture au sein du groupe des chercheurs n'a jamais été totalement claire et définie. Par répercussion, sa posture était bancal vis-à-vis du groupe des producteurs. Sans trop porter rigueur de ces deux expériences précédentes, je me rends sur le terrain avec prudence, tout en m'interrogeant constamment sur la position à adopter.

Finalement, cette position s'est imposée d'elle-même puisque l'effet de surprise qui aurait pu me permettre de poser moi-même les modalités de ma venue dans le projet, n'étaient pas au rendez-vous. Les acteurs du projet étaient au courant de ma venue depuis plusieurs mois, et rien que le fait d'avoir été introduite par l'équipe de recherche lors d'une première réunion collective me mettait déjà dans une position attitrée vis-à-vis des producteurs. Clairement, pour eux, j'appartenais à cette équipe de recherche et mon travail s'inscrivait dans la continuité des travaux déjà engagés. Mais si ceci est vrai, cette situation m'obligeait à justifier constamment auprès des acteurs une certaine neutralité et un certain détachement idéologique et méthodologique vis-à-vis

de l'équipe de recherche. L'incompréhension des acteurs vis-à-vis du rôle de l'étudiante en sociologie qui m'a précédée n'a pas non plus facilité les choses. Il fallait en même temps que je me défasse de cette perception qu'ont les acteurs de l'inutilité d'un sociologue sur le terrain.

Ayant identifié très rapidement ce double *enclicage* (Olivier de Sardan, 2008) auquel j'étais sujette, je songeais déjà à la façon dont je pourrais m'en débarrasser. Dans un premier temps, le plus important pour moi était de gagner la confiance des producteurs, et en particulier, celle du délégué de Fokoué/Penka-Michel, qui dès le départ m'a fait comprendre qu'il ne comptait pas me donner d'information. Il avance à ce moment-là, deux raisons. Premièrement, il considérait que les chercheurs m'envoyaient dans leur village pour obtenir des informations sur leur G.I.C. dans le but de surveiller leurs écarts vis-à-vis du partenariat qui les lie. Deuxièmement, ma discipline ne lui inspirait pas confiance, disant qu'il était déçu du professionnalisme de l'étudiante en sociologie qui m'a précédée :

« Une sociologue qui étudie une porcherie doit plutôt comprendre comment les porcs vivent dans cette porcherie, et non dire aux porcs " vous êtes sales, pourquoi vous vous roulez dans la boue ? " »⁴⁴.

Je compris rapidement à travers ce propos, que le délégué avait intégré, en partie, le rôle d'un sociologue sur le terrain, en particulier son objectif de neutralité. Je n'étais pas disposée à trancher entre la posture de la sociologue qui m'a précédée, et l'éventuel sentiment du délégué d'avoir été jugé. Seulement, je compris à quel point il avait été affecté par le passé. Par le même biais, il me mettait en garde en me faisant comprendre qu'il connaissait bien mon métier, et qu'il serait vigilant.

De plus, dans ce contexte de « désengagement » des chercheurs du projet, les producteurs revendiquaient plus fortement les choses qu'ils n'ont pas pu obtenir tout au long du projet. Ce qui ressortait le plus de mes échanges avec eux, faisait état d'une série de manquements que les chercheurs avaient laissés en partant. Cette volonté des producteurs de se faire entendre une dernière fois avant que les chercheurs ne partent définitivement du terrain, est exacerbée par la définition que je leur ai donnée de mon travail avec eux, puisque je les incitais à se confier à moi sur ce que le projet leur avait apporté, autant au niveau technique que social.

L'objectif de mon travail était donc de comprendre tout autant le point de vue des chercheurs que celui des producteurs et mon effort pour sortir de ce double *enclicage* (*op. cit.*) de sociologue et

⁴⁴ Entretien informel mené sur la route entre Fokoué et Dschang (Cameroun) entre mars et juin 2009.

d'étudiante appartenant à l'équipe des chercheurs, fût vain. D'autant plus qu'au premier abord, et d'après leurs discours, la *clique* (*op. cit.*) à laquelle j'appartenais était jugée négativement.

Malgré le fait que j'ai été présentée et introduite par l'équipe de recherche, j'ai revendiqué ma volonté d'indépendance - en particulier en ce qui concerne mes idées - avec pour seul objectif, celui de faire ressortir le plus justement possible la réalité du terrain. Je leur ai dit que mon travail portait sur tous les acteurs du projet, à part égale, et qu'il ne s'agissait pas pour moi d'étudier les façons de faire des producteurs pour les rapporter à l'équipe des chercheurs, en somme, que mon métier était de comprendre comment le projet s'était déroulé, et de décrire tout autant, ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné. Écrire en somme, les mémoires du projet. Mais ce terme de « comprendre » n'a pas l'air de leur convenir. Ils n'ont pas saisi l'utilité concrète (matérielle ?) de ma venue pour eux. J'ai alors affiné mon rôle. Dans un contexte où beaucoup de producteurs m'ont dit ne pas toujours comprendre les tenants et les aboutissants du projet, je me suis proposée d'interpréter les choses qui étaient encore obscures pour eux. J'ai essayé de leur expliquer la façon dont pensent les individus (chercheurs, étudiants, techniciens) avec lesquels ils ont travaillé, leurs contraintes, leurs rôles, leurs devoirs, leurs objectifs.

Lors de ce premier séjour au Cameroun, j'ai essayé de trouver où dormir à Fokoué pour m'imprégner d'avantage de la vie du village et ainsi rencontrer les producteurs de manière plus informelle, dans les lieux publics. Le délégué du groupe a proposé de m'héberger, mais connaissant son influence et son poids au sein du groupe, j'ai considéré qu'il était risqué d'indiquer aux producteurs un quelconque rapprochement avec le chef de leur groupe. Le délégué me propose alors de demander à une productrice du groupe, vivant seule avec ses enfants. Mais cette productrice, m'a fait part de sa mauvaise expérience avec une ancienne étudiante qu'elle a hébergée. Je compris que si je voulais résider au village, je ne pouvais être hébergée par l'un des membres du groupe sans compter que d'après eux, héberger un « *blanc* »⁴⁵ leur rajoutait un poids dans leur vie sociale. Les gens du village, voyant les producteurs de façon régulière avec les chercheurs, et croyant que ces interactions les enrichissent considérablement, leur demandent continuellement de redistribuer à la communauté les richesses acquises. Le refus des producteurs est alors pris comme une injustice et un manque de respect, alors que ces derniers n'ont pas forcément davantage à donner que les autres. Finalement, j'ai demandé au prêtre de Fokoué de m'héberger quelques temps au presbytère. Cette solution n'était également pas d'une grande neutralité, mais elle avait l'avantage d'éviter de me positionner vis à vis des

⁴⁵ Terme couramment employé localement.

membres du groupe. Après quelques jours passés chez le prêtre, je me suis rendue compte que mon isolement au presbytère était trop important : je ne croisais pas plus les producteurs, et je ne comprenais pas mieux les différents enjeux du projet que j'étudiais. J'ai décidé de retourner en ville, vivre dans la maison du chercheur H. que je partageais entre autre avec l'un des étudiants *longue durée*⁴⁶ du projet. Mes interactions quotidiennes avec cet étudiant Camerounais en thèse ont été très riches en enseignements, particulièrement pour comprendre les rapports entre les différents acteurs du projet et les usages des habitants de Santchou dont il est originaire. L'étudiant T. fait partie de ces étudiants *longue durée* qui ont été présents une très grande partie du projet, et qui connaissent très bien le déroulement du projet ainsi que les stratégies des différents acteurs. Il est devenu celui que l'on peut appeler un « informateur privilégié ». Consciente qu'il ne fallait pas que je tombe dans ce travers propice à devenir dépendante « *des propres affinités et hostilités de son interprète* » (Olivier de Sardan, 2003), je restais prudente vis-à-vis de son discours. Mes expériences passées avec le délégué des producteurs des deux groupes, les producteurs, les chercheurs, les étudiants et le prêtre me permettaient de faire la part des choses entre les différents registres de son discours et de ses actes.

La prise de position implicite que je pouvais avoir à travers le choix de mon lieu de résidence passait également à travers mon moyen de déplacement. Au départ, j'effectuais mes déplacements pour rencontrer les producteurs avec le chauffeur du projet. Pour l'occasion, ce chauffeur louait une moto pour me guider chez les producteurs. Cette première phase m'a permis de localiser et d'identifier les étangs des producteurs, mais supposait encore une fois que j'appartenais à la clique des chercheurs. Sans compter que ce chauffeur (garagiste de profession) connaissait très bien les producteurs et l'activité piscicole. Lors de mes premiers entretiens, celui-ci venait parfois se greffer à la discussion, ou me reformuler les mots prononcés par le producteur dans le but de m'aider. Mais en réalité cette attitude interférait dans mon travail puisqu'elle ne me permettait pas de découvrir de façon autonome ce que les producteurs avaient à me dire. Par chance, ce chauffeur n'a pas pu continuer à me conduire sur les étangs pour plusieurs raisons. D'abord, il était chauffeur de voiture et non de moto, il ne se sentait donc pas à l'aise avec cet engin. Ensuite, il considérait qu'en qualité de chauffeur de moto, son travail n'était pas assez rémunéré.

Dès le lendemain de sa démission, j'ai pris une mototaxi pour monter au village. Ce jour-là, j'ai rencontré, à Fokoué, un chauffeur de moto qui connaissait tous les producteurs avec lesquels je devais travailler. Plutôt que de changer continuellement de chauffeur, j'ai décidé de faire

⁴⁶ Terme employé par l'un des chercheurs.

systématiquement appel à lui lors de tous mes déplacements. À travers nos discussions, il m'apprit quelques mots de Fokoué (langue locale appartenant au groupe Bamiléké) ainsi que sa vision de la vie du village. Cette nouvelle rencontre me permettait enfin d'ouvrir un nouvel angle d'observation du terrain. Novice en pisciculture, il découvrait en même temps que moi cette activité et n'émettait pas d'opinion hâtive grâce à sa neutralité vis-à-vis du sujet.

Durant cette première période passée au Cameroun, le chercheur H. présent quelques jours au début et à la fin de mon séjour continuait à interagir avec les producteurs pour s'occuper de l'organisation du concours de pisciculture. Je l'ai donc également suivi lors de ses interventions sur le terrain, et lors des réunions. De plus, à la fin de mon séjour devait se dérouler un atelier organisé par le R.E.P.A.R.A.C. Lors de cet atelier final, des producteurs des deux groupes ont été conviés à intervenir et partager leur expérience dans le projet. Pour l'équipe des chercheurs, l'utilité de mon intervention sur le terrain pour les producteurs était de préparer avec eux cette intervention, et donc être utile pour eux tout en recueillant des informations pour développer ma thèse, idée qui cadrerait avec les principes de la recherche et de l'action.

On peut voir à travers ce récit, que durant ma première période de terrain au Cameroun, de nombreux efforts ont été faits pour échapper aux contraintes de l'*enclicage* qui comportent un double inconvénient, celui de n'adopter que le point de vue de sa *clique*, et par conséquent de se voir fermer les portes des autres *cliques*. Etant également consciente que « *l'insertion du chercheur dans une société ne se fait jamais avec la société dans son ensemble, mais à travers des groupes particuliers* » (Olivier de Sardan, 2003), un effort d'interaction a été entrepris avec des *cliques* différentes : les chercheurs, les étudiants, les villageois, autant de personnalités et de points de vue différents qui permettent de comprendre de façon plus large, les règles de vie de la société concernée et le déroulement du projet étudié.

Un an plus tard, j'ai effectué un deuxième séjour de deux mois sur le même terrain. Les conditions étaient totalement différentes, puisque le désengagement des chercheurs à ce moment-là était effectif. Je suis arrivée seulement quelques jours après la remise des prix du concours de pisciculture aux producteurs. L'un des chercheurs *senior*, le chercheur H. était également en train de négocier - à distance par l'intermédiaire du consultant S. de l'O.N.G. C.I.F.O.R.D. et de l'étudiant *longue durée* C. - la remise d'un don à titre personnel pour les deux groupes de producteurs. Pour marquer son désengagement du terrain, le chercheur H. a décidé d'offrir au G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. un moulin, et au G.I.C. P.E.P.I.S.A. une pompe. La distribution des prix du concours ne s'est pas bien passée d'après les producteurs, ils étaient de nouveau dans un

état d'esprit négatif vis-à-vis de l'équipe des chercheurs. La réception des dons du chercheur H. était également un sujet sensible pour ces producteurs qui jugeaient le délai entre la promesse et la distribution du don beaucoup trop longue. Toujours est-il que j'étais de nouveau plongée dans un climat de tension, et de nouveau, malgré moi, représentante de l'équipe des chercheurs. Ce terrain était difficile, en l'absence du chercheur H. et de l'étudiant T. D'un côté, à Fokoué, je n'ai pu rencontrer les producteurs au cours de mon premier mois de terrain, mois durant lequel le délégué a annulé tous les rendez-vous individuels que j'avais pris avec les producteurs lors d'une première réunion collective avec eux. Pourtant, lors de cette réunion, les producteurs et le délégué n'ont pas manifesté leurs désaccords concernant les rendez-vous pris individuellement avec les producteurs. Après un mois de négociation, je réussis à rencontrer les producteurs.

Du côté de Santchou, seulement trois producteurs étaient présents à la réunion collective introductive, marquant mon retour sur le terrain. Le délégué s'est démené pour rassembler les membres et les convaincre de me rencontrer, mais ceux-ci étaient fermés car ils s'attendaient à ce que je revienne au village accompagnée de la pompe promise par le chercheur H. C'est au fur et à mesure de l'avancée des négociations, pour l'obtention de la motopompe (*cf.* **Annexe II : Dialogue autour de la négociation de la motopompe**), que les producteurs ont accepté de me rencontrer.

En ce qui concerne mon immersion sur le terrain, celle-ci fut très complexe et difficile moralement. D'une part, mon double *enclicage* - à la fois en tant que sociologue et appartenant à l'équipe des chercheurs et d'autre part, mon immersion dans un contexte de désengagement des chercheurs du projet - faisant naître chez les producteurs une certaine frustration - difficile à apaiser. Certains de mes choix et de mes actes furent contestables. En premier lieu, la durée de mon terrain, trop courte pour établir un réel rapport de confiance avec les producteurs. Cependant, une immersion plus longue sur le terrain n'aurait peut-être pas débouché sur des rapports plus fructueux avec les producteurs, étant donné toutes les difficultés énoncées plus haut. On peut également supposer que les efforts engagés pour me défaire de cet *enclicage*, c'est-à-dire évoluer avec différents groupes locaux (les étudiants, les délégués, les chercheurs, les producteurs, certains villageois) en un laps de temps assez court, n'ont pas permis à mes interlocuteurs de saisir totalement ma posture.

La mission au Burkina Faso devait durer quatre mois. Pour des problèmes de santé elle n'a duré que deux mois, entre novembre 2009 et janvier 2010. J'ai été accueillie au Centre International de

Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Subhumide (C.I.R.D.E.S.) de Bobo-Dioulasso où je partageais un bureau avec d'autres étudiants.

Le chercheur D. était mon principal référent sur place, ainsi qu'une autre chercheuse qui était sur place pour développer un projet dans la continuité de T.E.R.I.A. Sur place, le désengagement de l'équipe de T.E.R.I.A. était effectif, mais des chercheurs et des étudiants continuaient de se rendre régulièrement dans les villages pour différents projets et différentes interactions avec les producteurs. Les rapports entre eux se sont maintenus, d'autant plus que deux projets sur place ont pris la suite de T.E.R.I.A.

J'avais un pied à terre à Bobo-Dioulasso et le C.I.R.D.E.S. a également mis à ma disposition une mobylette et une *case de passage* dans les deux villages qui ont bénéficié de l'appui du projet T.E.R.I.A. Aucune difficulté n'est à relever au niveau de mon intégration au C.I.R.D.E.S. et dans les villages. Mon indépendance matérielle, en ce qui concerne mes déplacements et mon lieu de vie, me permettait de gagner du temps en négociation. Le temps d'enquête a été plus long à Kourouma où j'ai passé dix jours au village. Durant ce séjour, j'ai pu m'entretenir longuement avec une vingtaine d'agriculteurs et d'éleveurs. À Kourouma, l'une des difficultés était la barrière de la langue. L'agent de suivi O. – mais aussi le traducteur – devait m'accompagner lors de toutes les rencontres avec les acteurs du village. Beaucoup de ces derniers comprenaient et parlaient le français, mais la plupart souhaitaient tout de même s'exprimer en langue locale. De plus, il était très difficile de demander à l'agent de suivi O. de traduire mot à mot ce que mon interlocuteur disait. J'ai souvent senti que le traducteur résumait les phrases qu'il entendait.

À Kourouma, après plusieurs rencontres et un grand nombre de discussion, je me suis rendue compte que les discours se répétaient beaucoup quel que soit l'origine, le statut ou la profession de mon interlocuteur. J'ai tiré de ce fait deux conclusions, la première étant que l'agent de suivi O. ne rendait pas compte de la diversité des points de vues. Cette possibilité est envisageable puisqu'il est largement impliqué dans le projet T.E.R.I.A. depuis le début. Mais cette éventualité était atténuée par les entretiens que j'ai effectué seule, en français, et qui correspondaient au discours qui émanait des entretiens effectués avec l'agent de suivi O. La deuxième possibilité allait dans le sens de la « *saturation du terrain* » (Olivier de Sardan, 2008), c'est-à-dire que les données se croisaient trop souvent et que la même tendance émanait des différents discours. J'ai eu le sentiment que je n'apprenais plus rien de nouveau concernant le projet T.E.R.I.A. dans le village.

Lors de mon séjour, j'ai également assisté aux réunions de travail des chercheurs des projets en cours. J'ai également rencontré les responsables du groupe des agriculteurs et éleveurs de Koumbia, ainsi que le principal collaborateur du chercheur D. sur le projet T.E.R.I.A.

2. Le cadre éthique du socio-anthropologue

Quels peuvent être les différents positionnements des chercheurs en sciences sociales au sein de la démarche de R.A.P. ? Ces chercheurs peuvent être à la fois évaluateurs et concepteurs de l'action en cours, ou bien de l'action une fois terminée. Quelle éthique correspond à ces différents positionnements ?

La place du chercheur en sciences sociales semble privilégiée, mais pourtant, il doit assumer le rôle de celui qui étudie les actions des acteurs avec qui il peut être amené à travailler. Pour cette thèse, l'étude socio-anthropologique se fait *ex post*, c'est-à-dire au moment où les chercheurs se désengagent du terrain. Mener des enquêtes qualitatives, même en dehors du projet, suppose que le chercheur en sciences sociales devienne acteur supplémentaire sur le terrain. Son intégration au sein des acteurs qu'il étudie n'est pas invisible, et c'est en cela qu'elle nécessite un cadre éthique. Seule sa présence sur le terrain suffit au chercheur à devenir acteur, c'est-à-dire à interagir avec les gens dans le but de mener à bien le recueil de ses données et de comprendre la situation locale.

La mise entre parenthèses de ses propres représentations, de sa propre culture, de ses idées politiques ou de ses préjugés, est nécessaire à toute bonne étude sur le terrain. Après avoir expliqué à chaque acteur concerné sa fonction sur le terrain, la neutralité de celui-ci est de mise lorsqu'il interagit au sein de la société. Ce n'est pas pour autant qu'il se fonde dans la masse par jeux de miroirs, en copiant les façons de faire du groupe étudié. C'est par la clarté de ses propos et la compréhension de tous les discours, qu'il se positionne comme un simple analyste et non comme un juge ou un évaluateur de ceux-ci.

3. *Le travail pluridisciplinaire*

En quoi cette thèse est-elle pertinente ? Quelle est la place des sciences sociales dans le projet ? Nous y répondrons en abordant deux points principaux. Le premier se focalise sur la pluri- et l'interdisciplinarité de l'équipe des chercheurs du projet. Le deuxième questionne notre propre positionnement en tant que doctorante en socio-anthropologie travaillant dans cette équipe pluridisciplinaire. Les sciences sociales sont utilisées dans la recherche agronomique pour le développement, mais de quelle façon ? Sont-elles utilisées à bon escient ? Nous tenterons de définir et de démontrer l'importance de la pluridisciplinarité et la nuance qui se pose entre la pluridisciplinarité, l'interdisciplinarité, la *polydisciplinarité* (Morin, 2003 : 10) et la transdisciplinarité. Nous verrons de quel côté les chercheurs au sein d'une démarche de R.A.P. se placent dans ces multiples façons d'user de la discipline. Enfin nous verrons en pratique ce que la pluridisciplinarité de l'équipe des chercheurs a apporté au déroulement du projet.

La Recherche-Action-en-Partenariat a été mise en place après l'échec de l'adoption des innovations techniques et agricoles installées par les développeurs utilisant la méthode du « *transfert de technologie* » (Séjeau, 2004 : 10). Pourtant aujourd'hui, malgré une approche qui se veut davantage concertée entre les chercheurs et les producteurs locaux, les inventions ne sont pas encore complètement adoptées. Confrontés à cette réalité, les chercheurs agronomes aux compétences multiples se tournent vers les sciences sociales dans le but de prendre en compte la situation sur le terrain dans sa globalité et dans sa complexité. Ce virage se fait de deux façons. La première consiste à développer et préciser l'apprentissage des sciences sociales dans les écoles d'agronomie. La deuxième façon consiste à s'approcher des chercheurs spécialisés en sciences sociales pour former des équipes de recherche pluridisciplinaires. Dans la première façon de faire, le chercheur mobilise alors plusieurs compétences. Il est considéré comme « *polycompétent* » (Morin, 2003 : 7). Dans la deuxième façon de faire, des équipes sont formées de chercheurs aux disciplines différentes. Dans ce cas de figure, le travail pluridisciplinaire peut se faire de plusieurs façons suivant le degré d'interaction entre les chercheurs et les disciplines. C'est ce qu'Edgar Morin appelle l'inter- la trans- et la « *polydisciplinarité* » (*op. cit.*). La transdisciplinarité, qui est apparemment la forme la plus poussée de l'interdisciplinarité est décrite par Edgar Morin comme un apport nécessaire à l'analyse des objets complexes. Pourtant, la transdisciplinarité, perçue comme une forme « idyllique » des interactions entre les disciplines reste peu décrite et précisée dans l'article suivant : « *la problématique de la transdisciplinarité nécessite encore une clarification épistémologique* » (Jollivet et Pena-Vega, 2002).

L'agronomie s'est « enrichie » de nouvelles disciplines au fur et à mesure des années. Elle s'est tout particulièrement enrichie de la géographie, de l'économie puis de la sociologie. Ces disciplines ont été apportées par des professeurs d'agronomie qui souhaitaient élargir les compétences de l'agronomie. Dès les années 1947, René Dumont est l'un des premiers à intégrer les problématiques sociales, politiques et écologiques dans son travail. Ce dernier insistait sur la nécessité de prendre en considération d'autres disciplines, en particulier l'économie. Ce courant agronomique, appelée « *agriculture comparée* » (Séjeau, 2004), est décrit comme s'adaptant aux réalités complexes du développement rural (*op. cit.*). Finalement, de nos jours, les compétences multiples que les agronomes mobilisent, sont à la fois celles des sciences de gestion, de la géographie, de l'économie, de la sociologie ou de l'anthropologie. Dans les équipes de recherche, un double dialogue se fait (ou pas) entre les différentes disciplines que chaque chercheur est capable de mobiliser, mais aussi entre les chercheurs porteurs de disciplines différentes. Pour reprendre les termes d'Edgar Morin (2003), ces équipes sont à la fois pluridisciplinaires, mais aussi « *polycompétentes* » (*op. cit.*) tant collectivement qu'individuellement.

La place des chercheurs qui ne sont pas agronomes dans ce système est alors complexe. C'est notre cas, en tant que socio-anthropologue et n'ayant pas de compétence en agronomie. Les agronomes, qui se sont orientés vers la sociologie dans leur carrière professionnelle, sont moins apte à faire confiance au travail de ces chercheurs spécialistes de la sociologie. Ceci s'explique par le fait que ces chercheurs agronomes qui ont quelques compétences en sociologie sont capables de porter un regard critique, et de mobiliser des outils d'analyse pour questionner le travail du socio-anthropologue. Mais encore faut-il que les compétences acquises par l'agronome soient du même ordre que celle du socio-anthropologue, supposément spécialiste de la question. Par conséquent, un rapport de confiance entre ces deux chercheurs doit s'établir en même temps qu'une ouverture commune entre les disciplines qu'ils mobilisent. Idéalement, l'un et l'autre peut porter un « *œil extra-disciplinaire* » (*op. cit.* : 6) sur le travail de son collègue, ce qui est décrit comme un avantage par Edgar Morin. En effet, ce dernier retrace l'histoire des disciplines et des grandes découvertes scientifiques en mettant l'accent sur celles qui ont été amenées par cet « *œil extra-disciplinaire* » (*op. cit.*), autrement dit, ce « *regard naïf* » (*op. cit.*).

Du côté des sociologues, leur rôle dans ces équipes peut difficilement varier de celle d'expert ou d'évaluateur des actions des agronomes qui interviennent sur le terrain. En effet, un socio-anthropologue invité à travailler dans une équipe pluridisciplinaire et dans un milieu autre que le sien, se focalise facilement sur l'analyse du milieu où se déroule son travail, tout autant que l'analyse qui lui est demandé de faire sur l'objet à l'étude. Cette « déformation professionnelle »

peut indisposer les membres de l'équipe qui peuvent se sentir observé par le socio-anthropologue et ainsi affaiblir les rapports de confiance.

L'équipe de recherche du projet de R.A.P. se décrit comme étant interdisciplinaire (*cf. Annexe III : Proposition de thèse initiale*). Pourtant, l'utilisation du terme « interdisciplinaire » n'a de sens qu'en vue de la qualité des interactions entre les chercheurs et les disciplines. En effet, d'après Edgar Morin, une équipe peut être interdisciplinaire dans le sens où chaque discipline peut coopérer avec l'autre mais tout en se protégeant des empiètements des disciplines voisines. Mais l'interdisciplinarité peut être poussée plus loin lorsque les disciplines s'articulent véritablement entre elles. La polydisciplinarité décrite toujours par le même auteur correspondrait d'avantage aux interactions concrètes observées au sein de l'équipe de R.A.P. La polydisciplinarité serait « *une association de disciplines en vertu d'un projet qui leur est commun* » (*op. cit.* : 10). Dans ce cadre, certaines disciplines peuvent être appelées comme techniciennes spécialistes pour résoudre tel ou tel problème. C'est effectivement ce que nous avons observé sur le terrain et c'est également le rôle que nous tenons, malgré nous, au sein de cette équipe. Lorsque cette polydisciplinarité n'est pas poussée, elle reste simplement une association de discipline visant à interroger un objet commun. C'est lorsque cet objet devient un projet et que les disciplines sont en profondes interactions que la polydisciplinarité est alors considérée comme performante.

Dans la démarche de R.A.P., les sciences sociales sont censées être présentes autant dans la phase de diagnostics, d'action et d'évaluation du projet. Le socio-anthropologue n'est plus simplement un observateur du déroulement du projet. Les sciences sociales dans la R.A.P. interviennent à la fois comme « moteur », « concepteur » et « évaluateur » de ce partenariat. Si une confiance mutuelle n'est pas construite entre les chercheurs agronomes et les chercheurs socio-anthropologues, l'instrumentalisation du sociologue fait alors partie des risques. Réciproquement, l'évaluation que le sociologue exerce sur les concepteurs du projet peut être contraignante pour le chercheur agronome.

En vue de l'état d'avancement du projet R.A.P. dans les deux pays concernés – le projet était terminé au Burkina Faso et en phase de désengagement au Cameroun - notre positionnement dans l'équipe ne pouvait être autre que celui du socio-anthropologue classique qui est appelé dans une équipe pluridisciplinaire pour faire l'évaluation *ex post* d'un projet.

Cette thèse est aussi une réflexion sur l'apport des sciences sociales dans la recherche appliquée et pluridisciplinaire. Elle se focalise sur la posture du socio-anthropologue comme évaluateur et non pas comme concepteur de l'action. Même si les données empiriques de cette dernière posture ne

sont pas assez importantes pour développer une analyse poussée, l'expérience d'acteurs ayant été dans ce cas de figure sera retransmise. La pertinence de l'introduction d'un chercheur en sciences sociales dans l'équipe de recherche permet aux chercheurs-acteurs d'appréhender les situations d'étude-intervention, pour lesquelles ils ne disposent pas forcément des compétences scientifiques en sciences sociales.

Les sciences sociales peuvent être très utiles dans la phase de diagnostic en effectuant un travail préliminaire approfondi des sociétés dans lesquelles l'équipe des chercheurs du projet comptent intervenir. Cette phase nécessitera également de mobiliser d'autres disciplines comme l'histoire, l'économie, la géographie etc. Cet état des lieux général fournit une vision globale du fonctionnement de la société dans laquelle les acteurs (chercheurs et producteurs) vont avoir à travailler ensemble.

Le chercheur socio-anthropologue, adoptant la posture d'évaluateur n'observera pas forcément les mêmes choses que le chercheur-acteur, car les actions de ce dernier, une fois engagées, sont difficilement maîtrisables avec une prise de recul simultanée. Ainsi, un chercheur spécialiste des interactions, et non plongé dans l'action, est capable de fournir une analyse de la situation distanciée, et peut également conseiller le chercheur dans ses actions. Le socio-anthropologue prévoit également la possibilité que les actions des chercheurs n'atteignent pas toujours le but recherché. En étant distant de l'action, le socio-anthropologue peut étudier les stratégies de sélection et de détournement des producteurs vis-à-vis des inventions techniques des agronomes. La mise en exergue des conflits, ou bien des tensions possibles au sein de la R.A.P. seront dévoilées, non pas dans le but de dépeindre un portrait négatif de la situation, mais plutôt afin de révéler la structure des normes et des codes établis avec le cadre partenarial et éthique (Bierschenk et Olivier de Sardan, 2007). La R.A.P. sera alors étudiée comme une arène au sens que Bailey lui donne : comme un lieu de confrontations concrètes d'acteurs sociaux en interaction autour d'enjeux communs (cité par Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994). Il s'agit là de se focaliser tout particulièrement sur les difficultés des situations d'intervention qui permettent de mettre en exergue les stratégies, les représentations et les buts de chacun, et d'élaborer de nouvelles bases de concertation.

Alors que les concepteurs de la R.A.P. sont en train de réfléchir sur l'émergence d'un nouveau métier de chercheur qui mobiliserait des compétences spécifiques pour cette démarche, les sciences sociales - en particulier dans le domaine de l'anthropologie du développement - réfléchissent à l'élaboration d'un nouveau métier d'anthropologue visant à travailler pour l'action.

Ces réflexions ont été engagées depuis 2004 par Jean-Pierre Olivier de Sardan qui parle alors de « *chaînon manquant* » (Olivier de Sardan, 2004) dans le domaine du développement et de la socio-anthropologie. Jusque là, l'action publique, en particulier en Afrique, fait appel aux anthropologues pour leur fournir des connaissances sur le social. Or, l'enseignement de l'anthropologie ne prévoit pas, ou rarement des études orientées vers l'action. Le « *chaînon manquant* » (*op. cit.*) serait alors un nouveau métier qui serait capable de faire l'articulation entre les besoins opérationnels et la production de données socio-anthropologique. L'anthropologie pour l'action serait alors encore une catégorie socioprofessionnelle qui reste encore à instituer (*op. cit.* ; Bierschenk *et al.*, 2007).

4. Les outils classiques du socio-anthropologue

Dans un premier temps, nous exposerons les outils classiques de la socio-anthropologie. Nous mettrons en avant l'importance de la délimitation du sujet tant au niveau de l'espace géographique que de l'espace virtuel, mais également nous aborderons les techniques classiques de cette discipline tels que la technique de l'observation participante, des entretiens et de leurs traitements.

La délimitation de l'espace du sujet est alors la première étape de notre méthode. Il faut, dans un premier lieu, comprendre la genèse de toutes les dimensions de l'objet d'étude, tant au niveau historique (espace passé), que géographique (espace présent). Le contexte historique est utile à toutes les études de terrain : puisque connaître le passé permet de comprendre, même partiellement, le présent. Le contexte géographique doit être déterminé et délimité le plus rapidement possible dans le but d'éviter un égarement lors des missions sur le terrain. Très vite, nous avons déterminé que notre étude porte sur deux arrondissements dans deux pays différents. Par conséquent, l'échelle géographique minimale retenue est celle des G.I.C. des producteurs. Par contre, chaque G.I.C. et chacun de leurs membres s'inscrivent dans un cadre relationnel plus large qu'il s'agit également de prendre en compte, pour comprendre les mécanismes sociotechniques et économiques à l'œuvre au sein de chaque localité. Si cet espace géographique supplémentaire peut être atteint physiquement à travers la rencontre d'acteurs supplémentaires, l'espace de notre étude sera alors élargi. Si au contraire, cet espace est virtuel et n'est que mentionné, ou évoqué par les acteurs principaux de notre étude, ils appartiendront donc à

l'espace virtuel de notre étude et seront traité de façon différente dans la phase de traitement des données.

De plus, ces G.I.C. ont bénéficié de la même démarche de recherche malgré des objets techniques, des situations sociales et une application différente. Cela explique qu'une simple étude d'interactions dans un espace géographique, restreint au départ, ne laisse pas une place assez importante pour expliquer la globalité d'un sujet.

L'autre espace de notre étude est celui du monde des chercheurs à travers notre participation à la vie du laboratoire au C.I.R.A.D. C'est au fur et à mesure que nous avons élargi notre étude à cet espace, lorsqu'il nous est apparu indispensable pour comprendre l'histoire du projet à l'étude, de comprendre où et comment ce projet a été conçu dans l'espace des chercheurs. Au final, la frontière virtuelle de notre étude s'est arrêtée au projet R.A.P. De leur intervention au Cameroun et au Burkina Faso, à leur conception en laboratoire, allant même jusqu'à leur naissance dans l'esprit des chercheurs. La construction du sujet s'est donc faite à rebours de l'histoire et de la conception du projet, de son résultat, à sa naissance.

Une fois l'espace géographique délimité, il faut prendre en compte les acteurs qui évoluent en son sein. De la même façon qu'un espace géographique peut être schématisé, l'espace social doit être posé en figurant les différents acteurs et leur fonction officielle. Ce travail est effectué grâce à l'immersion du socio-anthropologue sur le terrain. Dans un premier temps, l'observation et la discrétion sur ses intentions sont primordiales. Elles permettent au socio-anthropologue de faire une première lecture de la situation sans interagir et sans donner aux acteurs l'occasion de « cataloguer » le chercheur. Ce temps d'observation permet au chercheur d'adapter son intervention sur le terrain et ses interactions avec les acteurs dans le but d'être en accord avec son éthique et son protocole de travail. Dans certains cas, il sera même nécessaire de rester le moins précis sur son travail tout au long de la mission. Le fait de dire que l'on est chercheur dans une discipline peu connue inquiète et stresse certains interlocuteurs inutilement, alors qu'il serait plus simple de se présenter en simple curieux et novice d'une situation sur laquelle nous demandons à nos interlocuteurs de nous apprendre, de nous orienter, de nous commenter. Tel est notre métier. Sur le terrain, il faut être attentif également à la lecture officielle et officieuse de toutes les interactions que nous vivons. Une simple lecture des discours officiels et publics ne permet pas de comprendre les actions de chacun, déterminées également par des choix individuels répondant à des perceptions individuelles ou collectives. Lors des entretiens individuels avec chaque acteur, le socio-anthropologue doit déterminer si le discours de son interlocuteur émane d'un discours

emprunté à son groupe social, ou bien d'un discours qu'il s'est forgé en tant qu'individu décideur, capable de se construire un discours propre.

Ces deux dimensions au sein de chaque individu complexifient l'étude des actions qui sont déterminées à la fois par des contraintes d'ordre social et d'ordre individuel. C'est la confrontation de ces deux contraintes qui explique des actions mal comprises par les autres acteurs, ainsi que certaines situations de déviance : « *Elle [l'analyse] procède à l'inventaire des contraintes respectives auxquelles les uns et les autres sont soumis, et au décryptage des stratégies que les acteurs déploient à l'intérieur de leurs marges de manœuvre.* » (Olivier de Sardan, 1995). C'est en cela que chaque but atteint, ou chaque fait réel, n'est pas forcément le résultat attendu des actions de chacun. Cette marge de manœuvre dont chaque acteur bénéficie, est définie par Jean-Pierre Olivier de Sardan comme des *multirationalités*. « *Les acteurs « réels », individuels ou collectifs, circulant entre plusieurs contraintes, sont au confluent de plusieurs rationalités, et vivent dans un univers mental et pragmatique tissé d'ambiguïtés et d'ambivalences, placé sous le regard des autres, en quête de leur reconnaissance ou confronté à leur antagonisme, et soumis à leurs influences multiples* ».

Pour ce qui est de l'étude de la dimension sociale de l'acteur, il est bien évidemment supposé que celle-ci se divise en plusieurs sous-parties, une organisation sociale formelle et informelle. Le socio-anthropologue doit s'attacher à comprendre ces relations non-officielles qui constituent les représentations et les actions de chacun (amitiés, réseaux, alliances, coalitions et rivalités).

La méthode socio-anthropologique jongle en quelque sorte avec plusieurs dimensions de l'objet de l'étude lui-même, et plusieurs dimensions de chaque individu, afin de comprendre et d'expliquer de la façon la plus claire possible, la situation étudiée dans toute son ampleur.

5. Les outils pour répondre à la problématique

Après avoir retracé rapidement quelques généralités sur les méthodes socio-anthropologiques, nous exposons dans cette partie les outils d'analyses utilisés pour répondre à notre problématique. Cette étude se fait en deux étapes : le recueil des données (positionnement du socio-anthropologue sur le terrain) et les méthodes analytiques pour traiter ces dernières.

a. L'étude *des perceptions et des interactions*

Pour recueillir les données, le socio-anthropologue use sur le terrain à la fois de l'observation participante issue de l'école de Chicago (Grafmeyer J., 1990) et de l'observation distanciée, imposée mais nécessaire à tout anthropologue. En sociologie, le chercheur qui pratique une observation participante dans sa propre société a des facilités pour s'insérer totalement dans un milieu social, et peut donc manifester son empathie avec aisance. Le chercheur se met à la place des acteurs pour essayer d'évaluer leurs futures actions (Becker, 1947). Du côté de l'anthropologue, une distance est perceptible dès le départ, puisqu'il se plonge dans un monde qui, à première vue, ne ressemble pas au sien. L'anthropologue n'a d'autre choix que d'accepter cette distance et d'en tirer profit en pratiquant le dialogue avec les acteurs locaux, en manifestant de la curiosité pour les comprendre et de la tolérance vis-à-vis des cultures qui les séparent.

Les méthodes sociologiques et anthropologiques sont complémentaires puisqu'elles mobilisent les points forts de chaque discipline. Le socio-anthropologue sur le terrain est capable de combiner empathie et autonomie (Bouvier, 2000).

Les entretiens menés sur nos terrains sont de nature qualitative et souvent informelle. Ils permettent surtout de dégager une tendance qui est difficilement quantifiable.

En fonction de la nature et des grands thèmes émanant du terrain, le socio-anthropologue choisit la méthode analytique la plus pertinente tout en s'auto-analysant grâce à la rédaction de son journal de terrain intime (*cf*: **Annexe XI : Extraits journal de terrain du Cameroun**). Cela lui permet de prendre de la distance avec lui-même pour franchir le passage entre son immersion sur le terrain et l'analyse scientifique qu'il doit en tirer : « *Il m'a semblé indispensable de comprendre la façon dont j'avais observé pour pouvoir tirer des leçons de mes observations elles-mêmes*⁴⁷ » (Weber, 2009 : 17-35).

⁴⁷ Florence Weber insiste sur le fait que la rédaction d'un journal de terrain n'est pas spécifique à la discipline ethnologique, mais nous soutenons l'idée que l'utilisation du journal intime comme outil analytique est tout particulièrement utile pour l'anthropologue.

Méthodologie		
<p><i>28 entretiens formels avec le collectif des chercheurs, étudiants y compris</i></p> <p><i>39 entretiens formels avec les producteurs du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M.</i></p> <p><i>42 entretiens formels avec les producteurs du G.I.C. P.E.P.I.S.A.</i></p> <p><i>9 entretiens avec les acteurs locaux extérieurs au projet</i></p> <p><i>9 entretiens avec les chercheurs pratiquant la démarche de R.A.P.</i></p>		
Lieu de rencontre avec les producteurs	Nature de l'interaction	Méthode de recueil des données
Visite chez les producteurs	Entretien formel et informel ⁴⁸	Enregistrement, prise de notes directes et différées dans le journal de terrain
Visite des étangs avec les producteurs	Entretiens formels et informels	Enregistrement, prise de notes différées
Réunions mensuelles des producteurs	Observation participante	Prise de notes
Préparation de l'atelier final en vue d'une intervention des producteurs	Observation participante	Prise de notes
Rencontre inattendue sur les lieux publics (commerces, bar, marché, église)	Observation participante	Prise de notes différée dans le journal de terrain
Réunions entre producteurs et chercheurs	Observation participante	Prise de notes

Tableau 1. Les différents lieux et méthodes de l'enquête de terrain

Le tableau ci-dessus indique notre méthodologie d'enquête, en particulier celle qui repose sur les entretiens formels et informels. Les lieux de rencontre et d'interactions ne seront indiqués que pour les producteurs, simplement pour donner un ordre d'idée sur les relations entre les différents lieux et la méthodologie adoptée.

⁴⁸ L'entretien formel se déroule sous enregistrement audio. Alors que l'entretien informel se déroule sans enregistrement, ce qui permet à l'interlocuteur de parler plus librement.



Photographie 5. Entretien formel collectif et enregistré autour des étangs

Sur le terrain du Cameroun, nous percevons trois cadres d'analyse, celui du milieu culturel du village, celui du milieu des chercheurs au C.I.R.A.D. et la rencontre de ces deux milieux. Cette rencontre s'effectue dans un espace et un temps bien définis et mis en place par le dispositif de la RAP. Il s'agit de l'arène d'observation. Ces trois espaces qui se confrontent par leur culture et par leurs acteurs différents se distinguent également par les trois niveaux sociaux qu'identifie Bruno Latour. Le milieu culturel du Cameroun répond aux exigences du « *social 1* » défini comme routinier, sédentaire, froid. L'assimilation du « *social 1* » à la vie villageoise du Cameroun réside dans le fait que les rapports entre les acteurs sont très hiérarchisés, et qu'il paraît difficile pour les différents acteurs de changer de statut, frappés par un fort déterminisme villageois ou familial. Le milieu des chercheurs au C.I.R.A.D. pourrait très bien fonctionner selon l'image du « *social 2* », l'acteur-réseau fait d'interactions entre les groupes et d'échanges autour d'un objet commun : la science, un concept, une idée. Pour comprendre les relations qui se créent entre les chercheurs et les producteurs dans un double cadre de R.A.P. et culturel local, et en fonction de la petite taille des groupes concernés, une approche du « *social 3* » - c'est-à-dire interindividuelle - semble

pertinente pour analyser l'évolution de la situation et les savoirs et connaissances que ces interactions produisent (Charvolin, 2006).

C'est à travers l'observation de ces interactions et à travers l'analyse des outils des acteurs (ici les dispositifs et les événements) que nous serons capables concrètement de comprendre le passage entre la conception d'une idée, son application et ses conséquences. L'analyse des dispositifs et des événements est alors indispensable pour comprendre le déroulement de l'action et les mécanismes du changement.

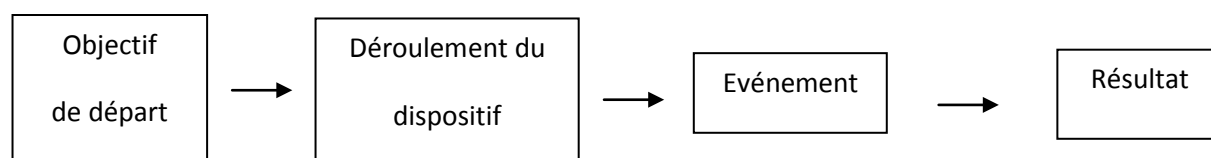


Figure 1. Déroulement méthodologique des objectifs aux résultats

b. Les entretiens dans le « monde » des chercheurs

À la différence d'autres méthodes de développement agronomiques qui se focalisent principalement sur l'application d'une technique, la R.A.P. considère que c'est à travers la création de nouveaux savoirs et apprentissages que les techniques s'adoptent localement. Cette idée, émanant des chercheurs a donc été analysée à travers la perception qu'ils se font des savoirs et des apprentissages, mais également à travers l'analyse de leur capacité au changement et à la flexibilité nécessaire pour acquérir un savoir.

La R.A.P. est un travail de recherche collectif et interdisciplinaire ancré sur le terrain et imposant des contraintes aux chercheurs. En effet, le chercheur sur le terrain doit être réactif face aux demandes des populations locales, tout en menant son travail de recherche. Cette situation ne lui permet pas facilement de prendre du recul sur les actions qu'il mène. Ainsi, les interactions sur le terrain sont le moteur dans la construction des savoirs et des connaissances permettant d'atteindre l'objectif de la R.A.P. : le changement.

L'identification des apprentissages et des savoirs permet de décrire la profondeur du changement qui a été effectué au cours du projet. L'« apprentissage » pris comme un terme technique, empirique, concret, mesurable, découle du savoir qui se comprend comme une construction individuelle ou collective des représentations des individus. À l'inverse, un apprentissage peut également se faire sans savoir préalable, et ainsi, créer de nouveaux savoirs. L'un ne va pas sans l'autre en ce qui concerne leur construction réciproque et simultanée.

Ensuite, les savoirs et les apprentissages sont de nature différente sur les terrains à l'étude. Pour le moment, trois formes d'apprentissages et de savoirs apparaissent : épistémologiques, organisationnels et techniques. Ces trois formes sont à prendre en compte simultanément de la même façon que les deux termes « apprentissages » et « savoirs » dans le sens où les techniques exigent une organisation, une méthodologie et une épistémologie particulière.

Les entretiens avec les chercheurs permettent de confronter le chemin de vie de l'interlocuteur et d'en faire ressortir les apprentissages et les savoirs. Les entretiens non-directifs avec les chercheurs durent maximum deux heures et peuvent se renouveler deux ou trois fois suivant la richesse des informations recueillies (cf. **Annexe IV : Guide d'entretien pour les chercheurs**). Ces informations permettent de comprendre trois éléments fondamentaux pour répondre à la problématique :

De quelle façon s'est construit l'individu ?

Quels sont les rapports entretenus avec son institution et les producteurs locaux ?

Qu'est-il capable de produire au regard des deux premiers éléments (apprentissage et savoir) ?

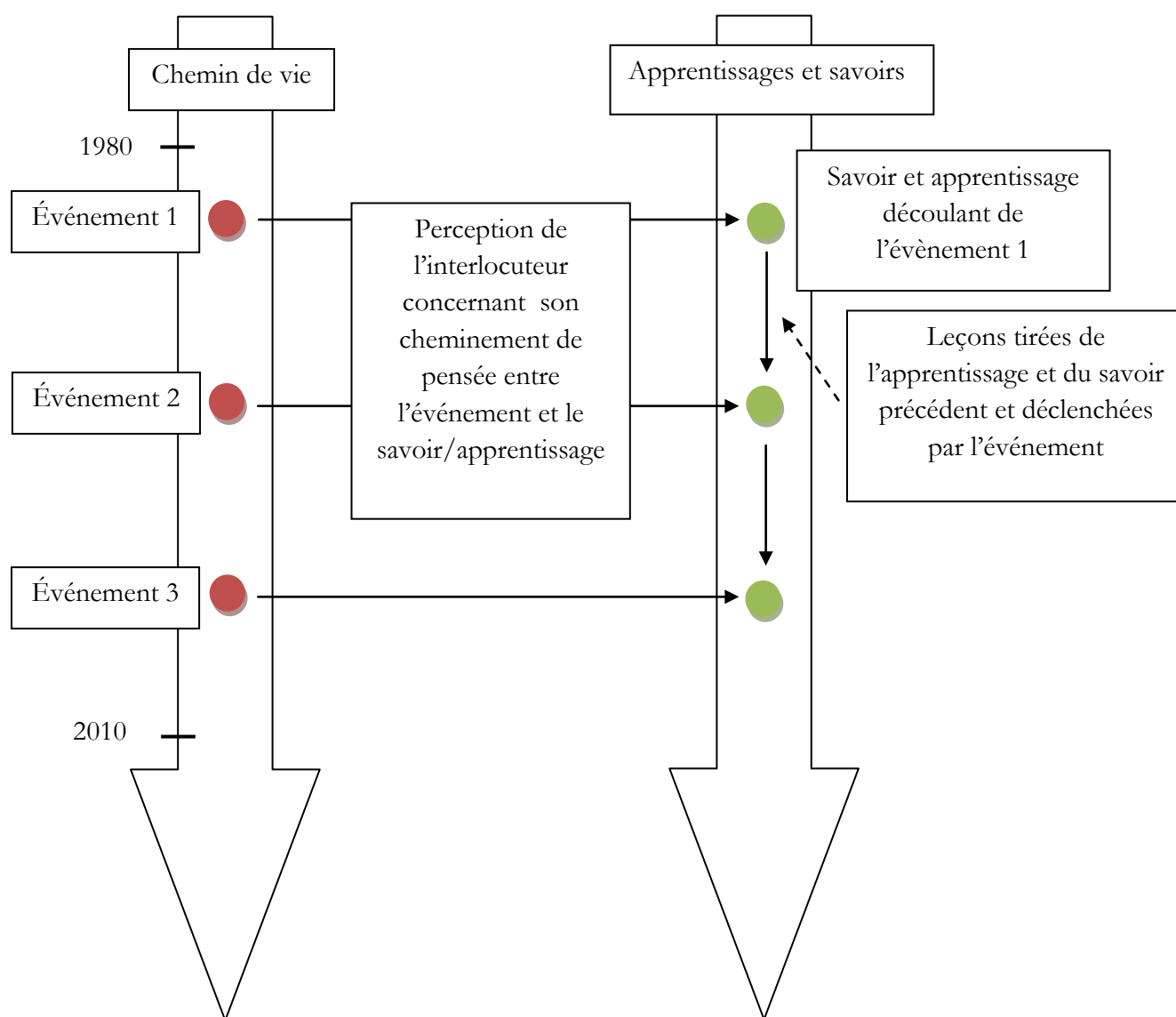


Figure 2. Les chemins de vie pour comprendre les apprentissages et les savoirs

L'aspect non directif de l'entretien permet d'amener progressivement notre interlocuteur vers la question centrale que l'on se pose (ici les apprentissages). Il se déroule selon une arborescence en partant du tronc (première question), pour arriver à des branches supportant les différents éléments nécessaires à la réponse à notre question. C'est la réponse de l'interlocuteur à notre première question qui va mener à poser de nouvelles questions, et ainsi de suite. Cette méthode laisse l'interlocuteur aborder le sujet qui m'intéresse, en lui demandant de préciser certains aspects de sa réponse. Les questions ne sont donc que des relances. Ceci permet de

comprendre dans quel ordre d'importance il traite le sujet central de la thèse et son cheminement de pensée.

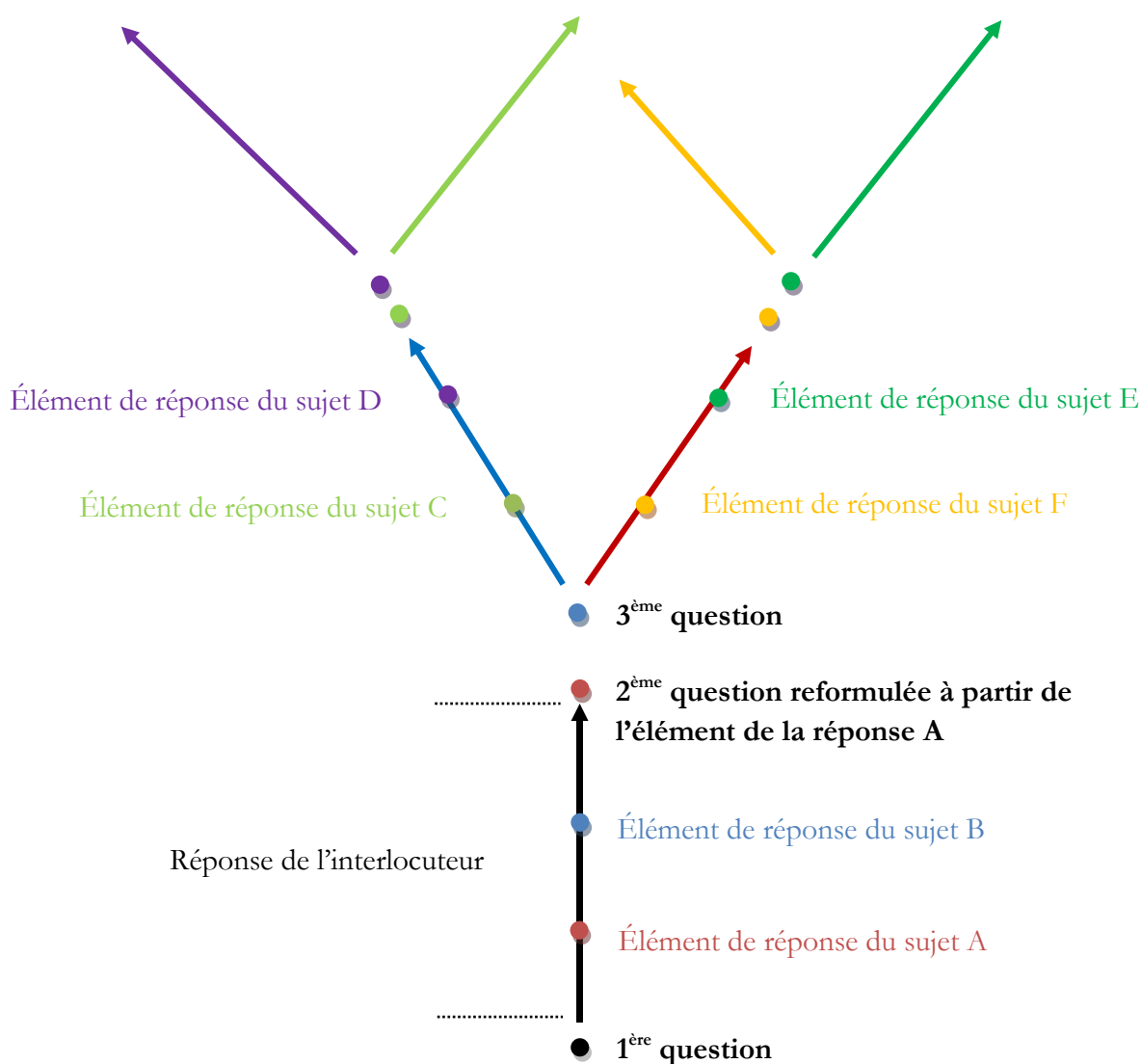


Figure 3. Déroulement d'un entretien non-directif

Lors d'un entretien avec un étudiant en pisciculture camerounais, je voulais comprendre de quelle façon il percevait les savoirs locaux des pisciculteurs avec qui il travaillait. Je n'ai pas posé la question directement pour ne pas le brusquer, si bien qu'au fil de l'entretien, il a abordé ce sujet en réponse à la question suivante : « quel est votre parcours professionnel ? » Il me répond que c'est une passion depuis qu'il est jeune parce qu'il partait pêcher avec son oncle. Puis, naturellement, il en vient à m'expliquer que son oncle avait des pratiques mystiques pour

effectuer une bonne pêche. Il me dit que lui-même, en tant que scientifique, il a testé les méthodes de son oncle qui se sont révélées fructueuses. C'est ainsi qu'il répond à ma question sans que j'aie eu à la lui poser directement : *« les paysans ont raison de ce qu'ils font, je suis à l'écoute des savoirs locaux parce que j'ai testé moi-même que cela marche, et que la science ne peut pas tout expliquer »*⁴⁹. Je me rends compte, ainsi, qu'il a éprouvé lui-même les pratiques mystiques des pisciculteurs qu'il étudie et que malgré sa formation de scientifique, il ne minimise pas leurs savoirs. Pour lui, la recherche ne vient qu'en complément des pratiques traditionnelles. Ainsi, son savoir est à la fois empirique, mystique et scientifique. La question du savoir sera encore alimentée par d'autres éléments recueillis dans des réponses à d'autres questions, des réponses qui encore une fois n'ont pas été posées directement, brutalement, froidement. Dans certains cas de figure, l'interlocuteur ne répond pas automatiquement aux questions que je me pose. J'attends à ce moment-là, la fin de l'entretien pour poser de façon directive les questions importantes qui répondent à mon sujet. Mais cette situation est très rare, si cela arrive trop souvent, ceci s'explique par la non pertinence des questions voulant répondre à l'hypothèse de problématique. Ainsi, il est préférable de changer d'hypothèse ou de la modifier.

La question des apprentissages et des savoirs ne doit pas être posée telle quelle aux interlocuteurs car ils ne feront qu'apporter une réponse positive ou négative : « oui j'ai appris » ou « non je n'ai pas appris », car ici ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment s'est déroulé l'apprentissage et quelle en est sa nature. C'est lors de l'analyse de l'entretien que l'on pourra répondre à notre question sur les apprentissages en nous focalisant sur la façon dont l'individu s'est construit personnellement et professionnellement, et la façon dont il a interagi avec les acteurs du terrain. L'analyse des contraintes qui pèsent sur lui et des choix qu'il a dû faire en vue de ces contraintes permet également de dégager ce qu'il a appris stratégiquement et scientifiquement.

Pour faire l'analyse des entretiens des chercheurs, il est nécessaire dans un premier temps de retranscrire intégralement l'entretien enregistré. Pour deux heures d'enregistrement, il faut une journée de retranscription. Ensuite, une mise à plat de cette retranscription est effectuée, c'est-à-dire que l'on classe l'entretien par thèmes. Au fur et à mesure, on classe dans les mêmes thèmes les entretiens des autres chercheurs. Une fois les thèmes et les morceaux d'entretiens obtenus, nous développons chaque thème suivant sa pertinence pour notre sujet. Par exemple, pour faire ressortir les apprentissages et les savoir des chercheurs, il est important d'identifier dans leur chemin de vie, les moments-clés qui font ressortir ou qui produisent tel ou tel apprentissage. Par

⁴⁹ Entretien formel enregistré à Dschang (Cameroun) entre mars et juin 2009.

la suite, l'on est capable de monter en généralité sur les apprentissages des chercheurs en confrontant et recoupant les facteurs qui produisent des apprentissages et des savoirs.

Il est également important de préciser que deux types principaux de données sont tirés des entretiens : les données objectives nous permettant d'alimenter l'histoire du déroulement des événements et les données subjectives qui ne sont pas généralisables, qui n'appartiennent qu'à la vie de ce chercheur en particulier.

Pour conclure ce vaste chapitre méthodologique, il est important de revenir de façon plus synthétique sur le processus méthodologique de cette étude. En effet, la méthode est la spécificité de la socio-anthropologie et repose sur des concepts et des pratiques communes à tous les chercheurs mais se décline différemment suivant la sensibilité du chercheur, le terrain sur lequel il travaille et le sujet traité. Les premières lignes que trace cette méthode sont dédiées à l'immersion du chercheur sur le terrain. Cette étape est primordiale et annonciatrice de la qualité des données recueillies. Tout particulièrement en anthropologie, cette phase d'immersion nécessite une prudence sans faille de la part du chercheur et donc, une remise en question personnelle concernant son éthique, sa vision des choses et son attitude avec autrui. La qualité de ses données dépend directement de cela.

L'originalité de cette thèse est d'avoir été conçue au sein d'une équipe pluridisciplinaire et suivant une demande de la part d'un institut de recherche agronomique. Dans ce contexte, le socio-anthropologue ne peut pas occulter l'analyse de son insertion dans un milieu professionnel autre que celui de l'université ou de la recherche fondamentale. C'est en cela que notre méthode nous amène également à réfléchir sur la pluridisciplinarité et la socio-anthropologie en action.

Une fois la collecte de données effectuée, la méthode de traitement et d'analyse est alors exposée. Elle se divise en plusieurs étapes : l'analyse des interactions à travers la mobilisation par les acteurs des outils de l'action tels que les dispositifs et les événements et l'analyse des chercheurs pour saisir leur volonté de changement au niveau des savoirs et des apprentissages. Tout ce processus nous amène à saisir si effectivement, la R.A.P. favorise le changement à travers une réelle co-construction des savoirs et des apprentissages, ou bien tout simplement à travers un changement technique classique comme le faisait le modèle de transfert de technologie.

DEUXIÈME PARTIE

INTERACTIONS LOCALES

Les moments-clés de l'histoire du projet

- CHAPITRE IV -

Le déroulement de la R.A.P. à Fokoué et Santchou

Ce chapitre développe les différentes étapes chronologiques du projet. Il s'appuie sur la lecture d'une grande partie des documents produits par l'équipe de recherche de terrain de la R.A.P. à savoir, des rapports de missions, des comptes-rendus de réunions, des listes de présence des acteurs aux réunions, des mémoires d'étudiants, des communications présentées dans des colloques, des articles publiés dans des revues, des protocoles éthiques et d'action etc. Ne figurent en bibliographie que des documents déjà publics. D'autres écrits mobilisés ne sont pas encore publiables. Aussi, je les mobilise uniquement lorsqu'ils ont fait l'objet de discussions lors d'entretiens informels avec les acteurs de terrain et lors de l'entretien formel mené avec le chercheur du C.I.R.A.D. présent sur le terrain durant les trois années du projet. Dans cette partie, j'ai délibérément fait le choix de ne rapporter que les actions et les points d'histoires qui ont été partagés avec les producteurs. Tous les événements concernant uniquement l'équipe des chercheurs sont mentionnés dans les parties suivantes. Il s'agit principalement des entretiens et échanges entre les chercheurs et les producteurs. Quelques rares éléments critiques y sont rapportés tout en essayant de retranscrire fidèlement les faits tels qu'ils ont été rapportés dans la documentation du projet.

Année 2004	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Fokoué Penka-Michel											Naissance du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M.	
											Restitution de la phase de diagnostic	
Santchou						Phase de diagnostic avec le chercheur H., la chercheuse M., le chercheur V., le chercheur N., le technicien S., le technicien G. et le technicien T.						
											Restitution de la phase de diagnostic	

Année 2005	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Fokoué Penka-Michel												
										Mise en place de la R.A.P.	Signature de la convention	
Santchou										Présence du chercheur H., de la chercheuse M. et du chercheur V.		
										Mise en place de la R.A.P.	Signature de la convention	
						Naissance du G.I.C. P.E.P.I.S.A.						
						Restitution de l'étudiante S. et du professeur J.						

Année 2006	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Fokoué Penka-Michel					Restitution intermédiaire de l'étudiant C. et de l'étudiant S.	Étudiant C. et étudiant D.						
											Étudiante X.	
Santchou	Présence du chercheur H., du chercheur V. et de la chercheuse M.				Formation des étudiants par les « <i>seniors</i> »							
	1 ^{er} comité de pilotage				2 ^{ème} comité de pilotage	Atelier R.E.P.A.R.A.C.	3 ^{ème} comité de pilotage			Protocole d'échange d'alevins		
	Présence du chercheur H., du chercheur V. et de la chercheuse M.				J.A.M.							
					Formation des étudiants par les « <i>seniors</i> »							
					Restitution intermédiaire de l'étudiant D. et de l'étudiante G.	Étudiant D. et étudiante G.						

Année 2007	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Fokoué		Étudiant C. et étudiante X.									Restitution des Journées Thématiques	
Penka-Michel	Restitution de l'étudiant C. et de l'étudiant D.	Protocoles de l'étudiant R., de l'étudiante C., de l'étudiant T. et de l'étudiante X.	Travaux pratiques des étudiants de la F.A.S.A.	Visioconférence	Étudiante X.					Protocole de l'étudiante X.	Découverte de Fouban	
	J.A.M.	J.A.M.	J.A.M.	Conseil scientifique de C.I.R.O.P.						Refus de vidanger	Formation C.I.F.O.R.D.	
Santchou										J.A.M.	J.A.M.	
	Restitution de l'étudiant D. et de l'étudiante G.		A.G. du G.I.C. P.E.P.I.S.A.				Protocole de l'étudiante X.				Formation C.I.F.O.R.D.	
							Protocole de l'étudiant Z. et de l'étudiant D.				Protocole de la Motopompe	
											Étudiant D. et étudiant Z.	

Année 2008	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Fokoué Penka-Michel	Étudiante X.						Étudiant C. et étudiant A.					
	Bilan du cycle 2						Étudiant F.				Concours de pisciculture	
					A.G. extraordinaire de C.O.P.I.F.O.P.E.M.							
Santchou					J.A.M.		J.A.M.	J.A.M.			J.A.M.	
			Restitution de l'étudiant D. et de l'étudiant Z.									
	Étudiant D. et étudiant Z.				Retrait de la motopompe							
											A.G. annuelle de P.E.P.I.S.A.	

Année 2009	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Fokoué Penka-Michel	Concours de pisciculture											
						Atelier final R.E.P.A.R.A.C.						
Santchou		Fin de la R.A.P.	1 ^{ère} mission d'Anna Carbonnel			Atelier final R.E.P.A.R.A.C.						

Tableau 1. Calendrier chronologique du projet de R.A.P. au Cameroun

1. *La phase d'engagement*

L'histoire de la R.A.P. au Cameroun, et plus particulièrement dans les arrondissements de Santchou et de Fokoué/Penka-Michel débute par une phase de diagnostic entre juin et novembre 2004. Lors de ces six mois, il s'agit d'analyser et de diagnostiquer l'insertion de la pisciculture dans les exploitations familiales agricoles de la Ménoua⁵⁰. Ce diagnostic est effectué par un chercheur appartenant à l'I.R.A.D. de Foumban (chercheur V., zootechnicien, spécialisé en pisciculture), une professeure de l'université de Dschang (chercheuse M., zootechnicienne, spécialisée en pisciculture), un chercheur du C.I.R.A.D (chercheur H., zootechnicien), un technicien supérieur (spécialisé en pisciculture) du Ministère de l'Élevage des Pêches et des Industries Animales (M.I.N.E.P.I.A.), deux ingénieurs (agronomes et zootechniciens) et une stagiaire du C.I.R.A.D (étudiante à l'E.N.S.A.T.⁵¹) Initialement, il est prévu l'insertion d'un sociologue à l'équipe. Cela n'aura pas lieu. Les participants sont donc tous issus des sciences agronomiques et biologiques. Le travail de diagnostic repose sur des enquêtes technico-économiques auprès des pisciculteurs et les restitutions qui leur sont faites avant la rédaction du rapport. Celui-ci ne traite pas des dimensions sociales, culturelles ou historiques des localités enquêtées, hormis par le biais de quelques citations fragmentaires de discours de pisciculteurs. Cette étude fait suite au choix du M.I.N.E.P.I.A. de faire de la pisciculture l'une des priorités de son plan stratégique. La province de l'Ouest est l'une des zones du Cameroun où il existe le plus grand nombre d'étangs (Oswald et Pouomogne, 1999). Cependant, le rapport indique un fort taux d'abandon des étangs : 56,6 pourcent à Fokoué et 64,9 pourcent à Santchou (Libeyre, 2004). Les raisons émises par la majorité des pisciculteurs enquêtés pour expliquer ces abandons sont une forte mortalité du poisson et un manque d'encadrement, même s'il existe des divergences entre localités comme nous allons ensuite l'appréhender par la suite. Dans ce même rapport, un tableau indique le souhait des pisciculteurs d'améliorer leur activité et pour une partie significative celui d'obtenir une aide financière (36,1 pourcent). Seulement 19,6 pourcent pensent avoir besoin de conseil et d'encadrement. 24 pourcent d'entre eux ont reçu des formations des *Peace Corps*, du Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole (P.N.V.R.A.)⁵² et de l'université de Dschang, alors que 65 pourcent des producteurs ont bénéficié de *conseils techniques autres* qui ne sont pas spécifiés dans le rapport. Il ressort également de ce travail que les pisciculteurs s'engagent dans

⁵⁰ Le département de la Ménoua comprend cinq arrondissements : Dschang, Nkong-Ni, Penka Michel, Fokoué et Santchou.

⁵¹ Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse.

⁵² Programme sous la tutelle du ministère de l'agriculture.

cette activité pour trois raisons : 40 pourcent par imitation, 15 pourcent par tradition et 13 pourcent par l'influence des institutions. 54 pourcent des pisciculteurs déclarent pratiquer cette activité dans le but de nourrir la famille, contre 32 pourcent dans un but commercial. À ce moment-là, la pisciculture n'est donc pas une activité de rente.

		%
Attentes		
Encadrement-Conseil		19,6%
Conception, aménagement, gestion...		
Disponibilité Intrants		35,2%
	Alevins	18,3%
	Aliments	16,9%
Aide financière		36,1%
Subvention	Générale	18,3%
	Construction	6,4%
	Équipement	4,0%
	Accord Crédits	7,4%
Débouché		1,0%

Tableau 2. Principales attentes des pisciculteurs en vue d'améliorer leur activité⁵³

D'après ce même document, une deuxième phase de diagnostic a permis de sélectionner 17 exploitations sur les arrondissements de Fokoué/Penka-Michel et Santchou sur 133 initialement approchées (cf. **Annexe V : Conclusion de la phase de diagnostic**). Cet affinage était prévu pour mieux comprendre la place et le rôle de la pisciculture dans l'Exploitation Familiale

⁵³ Libeyre Nelly, 2004, Analyse-diagnostic de l'insertion de la pisciculture dans les exploitations familiales agricoles de la Menoua (Ouest-Cameroun), Rapport d'une Opération de Recherche Participative, document de travail.

Agricole. Cette sélection repose sur cinq critères annoncés mais non précisés dans le document, ou tout autre, à savoir :

1. la diversité agro-écologique
2. la taille de la pisciculture
3. l'engagement et la motivation des pisciculteurs
4. l'accessibilité des exploitations et
5. l'approche genre.

S'ensuit, un approfondissement de la part de l'équipe des chercheurs des connaissances des deux arrondissements sélectionnés pour comprendre comment se conduisent conjointement les différents systèmes de culture et d'élevage, pour caractériser les différents systèmes de production et pour finir, appréhender les pratiques et les logiques des agro-pisciculteurs. Pour Santchou, on se rend compte que c'est le seul arrondissement de la Menoua qui pratique une activité traditionnelle que les chercheurs situent entre la pêche et la pisciculture, et que l'abandon des étangs est en grande partie lié à ces pratiques traditionnelles jugées au départ par certains producteurs comme obsolètes. Les causes développées par les producteurs au sujet de l'abandon de leur étangs se tiennent en quatre idées : (1) l'implantation par les autorités coloniales de cultures de rentes telles que le café et le cacao, (2) la perte des techniques et des savoir-faire ancestraux, (3) le refus par la nouvelle génération de sacrifier des vies humaines comme le prescrit la tradition, et la volonté d'accroître la population dans la plaine, et pour finir, (4) la volonté de développer une pisciculture *scientifique* susceptible d'être maîtrisée par tous. Le constat des agronomes sur les deux arrondissements est clair, le poisson rapporte au pisciculteur 1,3 fois plus que le prix d'investissement de départ, et cette pisciculture peut être rentable à condition d'approfondir les connaissances des pisciculteurs.

Les 1, 2 et 3 novembre 2004, trois restitutions sont faites aux pisciculteurs dans trois lieux stratégiques visant à réduire la distance à parcourir pour les pisciculteurs, à savoir : Dschang, Fokoué et Santchou. Les restitutions se déroulent de la même façon dans ces trois localités. Sont présentés tout d'abord les différents participants, puis le résumé du résultat des enquêtes est distribués avant une présentation orale des données, avant que le temps des questions et échanges entre les différents acteurs vienne. Le but de ces restitutions est, entre autres, de démontrer l'importance de la pisciculture au sein des exploitations pour valoriser les sous-produits et générer

des revenus. À Santchou, 15 pisciculteurs sur 33 se sont rendus à la restitution. Ces producteurs formulent deux centres d'intérêts ; (1) réussir à maîtriser la pisciculture *stagnante*⁵⁴ et empêcher les inondations, (2) utiliser des techniques plus conventionnelles. Pour les participants à cette réunion, leur but paraissait clair : rompre avec les traditions. Lors de ces échanges entre chercheurs et pisciculteurs, des problèmes et des solutions commencent à émerger. Les producteurs formulent trois problèmes techniques précis qu'ils souhaitent résoudre et demandent conseil aux chercheurs. Voici un extrait de leurs échanges :

« - *Les producteurs : Comment accéder à une motopompe pour vidanger les étangs de nappes ?*

- *Les chercheurs : Ce matériel peut être acheté en commun par tous les pisciculteurs.*

- *Les producteurs : Parfois lorsque nous vidangeons nos étangs, on ne trouve aucun poisson.*

- *Les chercheurs : Ceci peut venir de la prédation des alevins, lorsqu'ils sont trop petits ils sont la proie des loutres et des oiseaux. Il y a également le cannibalisme, car par manque de nourriture, les gros mangent les petits. Mais une nouvelle espèce vorace vient d'arriver à Santchou, le poisson vipère, celui-ci mange aussi les poissons de grosse taille.*

- *Les producteurs : Notre cycle d'élevage dure entre deux et trois ans, nous aimerions raccourcir le cycle à un an, comment faire ?*

- *Les chercheurs : Il faut nourrir les poissons pour qu'ils grandissent plus vite. [À ce moment-là les chercheurs donnent la formule d'un aliment que l'on fabrique sur la base de 10 ingrédients différents] »⁵⁵.*

Pour clore les restitutions, l'équipe de recherche propose aux producteurs de s'organiser en G.I.C. pour ceux qui veulent élaborer ensemble un projet commun qui pourra être soumis aux bailleurs de fonds, fin février. Les pisciculteurs acceptent mais ce projet ne verra jamais le jour.

À Fokoué, la restitution se déroule de la même façon qu'à Santchou à ceci près que le futur délégué des producteurs du G.I.C. de Fokoué commence par une allocution sur l'histoire de la pisciculture à Fokoué. Sur 45 personnes invitées, 35 seront présentes. Les principales contraintes évoquées par les producteurs sont leurs difficultés à se fournir en alevins bon marché et de bonne

⁵⁴ Les étangs de pisciculture à Santchou se remplissent d'eau par inondation, les pisciculteurs considèrent donc que leurs étangs ne sont pas stagnants. Ceci entraîne une non maîtrise de l'alimentation des étangs en eaux et les mettent donc dans une situation d'incertitude concernant leur pisciculture.

⁵⁵ Source : littérature grise et documents de travail.

qualité, le manque d'encadrement, de formation et de conseil, ainsi que le manque de financement. Leur souhait est d'être formés à la reproduction des poissons ou bien de disposer d'une éclosérie de proximité. En réponse, les chercheurs proposent aux producteurs de se fournir en alevins à l'éclosérie de l'un des enquêteurs du M.I.N.E.P.I.A. qui se situe à Dschang, la ville la plus proche de Fokoué. Un film sur la reproduction des poissons est alors diffusé par les chercheurs pour montrer la complexité de cette pratique. À l'issue de cette réunion/restitution l'équipe de recherche propose aux producteurs de s'organiser en G.I.C., chose que les producteurs appliquent immédiatement en nommant leur G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. Ce G.I.C. sera formé officiellement le 30 novembre 2004.



Photographie 6. Point de vue sur la ville de Dschang

Suite au constat que la pisciculture à Santchou fonctionne majoritairement suivant des techniques traditionnelles, l'équipe de recherche décide de mener une étude socio-anthropologique des exploitations dans la plaine des Mbôs. Celle-ci est effectuée pendant dix jours par deux socio-

anthropologues : l'une, stagiaire au C.I.R.A.D. et l'autre, chercheur et enseignant à l'université de Yaoundé. Les pisciculteurs de Santchou qui se sont rendus à la restitution du diagnostic sont pour une grande partie ouverts à la *modernité*⁵⁶, alors que la majorité des exploitations familiales de l'arrondissement opte pour une pratique traditionnelle. L'étude des socio-anthropologues s'est focalisée sur les aspects socioculturels techniques de la pisciculture. Dix pisciculteurs ont été sélectionnés pour des entretiens individuels approfondis dans le G.I.C. qui deviendra officiellement le G.I.C. P.E.P.I.S.A. le 28 juin 2005. Lors d'une réunion avec tous les membres du G.I.C., les enquêteurs ont demandé aux pisciculteurs de se positionner dans quatre groupes selon les critères suivants :

- exploitants ayant abandonné
- exploitants ayant conservé les pratiques traditionnelles
- exploitants ayant changé leurs pratiques
- exploitants ayants repris l'activité

Quatre discussions collectives approfondies sont effectuées avec chaque groupe ainsi formé. Les thèmes de recherche sont (1) l'histoire et la construction de l'identité des Mbôs, (2) la place de la ressource poisson dans leur activité et pour finir (3) leurs souhaits pour demain. Il ressort de ces enquêtes la difficulté pour les pisciculteurs d'envisager des objectifs collectivement, l'importance de gérer les stocks d'alevins présents en grande quantité dans le milieu naturel, la compatibilité et la complémentarité du mode d'exploitation traditionnel et moderne ainsi que « *l'intérêt d'une formation directe des exploitants de la ressource poisson, calquée sur le mode de transmission traditionnelle des savoirs* »⁵⁷. L'objectif de l'étude était de « *contribuer à l'émergence d'un dialogue et d'un mode ethno-communication [qui permettent] la construction d'innovations piscicoles dans le cadre de la R.A.P., tenant compte du système de sens et des croyances dans lequel s'inscrit cette activité dans cette zone* »⁵⁸. Répondre à cette question revient à comprendre les motivations des Mbôs, leurs besoins et leurs attentes vis-à-vis du projet, formuler/contextualiser/traduire leur demande en question de recherche, ainsi que de produire une première cartographie de l'activité sur la zone. « *La culture des Mbôs peut-elle favoriser la construction d'innovations piscicoles* », ou bien « *comment les savoirs et les pratiques des Mbôs peuvent-ils*

⁵⁶ Terme employé par les producteurs.

⁵⁷ Source : littérature grise et documents de travail (Vander Stuyft et Essomba, 2005).

⁵⁸ Même source.

favoriser la construction d'innovations piscicoles»⁵⁹, sont les deux principales questions de recherche. Les deux hypothèses spécifiques devant répondre à ces questions consistent à dire que la construction des innovations piscicoles constitue chez les Mbôs une valorisation des savoirs traditionnels acquis d'une part, et d'autre part une réponse concrète aux contraintes des pratiques magico-religieuses soulevées par certains d'entre eux. Les enquêtes offrent la connaissance des perceptions, croyances et représentations des Mbôs dans plusieurs domaines : les étangs, les hommes, l'eau, les poissons, les dieux et les sirènes, la faune terrestre, la flore et les ancêtres. Quatre types d'étangs sont identifiés selon l'hérédité et les pratiques : les Beuths⁶⁰, les étangs tradi-modernes, les étangs à tendance moderne et les Olam-Machoue⁶¹. Chez les Mbôs l'eau a un rôle important. Elle est une sorte de canal entre les hommes et leurs ancêtres. Elle est également synonyme de faste. Le poisson, quant à lui, est perçu comme un être mystique communiquant entre soi et avec les hommes. Il est également considéré comme un être très structuré socialement. Selon la majorité des Mbôs, la tradition reste la loi fondamentale que le peuple doit respecter. La *modernité* à l'inverse, est perçue comme synonyme de paresse et de faiblesse. Pourtant, certains considèrent que la tradition est un frein au développement. Selon certaines idées reçues, pour qu'une activité économique soit rentable il faut qu'elle soit moderne. D'autres disent qu'une tradition fermée à tout apport extérieur est un frein au développement économique. Simultanément, la maîtrise des savoirs traditionnels fait de plus en plus défaut. Pour cette catégorie d'individus qui sont pour la *modernité*, cette dernière est synonyme de facilité, de richesse, de développement et permet d'améliorer les conditions de vie. Concrètement, ils souhaitent accéder à la *modernité* grâce à l'acquisition d'une motopompe, à l'apport d'aliments pour les poissons, au réaménagement et à la consolidation des étangs.

Une autre partie de l'étude porte sur l'approfondissement de la connaissance des savoirs et des savoir-faire traditionnels des Mbôs. On constate dans leurs pratiques l'utilisation d'herbes protectrices autour des étangs, la présence d'un gardien sous la forme d'un serpent totem, la présence et le rôle d'un poisson chef, ainsi que la pratique d'un rite de demande d'autorisation de pêcher. Les perceptions du monde socio-culturel des Mbôs ainsi que leurs pratiques et leurs savoirs ne peuvent découler en l'état de prédiction ou recommandations immédiates.

Pour conclure, les enquêteurs classifient suivant les types d'étangs retenus, les inconvénients, risques, difficultés et avantages respectifs. Ils font également ressortir les besoins et les attentes

⁵⁹ Source : littérature grise et documents de travail (Vander Stuyft et Essomba, 2005).

⁶⁰ Etangs traditionnels.

⁶¹ Trous creusés par les éléphants.

des producteurs pour leur activité, ainsi que les raisons à l'origine de leurs stratégies productives. Ces résultats, classés sous forme de tableau n'ont pas fait l'objet d'une analyse de données et d'un approfondissement plus conséquent. Ils s'apparentent plus à des constats et à des conseils. Pour conclure, l'un des éléments qui paraît central à l'issue de cette étude socio-anthropologique est que le G.I.C. P.E.P.I.S.A. peine à fonctionner sur la base de stratégies collectives. Identifié dès l'origine ce constat n'est pas davantage analysé pour y pallier. Or, cet aspect essentiel va entraver le bon déroulement des activités durant les deux années suivantes.

Le 26 juin 2005 a lieu la restitution auprès des pisciculteurs, exposant la typologie des relations homme/étang, les objectifs des exploitants de la ressource poisson, leurs stratégies, leurs besoins et attentes et, pour finir, leurs relations avec les divers acteurs.

C'est du 3 au 14 novembre 2005, lors d'une mission effectuée au Cameroun par deux chercheurs du C.I.R.A.D (le chercheur C. et G.) que se met en place la R.A.P. à Fokoué/Penka-Michel et à Santchou par la signature d'une convention. C'est au cours de trois réunions⁶² que sont mis en place les dispositifs de la R.A.P. identifiant les deux G.I.C. des producteurs, ainsi que la nature des rapports à venir entre le collectif des pisciculteurs et celui des chercheurs.

⁶² Une réunion est effectuée dans chaque village, ainsi qu'une réunion réunissant les deux villages.

Construction de l'innovation piscicole dans la Ménoua (Ouest)

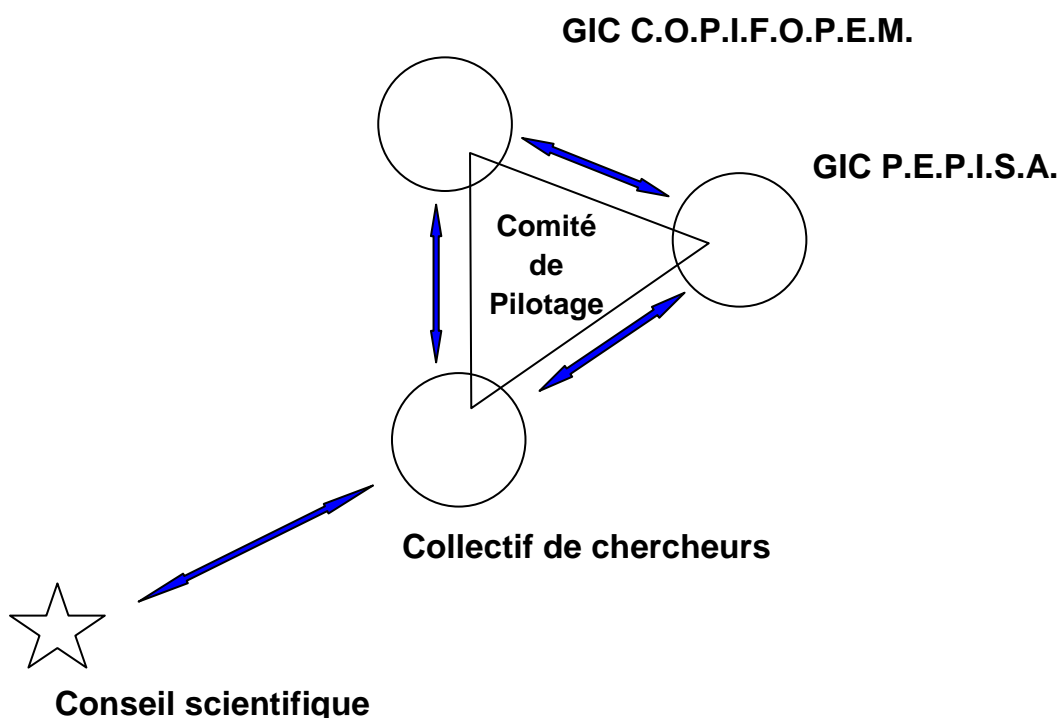


Figure 4. Schéma du dispositif organisationnel général du projet R.A.P. au Cameroun⁶³

La figure précédente, tirée de la convention générale, indique cinq groupes principaux : (1) le comité de pilotage composé de trois chercheurs, et de deux ou trois représentants de Fokoué et Santchou, (2) le collectif des chercheurs composé des trois chercheurs ayant menés l'analyse/diagnostic sur la Menoua, (3) le collectif scientifique composé de trois ou quatre scientifiques (*cf.* **Annexe VI : Liste des membres du comité de pilotage et du conseil scientifique**), (4) le G.I.C. P.E.P.I.S.A., (5) le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. Le nom des différents acteurs appartenant aux différents groupes n'est pas indiqué dans le compte-rendu annuel de l'A.T.P. C.I.R.O.P. nous servant de support.

⁶³ Source : Littérature grise et documents de travail (Convention signée entre le Collectif des chercheurs sur la construction de l'Innovation Piscicole au Cameroun (C.I.P.C.) et les G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. et P.E.P.I.S.A.)

Ces réunions ont abouti à la co-construction d'une question commune spécifique à chaque situation. À Fokoué il s'agit de répondre à la question suivante : comment disposer d'alevins de qualité et rendre viable l'activité piscicole ?

À Santchou : comment valoriser la collecte d'alevins de silures⁶⁴ issus du milieu naturel et rendre viable l'activité piscicole ? Face à ces deux questions, est mis en place un plan d'action dans chaque arrondissement en précisant l'action à mener, quand et comment la mener et qui en est responsable (cf. **Annexe VII : Le premier plan d'action**). Une fois les questions et les actions définies conjointement, une charte éthique est élaborée. Elle indique ce à quoi les producteurs et les chercheurs s'engagent. Une convention est rédigée à l'issue de cette mission et signée officiellement par le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. le 29 novembre 2005, puis par le G.I.C. P.E.P.I.S.A. le 30 novembre 2005. Cette convention indique de quelle façon doivent être menées les activités, quels sont les dispositifs de suivi de ces activités, ce à quoi les chercheurs et les producteurs s'engagent, la durée de la présente convention, ainsi que l'attitude à avoir en cas de litiges (cf. **Annexe VIII : Convention générale**). La signature de la convention avec le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. de Fokoué a nécessité « *plusieurs réunions⁶⁵ pour clarifier les engagements réciproques et lever un certain nombre de malentendus portant sur la démarche de Recherche-Action en Partenariat. En particulier, il a fallu éclaircir des accusations de « mauvais comportements » portées à l'encontre d'un chercheur et de deux membres du G.I.C. par une partie de la direction du G.I.C. Bien que ces malentendus aient été levés au cours d'une réunion exceptionnelle entre le bureau du G.I.C. et l'équipe chercheurs, il n'en demeure pas moins qu'il reste encore à établir un climat de confiance entre certaines fractions du G.I.C.* »⁶⁶

Pour le G.I.C. P.E.P.I.S.A., la négociation du cadre éthique n'a pas posé de problème particulier. Ces mêmes jours, les 29 et 30 novembre 2005, des séminaires ont cours avec les membres des deux G.I.C. pour comprendre les pratiques piscicoles des producteurs.

Du 18 au 24 novembre, la visite d'un chercheur zootechnicien brésilien doit faciliter la mise en place d'une coopération tripartite entre la France, le Brésil et le Cameroun dans le but de développer la pisciculture de façon technique et scientifique. Mais cette coopération n'a pas encore vu le jour. Suite à cette mission, ce chercheur rédige un rapport qui indique quelques observations issues de ces contacts avec des pisciculteurs de Fokoué et de Santchou. Il y indique que le dispositif de R.A.P. mis en place peut permettre aux chercheurs d'être à l'écoute des

⁶⁴ Poisson d'eau douce portant six longs barbillons autour de la bouche. Le *poisson-chat* est un silure (source : dictionnaire encyclopédique Larousse, 1979).

⁶⁵ Cinq réunions ont été effectuées entre le 2 et le 16 novembre 2005 avec les deux GIC.

⁶⁶ Source : Littérature grise et documents de travail (Rapport d'avancement 1 de l'ATP C.I.R.O.P., 2005.)

pratiques des producteurs pour ainsi les aider à résoudre leurs problèmes. Par ailleurs, il relève quand même le manque de soutien de la part de l'État en vue de développer cette activité et donc, un manque d'unification des actions à mener pour développer la pisciculture au Cameroun.

Pour conclure, c'est dans la phase d'engagement que se jouent les modalités du déroulement du projet. Le diagnostic, la sélection des exploitations, le choix des producteurs pour participer au projet, la connaissance du milieu socioculturel concerné par le projet sont pris en compte par l'équipe de recherche. Cependant, certains points importants sont à relever et peuvent expliquer les difficultés à venir. Six mois de diagnostic sont effectués sur le thème de « l'insertion de la pisciculture dans les exploitations familiales du département de la Ménoua ». Pour ce faire, la mobilisation d'un sociologue ou d'un anthropologue a échoué. Finalement, ce diagnostic s'est grandement attaché à son thème sans prendre en compte de façon assez large et précise le fonctionnement du milieu socioculturel étudié. À la suite de ce diagnostic, l'engagement du projet auprès de certains acteurs enquêtés s'appuie sur plusieurs critères. Le premier critère est technique : les exploitations sélectionnées doivent correspondre à certaines exigences techniques sur lesquelles les chercheurs du projet vont travailler. L'autre critère important est celui de la motivation des acteurs à s'engager ensemble. L'équipe des chercheurs s'attache à être vigilante aux besoins des producteurs qui souhaitent s'engager dans le projet. Ils calculent que 19.6 pourcent d'entre eux désirent des conseils techniques et un encadrement dans l'activité, contre 36.1 pourcent qui souhaitent une aide financière. Cependant, ce projet ne prévoit pas d'apporter une aide financière. Il s'engage pourtant avec ces mêmes acteurs. Deux arrondissements sont alors sélectionnés, et seulement un fera l'objet d'une étude socio-anthropologique plus approfondie, censée apporter des réponses à la méconnaissance des chercheurs de ce milieu culturel considéré comme *traditionnel*. Pourtant, cet approfondissement socio-anthropologique aurait été également utile dans l'arrondissement de Fokoué et aurait peut-être permis de comprendre le fonctionnement du groupe de producteurs, ou encore l'impact du projet sur la vie de la localité. À l'issue de cette phase, les acteurs s'engagent à travers la signature de la convention générale. La question de recherche est co-construite et la phase d'expérimentation peut alors commencer.

2. La phase d'expérimentation

Le 29 novembre 2005, un séminaire avec le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. réunit 22 pisciculteurs. Quatre points sont abordés pour comprendre les pratiques des pisciculteurs ainsi que les commentaires que les chercheurs peuvent apporter à la vue de ces pratiques. En voici les grandes lignes. Concernant (1) la préparation des étangs, les pisciculteurs les laissent à sec durant une semaine, ils curent la boue sèche, fabriquent une compostière qui fait 5 pourcent de la superficie de l'étang qu'ils chargent essentiellement en herbes, la mise en eau et la vidange se font par gravité (tuyaux), par digue ouverte ou par nappe. Par rapport à ces pratiques les chercheurs ont apporté des commentaires : doubler la taille de la compostière, vérifier s'il faut clôturer l'étang, s'il ne fuit pas et si sa profondeur est suffisante. (2) Les pisciculteurs introduisent les poissons lorsque l'eau est verte, ils introduisent d'abord les tilapias puis trois mois plus tard les clarias⁶⁷ achetés en éclosérie ou capturés dans le milieu naturel. Au cours de ces pratiques, les chercheurs se demandent s'ils ont véritablement des difficultés pour se fournir en alevins ou bien s'ils ont des difficultés à mobiliser de l'argent pour une activité qu'ils ne jugent pas ou peu rentable. (3) L'alimentation que les producteurs mobilisent pour la pisciculture se constitue de feuilles, d'herbes, de déchets de cuisine et des déjections des porcs, sans précisions de quantité. Les chercheurs constatent à ce niveau-là qu'un seul pisciculteur a acheté des intrants pour nourrir ses poissons. La question de l'association porc/poisson sera également à évaluer. Les derniers thèmes abordés sont la vidange, la récolte et la vente. Les femmes déclarent gagner de l'argent avec cette activité et n'ont pas besoin de mobiliser trop de main d'œuvre lors de la vidange de l'étang. Le matériel se constitue essentiellement d'épuisettes et de paniers. Les poissons sont vendus au bord des étangs et sur les marchés locaux. Le prix d'un tilapia varie entre 800 et 1 000 francs C.F.A. le kilogramme, celui d'un silure entre 1 000 et 1 200 francs C.F.A. le kilogramme. Les chercheurs pensent que les prix d'achat des alevins sont trop élevés et que la densité de mise en charge est quelque chose à revoir. Le séminaire du G.I.C. P.E.P.I.S.A. qui s'est déroulé le 30 novembre 2005 est l'occasion de faire état de certaines pratiques recueillies auprès de pisciculteurs, mais ne montre pas l'apport des chercheurs face à ces pratiques riches et complexes. En effet, ces pratiques sont peu sujettes à des améliorations immédiates car peu connues des chercheurs. Le séminaire aborde alors le choix du site pour creuser les étangs, l'aménagement et

⁶⁷ Poisson du Nil et des fleuves de l'Inde, qui peut respirer hors de l'eau. Famille des siluridés (source : dictionnaire encyclopédique Larousse, 1979).

la préparation des étangs, l'introduction des poissons et leur maintien, la vidange, la récolte, le curage, les rites associés à chacune de ces activités, ainsi que le but recherché par cette pisciculture. La validation du premier plan d'action s'est effectuée sur deux jours de travail. Le 13 décembre 2005, est mis en place avec le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. le plan d'action pouvant répondre à la résolution des problèmes rencontrés par les producteurs. La grande question à laquelle il doit répondre est : comment produire des poissons marchands ? Les chercheurs ont donc à vérifier certaines voies possibles pour y répondre, par exemple évaluer un modèle de polyculture à base de tilapia, calculer la mise en charge adéquate, évaluer les ressources mobilisées par l'exploitant pour charger la compostière de son étang et leur impact sur le rendement piscicole. Puis, ils doivent évaluer les pratiques d'intégration porc/poisson.

Les deux derniers thèmes cités sont développés par des étudiants en vue de rédiger leur mémoire de master. Les responsables de ces thèmes sont alors nommés : le chercheur H. du C.I.R.A.D. et le chercheur V. de l'I.R.A.D. Le 14 décembre 2005, le plan d'action est également validé avec le G.I.C. P.E.P.I.S.A. La question de travail porte sur l'augmentation de la production des étangs *hérités du père* ? Les actions à mener pour répondre à ces questions sont les suivantes : caractériser les sites et les étangs, et caractériser la récolte. Ces deux thèmes d'actions font également l'objet de deux mémoires d'étudiants. En sus, une analyse du marché et des attentes des consommateurs sont effectuées par une agroéconomiste et un socio-anthropologue dans le but de valoriser la production des poissons.

Le 14 décembre 2005, une réunion entre les deux responsables des deux G.I.C. permet la mise en place d'un protocole de négociation de la qualité des alevins entre les producteurs de Santchou et de Fokoué. Mais cette question n'est que partiellement traitée lors de les réunions.

Le premier comité de pilotage se déroule à Dschang le 31 janvier 2006. Il réunit le chercheur H. du C.I.R.A.D., la professeure de l'université de Dschang (chercheuse M.), les deux délégués des G.I.C. accompagnés de deux piscicultrices de chaque G.I.C. La réunion se déroule de la façon suivante : mot de bienvenue, présentation des participants, rappel du rôle du comité de pilotage, rappel des principes de la démarche de R.A.P., état d'avancement des actions programmées, présentation de nouveaux chercheurs dans le collectif et règles du comité de pilotage.

Quatre actions programmées sont abordées. La première concerne l'état d'avancement de la valorisation des alevins de Santchou par le G.I.C. P.E.P.I.S.A., et en même temps, l'état d'avancement de la négociation de la vente d'alevins entre le G.I.C. P.E.P.I.S.A. et le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. Apparaît à ce moment-là que les deux G.I.C. se sont entendus sur un prix

lors de la réunion du 14 décembre 2005, mais que cette négociation n'a pas de suite. P.E.P.I.S.A. refuse de vendre les alevins au prix négocié. Le délégué de P.E.P.I.S.A. justifie sa décision en disant qu'il suit le règlement intérieur du G.I.C. De plus, il explique que les anciens ne fixent pas de prix car tout se joue dans la négociation. La question du prix de vente des alevins est alors à reprendre, c'est ce que propose le chercheur H.

Durant cette réunion, est également calculée la quantité d'alevins dont le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. a besoin pour sa prochaine campagne. Le chercheur H. propose alors que les alevins soient stockés chez deux membres du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. en attendant de les introduire dans les étangs, mais le délégué T. du G.I.C. s'oppose à cette idée. Il préfère une livraison directe des alevins dans chaque étang et propose alors une date de réunion, le 5 février 2006, entre les membres de son G.I.C. L'objectif est de fixer les modalités financières pour acheter les alevins avec une première livraison dans les quinze prochains jours, et une seconde courant février, comme le propose le chercheur H.

Une deuxième action programmée concerne le test de l'efficacité des compostières, ainsi que l'évaluation des pratiques d'intégration porc/poisson à Fokoué.

Les deux actions programmées suivantes concernent l'arrondissement de Santchou. La première action consiste à évaluer la production des étangs d'inondation. Est alors mis en place entre les producteurs et les chercheurs un calendrier des récoltes. Les chercheurs précisent qu'ils vont s'adapter au calendrier des producteurs, et non pas l'inverse. La deuxième action sur l'analyse de l'accès au marché et la faisabilité d'une organisation pour mieux valoriser la vente des alevins et le produit de la récolte des étangs n'est pas développée dans le compte-rendu du premier comité de pilotage. Deux nouvelles questions se posent alors à ce moment-là concernant le fonctionnement organisationnel des G.I.C. : comment réunir ensemble dans le même projet tous les pisciculteurs de Fokoué et Penka-Michel ? Et comment favoriser une dynamique collective au sein du G.I.C. P.E.P.I.S.A. ? Le collectif des chercheurs prend conscience qu'il y a des problèmes de gestion dans les deux G.I.C., mais qui sont de nature différente. L'un fonctionne bien mais les pratiques des membres du bureau ne sont pas transparentes, et l'autre a du mal à se réunir et à penser collectivement. Pour clore la discussion, les règles de fonctionnement des comités de pilotage sont mises en place ou rappelées. Tout d'abord la nécessité que deux membres par G.I.C. minimum et trois membres maximum assistent à cette réunion, ensuite, que toute personne invitée doit obtenir l'accord des trois collectifs, puis sont offerts à chaque participant 5 000 francs C.F.A. pour les frais de transport, ainsi que les repas en fonction des moyens du projet.

Le deuxième comité de pilotage se déroule le 10 mai 2006 à l'université de Dschang. Il réunit trois membres de G.I.C. P.E.P.I.S.A. et C.O.P.I.F.O.P.E.M., ainsi que les trois chercheurs *seniors* (le chercheur H., le chercheur V. et la chercheuse M.). Quatre étudiants sont également présents en tant qu'observateurs, dont un chargé d'écrire le compte-rendu du comité. La réunion se déroule de la manière suivante : réajustement de l'ordre du jour par le chercheur V., prière par un membre du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M., présentation individuelle et état d'avancement des travaux. L'un des points principaux de discussion reste la négociation des alevins de silures. Concernant le protocole de terrain à Fokoué, le chercheur V. demande au délégué des producteurs s'il autorise la venue d'étudiants sur le terrain. Celui-ci autorise l'accès. Le chercheur H. quant à lui relève que les producteurs ne sont pas assez réactifs envers les chercheurs. Sur le volet traitant de l'organisation des pêches de contrôle à Fokoué, le chercheur H. propose qu'un pêcheur de Santchou vienne à Fokoué pour faire la pêche de contrôle dans un triple but : assurer une bonne pêche de contrôle, faire connaître les activités des pisciculteurs de Fokoué aux pêcheurs de Santchou, puis former un pisciculteur de Fokoué au lancement du filet épervier. Il propose pour cela les dates du 12 et 13 mai 2006. Cette proposition reçoit l'accord des membres des G.I.C. et se déroule comme prévu. Par contre, aucun chercheur n'est présent lors de cette rencontre.

Le collectif chercheur propose également deux dates pour préparer le travail de restitution auprès des producteurs durant l'atelier R.E.P.A.R.A.C. qui se déroulera le 5 juin 2006. Le 25 et le 26 mai 2006 sont alors proposés et validés par le collectif. Le collectif chercheur propose ensuite aux producteurs de les mettre au courant lorsqu'ils prennent connaissance d'autres projets dans le but de se concerter avec eux pour mener des actions complémentaires. Pour les travaux à mener dans le courant des années 2006-2007, un point d'honneur sera mis sur l'organisation de la collecte et la distribution des alevins. Le chercheur H. propose alors de voir les deux G.I.C. séparément courant juin et juillet 2006. Avec le G.I.C. P.E.P.I.S.A. il s'agira de réfléchir sur la collecte, puis sur la conduite de l'élevage avec le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. Pour finir, quatre sujets sont abordés en informations diverses. Sont restitués le compte-rendu du conseil scientifique de C.I.R.O.P. du 31 mars 2006, le devenir de l'appel de l'offre de la Francophonie, l'annonce du projet P.R.P. qui arrive en complément du projet C.I.R.O.P., ainsi que la présentation des enquêtes du projet E.V.A.D.

Le 15 mai 2006, suite à une réunion, le chercheur H. écrit et envoie un courrier au G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. dans le but de formaliser la cession d'alevins de clarias devant servir à des expérimentations. Il pose alors des conditions à cette cession. Les alevins doivent être calibrés en

présence d'un étudiant avant d'être livrés chez les producteurs. Ces alevins ne peuvent pas être mis dans des étangs contenant déjà des alevins pêchés à Santchou. Il y précise également l'aménagement de l'étang nécessaire pour accueillir ces derniers ainsi que leur prix et leur densité de mise en charge. Il demande également à ce que les pisciculteurs du G.I.C. proposent un plan de mise en charge relativement précis pour pouvoir bénéficier de cette cession. Pour finir, il établit les conditions à suivre lors des pêches de contrôle qui vont avoir lieu ultérieurement en y précisant le matériel nécessaire ainsi que la hauteur de l'eau minimum pour faciliter cette pêche.

Le 16 novembre 2006, les pisciculteurs de Fokoué sont invités à la station expérimentale de l'I.R.A.D. de Foumban. Cette visite a pour objectif de montrer aux producteurs de quelle façon se déroule le fonctionnement d'une écloserie, chose que les producteurs de Fokoué/Penka-Michel désirent voir construite à proximité de leurs étangs.

À cette période, une future ingénieure en travaux agricoles, mène des expérimentations avec un producteur de Santchou. Son travail porte sur les performances zootechniques des clarias en polyculture avec l'*Oreochromis niloticus* et sur l'aptitude des deux espèces à contrôler la production d'alevins de tilapias. Cette expérimentation est supervisée par le chef du département « productions animales » de l'université de Dschang, le professeur T. L'expérimentation échoue à cause d'un matériel trop fragile et l'étudiante est obligée de terminer son étude à la station de Dschang pour obtenir son diplôme.

Le 29 janvier 2007, une restitution finale des travaux de deux étudiants se déroule à Santchou, à la suite d'une première à mi-parcours en date du 26 mai 2006. Trente cinq personnes sont présentes dont 24 producteurs. Ces restitutions intermédiaires permettent de prendre en compte le point de vue des producteurs, de récolter de nouvelles informations, de valider les données et de les partager. Lors de la restitution finale, la problématique du premier étudiant préparant son diplôme d'ingénieur des eaux, forêts et de la chasse, tient en deux questionnements : qu'elles sont les particularités de ces étangs d'inondation en termes de fonctionnement et de rendement ? Quelle est l'influence de l'environnement immédiat sur la production de ces étangs ? Les données collectées au cours de cette étude concernent la délimitation des sites en fonction des formations végétales et de leur positionnement dans le village, les relevés des altitudes grâce à l'outil G.P.S., la morphométrie des étangs, l'identification des espèces végétales aux abords des étangs et pour finir, le comptage et le tri des poissons suivant leur taille. Les résultats sont exposés sous forme de tableaux, schémas et photos à l'appui. En conclusion, il relève douze sites sous-divisés en quatre types de formations végétales : la forêt, la prairie, la plantation sur bas-fonds et le champ

de culture. Les étangs de la plaine des Mbôs se caractérisent par une alimentation par nappe phréatique, une taille réduite, une absence de canal d'alimentation ou de vidanges ainsi que des rendements élevés. Les facteurs qui influencent la production de ces étangs varient selon les conditions hydrologiques, le nombre et la qualité des abris confectionnés ainsi que les caractéristiques du couvert végétal. Cet étudiant émet alors des recommandations aux chercheurs d'un côté et aux producteurs de l'autre. Aux chercheurs, il conseille d'approfondir l'étude de l'écologie des plans d'eau ainsi que l'étude du régime alimentaire et du comportement des poissons. Aux pisciculteurs, il conseille de réhabiliter les étangs abandonnés et de protéger les couverts forestiers qui assurent une meilleure production piscicole.

La deuxième étudiante qui restitue ce jour-là est socio-économiste et propose une analyse des pratiques piscicoles ainsi que de la gestion des productions des étangs de Santchou. Le but de cette étude est de proposer des mesures visant à accroître le revenu des producteurs. Elle détermine deux types de productions piscicoles, l'une « *traditionnelle* » et l'autre « *semi-moderne* », ce dernier est moins rentable que le type « *traditionnel* ». La majorité de la production est destinée à l'autoconsommation, et le reste au don et à la vente. Ces données varient selon les villages. Elle émet la même recommandation que son collègue étudiant pour les producteurs, c'est-à-dire la réhabilitation et même la construction de nouveaux étangs pour accroître la production. Elle propose également que la vente s'effectue au kilogramme avec l'aide d'une balance, plutôt qu'à l'unité. Pour finir, elle propose aux producteurs de rejoindre le G.I.C. P.E.P.I.S.A. dans le but d'unifier les prix de vente et éviter que certains ne cassent les prix. Enfin, elle propose au gouvernement et aux chercheurs de nommer des agents ou des chercheurs pour apprendre aux pisciculteurs des techniques modernes de production. Cette proposition n'entre pourtant pas dans la logique de l'équipe de recherche qui considère déjà que les pratiques traditionnelles sont plus performantes à Santchou. Ceci explique peut-être pourquoi cette proposition n'aura pas eu de suite. Elle demande également un appui financier du gouvernement, l'acceptation de crédit pour augmenter la production. Aux chercheurs de l'équipe, elle propose un axe à développer concernant le comportement du clarias pour prévenir ses mouvements d'étang en étang.



Photographie 7. Construction d'un étang traditionnel à Santchou

Le 30 janvier 2007, une restitution des travaux de deux étudiants est effectuée. 28 personnes étaient présentes, dont 19 producteurs. À noter que, tout comme à Santchou, une restitution intermédiaire de ces travaux s'est déroulée le 25 mai 2006. Le premier étudiant, futur ingénieur en Eaux, Forêts et Chasses était chargé de caractériser les compostières intra-étangs et d'analyser la production piscicole à Fokoué. Les objectifs de son étude sont d'identifier les personnes impliquées et le temps de travail nécessaire à la gestion des compostières, de préciser les types, les natures, les lieux de collectes et la quantité des intrants utilisés, d'estimer la productivité piscicole et la rentabilité des exploitations, et recueillir les points de vue des producteurs sur la démarche de la R.A.P. Cet étudiant mène un travail de suivi sur dix exploitations du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M., et participe à plusieurs activités comme la mise en charge des alevins, la collecte des intrants, le chargement des compostières, la vidange des étangs, la pesée des récoltes, ainsi que la vente des poissons. Au cours de ces activités, il recueille les perceptions que les producteurs ont de la R.A.P. Le résultat de ses enquêtes sur les perceptions est divisé en deux pôles positifs et négatifs. Du côté positif, la démarche de R.A.P. et la proximité des chercheurs avec les pisciculteurs apporte à ces derniers le sentiment que l'on s'intéresse à eux, que sont pris en compte leurs intérêts, leurs pratiques, leur environnement socio-économique et culturel. Ils

apprécient également les échanges de points de vue et de connaissance avec les chercheurs. La présence des chercheurs sur le terrain redynamise et revalorise l'activité. Les avis négatifs recueillis concernent les réunions jugées trop nombreuses. L'étudiant constate aussi que les producteurs font une confusion entre les projets de développement subventionnés et la R.A.P., non-subventionnée. Pour finir, les producteurs regrettent le manque de disponibilité des chercheurs. L'étudiant clôt sa restitution par des recommandations à faire aux producteurs. L'un des résultats de son étude montre que les rendements sont amoindris par l'infiltration d'eau dans les étangs, il préconise donc de réduire les infiltrations en colmatant les fonds des étangs avec des fèces de porcs. Les fèces de porcs sont également les intrants les plus utilisés pour la compostière, il préconise donc de rapprocher les porcs des étangs pour réduire le temps de transport et de collecte des intrants. Pour finir, il conseille d'augmenter la taille des cheptels porcins afin d'assurer une meilleure fertilisation des étangs. Il éclaire également les chercheurs sur certaines questions comme : comment réduire les infiltrations d'eau ? Par la suite, il préconise la mise en place d'un conseil de gestion pour optimiser l'utilisation des intrants pour les compostières.

Le même jour, un autre étudiant expose les résultats de son étude sur l'intégration de la production du porc à celle du poisson à Fokoué. Ces résultats proviennent d'une enquête par questionnaires menée pendant six mois (mars à août 2006) auprès de 46 producteurs appartenant à l'arrondissement de Fokoué. Il dégage ainsi quelques résultats intéressants et prodigue quelques recommandations très précises. Ainsi, moins d'un quart des éleveurs ont reçu une formation en production porcine. L'élevage s'effectue majoritairement avec l'objectif de vendre ou d'épargner en cas de coup dur. Les types de logement pour les porcs se font majoritairement sur pilotis, et la base d'alimentation des cheptels est composée en majorité de déchets de cuisines et d'herbes diverses. Il recommande ainsi un meilleur encadrement technique des producteurs et une limitation du coût de la provende en proposant des rations alimentaires bon marché. Pour ce qui est des maladies, principale contrainte de l'élevage du porc, il conseille aux chercheurs l'organisation des campagnes de vaccination et aux producteurs la réduction de la taille du cheptel durant les périodes les plus propices au développement de la peste porcine. Pour récupérer les fèces des porcs, il propose de convertir les aménagements des porcheries en dur en aménagement sur pilotis au dessus de l'étang. Ainsi, les déjections des porcs tomberont directement dans l'étang. Cette technique réduit le temps de travail nécessaire au ramassage, au transport et à l'introduction des déjections de la porcherie vers l'étang.



Photographie 8. Un producteur de Fokoué nourrit ses poissons avec du pain depuis sa porcherie sur pilotis

Le 28 février 2007 sont adoptés à Fokoué les protocoles entre cinq étudiants et les producteurs. Le premier porte sur l'amélioration de la perméabilité des étangs, le deuxième sur l'amélioration de la production d'alevins de tilapia, le troisième sur le diagnostic de la R.A.P. à Fokoué, le quatrième sur le suivi et l'évaluation des pratiques piscicoles et le dernier sur l'évaluation du rendement agro-écologique de la pisciculture en étangs.

Le 26 mars 2007, des travaux sont effectués à Fokoué par des étudiants de la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (F.A.S.A.) de l'Université de Dschang. Il s'agit à la fois de mettre en pratique ce qu'ont appris les étudiants sur la construction des étangs, et de permettre aux producteurs de bénéficier de nouveaux étangs à moindre coût.

Le lendemain a lieu à Santchou l'élection du nouveau bureau du G.I.C. P.E.P.I.S.A. suite à la démission du délégué du G.I.C. C'est le secrétaire adjoint qui est élu comme nouveau délégué. À la lecture du procès verbal, l'élection s'est déroulée sans problème particulier.

Le 19 avril 2007, une visioconférence est organisée par l'Institut de la Banque Mondiale à Yaoundé. Elle consiste à exposer la démarche de la R.A.P. aux conférenciers. Un document de

présentation est produit préalablement par la professeure de l'université de Dschang, la chercheuse M. Durant la conférence, une étudiante en sociologie (l'étudiante X.) doit poser des questions au délégué des producteurs de Fokoué pour saisir et exposer son point de vue sur la R.A.P.

Le 30 septembre 2007 est présenté aux producteurs de Fokoué un protocole socio-organisationnel mis en place par une étudiante en sociologie, le chercheur H. et un chercheur membre du comité scientifique spécialisé dans l'organisation, le chercheur C. Ce protocole fait suite au constat que le collectif a du mal à construire un sens et des engagements communs pour arriver à atteindre les objectifs du groupe. Ce protocole a pour but d'essayer de construire un acteur collectif. La démarche de R.A.P. entraîne des engagements professionnels originaux dans le sens où cette démarche est nouvelle. Elle entraîne également une prise de risque importante puisque les résultats ne sont pas garantis. Pourtant, le collectif doit travailler de concert pour répondre à la thématique commune : comment rendre viable la pisciculture dans cette région. Mais le processus de la R.A.P. se heurte à quelques difficultés car tous les acteurs ne sont pas identiques et n'ont pas les mêmes objectifs dans ce processus. Les raisons d'engagement sont multiples suivant les ressources, les représentations, les enjeux individuels et collectifs de chaque membre. Pour finir, le manque de confiance paraît être le frein principal à l'action collective. La problématique à laquelle cette étudiante veut répondre est la suivante : « *à quelles conditions les différentes stratégies individuelles peuvent-elles coexister dans un groupe et les contributions de [chacun] être harmonisées dans la poursuite d'un objectif commun ?* »⁶⁸. L'objectif est de renforcer l'action collective, y compris dans le collectif des chercheurs en limitant les malentendus et les rapports de force, en définissant les rôles de chacun et les règles à suivre, et de construire des dispositifs organisationnels et des outils d'échanges. L'étudiante s'engage à pratiquer les méthodes d'observation participante et d'entretiens. Des objets intermédiaires seront alors mis à disposition des producteurs pour faciliter le passage entre la technique et le social. Pour le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M., une senne⁶⁹ sera mise à disposition et pour le G.I.C. P.E.P.I.S.A., une motopompe. Pour les deux G.I.C. seront mis en place des « Journées d'Échanges Thématiques » qui permettront aux producteurs d'échanger sur le terrain et de visiter les étangs des autres pisciculteurs afin de faciliter les échanges entre les différents membres. Ce jour-là, est donc présenté ce protocole spécifique au G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. et indiquant dans ses principales clauses ce à quoi le C.I.P. (l'équipe des chercheurs) s'engage, à savoir : organiser une formation

⁶⁸ Source : Littérature grise et documents de travail.

⁶⁹ Sorte de filet.

sur le fonctionnement des G.I.C. et des animations thématiques entre les membres des G.I.C. pour faciliter les échanges. Il est demandé aux membres du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. de participer de manière active à toutes les activités à venir.



Photographie 9. Utilisation d'une senne lors d'une pêche à Fokoué

En novembre 2007, une motopompe est mise à disposition du G.I.C. P.E.P.I.S.A. dans le cadre du protocole de l'étudiante X.

Le 12 novembre 2007, une socio-économiste de l'O.N.G. C.I.F.O.R.D.⁷⁰ (le consultant S.) dispense au G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. une formation sur la définition des rôles des membres d'un G.I.C. intitulée : « *renforcement des capacités techniques et organisationnelles du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M.* ». Une restitution de ce travail est effectuée durant le prochain atelier R.E.P.A.R.A.C.

⁷⁰ Centre d'Information, de Formation et de Recherche pour le Développement, basé à Bafoussam.

Le 18 novembre 2007, le G.I.C. P.E.P.I.S.A. bénéficie également de la formation dispensée par le consultant S.

Le 30 novembre 2007, l'étudiante X. et un étudiant en foresterie font une restitution aux pisciculteurs de Fokoué ayant pour thème « les Journées d'Échange Thématiques » sur les sites des pisciculteurs. Trois journées sont organisées chez trois producteurs différents identifiés selon leur spécialité dans l'activité piscicole. Le concept de ces journées est de créer un dialogue entre tous les producteurs sur un thème au bord des étangs d'un des membres du G.I.C. Chez le producteur S., les producteurs discutent de la question de la construction des étangs. En effet, ce producteur possède des étangs à flanc de montagne, dans un milieu qui n'est pas favorable à l'implantation de ces équipements. Un étudiant en génie civil a travaillé avec ce producteur pour construire un étang « exemplaire » et démontrer qu'il est possible d'en édifier, même dans des conditions difficiles. Ce travail est un succès. C'est donc au tour du producteur S., lors de cette journée d'échange thématique, d'expliquer à son tour quels sont les apprentissages qu'il a acquis lors de ce travail avec l'étudiant en génie civil. Ce que l'on retient de cette journée chez le producteur S., c'est son expérience et ses contraintes vis-à-vis de la construction de son étang. Quelques questions font l'objet d'éclaircissements tels que « *comment reconnaître un bon étang ? Comment identifier un site adéquat pour construire un étang ? Ainsi que le rôle que le G.I.C. peut tenir pour aider ses membres dans la construction de bons étangs* »⁷¹.

Une visite est ensuite organisée au bord des étangs de la productrice M. sur le thème de la production et de la gestion des alevins. Toutes les questions abordées tournent autour de la gestion des alevins, de leur commercialisation, des lieux où les producteurs peuvent se procurer des alevins, ainsi que du rôle du G.I.C. dans ces domaines. Dans le compte-rendu de la restitution, n'est pas mentionnée la visite de l'étang du producteur N. sur le thème des intrants et de l'alimentation. Un extrait de journal de terrain de l'étudiante X. apparaît dans son rapport et montre des dialogues riches entre les producteurs autour des aspects techniques de la pisciculture. L'étudiante X. facilite le dialogue, alors que l'étudiant C. pose des questions techniques aux producteurs. Lors de sa restitution, l'étudiante X. a conclu à propos de ces Journées d'Échanges Thématiques que la pisciculture n'est pas encore perçue comme un phénomène global par les pisciculteurs et qu'il y a une attente passive du groupe vis-à-vis des chercheurs, liée à un manque de volonté collective d'avancer ensemble. Elle constate également que la formation dispensée par

⁷¹ Source : Littérature grise et documents de travail.

le C.I.F.O.R.D. sur la gestion des G.I.C. a un impact sur le groupe, sans pour autant préciser la nature de cet impact.

Le 30 janvier 2008, le collectif des chercheurs et des producteurs de Fokoué effectue un bilan de l'année qui s'achève et élabore les questions à traiter pour l'année 2008.

En mars 2008, deux ingénieurs en agroforesterie font la restitution de leurs travaux menés entre novembre 2007 et mars 2008 intitulé : « *amélioration de la collecte, du stockage et de la commercialisation d'alevins africains issus du milieu naturel : cas de la plaine des Mbôs (Cameroun)* »⁷². Les méthodes de travail utilisées sont les questionnaires, les « *entrevues* »⁷³ et les observations directes auprès de six producteurs de Santchou. Les principaux résultats concernent la localisation des lieux de collecte des alevins en milieu naturel, les modes de vidanges (67 pourcent utilisent la motopompe), le mode de conservation des juvéniles et les mortalités relatives aux différentes méthodes, ainsi que les contraintes relatives à cette activité. Celles-ci sont d'ordre technique (stockages encore mal adaptés) et organisationnel (les pêcheurs collectent les alevins avant même d'avoir trouvé les clients). En revanche, l'ingénieur met le doigt sur le problème de partage des étangs et des ressources liées au domaine du public et du privé. Il y mentionne que les sites publics de collecte engendrent « *des comportements de compétition pour la ressource* »⁷⁴. Ainsi, les revenus sont plus élevés chez les propriétaires de sites privés. Il indique également qu'il était convenu avec les chercheurs que leur rôle était uniquement de mettre en relation les membres du G.I.C. avec la clientèle, mais que l'équipe des chercheurs ne s'immiscerait pas dans la négociation des prix. Il constate qu'apparemment, les producteurs restent encore passifs face à cet engagement. Côté technique, le résultat de son étude - qui servira pour la suite - est que le bac est le mode de conservation des alevins le plus adapté à la production de Santchou.

En mai 2008, le chercheur H. récupère la motopompe du site, action qui reste incomprise par les producteurs de Santchou. À l'origine de ce prêt, l'objectif est qu'au fur et à mesure, les producteurs achètent cette motopompe. Mais les producteurs n'ont pas réussi à atteindre cet objectif ce qui justifie son retrait aux yeux du chercheur H.

Le 27 juin 2008, se déroule l'assemblée générale annuelle du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. Cette assemblée a lieu dans le cadre du suivi de la formation de l'O.N.G. C.I.F.O.R.D. À cette occasion, seulement quatre postes sont soumis au vote pour renouvellement, ceux de trésorier, de

⁷² Source : Littérature grise et document de travail.

⁷³ Même source.

⁷⁴ Même source.

commissaire au compte, de censeur et de responsable des travaux publics. Le vote se déroule à bulletin secret avec un total de treize électeurs.

De juillet à décembre 2008, deux étudiants (un agroéconomiste et un anthropologue) et un ingénieur en foresterie, mettent en place un protocole pour la réalisation d'un manuel de pisciculture, indiquant formellement tous les acquis techniques de la pisciculture à Fokoué en vue de munir les producteurs d'un manuel devant leur permettre par la suite de s'y référer en l'absence d'appui et de conseils sur le terrain. Ils peuvent également transmettre ce document à leurs enfants et aux jeunes qui souhaitent poursuivre l'activité. La R.A.P. arrive alors en phase de désengagement de l'équipe de recherche.

Le 19 décembre 2008, le G.I.C. P.E.P.I.S.A. se rassemble lors de l'assemblée générale annuelle dont le but est de mettre en conformité le G.I.C. pour qu'il puisse bénéficier d'appuis financiers. En effet, ces derniers ne sont pas donnés individuellement et ne sont donnés qu'aux groupes conformes à la législation des G.I.C.

Un étudiant en anthropologie travaille durant le mois de juillet 2008 sur la question suivante : « *les poissons issus des étangs piscicoles arrivent-ils à satisfaire les besoins et les attentes des consommateurs de l'Ouest Cameroun ?* »⁷⁵ La méthodologie de recueil des données est tout à la fois qualitative et quantitative, suivant deux phases distinctes. Des entretiens individuels ont été menés auprès de 18 producteurs et des « *focus groups discussion* »⁷⁶ ont été formés. Une dizaine de ménages de Fokoué, consommateurs de poissons, sont enquêtés. Malheureusement, les groupes de discussion (*focus groups discussion*) n'ont pas abouti à des éléments utilisables. Des observations participantes sont effectuées de la production à la vente du poisson. Avant de passer à la phase suivante, une restitution est faite auprès des producteurs pour valider et analyser les données recueillies. La seconde phase est de nature quantitative et consiste à faire remplir des questionnaires à cent consommateurs de poissons dans la zone de Fokoué (zone rurale) et celle de Dschang (urbaine). Les données recueillies ont abouti à des résultats statistiques précis concernant les variables d'appréciation des consommateurs des poissons issus des étangs de Fokoué. Les résultats révèlent que la taille et le poids du poisson comptent dans le choix des consommateurs. En effet, les gros poissons sont plus appréciés, les petits (comme les tilapias) sont considérés comme des poissons qui ne sont pas encore arrivés à maturité. La morphologie du poisson est également un critère de qualité, car l'aspect « serpent » du silure repousse certains consommateurs. On constate

⁷⁵ Source : Littérature grise et documents de travail.

⁷⁶ Même source.

également une grosse différence concernant la préparation du poisson suivant que la zone est urbaine ou rurale. Les populations rurales originaires d'autres régions du Cameroun consommant des poissons d'eau douce sont plus à l'aise dans sa préparation. Les consommateurs préfèrent largement que le poisson soit vendu vif, ce qui représente pour eux un critère de qualité non négligeable. La proximité sociale entre le consommateur et le producteur est également un facteur favorisant son achat. Trois grands points apparaissent comme des contraintes à la commercialisation du poisson. Le premier est que le poisson d'eau douce n'est pas présent continuellement sur le marché, les consommateurs ne peuvent donc pas le consommer de façon régulière. Le deuxième point négatif est que la plupart des consommateurs ruraux ne savent pas le préparer. Le dernier facteur concerne l'ignorance des consommateurs sur la façon dont le poisson est produit. Le poisson des étangs de Fokoué trouve donc des acheteurs malgré son prix plus élevé que celui du poisson congelé, consommé habituellement. Ainsi, l'étudiant apporte quelques recommandations au collectif pour améliorer sa commercialisation. Il s'agit de rendre visible de façon permanente le poisson d'eau douce sur le marché, pratiquer des pêches intermédiaires pour écouler de façon progressive la production, augmenter le nombre d'étangs, mettre à disposition des producteurs du matériel de pêche, sensibiliser les producteurs sur la vente de leurs poissons et enfin apporter des explications aux consommateurs sur la production des poissons dans les étangs et sur la façon de les préparer.



Photographie 10. Un enfant caresse un silure adulte

Durant la phase d'expérimentation, les réunions sont le lieu principal et privilégié pour l'échange entre les producteurs et les chercheurs. Ces échanges traitent à la fois de l'organisation du projet et des techniques piscicoles. Au cours de cette phase, les problèmes des producteurs liés à l'activité sont traduits en questions de recherche traitables. Des hypothèses sont tirées de la question de recherche et sont traitées sous forme d'expérimentation, généralement menées par des étudiants. La somme des résultats obtenus au cours de ces expérimentations, concourent progressivement à obtenir une réponse scientifique et « concrète » pour résoudre les problèmes des producteurs. Les dispositifs mis en place au cours de cette phase sont nombreux, divers et indispensables pour permettre l'avancée technique de l'activité piscicole et organisationnelle du projet. Certains dispositifs ont été abandonnés en cours de route à l'initiative des producteurs et des chercheurs. Les expérimentations en elles-mêmes demandent un investissement important des producteurs alors qu'ils ont par ailleurs un travail ou bien des obligations qui les rendent difficilement disponibles.

Les premiers questionnements sérieux de l'équipe de recherche autour des questions sociologiques se posent en septembre 2007 - presque deux ans après l'engagement des acteurs dans le projet – à travers la mise en place du protocole de l'étudiante X. Cette prise en compte tardive et inachevée des aspects sociologiques de la réalité empirique du projet sont une lacune dans son déroulement et dans la compréhension mutuelle des acteurs.

3. La phase de désengagement

Le 17 février 2009 sonne la fin officielle de la R.A.P. dans les deux arrondissements. C'est au cours de la réunion de fin de convention qu'a lieu le bilan des trois années de travail. Elle réunit les trois chercheurs *seniors* et trois membres de chaque G.I.C. La réunion débute par la prière du chercheur V., se poursuit par la présentation de chaque participant, une synthèse des différents collectifs et s'achève par les perspectives de consolidation des acquis. Le bilan émis par le G.I.C. P.E.P.I.S.A. révèle qu'il y a bien eu livraison des alevins au G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. Ses membres font face également à des vols dans leurs étangs. Un désenchantement de plus, l'un des étudiants chercheurs ayant travaillé à Santchou s'est présenté à la compétition d'un comice agro-pastoral avec les alevins de Santchou. Le délégué du G.I.C. parle alors de concurrence. Ils expriment également leur incompréhension au sujet du retrait de la motopompe alors qu'ils pensent avoir respecté la convention d'utilisation de celle-ci.

C'est au tour du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. de faire un bilan de ces trois ans d'activités. Le délégué du G.I.C. dit qu'ils ont dû chercher leurs alevins à Foumban et Lélem et qu'ils sont déçus de la négociation au sujet des alevins avec le G.I.C. P.E.P.I.S.A. Le problème du manque d'alevins est toujours présent. Le délégué de C.O.P.I.F.O.P.E.M. précise l'acquisition réelle de nouvelles techniques piscicoles qui ont permis de faire progresser l'activité, mais il exprime les difficultés rencontrées concernant les aspects organisationnels du G.I.C. Il demande encore des financements pour faire progresser l'activité.

C'est au tour du chercheur H. de s'exprimer. Il regrette alors de s'être concentré dès le départ sur les aspects techniques de l'activité en laissant un peu les aspects organisationnels et sociologiques de côté. Il remarque également une avancée positive pour la pisciculture à Fokoué, puisqu'un manuel de pisciculture est en cours de rédaction et va être distribué aux producteurs. Les chercheurs ont mis le G.I.C. en contact avec d'autres projets, comme le programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales (A.C.E.F.A.) ainsi

qu'un microprojet pour développer la carpe. Il annonce qu'un concours de pisciculture va être organisé prochainement. Il constate également qu'aucune sollicitation n'est venue du G.I.C. P.E.P.I.S.A., alors que le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M l'a largement fait. Il traduit cela par un manque d'engagement de la part de P.E.P.I.S.A. Il regrette de ne pas avoir passé assez de temps à Santchou mais relève quand même un point positif, puisqu'un article a été rédigé sur la pisciculture à Santchou, et diffusé mondialement. Les chercheurs ont également rapproché les G.I.C. du programme A.C.E.F.A. et Moungo-Nkam. C'est une façon de faire connaître Santchou et peut-être, de les faire bénéficier de l'appui d'autres chercheurs ou organismes. Il constate également qu'il y a des difficultés en ce qui concerne la négociation des prix des alevins entre les deux G.I.C. et que le G.I.C. P.E.P.I.S.A. n'est pas parvenu à adopter le nouveau mode de stockage des alevins. Concernant la motopompe, il exprime également son incompréhension car le G.I.C. P.E.P.I.S.A. ne l'a pas réclamé aux chercheurs pour la récolte de la troisième année. Les deux autres chercheurs mettent l'accent sur le fait que c'est maintenant, aux deux G.I.C., de s'ouvrir aux acteurs extérieurs qui leur sont présentés depuis ces trois dernières années comme l'I.R.A.D., l'université de Dschang, ainsi que les autres projets.

Alors que la réunion de fin de convention annonce la fin officielle du partenariat entre les chercheurs et les producteurs, les activités de recherche dans les villages continuent avec la préparation du concours de pisciculture, ainsi que la préparation de l'atelier final du R.E.P.A.R.A.C. qui va se tenir au mois de juin.

Ma première venue au Cameroun s'est faite à ce moment-là, de mars à juin 2009. La proposition de recherche du C.I.R.A.D. était la suivante : « *Pour concevoir ces nouveaux systèmes de production innovants, il faut associer les acteurs à l'ensemble du processus de conception, depuis l'identification des problèmes à la mise en œuvre des expérimentations et la mise en place des solutions* » (cf. **Annexe III : Proposition de thèse initiale**) La R.A.P. était alors présentée comme un système de co-construction technique et organisationnel innovant pouvant éventuellement répondre à « *l'enjeu majeur pour la recherche agronomique aujourd'hui* »⁷⁷. La méthodologie proposée était celle de l'observation participante, de la conduite des entretiens et de la pratique de restitutions. Durant ce premier séjour, j'assiste à la mise en place du concours de pisciculture et prépare avec les producteurs de Santchou et de Fokoué une intervention pour l'atelier final.

⁷⁷ Source : Annexe III.

Le règlement du concours de pisciculture indique que le but recherché est d'évaluer la capacité des producteurs à réfléchir de façon autonome sur les principes de base de la pisciculture tout en s'appuyant sur les consignes compilées dans le manuel (cf. **Annexe IX : Extraits du manuel de pisciculture**). Les conditions de participation au concours reposent sur cinq critères techniques tels que « *posséder un étang d'au moins 200 m² de surface localisé en dehors de raphias et à un endroit propre et ensoleillé* »⁷⁸. D'après ce document, des contrôles techniques sur la qualité de l'élevage vont être effectués tous les deux mois par un membre de l'équipe de recherche. Les vidanges sont prévues pour novembre 2009 et doivent être effectuées par les pisciculteurs sans la présence obligatoire de la recherche. À l'issue du concours, des prix vont être décernés aux pisciculteurs suivant des critères de qualités différents, par exemple, celui qui va obtenir le poids moyen le plus élevé va être récompensé par cinquante kilogrammes d'aliments complets pour le porc.

Alors que le désengagement des chercheurs du projet est officiellement signé par tous les acteurs, le chercheur H. décide de maintenir un lien avec les producteurs par le biais d'un concours de pisciculture.

Un an plus tard, lors de notre deuxième mission au Cameroun en 2010, le lien est encore présent entre le chercheur H. et les producteurs et se manifeste autour de la négociation de l'utilisation des dons qu'a décidé de faire le chercheur H. aux deux G.I.C. Aujourd'hui (2012), les dons ont été remis aux G.I.C. et les négociations ont été interrompues. Vraisemblablement, seul l'étudiant T., docteur depuis décembre 2011 et enseignant à l'université de Dschang, continue de rendre visite régulièrement aux producteurs du projet.

Ce récit du déroulement du projet, presque au jour le jour, permet de se familiariser sur les façons de faire des différents acteurs. Les aspects techniques sont abordés et leur déroulement chronologique permet aux non-pisciculteurs de comprendre quelques bases techniques de cette activité. Le plus pertinent dans cette partie est de voir de quelle façon est traité le problème des producteurs et de comprendre le passage de ce problème en question de recherche. D'ores et déjà, l'identification de quelques moments forts est possible, en particulier les dispositifs mis en place par l'équipe de recherche dans le but de traiter les problèmes techniques et organisationnels. Une description plus fine de ces dispositifs va être traitée dans les parties suivantes, dans le but d'en comprendre le processus et le déroulement.

⁷⁸ Source : Littérature grise et documents de travail (Bogne Sadeu , 2009, « *Avant projet de règlement portant sur l'organisation du concours du meilleur pisciculteur de Fokoué et Penka Michel* »)

- CHAPITRE V -

La rencontre des acteurs

1. Présentation des acteurs et leurs relations

Maintenant que nous avons passé en revue le déroulement du projet, il est temps d'effectuer une présentation plus fine des acteurs. Dans un premier temps, nous verrons de quelle façon se sont rencontrés les acteurs et comment ils se sont formés en groupes d'action ou d'affinité. Ensuite, nous essayerons de comprendre leurs perceptions, leurs actions, leurs rôles et leurs stratégies dans le déroulement du projet.

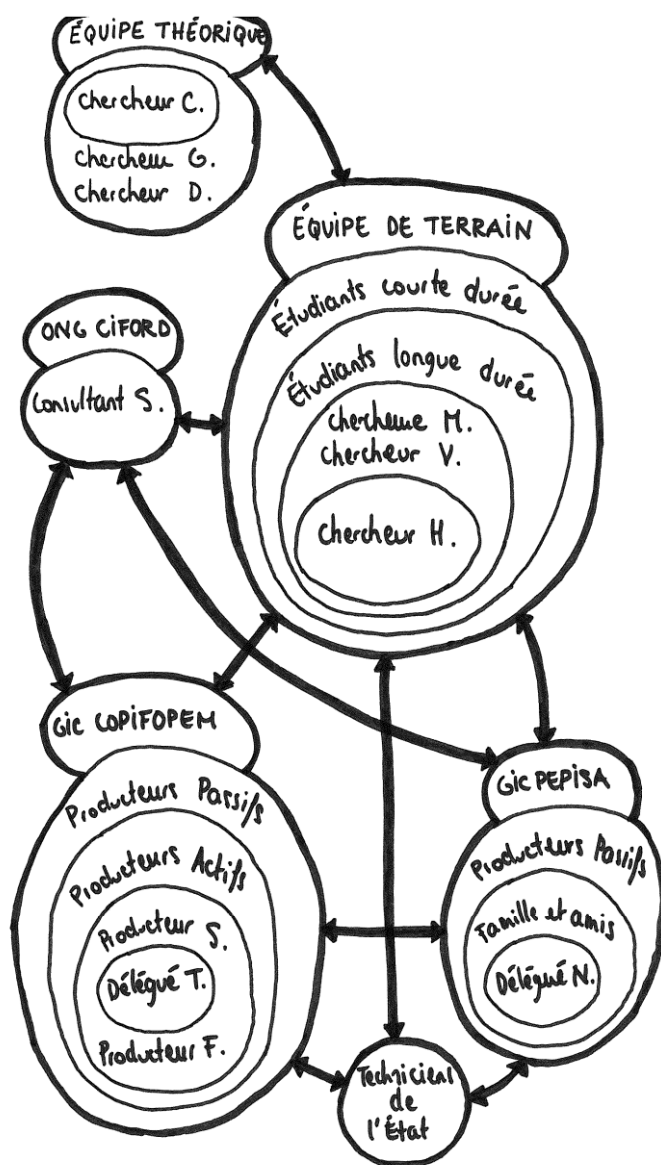


Figure 5. Carte des acteurs de la R.A.P. au Cameroun

Le tableau 3 expose chaque sphère qui s'est formée autour d'un acteur central qui porte les membres du groupe appartenant à la sphère. Par la suite, les acteurs de cette même sphère sont départagés en plusieurs niveaux suivant leur importance dans le groupe. Cette importance se détermine par le niveau d'engagement pour l'objectif principal du projet, mais aussi de par leur importance pour la majorité des acteurs ou leur proximité personnelle ou professionnelle avec l'acteur clé situé au premier niveau.

<i>1^{re} Sphère</i>	<i>2^{me} Sphère</i>	<i>3^{me} Sphère</i>	<i>4^{me} Sphère</i>	<i>5^{me} Sphère</i>	<i>6^{me} Sphère</i>
L'équipe de recherche « théorique »	L'équipe de recherche sur le terrain	G.I.C. C.O.P.I.F.O. P.E.M.	G.I.C. P.E.P.I.S.A.	O.N.G. CIFORD	Techniciens chercheurs de l'État
<i>1er niveau</i>	<i>1er niveau</i>	<i>1er niveau</i>	<i>1er niveau</i>	<i>1er niveau</i>	<i>1er niveau</i>
Cet acteur est au premier niveau du groupe des chercheurs R.A.P. car c'est celui qui suit de plus près le déroulement du projet sur le terrain. Il a une vision globale du projet, du terrain et détient les clés méthodologi-	Cet acteur est à l'initiative de presque tout dans le projet sur le terrain. Tout le projet tourne autour de lui et des relations qu'il a réussi à créer avec les autres acteurs. Chercheur H.	Cet acteur est le délégué du groupe. Il se met clairement en avant par rapport au reste du groupe en particulier au niveau décisionnel (rôle de chef). Il est également l'interface entre l'équipe des chercheurs et	Délégué du groupe P.E.P.I.S.A., il se situe au premier niveau par son engagement dans le projet. Il y consacre énormément de temps, et il entretient des rapports très professionnels et efficaces auprès des étudiants qui viennent	Président de l'O.N.G. CIFORD, spécialiste des Organisations Paysannes au Cameroun, cet acteur se situe au niveau 1 car son intervention auprès des deux G.I.C. a marqué les producteurs, mais aussi parce que cet acteur était	Cet acteur se situe ici en tant que coordinateur du R.E.P.A.R.A.C., le projet en partenariat avec C.I.R.O.P. sur le terrain. Il représente donc un deuxième volet du projet tout aussi important que C.I.R.O.P. Coordinateur N.

<p>ques (R.A.P.).</p> <p>Il se rend régulièrement sur le terrain pour former les acteurs à la méthodologie, et participer à des réunions organisationnelles du projet.</p> <p>Chercheur C.</p>		<p>le reste du groupe, et optimise son rôle d'intermédiaire en profitant autant du groupe des producteurs que des avantages de la recherche par le biais des chercheurs.</p> <p>Délégué T.</p>	<p>travailler auprès des membres de son G.I.C.</p> <p>Délégué N.</p>	<p>comme une sorte de relais sur le terrain et de référent pour le chercheur H.</p> <p>Consultant S.</p>	
<p><i>2^{ème} niveau</i></p> <p>Ils se trouvent au deuxième niveau par rapport à leur proximité avec le chercheur C., et à leur implication dans le projet.</p> <p>Chercheur G.</p> <p>Chercheur</p>	<p><i>2^{ème} niveau</i></p> <p>Ces acteurs se trouvent au deuxième niveau car ils sont reconnus par tout le monde comme appartenant au trio des chercheurs <i>seniors</i> sur le terrain. Ils ne se situent pas au même</p>	<p><i>2^{ème} niveau</i></p> <p>Ils se trouvent au deuxième niveau près du délégué T. Ils sont les bras droits du délégué T., l'un ancien trésorier du G.I.C. et l'autre secrétaire du G.I.C.</p> <p>Producteur</p>	<p><i>2^{ème} niveau</i></p> <p>Ces quatre acteurs sont à la fois engagés dans le G.I.C. de façon efficace, et à la fois proches du délégué pour plusieurs raisons.</p> <p>Trois personnes</p>	<p><i>2^{ème} niveau</i></p> <p>Acteur simplement à titre informatif. N'est pas directement impliqué dans ma problématique.</p> <p>H.N.</p>	<p><i>2^{ème} niveau</i></p> <p>Ces acteurs là sont importants puisqu'ils sont censés refléter ceux qui prendront le relais après que les chercheurs de la R.A.P. seront partis du terrain.</p> <p>Technicien P.T.</p>

D.	<p>niveau que le chercheur H. car leur présence est moins fréquente dans les villages. Tous les acteurs du projet s'accordent à dire que sans le chercheur H. sur le terrain, le projet est en sommeil.</p> <p>Chercheur V.</p> <p>Chercheuse M.</p>	<p>F.</p> <p>Producteur S.</p>	<p>font partie de sa famille. La quatrième est d'un autre village, mais est notable comme lui, ils s'accordent donc sur certaines conceptions magico-religieuses.</p> <p>Cette personne lui sert de relais technique pour l'accueil des étudiants qui viennent au village.</p> <p>Producteur B.</p> <p>Pêcheur innovant, pisciculteur actif et acteur actif dans la collecte et la vente des alevins.</p> <p>Producteur</p>	<p>Technicien T.</p> <p>Délégué de l'agriculture de Santchou</p>
-----------	--	--	---	--

			<p>J.N.</p> <p>Le compagnon de pêche du producteur B.</p> <p>Producteur L.</p> <p>Se charge d'accueillir les anthropologues venues de France, informateur privilegié. Disponible pour les chercheurs/a nthropologue s et la logistique.</p> <p>Productrice E.</p> <p>Trésorière du bureau du G.I.C.</p> <p>Producteur L.E.</p> <p>Secrétaire du bureau du</p>		
--	--	--	---	--	--

			G.I.C.		
<i>3^{ème} niveau</i>	<i>3^{ème} niveau</i>	<i>3^{ème} niveau</i>	<i>3^{ème} niveau</i>	<i>3^{ème} niveau</i>	<i>3^{ème} niveau</i>
Acteurs importants qui jouent à fond la carte de la R.A.P. mais qui se sont détachés du projet initial.	Cet acteur a facilité la mise en place du partenariat mais n'a pas montré par la suite un engagement très grand dans le projet.	Ces acteurs n'ont pas beaucoup d'incidences sur les décisions que prend le délégué du G.I.C., mais ils sont plutôt actifs dans les débats, volontaires et très souvent présents aux réunions.	Cet acteur est à part à cause de sa situation géographique et le type d'étang qu'il détient (type moderne), mais il est placé avant la plupart des autres membres du groupe également grâce à sa volonté de s'engager et de faire évoluer le G.I.C.		
Chercheur E. Chercheur F. Chercheur A.	Professeur T. Facilitateur des relations entre l'université de Dschang et l'équipe des chercheurs. Encadreur de certains étudiants.	Producteur A. Productrice M. Producteur N.	Producteur J.M.		
Ce sont les derniers chercheurs impliqués dans la R.A.P. Ils sont pourtant	Ces acteurs sont des étudiants qui se sont rendus très disponibles	Ces acteurs là sont mis au même niveau car pour les uns ils sont engagés, mais	Ces acteurs là sont présents et engagés dans la pisciculture, mais pas		

à l'origine de la première A.T.P. Mais finalement, ce sont ceux aujourd'hui qui se sont le plus éloigné de la R.A.P. Chercheur D.R. Chercheur I.	dans la R.A.P. Ils sont les seuls avoir eu une vision d'ensemble de la situation sur le terrain. Étudiant T. Étudiant C. Étudiante X.	trop loin géographique ment de Fokoué, donc, exclu du groupe, soit ils sont proches géographique ment, mais engagés à leur façon c'est-à-dire partiellement. Producteur K. Producteur N. Producteur V.T. Producteur T. Productrice F.	vraiment investis dans le groupe. Producteur C.N. Producteur E.A Producteur G. Producteur M. Producteur M.J.B. Politicien et représentant du Chief Mila. Pas très investi dans l'activité. Producteur N.P. Pêcheur, compagnon de pêche du producteur B.		
<i>4^{ème} niveau</i>	<i>4^{ème} niveau</i> Je n'ai pu rencontrer	<i>4^{ème} niveau</i> Ceux-ci sont dans le	<i>4^{ème} niveau</i> Ces acteurs sont soient	<i>4^{ème} niveau</i>	<i>4^{ème} niveau</i>

	<p>qu'un seul de cette catégorie d'acteur qui est celle des professeurs encadrant des étudiants qui ont travaillé dans le projet. En général, ces acteurs là ne sont que les représentants académiques. Ils sont donc assez éloignés des réalités du terrain et de la méthode de recherche.</p> <p>Professeur J.M.E.</p> <p>Encadrant de l'étudiant F.</p> <p>Professeur K.</p> <p>Encadrant de l'étudiant A.N.</p>	<p>dernier niveau des acteurs du groupe C.O.P.I.F.O. P.E.M. Ce sont des acteurs que le délégué T. aimerait intégrer dans son groupe ou faire participer mais qui se méfient de lui et restent à l'écart tout en pratiquant l'activité.</p> <p>Producteur E.</p> <p>Producteur P.</p> <p>Productrice T.</p> <p>Producteur A.</p>	<p>ceux que le délégué N. définit clairement comme en dehors du G.I.C. de par leur mauvaise compréhension du système, soit un acteur que le délégué N. omet complètement de prévenir pour les réunions de par sa distance géographique.</p> <p>Productrice E.R.</p> <p>Producteur F.</p> <p>Producteur G.</p> <p>Fils d'un pisciculteur traditionnel.</p>		
--	---	---	--	--	--

	<p>Professeur B.N.</p> <p>Encadrant de l'étudiant R.</p> <p>Professeure N.S.</p> <p>Encadrante de l'étudiante G.</p>				
<i>5^{ème} niveau</i>	<p><i>5^{ème} niveau</i></p> <p>Étudiants ayant travaillé de façon ponctuelle dans le projet (classé chronologiquement)</p> <p>Étudiante A.</p> <p>A assisté aux premières réunions mais n'a pas été étudiante.</p> <p>Étudiant S.</p> <p>Étudiant D.</p> <p>Étudiante G.</p>	<i>5^{ème} niveau</i>	<p><i>5^{ème} niveau</i></p> <p>Acteurs appartenant au groupe initial qui ont eu à faire avec la recherche avant que le délégué N. devienne délégué. Ceux que le groupe du délégué N. nomment (les modernistes).</p> <p>Il y a également ceux qui se sont inscrit dans le G.I.C. mais qui n'ont jamais donné</p>	<i>5^{ème} niveau</i>	<i>5^{ème} niveau</i>

	Étudiant R.		suite ou qui		
	Étudiante C.		n'ont jamais		
	Étudiant Z.		été sollicités.		
	Étudiant F.		Producteur		
			S.		
	Étudiant		Producteur		
	A.N.		T.E.		
	Étudiant S.		Producteur		
	A assisté à		Y.		
	deux		Producteur		
	réunions.		E.		
			Ancien		
			délégué P.		
			Producteur		
			J.		
			Producteur		
			A.		

Tableau 3. Les sphères et les niveaux des acteurs

Sur le terrain, les interactions sont particulièrement complexes puisqu'elles mobilisent des individus hiérarchiquement différents. En s'appuyant sur la théorie du « je » et du « moi » de George Herbert Mead, on peut tout d'abord distinguer deux groupes principaux, les plus évidents : le collectif des chercheurs et celui des producteurs. Le collectif des chercheurs est lui-même divisé selon trois déterminants de l'individu : son statut, sa discipline et son origine. Chaque déterminant est de plus divisé en deux pôles opposés⁷⁹ :

⁷⁹ Ces déterminants ont été tirés des entretiens effectués avec les producteurs. Ceux-ci sont la vision des producteurs qui classent facilement l'autre de façon hiérarchique.

Statut : chercheur ou étudiant

Discipline : sciences techniques ou sciences sociales

Origines : locales ou extérieures

Pour le collectif des producteurs, nous disposons de trois catégories : le délégué du G.I.C., les membres du bureau et les producteurs membres du G.I.C.

STATUT	Chercheur	Étudiant
Contraintes individuelles liées au « je »	<ul style="list-style-type: none">- Doit faire en sorte que la R.A.P. fonctionne- Doit à la fois faire son travail scientifique, diriger les étudiants et servir de médiateur auprès des producteurs	<ul style="list-style-type: none">- Doit obtenir son diplôme- Doit s'adapter à la vie professionnelle- N'a pas les facilités fonctionnelles d'un chercheur (véhicule, matériel)
Contraintes collectives liées au « moi »	<ul style="list-style-type: none">- Doit répondre aux demandes des producteurs et des étudiants- Est respecté par son statut, ce qui crée une distance avec les autres acteurs	<ul style="list-style-type: none">- Le sérieux de son travail est remis en cause par les producteurs- L'étudiant est moins respecté, créant une proximité qui peut être dangereuse

Tableau 4. Contraintes liées au statut des chercheurs et des étudiants

DISCIPLINE	Sciences sociales	Sciences techniques
Contraintes individuelles liées au « je »	- Lacunes concernant les aspects techniques de l'activité productive	- Lacunes concernant les aspects sociaux et les méthodes d'investigation
Contraintes collectives liées au « moi »	- Doit faire reconnaître par les acteurs l'utilité de sa discipline	- Doit faire son possible pour gagner la confiance des acteurs à travers l'action et les expérimentations

Tableau 5. Contraintes liées à la discipline des chercheurs et des étudiants

ORIGINES	Locale	Extérieure
Contraintes individuelles liées au « je »	- Avoir la capacité de remettre en cause les connaissances déjà acquises	- S'adapter à une autre culture, une autre façon de penser - Comprendre un système que l'on ne connaît pas
Contraintes collectives liées au « moi »	- Supporter les poids des « on dit » venant des membres de sa société - Problème de domination hiérarchique, impose le respect ou bien le rejet	- Risque de se faire manipuler par une mauvaise connaissance des règles locales

Tableau 6. Contraintes liées aux origines des chercheurs et des étudiants

Une classification plus complexe des acteurs existe également et met en avant une hétérogénéité. Cette dernière est visible suivant trois critères : géographique, fonction et degrés d'engagement.

Le premier critère est d'ordre géographique. Le projet R.A.P. est né d'une coopération entre le C.I.R.A.D localisé en France (Montpellier) et l'I.R.A.D. localisé au Cameroun. Certains acteurs travaillant sur l'équipe de terrain au Cameroun viennent de France, d'autres exercent leur fonction au sein du projet à distance, ou bien en se rendant au Cameroun lors de courtes missions. Les acteurs travaillant sur le projet et vivant au Cameroun proviennent de différentes régions du pays. Les acteurs localisés à Yaoundé appartiennent principalement à l'université de Yaoundé et sont chargés d'encadrer les mémoires d'étudiants travaillant sur le projet. D'autres acteurs viennent de Foumban et travaillent à la station expérimentale de l'I.R.A.D. localisée dans cette ville. Bafoussam est le lieu d'où provient l'O.N.G. C.I.F.O.R.D. tenant les fonctions principales d'experts extérieurs au projet, mais aussi d'appuis aux producteurs sur la gestion administrative des G.I.C. Dschang est alors le point de rencontre privilégié d'une grande partie des acteurs du projet, sorte de plaque tournante géographique entre les deux localités et le reste du pays, y compris la France. L'action au sein du projet se déroule dans les arrondissements de Fokoué/Penka-Michel et Santchou.

Le deuxième critère d'hétérogénéité des acteurs provient de leurs différentes fonctions, qu'elles soient sociales ou administratives. Certains sont chercheurs, coordinateurs de projets, directeurs d'O.N.G., techniciens de l'État, délégués de G.I.C., producteurs, pêcheurs, pisciculteurs, professeurs d'université, étudiants etc.

Le troisième critère est davantage délicat à mesurer puisqu'il est relatif à l'engagement des acteurs dans le projet. Cet engagement ne dépend pas forcément de la proximité géographique avec les deux localités où se déroule le projet R.A.P. Les acteurs les plus engagés dans le projet sont ceux qui y consacrent le plus de temps et qui tiennent des fonctions qui les poussent à prendre des décisions importantes concernant le déroulement de l'action.

Six groupes d'acteurs sont alors identifiés suivant ces trois critères.

a. Les acteurs de l'équipe de recherche « théorique »

Cette équipe est basée au C.I.R.A.D de Montpellier. Elle est composée des acteurs qui ont travaillé au sein du projet C.I.R.O.P., projet qui contribue aux réflexions théoriques autour de la méthodologie R.A.P. Le chercheur C. est l'acteur principal de ce groupe puisqu'il tient les principales responsabilités scientifiques du projet C.I.R.O.P. de par sa disponibilité et son expérience récente de la Recherche-Action et de la Recherche Intervention. Voici son parcours depuis ses premiers pas dans la Recherche Intervention, à son implication dans le projet R.A.P. au Cameroun.

Le chercheur C. débute par une thèse à la faculté de sciences économiques de l'université de Bourgogne. Le titre de sa thèse est : « La gestion en quête d'une théorie. Les pratiques de trésorerie des agriculteurs » :

« [...] *mes premiers travaux ont été sur l'étude du fonctionnement de l'économie des exploitations agricoles à travers un outil qui s'appelle la programmation linéaire (des outils très mathématiques).* »⁸⁰ (Chercheur C.)

Mais ce chercheur ne s'est pas arrêté à cet aspect. Au cours de son travail, il décide de prendre ce qu'il appelle une « *posture anthropologique* »⁸¹ pour comprendre la rationalité des agriculteurs et identifier quelles étaient leurs pratiques et leurs besoins en matière de gestion de la trésorerie. Il définit, entre autre, cette posture comme *passer du temps avec les agriculteurs* (collectivement ou individuellement).

En cherchant des références bibliographiques sur l'anthropologie, le chercheur C. rencontre un professeur en gestion des organisations à l'École des Mines. Au cours de leurs nombreuses discussions, ce professeur oriente la *posture anthropologique*⁸² du chercheur C. vers les notions de Recherche Intervention et la *démarche clinique*⁸³ :

⁸⁰ Entretien formel enregistré à Montpellier (France) en juin 2011.

⁸¹ Même source.

⁸² Même source.

⁸³ Même source.

« [...] dans le sens où il y avait une relation privilégiée qui s'établissait entre les chercheurs et les agriculteurs. C'est un peu la relation qui s'établit entre patient et médecin. »⁸⁴ (Chercheur C.)

De 1982 à 1987, le chercheur C. fréquente successivement des collègues de l'École des Mines travaillant sur la Recherche Intervention et d'autres du Centre de Sociologie des Organisations, de l'université de Lille et Aix en Provence travaillant sur le Recherche-Action.

En 2001, des agronomes du C.I.R.A.D proposent une A.T.P. pour comprendre l'adoption des technologies. Le conseil scientifique du C.I.R.A.D ne trouve pas la proposition assez satisfaisante et débloque des fonds pour que les chercheurs améliorent la proposition. Par conséquent, les chercheurs mobilisent ces fonds pour organiser un séminaire de réflexion autour de la question, séminaire dans lequel le chercheur C. est invité. Par la suite, un collègue du C.I.R.A.D. fait appel au chercheur C. pour animer l'A.T.P., et la même année, ce chercheur est mis à disposition du C.I.R.A.D. pour trois ans.

Par la suite, le chercheur C. décide de travailler avec les chercheurs G. et F., suivant les critères d'idées partagées, de disponibilité et de volonté, pour formaliser l'A.T.P. C.I.R.O.P. telle que nous la connaissons aujourd'hui.

En 2002, date à laquelle l'A.T.P. C.I.R.O.P. est présentée au comité scientifique du C.I.R.A.D, le chercheur H. fait appel au chercheur C. pour participer à une réunion d'équipe. C'est à ce moment là que le chercheur H. expose au chercheur C. son souhait de voir le Cameroun constituer l'un des terrains de l'A.T.P. En même temps, le chercheur H. est en train de mener un diagnostic sur les exploitations familiales agricoles dans le département de la Menoua au Cameroun. La restitution de ce diagnostic s'est faite lors d'un séminaire au Cameroun, organisé par le Pôle de Compétence en Partenariat (P.C.P.), une plateforme d'échange franco-camerounaise. Le chercheur C. est invité à ce séminaire en 2004 pour présenter la démarche de R.A., le projet R.E.P.A.R.A.C. étant également un des sujets abordés.

Le chercheur C. représente donc la cheville ouvrière du groupe, au regard de son implication dans le projet R.A.P. Cameroun. Il a une vision globale du projet, une distance avec le Cameroun nécessaire à la réflexion et détient les clés méthodologiques de la R.A. Il se rend une fois par an dans les villages pour former les différents acteurs de terrain à la R.A.P. et participe à la conception organisationnelle du projet.

⁸⁴ Entretien formel enregistré à Montpellier (France) en juin 2011.

Les autres chercheurs de l'équipe de recherche « théorique » participent aux réflexions autour de la démarche de R.A.P., mais sont moins impliqués que l'équipe de recherche de terrain présente sur place. Ceci s'explique par une présence moindre sur le terrain et se conclut par une moindre réactivité face aux événements du terrain qui exige une prise de décision et une intervention rapides.

Le chercheur C. représente l'équipe de recherche « théorique », puisque c'est, entre autre, cet acteur qui s'engage au sein du projet à maintenir une réflexion autour de la méthodologie choisie pour le projet. Il tiendra ce rôle jusqu'au désengagement effectif. Il faut relever qu'il est à la fois mobilisé au Cameroun et au Burkina Faso. Ses courtes missions sur les deux terrains et un suivi à distance des événements locaux à travers les rapports d'expériences des chercheurs de l'équipe de terrain, font de lui un acteur du projet aux réflexions davantage théoriques que pratiques. Ses priorités ne sont pas forcément les mêmes que celles des acteurs de terrain.

b. Les acteurs de l'équipe de recherche de terrain

L'équipe de recherche de terrain se constitue de trois acteurs principaux : le chercheur H. appartenant au C.I.R.A.D à Montpellier, le chercheur V. de l'I.R.A.D. de Foumban (Cameroun), et la chercheuse M. de l'université de Dschang (Cameroun).

Le chercheur H. obtient en 1977 une thèse d'hydrobiologie sur la gestion des cours d'eau Cévenoles. Dans la continuité de cette thèse, il participe à la réalisation du plan de gestion piscicole des cours d'eau du Parc National des Cévennes. Par la suite, il est associé aux premiers enseignements sur la pisciculture mis en place par le Ministère de l'Agriculture. En 1987, il est chargé par la Food and Agriculture Organization (F.A.O.) d'organiser la formation supérieure des ingénieurs halieutes malgaches. Durant cette période, il crée avec deux associés un bureau d'étude pour accompagner le développement local de la pisciculture. Ce bureau d'étude qui associe des pisciculteurs sera à l'origine de la mise en place d'un système d'élevage innovant en cages flottantes dans un barrage hydroélectrique géré par Électricité de France (E.D.F.) dans le cadre d'une concertation élargie avec les collectivités territoriales, les autorités administratives et des associations de protection de l'environnement.

Le chercheur H. est embauché au C.I.R.A.D. en 1992 pour prendre en charge la troisième phase du Projet de Développement de l'Aquaculture au Niger. Cette phase avait pour principaux objectifs de transférer les compétences du projet en matière de production à une O.N.G., de mettre en place des recherches d'accompagnement au sein de l'Institution Nationale de la Recherche Agronomique du Niger. D'après ce chercheur, le projet de développement était « *mal conçu* », c'est pour cette raison qu'il commence à s'intéresser aux diagnostics de projets effectués par les anthropologues du développement comme Jean-Pierre Olivier de Sardan. Le chercheur H. reste au Niger jusqu'en 2000 en menant des travaux de recherche développement participatifs, portant sur la cogestion des plans d'eau à vocation piscicole.

Par la suite, il coordonne l'Action Thématique Programmée du C.I.R.A.D. intitulée Adoption des Systèmes Piscicoles Comparés (A.S.P.I.C.) présentée et obtenue par l'Unité de Recherche Aquaculture. Cette A.T.P. associe aux aquaculteurs un anthropologue de l'I.N.R.A. et des économistes du C.I.R.A.D. et de l'Université de Reading (Grande-Bretagne). Dans cette dynamique, il obtient aussi un Diplôme d'Études Approfondies à l'Institut National d'Agronomie Paris-Grignon (I.N.A.-P.G.) intitulé Environnement, Milieux, Techniques et Sociétés (E.M.T.S.). C'est au Brésil qu'il va effectuer le terrain de son mémoire de D.E.A. Sur place, il participe à l'encadrement d'une thèse d'un chercheur Brésilien qui analyse l'impact des politiques publiques sur le développement de la pisciculture. En cherchant des références bibliographiques sur ce travail, son attention se porte sur les écrits du chercheur C. qu'il convie à une réunion de travail autour de cette thèse et de l'A.T.P. A.S.P.I.C.

Le chercheur H. avait pour motivation de développer la pisciculture en Afrique. Il décide de rechercher un pays où la pisciculture serait propice à se développer. Avec un collègue de C.I.R.A.D, ils se départagent la tâche de partir en mission exploratoire dans plusieurs pays d'Afrique afin de trouver celui qui serait le plus apte à se développer au niveau piscicole. Il constate que le pays adéquat était le Nigéria, mais lors de cette mission exploratoire, il déplore que le pays soit *trop difficile*⁸⁵. Peu après, le chercheur H. est sollicité par les coordinateurs du projet R.E.P.A.R.A.C. porté par l'équipe du C.I.R.A.D. des cultures pérennes (cacao etc.) au Cameroun. Ce projet comporte également un volet sur la diversification, c'est alors pour lui l'occasion de défendre la pisciculture comme une activité appartenant à ce volet, de participer à la conception du projet et par la suite, de trouver des financements pour travailler au Cameroun. Le contenu du projet sera révisé de manière approfondie dans le cadre de la mise en place d'un Pôle

⁸⁵ Entretien formel enregistré à Montpellier (France) en février 2011.

de Compétence en Partenariat (P.C.P.), nouveau mode de coopération proposé par le C.I.R.A.D. à ses partenaires nationaux.

La première mission exploratoire au Cameroun en 2003 du chercheur H. est organisée conjointement avec le chercheur V. qui avait fait sa thèse de doctorat avec l'appui de l'U.R. Aquaculture du C.I.R.A.D. Le chercheur V. lui fait visiter la région Ouest, la station de Recherche de Foumban (I.R.A.D.), et lui présente la chercheuse M. fraîchement chargée d'enseignement à l'université de Dschang. Ils participent également à différents ateliers de travail portant sur la mise en place du P.C.P. et la conception des thématiques de recherche. Ces deux nouvelles rencontres seront fructueuses puisque ces trois acteurs seront par la suite les acteurs principaux de l'équipe de recherche de terrain.

Un an plus tard, inscrit dans la dynamique du P.C.P. du Grand Sud Cameroun (P.C.P.-G.S.C.), ces trois chercheurs bénéficient d'une Opération de Recherche Participative (O.R.P.) pour mener un diagnostic sur l'insertion de la pisciculture dans les agro-systèmes de la zone de la Menoua (Ouest-Cameroun).

Par la suite, l'A.T.P. C.I.R.O.P. cofinancera l'étude anthropologique effectuée sur l'arrondissement de Santchou où les pratiques piscicoles sont empreintes de pratiques traditionnelles. Les restitutions du diagnostic aux producteurs enquêtés se déroulent dans trois arrondissements (Foréké, Santchou et Fokoué), et le choix des deux arrondissements sur lesquels le projet R.A.P. a pris corps, s'est déroulé de la manière suivante :

« Suite à ces restitutions on leur [les producteurs] a dit « maintenant vous vous organisez en G.I.C. ». On peut dire de toute façon que le délégué de Fokoué/Penka-Michel était déjà organisé. Ensuite, c'est la venue de l'étudiante en anthropologie qui a permis la formation du G.I.C. P.E.P.I.S.A. parce qu'ils attendaient. Ils avaient commencé, mais ils ne voyaient rien venir, donc ils ont laissé tomber. Par contre, à Foréké ils n'ont pas réussi à s'entendre, il a manqué un leader, donc on n'a pas travaillé avec Foréké. »⁸⁶
(Chercheur H.)

Le deuxième acteur important appartenant à l'équipe de recherche de terrain est le chercheur V. de l'I.R.A.D. Il a réalisé en 1994 une thèse de doctorat dans le domaine des sciences halieutiques à l'École Nationale Supérieure Agronomique (E.N.S.A.) de Rennes intitulée « *L'alimentation du Tilapia Oreochromis niloticus en étang : évaluation du potentiel de quelques sous-produits de l'industrie agro-alimentaire et modalités d'apport des aliments* ». Le travail d'analyse a été conduit avec

⁸⁶ Entretien formel enregistré à Montpellier (France) en février 2011.

l'appui du Laboratoire de Nutrition des Poissons, à I.N.R.A. de Saint-Pée-sur-Nivelle. Les expérimentations se sont déroulées dans les étangs de Koupa de la Station de Recherches de l'I.R.A.D. à Foumban.

Face au désengagement de l'État camerounais dans l'agriculture, il souhaite apporter sa pierre à l'édifice en mettant ses compétences scientifiques directement au service des producteurs. Son objectif principal est de contribuer à améliorer et développer la production piscicole pour qu'elle ait un réel impact positif sur la société. Cet objectif l'a motivé à répondre positivement à la demande du chercheur H. et à initier une collaboration avec l'équipe Aquaculture du C.I.R.A.D. en travaillant sur le projet R.A.P. Cameroun :

« Je me suis rendu compte que les apports scientifiques que je me mettais à produire allaient rester dans les tiroirs s'il n'y avait pas d'autre stratégie à mettre en œuvre. Sinon, j'ai le sentiment de rester au niveau universitaire. »⁸⁷ (Chercheur V.)

La chercheuse M. est la troisième personne à se greffer dans l'équipe de recherche de terrain. Elle a connu le chercheur V. à l'université de Dschang où chacun enseigne la pisciculture. En 1999, elle soutient sa thèse en Russie dans la ville d'Astrakhan, réputée pour ses pratiques de pêche. Tout comme le chercheur V. elle avait pour fonction principale dans le groupe d'encadrer les mémoires des étudiants pour qu'ils correspondent aux exigences de l'université de Dschang.

La motivation de ces trois acteurs à travailler dans le projet était principalement celle de développer la pisciculture au Cameroun, tout cela dans le but d'améliorer le niveau de vie des *paysans*. Par la suite, un autre acteur est coopté, il s'agit du professeur T. (chercheur en production animale) de l'université de Dschang. Son rôle était également d'encadrer les étudiants, notamment dans le cadre du master Biotechnologies et Productions Animales, option Pisciculture, de l'université. Il devient alors un partenaire important du projet.

Le reste du groupe se compose des étudiants et des professeurs qui les encadrent. Ces acteurs sont originaires de disciplines différentes et travaillent sur les problématiques identifiées au fur et à mesure avec les producteurs.

⁸⁷ Entretien formel mené à Foumban (Cameroun) entre mars et juin 2009.

c. Les acteurs du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M.

Le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. a été créé en novembre 2004, principalement grâce au délégué du groupe qui a su convaincre certaines personnes de son village de rejoindre le G.I.C. Le siège du G.I.C. se trouve dans le centre du village de Fokoué, au domicile du délégué T., mais regroupe des membres de villages et arrondissements voisins (Bamendou, Fotomena, Fomoepa). Nombreux sont les qualificatifs pour décrire le délégué du groupe, qui fait dépenser beaucoup de salive, autant au sein même du G.I.C. que dans l'équipe de recherche. Dynamique, disponible et engagé pour faire fonctionner le G.I.C., ses pratiques sont pourtant constamment critiquées par les autres acteurs. Son attitude opportuniste laisse croire qu'il n'agit que pour son confort personnel.

Tel un *courtier en développement* (Blundo, 1995 ; Bierschenk *et al.*, 2000), il fait partie des premiers à accueillir les étrangers arrivés dans son village. Il a même hébergé durant toute une année une volontaire américaine appartenant aux *Peace Corps* américain. Cette proximité l'a rendu très fier et lui a appris, selon lui, la manière de se comporter avec les étrangers qui viennent proposer des projets de développement dans le village. Il se revendique ainsi comme quelqu'un de mieux éduqué que les autres membres de son groupe.

Avant de créer le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M., le délégué T. avait déjà une longue expérience de G.I.C. et, dès la première réunion avec les chercheurs, il s'est positionné comme membre fondateur de ce G.I.C. Par la suite, il ne restait qu'à s'inscrire à la C.O.O.P.G.I.C. à Bafoussam, et à y inscrire au minimum cinq membres pour que le G.I.C. soit reconnu officiellement par l'État. D'après l'un des premiers membres contacté par le délégué T., ce dernier savait trouver les arguments pour inscrire les pisciculteurs dans son G.I.C. malgré ce projet « fou » de se lancer dans une activité à l'abandon pour certains, ou complètement nouvelle pour d'autres. Ceci n'a pas empêché que certains producteurs présents aux restitutions refusent d'entrer dans le G.I.C. soit parce qu'ils n'ont pas compris les objectifs du projet, soit par manque de moyen et de temps, soit par peur de s'investir dans une activité qui ne soit pas rentable.

Durant le projet, une douzaine de producteurs est effectivement active dans le groupe, mais plus du double sont inscrits dans le document initial du G.I.C. Les trois producteurs principaux de Bamendou appartenant au G.I.C. n'ont pas peur d'affirmer leur position face au délégué T., ceci vient certainement du fait qu'ils n'appartiennent pas au village de Fokoué. Pour les producteurs

de Fokoué, on sent à la fois un respect et une crainte vis-à-vis du délégué T. Il est respecté parce qu'il fait partie des personnes les plus dynamiques du groupe :

*« Le délégué T. a été nommé délégué parce qu'il était disponible. C'est lui qui regroupe les gens. Il se donne trop ! Ca lui plaît de regrouper les gens. Il est capable de cela. »*⁸⁸ (Productrice M.)

Il est également craint, mais ceci n'a jamais été mentionné lors des entretiens avec les producteurs du G.I.C. Timidement, quelques fois, certains se sont essayés à faire une critique de leur délégué rapport à son attitude individualiste.

*« [Délégué T.] voudrait que tout ce qui tombe au nom du groupe ce soit que pour lui. »*⁸⁹ (Producteur T.)

Certains producteurs ont même le sentiment que le projet se déroule uniquement entre les chercheurs et le délégué T. et que son pouvoir est constamment alimenté par les chercheurs.

*« On [le G.I.C.] a reçu une lettre, et au lieu de la donner au secrétaire, on [les chercheurs] la donne toujours au délégué. C'est un tort ! »*⁹⁰ (Producteur F.)

On constate que, dans le groupe, le délégué T. est le personnage principal aux influences tant positives que négatives. Toutes les transactions entre le groupe et l'équipe des chercheurs passent par lui. Les membres du bureau sont les rares acteurs à oser tenir tête à cette figure autoritaire. Les autres membres du groupe, à première vue, semblent passifs et méfiants.

d. Les acteurs du G.I.C. P.E.P.I.S.A.

Créé plus tard que le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M., en juin 2005, le premier délégué du G.I.C. s'est démis de ses fonctions en mars 2007, car il n'était pas assez disponible et que ses attentes n'ont pas été satisfaites. Ce groupe n'avait pas beaucoup d'expérience dans le travail collectif. La constitution du G.I.C. était une réponse à la sollicitude des chercheurs qui avaient signalé que le travail avec la recherche ne pouvait pas se faire individuellement mais collectivement.

⁸⁸ Entretien formel mené à Fokoué (Cameroun) entre mars et juin 2009.

⁸⁹ Entretien formel enregistré à Fokoué (Cameroun) en octobre 2010.

⁹⁰ Entretien informel mené à Bamendou (Cameroun) entre mars et juin 2009.

Aujourd'hui, le nouveau délégué, est le plus jeune du groupe, et fait souvent remarquer sa position délicate dans le G.I.C., liée à son âge. Suite au décès de son père, ancien planteur et pisciculteur, le délégué N., alors qu'il suivait des études en classe de seconde, se retrouve face à des responsabilités, et ce, très jeune. Alors qu'il passait son baccalauréat, il a été successivement secrétaire en 2005, et délégué du G.I.C. en 2007. Il a été élu grâce à sa disponibilité et son engagement sans faille pour travailler avec l'équipe des chercheurs, encadrer les étudiants qui viennent à Santchou etc. Cet engagement de la part du délégué arrangeait le reste des producteurs du G.I.C. qui ne consacrent pas énormément de temps à la vie du G.I.C. Ceci leur permettait de ne pas trop s'engager, tout en bénéficiant des petits avantages que pouvait obtenir le délégué du partenariat avec la recherche. Son plus grand collaborateur est le producteur B., entre autre, pêcheur d'alevins, passionné par son activité et très intéressé par les actions menées avec la recherche.

De son côté, la motivation du délégué N. est de grimper les échelons sociaux par les études et la reconnaissance de son travail, certainement pour compenser le fait qu'il n'a pas pu se consacrer pleinement à ses études, à cause de ses responsabilités personnelles prises trop précocement.

Le G.I.C. P.E.P.I.S.A. est un groupe très éclaté. Peu de gens se rendent aux réunions, et peu sont au courant des actions menées avec les chercheurs. Finalement, il est très difficile d'identifier de réels membres actifs :

« Tant qu'on est en groupe, il faut d'abord savoir miser sur les intérêts collectifs. Les personnes qui sont là vont me donner l'illusion qu'elles sont avec moi, mais seul le temps doit le définir, c'est une question de temps. Donc moi, présentement, je crois que je suis seul. »⁹¹ (Délégué N.)

La conclusion de cette première présentation rapide des groupes des pisciculteurs, on constate que leur point commun est la forte présence du délégué du groupe qui donne le sentiment de porter seul toutes les responsabilités.

⁹¹ Entretien informel mené à Santchou (Cameroun) en octobre 2010.

e. Les acteurs de l'O.N.G. C.I.F.O.R.D.

En 2007, le chercheur H. prend contact avec le directeur du Centre d'Information, de Formation et de Recherche pour le Développement (C.I.F.O.R.D.) et l'invite à prendre connaissance de l'organisation des G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. et P.E.P.I.S.A.

Le directeur de l'O.N.G. (consultant S.) est ingénieur agronome. Il a suivi une formation en management à travers la coopération suisse et allemande, il tient un rôle de consultant en développement organisationnel au sein de l'O.N.G. L'intervention du consultant S. était importante pour le projet R.A.P. Pour le chercheur H., il y avait un double objectif, celui de mettre en contact les producteurs avec les agents du développement locaux pour prévenir du désengagement de la recherche, et celui de résoudre les problèmes organisationnels des deux G.I.C. :

« [...] pendant que le chercheur H. travaillait avec ces groupes, il y a eu un aspect qui a créé des problèmes, notamment dans le groupe de Fokoué, où il n'arrivait pas tous les jours à maîtriser les membres. [...] Le chercheur H. me connaissant avec ce profil de consultant en développement organisationnel et m'a approché pour que je fasse d'abord un diagnostic organisationnel et institutionnel des deux G.I.C. »⁹² (Consultant S.)

La technique de diagnostic du consultant S. était à la fois de rencontrer les membres lors de réunions plénières, puis individuellement hors du contexte du travail pour ainsi identifier les décalages entre les discours officiels et non-officiels.

En novembre 2007, le consultant S. dispense une formation aux deux groupes sur la gestion des G.I.C. Par la suite, il effectue des suivis dans les deux groupes, en particulier dans le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M., plus demandeur que le G.I.C. P.E.P.I.S.A.

Par la suite, le consultant S. est chargé de suivre les groupes pour qu'ils bénéficient de l'appui de projets de développement. Il a suivi en particulier le G.I.C. P.E.P.I.S.A. pour qu'il bénéficie du Projet de Développement Rural du Bassin Agricole Mounjo Nkam (P.D.R.B.A.-M.N.), projet dont la commune de Santchou était bénéficiaire. Le C.I.F.O.R.D. était chargé, notamment, de l'élaboration du plan de développement des communes bénéficiaires pour ce projet financé par

⁹² Entretien formel enregistré à Bafoussam (Cameroun) en septembre 2010.

l'Union Européenne. Malgré l'appui du consultant S., les producteurs ne se sont pas mobilisés pour obtenir ce financement.

Lorsque le consultant S. ne peut pas intervenir dans l'obtention des financements, il fait la démarche d'informer les producteurs de l'existence de tel ou tel projet et les met en relation. Ce fut le cas pour le Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales (A.C.E.F.A.) financé par la coopération française ou le Projet d'Amélioration de la Compétitivité Agricole (P.A.C.A.) financé par la Banque Mondiale.

f. L'acteur R.E.P.A.R.A.C. et les acteurs des services techniques de l'État

Le chercheur H. avait pour objectif de rapprocher les groupes de producteurs avec les techniciens agricoles de l'État. Quatre acteurs ont été identifiés dont le chercheur N., coordinateur du projet R.E.P.A.R.A.C., dont le parcours a été relaté dans la première partie de cette thèse.

Les agents et techniciens de l'État sont difficiles à identifier par leur diversité de fonction, de projet et d'administration auxquels ils sont rattachés. De plus, ils ne sont intervenus que partiellement au sein du projet R.A.P. Seulement deux ont été impliqués à un moment ou à un autre, ont joué un rôle ponctuel auprès des groupes, ou bien se sont complètement sentis spectateur de l'action qui était menée par le projet R.A.P.

Le technicien T. a été impliqué dans le projet lors du diagnostic mené sur les exploitations familiales agricoles dans le département de la Menoua. Il est rattaché à la délégation départementale de l'élevage, des pêches et des industries animales, il a fait ses études en aquaculture au Centre National de Formation Zootechnique et Vétérinaire (C.N.F.Z.V.) de Foumban. Technicien Supérieur référent au niveau du département en aquaculture dans le Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole (P.N.V.R.A.), le chercheur V. fait appel à ses services pour établir le diagnostic dans la mesure où il a déjà une bonne connaissance des producteurs. Il a été invité aux premiers comités de pilotage de la R.A.P., a contribué au montage de microprojet de développement pour le G.I.C. et a participé à quelques réunions, notamment celle de fin de convention. Bien qu'un contact régulier soit maintenu entre le chercheur H. et lui, il ne s'engage pas dans la R.A.P.

Un autre technicien rencontré, le technicien T.P., appartient également au P.N.V.R.A. Il travaille depuis 2000 sur l'arrondissement de Fokoué. En 2008, il postule pour travailler sur le projet A.C.E.F.A. porté par le M.I.N.E.P.I.A. et le M.I.N.A.D.E.R. Après trois années à la faculté de mathématique et informatique, il passe un diplôme de vétérinaire, et s'intéresse à l'aquaculture en participant à une dizaine d'ateliers sur le sujet :

« Mon plus grand rôle en tant que conseiller, c'est d'accompagner les paysans, les G.I.C., ou ce qu'on appelle les groupements dans leurs différentes activités en terme de conseils techniques, d'appuis techniques et de gestion économique. »⁹³ (Technicien T.)

Parallèlement au projet R.A.P., il accompagne le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. depuis septembre 2009, en particulier dans le but de monter un projet qui serait susceptible d'être financé par le projet A.C.E.F.A.

Trois projets ont été discutés entre le délégué du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. et le technicien T.P. Le premier projet suggéré par le délégué du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. était de construire une éclosérie pour produire les alevins à Fokoué, mais ce projet n'a pas abouti.

« Ils font la mise à l'eau des alevins entre février et mars, et une fois que l'on a fait cela, toute l'année il n'y a plus rien d'autre à faire. Est-ce qu'on peut monter une éclosérie pour l'exploiter une semaine par an ? »⁹⁴ (Technicien T.)

Ensuite s'est posé le problème de l'accessibilité aux aliments pour les poissons. Le technicien T.P. a donc pensé qu'il serait judicieux d'équiper le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. d'une machine pour produire les aliments à la fois pour les poissons et les porcs. Mais quelques jours plus tard, le délégué du G.I.C. est revenu sur sa proposition et déclare que la gestion de cette machine posera des problèmes au sein du G.I.C.

Finalement, la dernière idée arrêtée entre le délégué du G.I.C. et le technicien T.P. était de créer un étang communautaire qui permettrait de reproduire sur place, les alevins de carpes et de tilapia. Mais encore aujourd'hui, ce projet est au point mort.

La formation des groupes d'acteurs identifiés et des équipes au sein des chercheurs s'est faite au niveau institutionnel par des réseaux à la fois de connaissances personnelles et professionnelles. Chaque acteur au degré d'engagement élevé était porteur d'un objectif fort, lié à

⁹³ Entretien formel enregistré à Dschang (Cameroun) en octobre 2010.

⁹⁴ Même source.

la fois à ses convictions profondes, mais aussi aux méthodes de travail qu'ils ont développées au cours de leurs expériences professionnelles.

L'éloignement géographique d'un acteur tel que le chercheur C. n'est pas un handicap dans la mesure où sa fonction et son degré d'engagement dans le projet sont importants. Sa capacité à conceptualiser et théoriser la démarche de R.A.P. fait de lui un acteur-clé en ce qui concerne la conception des dispositifs de gouvernance qui sont mis en place dans les localités tout au long du projet.

Pour tous les acteurs de l'équipe de recherche de terrain, le degré d'engagement se mesure surtout au regard de la volonté d'agir de chacun ainsi que de leur disponibilité. Finalement, la fonction de chacun n'entre en ligne de compte que de façon secondaire. Il n'y a qu'à voir l'évolution des délégués des deux groupes, qui ne sont pas *a priori* des chefs de village ou de quartier ayant un poids important dans la localité. Leur affectation au rang de délégué est due à leur grande motivation et disponibilité auprès de l'équipe des chercheurs.

Chaque acteur tient finalement sa place et son rôle dans ce projet, chacun étant complémentaire dans ses fonctions et ses compétences, ce qui dès le départ, présage d'un bel échange interdisciplinaire. Mais ces acteurs vont très rapidement être confrontés à des perceptions différentes, qui seront difficilement surmontables par la suite.

2. Les perceptions des acteurs

Les perceptions ou les représentations des acteurs en socio-anthropologie ne permettent pas toujours de tirer des grands traits sur l'identité d'un groupe, tant elles sont différentes suivant les acteurs et les situations dans lesquelles elles se construisent. Pourtant, elles sont importantes à relever pour rentrer au cœur de la description d'une situation spécifique, entre autre, au niveau microsocial.

Chaque groupe d'acteur a des perceptions différentes et des objectifs différents vis-à-vis du projet. Les perceptions et les objectifs peuvent également être perçus différemment au sein d'un même groupe, même si une tendance générale est palpable pour chaque groupe.

Tous les acteurs rencontrés sur le terrain portent le poids de leurs institutions et des directives relatives à ces dernières. Le poids institutionnel est difficile à mesurer tant il est à la fois muet et

abstrait au niveau de l'échelle étudiée dans cette thèse. Cette relation qu'entretient l'acteur avec son institution est en même temps primordiale et « secondaire ». Primordiale au regard de la façon dont cet acteur est perçu grâce à l'institution à laquelle il appartient et, « secondaire » dans le sens où chaque acteur agit suivant ses propres motivations, quelle que soit l'institution à laquelle il appartient. Il semble que dans l'étude qui nous intéresse, l'influence de l'institution à laquelle appartient l'acteur est plus importante au niveau du « moi » que du « je ».

Les trois acteurs principaux que l'on peut mettre au même niveau décisionnel dans le projet sont le chercheur C. de l'équipe « théorique », le chercheur H. de l'équipe de terrain et le chercheur N. de l'administration et de l'État. Le chercheur V. est également très important au sein du projet mais est moins visible et sollicité par les producteurs, les étudiants et tout individu interagissant avec l'équipe. Finalement, sans la rencontre et la mise en place d'un partenariat entre les trois acteurs principaux nommés ci-dessus, le projet R.A.P. ne serait pas effectif. Les institutions auxquelles ils appartiennent leur fixent essentiellement un budget et un temps à ne pas dépasser pour le projet, ceci se résume donc à des moyens matériels. Mais pour tout ce qui attrait au domaine de l'éthique, de la méthode de travail, de l'orientation scientifique du projet, finalement, les trois acteurs ont disposé d'une marge de manœuvre assez grande pour développer et mettre leurs compétences personnelles au service du projet.

La longue expérience scientifique du chercheur C. l'a emmené peu à peu vers la Recherche-Action. Cette approche scientifique est devenue sa « spécialité », avec comme principale motivation, celle de produire des connaissances et des apprentissages chez les acteurs avec lesquels il travaille. Alors qu'initialement, les premières propositions d'A.T.P. (2002) pour le C.I.R.A.D. s'orientaient sous un angle diffusionniste⁹⁵, le chercheur C., également chercheur à l'I.N.R.A., réussit à faire entendre sa démarche de recherche lors d'un séminaire prévu pour améliorer la proposition d'A.T.P. pour le C.I.R.A.D. L'orientation scientifique de cette A.T.P. a donc pris un tout autre tournant grâce à l'intervention de ce chercheur et à sa capacité à mobiliser d'autres chercheurs. L'association des trois chercheurs principaux de cette équipe de recherche « théorique », encore une fois, n'a pas été imposée par l'institution :

⁹⁵ Le modèle diffusionniste étant précisément celui qui est critiqué par ceux soutenant la démarche de Recherche-Action.

« Au sein de [l'A.T.P. C.I.R.O.P.] je me suis appuyé sur les chercheurs G. et F. pour formaliser les choses. C'était ceux qui avaient les idées les plus proches de celles que j'avais, ceux qui étaient le plus volontaires - dans le sens où ils voulaient travailler - et ils étaient les plus disponibles, à chaque fois que j'envoyais quelque chose, ils réagissaient dans les dix minutes qui suivaient. »⁹⁶ (Chercheur C.)

Mais aussi vite que cette équipe s'est formée, elle a éclaté pour des raisons personnelles pour l'un des deux chercheurs, pour l'autre à cause d'une trop grande surcharge de travail et d'un éloignement géographique trop important. Cette surcharge de travail se traduit souvent au C.I.R.A.D. par la difficulté de certains chercheurs à se focaliser sur un seul projet. Les tâches d'un chercheur, au C.I.R.A.D. et ailleurs, sont diverses : participer à la vie de l'équipe, monter et diriger des projets, produire des publications, rendre des comptes à l'institution, gérer les aspects administratifs de la recherche et pour les chercheurs faisant du terrain, organiser et suivre des séminaires, organiser les départs en mission etc. Les difficultés sont d'autant plus grandes lorsqu'un chercheur travaille sur plusieurs projets à la fois.

Finalement, le chercheur C. devient le principal décideur de l'équipe de recherche « théorique ». Pour tester et valider la démarche de R.A.P., il s'associe au chercheur H. D'un côté, le terrain Cameroun était trouvé pour tester la démarche de R.A.P. développée par l'A.T.P. C.I.R.O.P., et de l'autre, le chercheur H. a trouvé un appui théorique au projet de développement sur lequel il travaille au Cameroun. L'objectif principal du chercheur H. de développer la pisciculture au Cameroun a été possible à la fois par l'élaboration d'un partenariat avec le chercheur C. pour ce qui est du volet théorique, mais aussi en répondant à l'appel à projet lancé par le coordinateur du R.E.P.A.R.A.C. (le chercheur N.), pour ce qui est du terrain et du financement :

« Pour moi, l'idée c'était que l'A.T.P. C.I.R.O.P. travaille sur la partie dispositifs de la R.A.P., et que le F.S.P. R.E.P.A.R.A.C. permette de travailler sur la co-construction. L'idée c'était que les deux financements arrivent ensemble, que l'A.T.P. C.I.R.O.P. soit la partie R.A.P. proprement dite, et que la partie R.E.P.A.R.A.C. finance le travail d'expérimentation de manière à co-construire la pisciculture. »⁹⁷ (Chercheur H.)

En même temps, le chercheur H. a su s'entourer d'acteurs locaux lui permettant une meilleure insertion et un appui technique et scientifique sur le terrain.

⁹⁶ Entretien formel enregistré à Montpellier (France) en juin 2011.

⁹⁷ Entretien formel enregistré à Montpellier (France) en janvier 2011.

Des différences de perceptions évidentes et primordiales sont à retenir, en particulier entre l'équipe des chercheurs et celles des producteurs. La seule venue du projet dans les arrondissements de Santchou et de Fokoué/Penka-Michel a suffi aux producteurs pour prendre la décision d'y participer, malgré la condition posée par les chercheurs, celle de former des groupes pour bénéficier du projet :

« Les chercheurs sont venus nous faire savoir qu'il fallait qu'on forme un groupe de pisciculteurs pour qu'on nous indique comment conduire des gros poissons. C'est en arrivant à Fokoué un jour de marché qu'on m'a fait savoir qu'un blanc est venu et qu'il voulait rencontrer les producteurs de poisson. On s'est retrouvé ici, à un carrefour. Ils ont dit que si quelqu'un veut être un vrai pisciculteur, il ne suffit pas de faire un petit trou et de mettre les poissons, et qu'avec un étang de 400 m², on peut gagner facilement sa vie. »⁹⁸ (Producteur F.)

« On a signé la convention avec les chercheurs parce qu'on en avait besoin. On voulait faire grandir l'activité. On était content de voir des gens venir pour nous apporter un support pour faire grandir cela. »⁹⁹ (Producteur S.)

« Les chercheurs sont venus et ont fait appel à tous les pisciculteurs et nous étions les premiers à répondre à cet appel. Donc on est venu et ils nous ont bien sensibilisés sur ce qu'ils voulaient qu'on fasse. On nous a dit que pour que les choses aillent, il fallait créer directement un G.I.C. de pisciculteurs. On était d'accord sur l'idée puisqu'on a compris qu'avec eux on devrait avoir beaucoup d'idées et qu'on pourrait obtenir beaucoup de résultats dans l'exploitation, c'est pour ça qu'on a été d'accord. »¹⁰⁰ (Producteur T.)

Au premier abord, il est important de souligner que lorsqu'une équipe de chercheurs (dont l'un est *blanc*) arrive dans un village avec des signes extérieurs de richesse (ordinateurs, jeep, argent) la plupart des villageois pense et espère que *quelque chose de bien* va leur arriver. Peu sont ceux qui refusent de ne pas répondre aux attentes des nouveaux venus dans le village. Les raisons évoquées par les producteurs de C.O.P.I.F.O.P.E.M. de s'engager à travailler avec les chercheurs reposent sur plusieurs critères. Sept pisciculteurs sur onze ont émis le souhait de rendre leur activité rentable. Cette rentabilité passe entre autre par l'espoir d'obtenir des gains financiers en s'associant avec une équipe de recherche ayant des moyens conséquents. En quelque sorte, s'associer avec eux devrait forcément enrichir l'activité. En deuxième position, quatre producteurs évoquent leur besoin de connaissance sur l'activité, et l'importance pour eux d'apprendre de

⁹⁸ Entretien formel mené à Fokoué (Cameroun) entre mars et juin 2009.

⁹⁹ Entretien formel enregistré à Fokoué (Cameroun) entre septembre et novembre 2010.

¹⁰⁰ Entretien formel enregistré à Fokoué (Cameroun) en octobre 2010.

nouvelles choses. Au troisième rang des raisons évoquées, se situe l'envie de travailler collectivement, de s'associer avec d'autres pisciculteurs, plutôt que de mener son activité en solitaire :

*« Ici nous sommes dans un milieu rural, quand on voit l'expatrié, pour nous c'est au moins un début de solution à nos problèmes. On attendait beaucoup de choses au départ. »*¹⁰¹ (Producteur A.)

*« Le chercheur H. a quand même été clair au départ : " il n'y aura pas de subvention ", mais chacun a sa manière d'analyser. Peut-être qu'ils croyaient qu'il peut dire ça et après qu'à un moment quelque chose arrive, ils se sont dit " attendons, essayons de voir, peut-être que l'argent va arriver ! " »*¹⁰² (Producteur B.)

*« Certains venaient parce qu'ils savaient que le blanc apporte l'argent. »*¹⁰³ (Productrice M.)

*« Lorsqu'on sait que le blanc est là, on sait que de bonnes choses vont arriver. Parce qu'ils maîtrisent les choses. Nous pensions que les chercheurs allaient nous ouvrir au monde. »*¹⁰⁴ (Ancien délégué P.)

Pour le G.I.C. P.E.P.I.S.A., au départ, beaucoup de producteurs se sont rendus aux premières réunions avec les chercheurs. Beaucoup ont abandonné le projet en cours de route. Dans le peu de producteurs qui ont travaillé avec la recherche, la majorité (quatre producteurs sur sept) dit s'être engagée dans l'espoir d'obtenir un appui financier pour l'activité. Le reste des enquêtés évoque le désir de *modernité*, c'est-à-dire de se défaire du poids de la tradition qui pèse sur les pratiques piscicoles. D'autres pêcheurs, plus « *éveillés* »¹⁰⁵ et en quête de nouvelles techniques et d'outils de pêche, se sont engagés dans le désir d'apprendre de nouvelles pratiques. Une minorité de personnes conscientes que « *l'homme Mbô* »¹⁰⁶ est un être individualiste et solitaire, souhaitait travailler collectivement grâce à l'aide de l'équipe des chercheurs. Enfin, une des dernières raisons de cet engagement était le désir d'ouverture de certains producteurs au reste du monde, se faire connaître, découvrir d'autres pratiques piscicoles. La venue des chercheurs était donc l'opportunité pour ces pisciculteurs de répondre à leurs besoins. Ces besoins ont-ils été provoqués par la venue des chercheurs au village ? Ou bien étaient-ils déjà présents avant leur arrivée ? Il est difficile de l'évaluer, puisque la simple apparition des chercheurs a suffi à modifier

¹⁰¹ Entretien formel enregistré à Fokoué (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

¹⁰² Entretien informel enregistré à Santchou (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

¹⁰³ Entretien formel enregistré à Fokoué (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

¹⁰⁴ Entretien formel enregistré à Santchou (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

¹⁰⁵ Terme utilisé localement pour qualifier quelqu'un d'ingénieur, d'intelligent ou de dégourdi.

¹⁰⁶ Terme employé localement.

les perceptions et les désirs des producteurs et que mon arrivée dans le projet fût trop tardive pour observer cela.

Au départ de la R.A.P., les perceptions des producteurs envers les chercheurs étaient donc positives et pleines d'espoir. Au fur et à mesure, ces perceptions ont évolué. Pour les pisciculteurs du G.I.C. P.E.P.I.S.A., travailler avec la recherche constitue la promesse d'une évolution positive de leur activité piscicole. La majorité des entretiens avec les producteurs des deux G.I.C. soulève l'association entre les mots « recherche » et « développement ». Jusque-là, les deux collectifs ont le même objectif, celui de développer l'activité. Mais ce terme de développement n'a pas la même signification pour le collectif des chercheurs et celui des producteurs. Pour la recherche, le développement de l'activité dépend de variables que les producteurs ne prennent pas forcément en compte, comme l'organisation collective par exemple. Pour les producteurs de P.E.P.I.S.A., le développement signifie l'extension et la multiplication des étangs, l'extension du marché et l'augmentation de leur mise en charge. Ainsi, pour les chercheurs le développement dépend davantage de la capacité des producteurs à travailler collectivement et à améliorer leur technique plutôt que leur accès aux moyens financiers. Alors que pour les producteurs, il s'agit plus directement d'accroître leurs revenus. Selon cette logique, ils font confiance à la science car ils pensent qu'en s'associant avec elle, ils vont réduire les incertitudes liées à leur activité. Ils se laissent donc guider par les chercheurs et face à des échecs d'expérimentations sur les étangs, ils ne comprennent pas que cela puisse être possible. Pour eux, la science est sûre et prévisible. Les chercheurs pourtant savent bien, de leur côté, que leur science n'est pas toujours exacte et que toute expérimentation peut échouer. Au cours des trois années de travail avec la recherche, les producteurs réalisent qu'ils ne partagent pas les mêmes objectifs, et l'espoir qu'ils ont de se développer laisse place à la déception et au désengagement¹⁰⁷ des producteurs du projet. Cela conduit au développement de la méfiance à l'encontre des chercheurs. La plupart évoque le fait que la recherche leur fait perdre leur temps et ne sert qu'à « *palabrer et écrire des livres* »¹⁰⁸. Ceci s'explique aussi par une différence de temporalité entre le travail de recherche et celui des producteurs.

À l'issue des trois années de R.A.P., les producteurs se plaignent que les chercheurs ne se sont pas assez engagés personnellement et financièrement sur le terrain. Du point de vue des

¹⁰⁷ Ici, le désengagement se manifeste davantage par une perte de motivation et un investissement moindre dans et pour le G.I.C. Ce qui explique qu'aucun membre du groupe C.O.P.I.F.O.P.E.M. n'a quitté complètement son statut de membre officiel du G.I.C.

¹⁰⁸ Entretiens informels menés auprès des producteurs de Fokoué/Penka-Michel et Santchou durant les deux missions.

producteurs, l'engagement des chercheurs à titre personnel n'est pas assez fort car la plupart « réclame » des liens plus forts avec eux. C'est tout particulièrement le cas pour les producteurs appartenant au G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. déjà habitués à entretenir d'étroites relations avec les *Peace Corps*. Au moment où les chercheurs se désengagent, les producteurs disent se sentir abandonnés et ne pas avoir assez de clés pour assurer eux-mêmes leur avenir. Ils regrettent d'ailleurs que le projet n'ait duré que trois années et déplorent souvent un manque de suivi de la part des chercheurs et des étudiants, de passage pour une courte durée. Les producteurs disent souvent : « *ne nous oubliez pas en rentrant* », « *vous penserez à nous* » ? Ou de façon plus directe : « *de toute façon, vous prenez ce que vous voulez et ensuite vous nous oubliez une fois rentrés* »¹⁰⁹.

Les différences de perceptions et de représentations de la science entre les deux collectifs sont fortes et l'on constate que les producteurs n'avaient pas les clés pour comprendre les objectifs de la recherche, à la fois parce que le déroulement du projet est complexe et flou (certains étudiants eux-mêmes ayant travaillé sur ce projet, avouent ne pas savoir comment il fonctionne et ce qu'il vise), et à la fois parce qu'ils idéalisent la recherche occidentale « *l'innovation vient forcément des blancs* »¹¹⁰. La déception des producteurs est d'autant plus grande qu'ils ont surestimé l'importance du mot « action » dans la définition de la Recherche-Action-en-Partenariat. D'après leurs discours récurrents, les producteurs auraient souhaité plus d'action que de recherche.

3. Objectifs et contraintes des acteurs

Les perceptions des acteurs les guident dans leurs actions et leurs démarches. Les objectifs et les contraintes de chacun sont également des facteurs qui aident à la compréhension de l'action. Nous découvrirons les objectifs et les contraintes de chacun, ainsi que la tension qui existe entre les objectifs communs et individuels des acteurs, et le rôle des dispositifs mis en place pour gérer cette tension.

Chaque acteur a son lot de contraintes, qu'elles émanent du domaine familial, professionnel et institutionnel. Dans le projet étudié, les acteurs sont tellement hétérogènes qu'il est vraiment difficile de caractériser ces contraintes par groupe d'acteurs. Pourtant, suivant certaines catégories

¹⁰⁹ Entretiens informels menés auprès des producteurs de Fokoué/Penka-Michel et Santchou durant les deux missions.

¹¹⁰ Entretien formel enregistré avec l'ancien délégué P. à Santchou entre avril et mai 2009.

d'acteurs, certaines contraintes sont identiques. C'est le cas des étudiants du projet. Contrairement aux chercheurs qui témoignent d'une réelle volonté éthique et humaine, d'améliorer la vie des *paysans*, ou bien de faire progresser l'activité piscicole au Cameroun, les étudiants ont un objectif principal : obtenir leur diplôme. Pour les étudiants camerounais, cet objectif est d'autant plus fort qu'il est difficile à atteindre vu leur situation dans le pays. Sur onze étudiants enquêtés, dix sont Camerounais. Cette catégorie d'acteur est primordiale au sein du projet puisque ce sont ceux qui ont été en contact le plus fréquent avec les producteurs. Ce sont également ceux qui ont produit le plus de connaissances et qui étaient les « ouvriers » à la fois de la création des connaissances scientifiques, mais aussi de la résolution des problèmes des producteurs.

Pris entre les exigences académiques de leur université, imposées par leurs maîtres de mémoires, et les besoins techniques des producteurs, guidés par le chercheur H., ils ont été prêts à tout pour décrocher leur diplôme. Pour tous, leur aventure au sein de la R.A.P. commence de la manière suivante : une offre de stage de fin de master est proposée aux élèves de l'université. Les volontaires rencontrent alors le chercheur H. pour un entretien. La R.A.P. en tant que démarche de recherche, est alors expliquée à ce moment-là, ainsi que le thème de recherche sur lequel l'étudiant devra travailler et ses conditions matérielles. La plupart des étudiants ont accepté de s'engager car il est rare au Cameroun d'obtenir un stage rémunéré :

« Quand je suis tombé dessus [la proposition de stage] je n'avais même pas à réfléchir à d'autres opportunités. Ça m'a enlevé l'angoisse et le stress, car chez nous ce n'est pas très facile de trouver un stage de 5^{ème} année. En plus, c'est l'un des rares stages qui est rémunéré (50 000 francs par mois). »¹¹¹ (Étudiant R.)

La rédaction de leur protocole de travail devient alors la première épreuve à surmonter. Avant d'aller sur le terrain, l'étudiant doit rédiger ce protocole de façon à ce qu'il convienne à leur directeur de mémoire (universitaire), au chercheur H. (représentant des aspects techniques du terrain) et aux producteurs. La validation de ce protocole par ces trois catégories d'acteurs expose d'ores et déjà la difficulté pour l'étudiant d'allier les connaissances théoriques nécessaires pour l'université, et les connaissances pratiques nécessaires pour la résolution des problèmes des producteurs. Ensuite, l'étudiant devra être capable d'expliquer son travail aux producteurs de façon claire et synthétique lors d'une réunion. La situation est d'autant plus difficile que les

¹¹¹ Entretien formel enregistré à Bafoussam (Cameroun) en septembre 2010.

étudiants n'ont jamais été dans une situation de travail avec des acteurs et n'ont généralement assisté qu'aux cours de l'université. Les producteurs valident en général le protocole sans difficulté, par contre, l'étudiant peut se retrouver coincé entre les prescriptions du directeur de l'université, pas toujours conscient des réalités du terrain, et le chercheur H.

*« La méthodologie adoptée par le chercheur H., ne respectait pas le canon du département de zootechnie. Il s'agissait d'une R.A.P., et c'était le professeur T. qui était mon superviseur. Dans la méthodologie, les producteurs devaient collecter certaines données. Le professeur T. disait que si le producteur était fatigué ou malade, il ne va jamais le faire, ce qui fait que le résultat sera biaisé, et le travail n'a pas été accepté par le professeur T. »*¹¹² (Étudiant S.)

Les difficultés de l'étudiant à allier les exigences de l'université et celle du projet sont révélatrices de la tension qu'il existe entre les connaissances théoriques et pratiques, en particulier dans un contexte de R.A.P. En enquêtant les chercheurs universitaires locaux du projet et les membres de l'équipe de terrain, on se rend compte que la coordination et l'entente mutuelle entre ces acteurs ne sont pas évidentes. Leurs perceptions et leurs objectifs sont différents, ce qui peut perturber l'étudiant dans l'élaboration de son travail.

Une autre contrainte importante pèse sur tous les acteurs du projet. Il s'agit de la convention générale signée entre l'équipe des chercheurs et les producteurs. Avant le démarrage de la phase d'expérimentation, un cadre écrit et moral est fixé au préalable. Ce cadre permet d'engager tout le monde autour d'une même idée, d'un même objectif, d'officialiser le partenariat, de fixer le rôle de chacun et les règles de fonctionnement du collectif. Il est également censé réduire les conflits entre les deux collectifs fonctionnant comme un cadre juridique, en se référant directement aux écrits de la convention. Trois éléments fondateurs posent le cadre de la R.A.P. Ils sont rédigés généralement par le collectif chercheur et sont validés par les producteurs avant que toute action ne soit menée sur le terrain. Des protocoles expérimentaux sont également rédigés pour traiter des questions spécifiques à l'arrivée de chaque nouveau chercheur sur le terrain.

Il y a également quatre piliers de la R.A.P. à respecter et qui sont destinés essentiellement au collectif chercheur et qui définissent les objectifs à atteindre. Ainsi, la recherche doit permettre aux producteurs de résoudre les problèmes qu'ils rencontrent au sein de leur activité, elle doit faire en sorte que les producteurs deviennent autonomes (empowerment), le sujet de recherche doit être pertinent au niveau scientifique et permettre la production de nouvelles connaissances

¹¹² Entretien formel enregistré à Yaoundé (Cameroun) en septembre 2010.

et, enfin, le projet doit s'inscrire dans un cadre éthique qui décrit ce à quoi les deux parties s'engagent :

Engagement des chercheurs	Engagement des producteurs
<ul style="list-style-type: none"> - Mettre au service du projet toutes les connaissances - Restituer les résultats régulièrement dans un langage simple - Développer les investigations décidées collectivement avec les acteurs - Faciliter les contacts avec d'autres institutions et organismes susceptibles d'aider à la réalisation du projet - Informer les producteurs de tout changement dans les protocoles de recherche - Maintenir des contacts réguliers via les dispositifs de la R.A.P. - Mentionner dans les publications l'origine des données 	<ul style="list-style-type: none"> - Travailler collectivement et participer aux réunions de travail - Mettre en commun les savoir-faire - Mettre en œuvre les nouvelles techniques élaborées en commun - Mettre à disposition de la recherche les étangs et ne pas « cacher » les informations - Partager avec l'ensemble des acteurs de la R.A.P. les informations techniques, financières, susceptibles de faire avancer le projet - Permettre aux chercheurs d'utiliser les données, de façon anonyme, dans des publications scientifiques ou de développement

Tableau 7. Engagement des chercheurs et des producteurs¹¹³

C'est à l'intérieur de ce cadre que se nouent les interactions entre les acteurs et les stratégies individuelles. Nous nous sommes dans un premier temps focalisés sur celle du délégué des producteurs.

¹¹³ Source : document de convention signé entre le C.I.P.C. et les G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. et P.E.P.I.S.A.

Du côté du collectif des producteurs, la hiérarchie entre les différents membres du G.I.C. est très marquée. Dans le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M., le délégué est très respecté et craint par les autres membres du groupe. C'est par lui que passe chaque action. Il est en quelque sorte le médiateur entre le collectif des producteurs et celui des chercheurs. Malgré ce fait, le délégué ne respecte pas toujours ses membres et abuse souvent de son pouvoir. Ainsi, il domine souvent les producteurs lors des réunions de groupe, ou essaye de négocier les conventions et les protocoles avec les chercheurs sans consulter les membres du bureau de façon systématique. Souvent, le délégué profite de son statut pour obtenir du prestige social auprès de son village et espère toujours les faveurs du gouvernement. Il essaye également d'obtenir des avantages matériels et financiers et pour cela utilise l'existence du groupe pour les réclamer auprès des chercheurs et de l'administration. Lorsqu'un financement est obtenu, il en est le gestionnaire et assure sa répartition souvent en fonction des relations existantes au sein des producteurs, c'est-à-dire sans règle d'égalité.

Les membres du bureau, composé d'un trésorier, d'un commissaire aux comptes et d'un secrétaire, sont normalement chargés de « contrôler » les agissements du délégué, mais il n'en est rien. Soit le délégué passe sous silence ses actions, soit les membres du bureau se refusent à intervenir en raison de l'ascendance que déploie le délégué sur le G.I.C. Même si les agissements du délégué sont détectés par le groupe, celui-ci est un personnage tellement central et dominant au sein du collectif qu'ils le laissent agir. De plus, les membres du G.I.C. craignent que le délégué, moteur principal du groupe, ne se désengage s'il est critiqué, et que le groupe devienne alors inactif. Aujourd'hui, le délégué du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. a réussi à tirer parti des enseignements de la recherche en réutilisant le savoir piscicole pour diriger des travaux de construction d'étangs. Il a également fait de la pisciculture une source de prestige sociale et de revenu monétaire à travers la vente des poissons. Ceci lui permet d'accéder aux autorités de Fokoué (le sous-préfet) et de Dschang (le préfet). En tant que *courtier en développement*, il a donc su tirer parti à son profit de la R.A.P. malgré une marge de manœuvre *a priori* plus étroite que celle des chercheurs.

De son côté, le délégué du G.I.C. P.E.P.I.S.A., voyant son groupe de producteurs passif devant le travail à effectuer avec les chercheurs, tente d'utiliser cette opportunité, pour s'accomplir individuellement. Son but n'est plus de développer la pisciculture à Santchou, mais de réussir sa carrière professionnelle et de prouver aux chercheurs qu'il est un délégué doué pour tout ce qui concerne l'organisation d'un groupe. Pour cela, il a même demandé à une étudiante de passage dans le projet si une fois rentrée en France, elle ne pouvait pas lui décrocher une place dans une

école faisant même abstraction de son métier de pisciculteur. « *Pourquoi pas travailler dans la physique, la chimie, ou bien l'étude des moustiques ?* »¹¹⁴ À travers ces deux cas de figure, il est possible d'avancer que le rôle de délégué conduit ceux qui en sont investis à développer des stratégies différentes en fonction de leur « *moi* ». Elles les conduisent pourtant à rechercher une certaine valorisation personnelle de leurs investissements auprès des chercheurs et de leur communauté. C'est ainsi que petit à petit, alors qu'un projet commun est en développement, les acteurs sont déçus de constater un fort individualisme de la part de certains. Une attitude qui décourage les producteurs et ralentit la construction d'une innovation technique piscicole viable pour tous.

Le terme de « partenariat » employé couramment sur le terrain, sous-entend que cette démarche de recherche se déroule en accord avec les populations locales de manière compréhensive (Chia *et al.*, 2008). Les acteurs de la recherche et les producteurs locaux sont alors prétendus partenaires à part égale du projet, c'est en tout cas ce que comprennent les délégués des G.I.C. Pour l'un des chercheurs, il ne s'agit pas d'entretenir des rapports égalitaires avec les producteurs, mais de faire en sorte de renforcer leurs capacités. Malgré la signature d'un contrat écrit et d'un engagement moral des parties, les modalités du partenariat laissent libre de toute action. C'est ce que les auteurs de l'article « *la recherche en partenariat : entre fiction et friction* » démontrent (Soulard *et al.*, 2007). Le partenariat est à la fois une fiction et un statu quo, qui permet de travailler ensemble et d'éviter les confrontations et, en même temps une friction, dans la mesure où cette situation de partenariat pose le cadre des jeux d'interactions entre les acteurs. Cette fiction évoquée par les auteurs cités se vérifie sur le terrain au Cameroun. C'est de la recherche qu'émane l'idée de s'associer aux producteurs. Celle-ci repose sur le fait que la recherche maîtrise partiellement la démarche mise en œuvre à travers les modalités de déroulement du projet qu'elle compte contrôler. De leur côté, les producteurs sont nombreux à accepter celui-ci car ils idéalisent la recherche. Ils sont tout d'abord flattés d'avoir été sollicités par la recherche scientifique qu'ils considèrent à la pointe du savoir et du progrès. Face à l'échec d'une expérimentation, le producteur a du mal à l'accepter, et son estime pour la science et les chercheurs s'affaiblit. Alors que du côté des chercheurs, l'on sait que la science n'est pas forcément prévisible. Michel Callon met l'accent sur le fait qu'il y a de ça quelques décennies, l'on pensait que l'évolution de la science réduirait les incertitudes, alors que l'on se rend compte aujourd'hui que « *ce que l'on ignore est plus important que ce que l'on sait* » (Callon *et al.*, 2001).

¹¹⁴ Entretien informel mené à Santchou entre septembre et novembre 2010.

Les stratégies individuelles, déployées dans une situation de R.A.P. ayant un cadre relationnel défini par la convention écrite et le cadre éthique, s'apparentent à une innovation organisationnelle sous la forme bottom-up, c'est-à-dire émanant du travail d'un seul individu plongé dans une organisation. Tout individu est capable de manœuvrer dans le cadre auquel il appartient malgré un déterminisme social fort. Déterminisme qui n'est pas à voir de façon négative d'après Lahire. L'individu dispose d'une liberté d'action qui n'est pas forcément freinée par le déterminisme social (Lahire, 1998).

Durant le montage du projet, tous les acteurs de la recherche utiles à son montage et à son bon déroulement se sont impliqués ou ont été impliqués par les premiers arrivés. Chacun avait une fonction bien définie, une motivation propre et une mission à remplir vis-à-vis de l'institution à laquelle ils appartiennent. Un but commun à tous ces acteurs de la recherche a été défini suivant la démarche de la R.A.P., et la marche à suivre a été clarifiée.

Par la suite, les chercheurs ont identifié les producteurs avec lesquels ils allaient travailler et se sont entendus grâce à la signature de la convention générale fixant un cadre juridique au sein de ce partenariat.

Les différences de perceptions entre les acteurs sont importantes à partir du moment où les producteurs rencontrent les chercheurs. L'engagement des producteurs dans le projet était inévitable, tant au niveau des perceptions qu'ils se font de la science, du progrès et de la modernité. Le principal cadre de l'action (la convention) a été établi sur un commun accord et permet aux acteurs de poursuivre leurs propres objectifs suivant les raisons, multiples, de leur engagement dans le projet.

C'est alors que se jouent dans ce cadre, de multiples stratégies que nous avons choisi de faire apparaître à travers l'étude précise des moments-clés du projet. Moments-clés que nous avons classés suivant deux critères : les dispositifs et les événements.

- CHAPITRE VI -

Lecture de la R.A.P. à travers ses dispositifs et ses événements

Ce chapitre passe en revue les moments marquants du projet dans le but de mieux comprendre la façon dont les acteurs ont vécu les actions passées et leurs conséquences. Les moments-clés - que nous nommons « dispositifs » et « événements » - sont supposés être les outils des acteurs pour favoriser le changement. Rappelons que le changement est l'un des objectifs de la R.A.P. Mais dans un premier temps, nous distinguons deux types de dispositifs : les dispositifs classiques et les dispositifs émergents.

1. Les dispositifs classiques de la R.A.P.

Ces dispositifs ont été pensés par les concepteurs de la R.A.P. et conçus à partir d'expériences passées dans d'autres pays et d'autres situations. Ils constituent de ce fait, des dispositifs *a priori* efficaces dans toute situation de R.A.P., quelle que soit la situation locale, et peu importe l'objet technique de la recherche. D'une part, ils permettent de gérer les tensions entre la production des connaissances scientifiques et la résolution des problèmes et d'autre part, entre les intérêts individuels et le projet collectif.

a. La convention générale (novembre 2005)

La convention générale de la R.A.P. (cf. **Annexe VIII : Convention générale**) est signée par tous les acteurs en phase d'engagement. Elle est déclinée en protocoles expérimentaux pour traiter de chacune des questions identifiées, discutées et validées avec les producteurs. Ces dernières sont souvent proposées par les producteurs et dans tous les cas consensuelles. La convention générale permet de fixer les règles de la R.A.P. et de formaliser les interactions entre les acteurs. L'élaboration de la convention peut prendre du temps à la négociation, le temps qu'il faut pour qu'il y ait une entente entre tous les acteurs concernés. Cette convention écrite n'empêche pas certains acteurs de la remettre souvent en cause, comme certains producteurs ou délégués qui

réclament toujours des subventions. Au cours du projet, lors des négociations, les uns et les autres reviennent sur certains actes pour se justifier.

La majorité des étudiants ne connaissent pas forcément l'existence de la convention sur laquelle repose le projet. Seuls les étudiants de longue durée, et donc, imprégnés de la démarche de R.A.P. connaissent sa fonction dans le projet. Cependant, pour ceux-là, la convention reste un cadre administratif utilisé uniquement par les chercheurs et, dont les producteurs ne reconnaissent pas sa « valeur », celle-ci étant celle de l'engagement qu'induit la signature d'un tel document :

*« Sur le terrain, le producteur ne se sent aucunement obligé de faire ce qu'il s'était engagé de faire. Il fait ce qu'il a envie de faire et comme il l'entend. »*¹¹⁵ (Étudiant C.)

Selon ces mêmes étudiants, l'utilité de la convention n'était visible qu'en réunion, lorsque les chercheurs R.A.P. rappelaient aux producteurs que le projet n'était pas subventionné :

*« C'est surtout le chercheur V. qui savait bien utiliser la convention. Quand le délégué T. dit : " on attend toujours les subventions ! ", le chercheur V. ressortait la convention et disait : " montre-moi dedans, quelle ligne ici parle de subvention ? " »*¹¹⁶ (Étudiante A.)

Pour le chercheur C., l'existence de cette convention est inévitable puisqu'elle permet de garder une trace écrite des engagements pris entre les acteurs. L'élaboration de cette convention était le fruit d'un long travail avec les producteurs, au cours duquel les acteurs élaborent un langage commun dans le but d'atteindre un même objectif. Pour autant, il est conscient que ce dispositif ne peut pas éviter entièrement les désaccords entre les acteurs.

Effectivement, pour les chercheurs V. et M. la convention était régulièrement remise en cause par les producteurs à propos du chapitre concernant la non-subvention.

Du côté des producteurs, la convention est soit inexistante, soit vécue comme un piège tendu par les chercheurs. Les avis sont divers et tournent toujours autour du fait que le projet ne donne pas de subvention. Certains disent ne pas avoir été prévenus de cette condition, d'autres se sont sentis obligés de signer le contrat, « on ne peut pas refuser »¹¹⁷, d'autres encore étaient conscients de la non-subvention, mais pensaient qu'elle viendrait tout de même, avec le temps, ou bien que la convention serait modifiée au cours du projet :

¹¹⁵ Entretien formel enregistré à Yaoundé (Cameroun) en septembre 2010.

¹¹⁶ Même source.

¹¹⁷ Entretiens informels menés auprès des producteurs de Santchou et Fokoué/Penka-Michel durant les deux périodes de mission.

*« Le délégué T. était tranquille, il disait que c'était des hommes qui avaient écrit la convention et qu'elle pouvait évoluer, et il espérait toujours quelque chose qui pouvait rentrer, notamment des subventions. »*¹¹⁸
(Étudiante A.)

Seul le délégué N. de Santchou avait retenu de la convention le schéma partenarial, celui qui mettait son groupe directement en relation avec le collectif des chercheurs et celui de C.O.P.I.F.O.P.E.M. Il s'est attaché au mot « partenariat », dont la définition qu'il prêtait à ce mot était que « *chaque groupe s'engageait à mener des actions de façon proportionnelle* »¹¹⁹. Selon lui, son avis à la fin du projet était que le partenariat annoncé dans la convention générale n'était pas égalitaire, malgré son engagement important dans le projet, il se sentait d'un côté abandonné par son groupe, et de l'autre, impuissant dans les négociations avec les chercheurs.

Finalement, la convention générale était très largement visible par la majorité des acteurs à travers l'article sur la non-subvention. Malgré la signature mutuelle de la convention générale, celle-ci est constamment remise en cause par la majorité des producteurs. Cette mésentente concernant la subvention révèle que l'une des fonctions premières de cette convention n'est pas remplie. En effet, d'après les chercheurs, la signature de cette convention avait – entre autres objectifs – pour but de sceller une entente commune. Les constantes revendications de la part des producteurs démontrent le contraire. Cette mésentente concernant la convention révèle également un malaise plus profond, c'est-à-dire un décalage entre l'expérimentation de la recherche et la vie réelle des producteurs. Cette idée sera développée plus loin.

b. Les réunions régulières

Deux réunions par mois étaient prévues entre les chercheurs et les membres des deux G.I.C. Ces réunions permettent de garder un contact régulier entre tous les acteurs, chose que le chercheur H. considère comme essentielle pour établir des liens de confiance entre les chercheurs et les producteurs. En effet, tous les producteurs s'accordent à dire que ces réunions les motivent et les encouragent à continuer l'activité. Elles sont également le lieu de tous les sujets de discussion, qu'ils soient organisationnels ou techniques. Les producteurs exposent leurs problèmes, traduits

¹¹⁸ Entretiens informels menés auprès des producteurs de Santchou et Fokoué/Penka-Michel durant les deux périodes de mission.

¹¹⁹ Entretien formel enregistré à Santchou entre septembre et novembre 2010.

en questions de recherche par l'équipe des chercheurs. C'est ici que l'on aborde les thèmes des expérimentations à suivre et que l'on présente les nouveaux étudiants arrivés dans le projet, ainsi que leur travail à venir, et les engagements mutuels à prendre.

Dans le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M., ces réunions se sont déroulées comme convenu durant la première année du projet. Ensuite, le dispositif a été allégé d'un commun accord entre les chercheurs et les producteurs à cause du manque de disponibilité de chacun. Les producteurs ont du mal à consacrer de leur temps aux réunions, puisque pour eux, ce temps n'est pas rentable et devrait être mis à profit dans leurs activités quotidiennes :

*« Si on ne vient pas en réunion c'est parce que c'est une journée où l'on ne travaille pas et où l'on ne gagne pas d'argent et puis lorsque les autres apprennent qu'on a été avec le blanc toute la journée et qu'on n'a pas rapporté de l'argent, c'est mal vu. »*¹²⁰ (Producteur F.)

De plus, les réunions sont jugées trop longues et trop monotones par la majorité des étudiants et des producteurs. Le caractère trop théorique de ces réunions leur donne souvent l'impression qu'elles sont inutiles.

La réunion fixée au quinze de chaque mois est donc devenue une réunion uniquement destinée aux membres du bureau du G.I.C. des producteurs, la réunion du trente restant fixée comme antérieurement. Les réunions avec le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. se déroulaient au siège du G.I.C., autrement dit chez le délégué T. Les nombreux éclats de voix et controverses dont les étudiants et les producteurs étaient les premiers spectateurs laissent à penser, dans un premier temps, qu'ici tout se dit, sans langue de bois, et que chacun peut prendre la parole et le pouvoir. C'est en tout cas ce que préconise la R.A.P. en créant ces espaces de discussions. Pourtant, ces réunions étaient davantage une vitrine de la bonne entente entre tous les acteurs. Le délégué T. s'est souvent opposé au chercheur H. lors de réunions, disant qu'il allait rompre le contrat avec les chercheurs et le G.I.C., pourtant, dès le lendemain le délégué revenait sur sa décision, par une lettre destinée au chercheur et signée par les membres du G.I.C. :

¹²⁰ Entretien formel enregistré à Fokoué en mars 2009.

« Le jour où le délégué T. a chassé le chercheur H., j'étais là assis, j'ai dit : " mais quand on parle encore des gens rebelles de ce siècle, le délégué T. en fait partie ! " Tu connais l'histoire du colonialisme, ce n'est pas toujours facile de voir un noir qui dit " non " à un blanc, et que vous voyez le délégué T. qui se lève et qui dit " partez ! " à une réunion importante, où il a ses sujets ! »¹²¹ (Étudiant R.)

Le délégué T. ne doit pas perdre la face devant ses *sujets*¹²² et assoit son autorité au sein de ces réunions. Pourtant, le chercheur H. sait que le délégué T. est dépendant du projet. Ces difficultés de prises de parole en réunion ne sont pas seulement dues aux vestiges du colonialisme comme le dit l'étudiant R., mais aussi aux statuts que l'on confère aux différentes catégories sociales au Cameroun. Les producteurs prennent difficilement la parole pour contredire le délégué T., ou s'ils le font, le délégué T. leur fera regretter leur geste de façon informelle, en dehors de la réunion. Avant de commencer la réunion, le délégué T. prépare ses membres individuellement pour se mettre d'accord sur les sujets à débattre et sur les décisions futures à prendre lors de la réunion. Parallèlement, les membres du G.I.C. se rendent souvent en réunion de façon passive :

« Les pisciculteurs, ce n'est même pas qu'ils n'ont pas leur mot à dire, mais globalement ils écoutent le blanc parler. »¹²³ (Étudiante X.)

Les étudiants, quant à eux prennent difficilement la parole devant les professeurs par respect pour la hiérarchie. Une étudiante du projet s'est étonnée de constater que les autres étudiants avaient des difficultés à s'affirmer face à la hiérarchie :

« Les Camerounais ils le prenaient mal parce qu'ils me disaient : " non tu ne peux pas faire ça, tu n'es pas en France, au Cameroun on respecte les chefs ! " »¹²⁴ (Étudiante X.)

Finalement, nombreux sont les chercheurs et étudiants à avoir des discussions informelles avec les producteurs de façon individuelle, en cuisine, après la réunion. Pour l'avoir constaté moi-même sur le terrain, très souvent, les accords établis lors des réunions sont contredits, parfois même dans l'heure qui suit, de façon informelle. La vitrine pourrait donc être intéressante, un dialogue se fait entre les acteurs, des décisions sont prises, des accords sont signés et, une fois sortis de ce cadre, les acteurs se prononcent et expriment leur désaccord :

¹²¹ Entretien formel enregistré à Bafoussam (Cameroun) en septembre 2010.

¹²² Même source.

¹²³ Entretien formel enregistré à Paris entre juin et novembre 2009.

¹²⁴ Même source.

*« Pour faire le diagnostic j'ai fait des réunions avec eux, mais il y a des choses qu'on ne dit pas en plénière mais qu'on dit dans les coulisses et qui permettent de comprendre les problèmes du groupe. »*¹²⁵

(Consultant S.)

Dans le G.I.C. P.E.P.I.S.A., les réunions étaient moins régulières à cause de l'absence de nombreux producteurs lors de ces dispositifs de discussion. Au départ, les producteurs étaient très nombreux, mais pour de mauvaises raisons d'après le chercheur H. et le délégué N. :

*« Quand le chercheur H. faisait un repas, tout le monde venait parce qu'on voit la peau blanche et à un moment donné on a dit " non ça crée beaucoup trop de dépenses " ce n'était pas ça l'objectif, il a arrêté et les gens ont commencé à arrêter. »*¹²⁶ (Délégué N.)

Le chercheur H. a tout de même réussi à rassembler un petit groupe de producteurs, intéressés par la thématique de recherche portant sur la gestion des alevins de Santchou. Mais les chercheurs se sont peu à peu découragés de ce manque d'affluence, les réunions se sont donc déroulées prioritairement dans l'esprit de faire passer une information précise, plutôt que dans celui de garder un contact régulier avec les producteurs.

Malgré le caractère individualiste que l'on donne à la population de Santchou, beaucoup de producteurs interrogés disent avoir compris l'intérêt de travailler en groupe, en particulier les pêcheurs traditionnels habitués au règne d'un certain tabou autour des pratiques de pêche de leurs parents. Ils aiment donc connaître les pratiques des autres familles, et enseigner les leurs, basées sur une expérimentation personnelle motivée par la recherche de méthodes de pêche toujours plus efficaces et rentables. Les producteurs ont également intégré le fait qu'ils ne pourront bénéficier de projets ou de financements qu'en se rassemblant.

L'espace des réunions créé par les chercheurs dans le but d'établir une confiance mutuelle et de prendre des décisions communes ne fonctionne que partiellement. Les décisions se prennent plus facilement en dehors de ce cadre qui reste très contraignant pour une majorité des acteurs qui ne se sentent pas à l'aise. C'est le cas d'une grande partie des étudiants et des producteurs qui se sentent diminués par la hiérarchie et leur statut social et dans le groupe.

¹²⁵ Entretien formel enregistré à Bafoussam (Cameroun) en septembre 2010.

¹²⁶ Entretien formel enregistré à Santchou entre septembre et novembre 2010.

c. Les protocoles expérimentaux

<u>FOKOUÉ/PENKA-MICHEL</u>	<u>SANTCHOU</u>
	<u>2004-2005</u> - Étudiante S. et Professeur J.M.E. (Anthropologie) : « <u>Approche socio-anthropologique de l'exploitation de la ressource poisson dans la Plaine des « Mbôs »</u> ».
<u>2005-2006</u> - Étudiant C. (Foresterie) : « <u>Caractérisation des étangs</u> ». - Étudiant S. (Agronomie) : « <u>Caractéristiques de l'élevage porcin</u> ».	<u>2005-2006</u> - Étudiant D. (Foresterie) : « <u>Caractérisation des étangs d'inondation</u> ». - Étudiante G. (Socio-économie) : « <u>Analyse socio-économique, commercialisation et gestion de la production</u> ».
<u>2006-2007</u> - Étudiant R. (Agronomie) : « <u>Amélioration de la perméabilité des étangs</u> ». - Étudiante C. (Foresterie) : « <u>Amélioration de la production d'alevins de tilapias</u> ». - Étudiante X. (Sociologie) : « <u>Diagnostic de la</u>	<u>2006-2007</u> - Étudiante G. (Travaux Agricoles) : « <u>Performances zootechniques des Clarias sp en polyculture avec Oreochromis niloticus</u> ».

<u>RAP à Fokoué</u> . - Étudiant C. (Foresterie) : « <u>Suivi et évaluation des pratiques piscicoles</u> ». - Étudiant T. (Aquaculture) : « <u>Évaluation du rendement agro-écologique de la pisciculture en étangs</u> ».	
<u>2007-2008</u> - Étudiante X. (Sociologie) : « <u>Rôle de l'action collective dans la résolution de problèmes communs</u> ». - Étudiant A.N. (Agroéconomie) : « <u>Viabilité économique de la pisciculture</u> ». - Étudiant F. (Anthropologie) : « <u>Perceptions et pratiques liées à la consommation des poissons</u> ». - Étudiant C. (Aquaculture) : « <u>Suivi des cycles d'élevage</u> ».	<u>2007-2008</u> - Étudiante X. (Sociologie) : « <u>Rôle de l'action collective dans la résolution de problèmes communs</u> » (non traité) - Étudiants D. et Z. (Foresterie et Agronomie) : « <u>Amélioration de la pratique de collecte d'alevins de poisson-chat africain dans la plaine des Mbôs</u> ».

Tableau 8. Liste des protocoles

Le protocole expérimental est élaboré par l'étudiant, révisé par les chercheurs puis présenté aux producteurs. (cf. **Annexe X: Exemple de protocole**). Au cours de cette présentation qui se déroule lors des réunions régulières, les chercheurs et les producteurs se mettent d'accord sur les questions de recherche que devra traiter le protocole. Le protocole est également travaillé durant les Journées d'Animation Mensuelles (J.A.M.) lors de ces réunions destinées uniquement aux chercheurs. Il est, par la suite, travaillé et ajusté suivant les exigences

des producteurs d'un côté, et de la faculté de l'autre. Ils permettent de travailler sur un aspect particulier du projet R.A.P. qui pose problème aux producteurs. Ce protocole doit à la fois résoudre les problèmes techniques ou organisationnels et produire des connaissances scientifiques. Ces dernières seront, par la suite, compilées dans un mémoire, puis un article scientifique.

Les protocoles sont conçus et mis en place par les étudiants. Le thème, la méthodologie et l'objectif à atteindre sont pensés par les chercheurs avant l'arrivée de l'étudiant qui doit se greffer sur ces premières données et « *imaginer sa propre façon de faire* »¹²⁷ :

*« J'avoue que j'ai beaucoup appris avec [le chercheur H.], parce que contrairement à d'autres projets où tu arrives, on te donne des aides, tout est cadré, un sujet, une façon de faire, et là c'était à nous d'imaginer notre façon de faire. »*¹²⁸ (Étudiant C.)

La majorité d'entre eux a aimé cet « *exercice libre* »¹²⁹ qu'ils ont trouvé très formateur, tant sur les idées à apporter pour concevoir le protocole, que sur la rédaction de celui-ci ou la négociation avec les autres acteurs de sa propre façon de faire.

Pour l'un des étudiants, le protocole expérimental est un objet intermédiaire de communication entre les chercheurs, les producteurs et lui :

*« [...] Le protocole de recherche, je considère ça comme un langage. Parce que nulle part ailleurs on a dit que le protocole de recherche est un langage, mais je classe ça dans les outils de communication entre le chercheur, le paysan, et le partenaire. [Il permet] de s'assurer à chaque fois que le langage est le même. »*¹³⁰ (Étudiant R.)

À relever que l'étudiante X. en sociologie a eu du mal à concevoir l'utilité de son protocole de travail. En effet, l'utilité d'un travail de sociologie n'est pas visible directement sur le terrain et pour les producteurs. Ses travaux ne pouvaient pas directement traiter de la résolution des problèmes des producteurs. Malgré son effort pour transformer son protocole sur le modèle d'un protocole technique, cet exercice a partiellement échoué, le but étant pour elle et les chercheurs de l'introduire au groupe des producteurs et de formaliser sa présence dans le groupe.

¹²⁷ Entretien formel enregistré à Dschang (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

¹²⁸ Entretien formel enregistré à Yaoundé entre septembre et octobre 2010.

¹²⁹ Entretien formel enregistré à Dschang (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

¹³⁰ Entretien formel enregistré à Bafoussam (Cameroun) en septembre 2010.

Pour les producteurs, le protocole en lui-même n'est pas un objet accessible. Ils prennent part à la négociation lors de réunions, sans vraiment prendre conscience de la finalité de ces négociations, ni de l'utilité du protocole. Une confusion est souvent faite entre les différents dispositifs de la recherche :

« Il y a eu d'autres [étudiants] qui ont commencé des protocoles et ils se sont arrêtés au milieu ! On ne sait pas pourquoi ! C'est les chercheurs qui les amenaient, on ne sait pas les arrangements entre eux. Nous, on était naïf au départ. On ne sait pas comment ces choses là fonctionnent. »¹³¹ (Producteur S.)

Du côté des chercheurs, ils ne relèvent rien de particulier quant à la conception des protocoles avec les étudiants.

Les protocoles expérimentaux sont menés par les étudiants. Ils effectuent donc ce travail de recherche de façon semi-autonome et directement sur le terrain avec les producteurs. Pour la plupart d'entre eux, ce travail était formateur et leur a permis de progresser scientifiquement. Alors que les thèmes des protocoles sont discutés et validés avec les producteurs, on se rend compte que ces derniers ne suivent pas la continuité du projet et l'enchaînement des protocoles, ce qui fait d'eux des acteurs passifs du système de la R.A.P.

d. Les restitutions intermédiaires et finales

Une restitution intermédiaire et finale - au milieu et à la fin de chaque protocole expérimental - devait avoir lieu. Les restitutions intermédiaires ont pour but de présenter aux producteurs l'avancée technique et de recadrer le travail de l'étudiant suivant leurs recommandations, de valider ou d'invalidier certaines données récoltées par l'étudiant. La restitution finale permet à la fois de valider les résultats et de les modifier, si besoin, suivant les recommandations des producteurs. Les restitutions finales ont toujours eu lieu, sauf une fois, le délégué T. ayant refusé à cause d'une mésentente personnelle avec l'étudiante qui devait restituer. Pour ce qui est des restitutions intermédiaires, il semble que celles-ci aient toujours eu lieu.

Les restitutions sont surtout l'affaire des étudiants. Ce sont eux qui les font pour tous les membres du groupe. Pour une grande majorité d'entre eux, la restitution est vécue comme un

¹³¹ Entretien formel enregistré à Fokoué entre octobre et novembre 2010.

contrôle de leurs données, autant par les chercheurs que par les producteurs. Ceci leur permettait de valider leurs résultats et de les modifier si besoin :

*« Je crois que les pisciculteurs se retrouvaient généralement dans ce que disaient les étudiants, et quand il y avait des petits écarts, les pisciculteurs étaient là pour dire que : " non, ce n'était pas exactement ça, il faut plutôt dire ceci ! " C'est leur contribution. »*¹³² (Étudiante A.)

*« Je lui [au producteur] disais : " j'étais dans ton étang, voici ce que l'on a fait ", et le pisciculteur confirme, améliore, ou bien modifie. Après tu es sûr des informations que tu as reçues, et tu synthétises pour faire une restitution finale. »*¹³³ (Étudiant D.)

Pour une minorité d'étudiants, la restitution était pour eux le moyen privilégié de donner les résultats de leurs recherches aux producteurs, dans le but de leur faire des recommandations pour faire progresser leur activité. Les autres vivent les restitutions comme un passage obligé et contraignant, stressant. En effet, la plupart d'entre eux ont eu des difficultés pour traduire leurs termes de recherche en des mots à la fois simples et intéressants pour les producteurs. Ils ont remarqué que les producteurs trouvaient un intérêt aux restitutions surtout lorsque l'on parlait de leurs cas individuellement et en image, grâce à des photographies :

*« Au départ ce n'était pas facile, il fallait préparer les " powers points " et les amener à un niveau accessible pour les paysans, ne pas utiliser les " gros mots " [des mots scientifiques], les grosses expressions pour pouvoir se faire comprendre par les paysans. »*¹³⁴ (Étudiant C.)

D'après les étudiants, les producteurs étaient également davantage intéressés sur les restitutions de résultats techniques et concrets, plutôt que sur des aspects sociaux ou organisationnels de leur activité :

*« Ce qui leur est commun, c'est le poisson. Si tu ne sais pas entrer dans le langage du commun, tu risques de ne pas te faire comprendre, et c'est un moment qui fatigue, si tu n'es pas doué pour éveiller quelqu'un par rapport à un problème dont il n'est pas concerné. »*¹³⁵ (Étudiant R.)

Du point de vue des étudiants, les restitutions servaient également à déclencher un dialogue entre les producteurs, et à les informer mutuellement des pratiques piscicoles des uns et des autres. Tous les étudiants sont sortis grandis de cet exercice qui leur permettait au jour le jour de poser

¹³² Entretien formel enregistré à Yaoundé en septembre 2010.

¹³³ Entretien formel enregistré à Dschang (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

¹³⁴ Entretien formel enregistré à Yaoundé en septembre 2010.

¹³⁵ Entretien formel enregistré à Bafoussam (Cameroun) en septembre 2010.

des mots sur leurs actions, de surmonter leur timidité en s'exprimant à l'oral, d'apprendre à s'adresser en des termes simples à des « novices » :

« *À force de vous lever un peu en public, faire des comptes rendus, ça pousse à devenir plus responsable.* »¹³⁶
(Étudiant R.)

La majorité des producteurs n'ont pas identifié le temps des restitutions qu'ils associent simplement au travail des étudiants, mais d'avantage sur leurs étangs, au niveau technique plutôt que lors des réunions. Ceci s'explique en partie par le fait que ces restitutions se déroulaient durant les réunions régulières. Certains ont été sensibles aux apprentissages techniques que les étudiants leurs ont apportés, souvent à condition que leur cas personnel soit abordé. Tous ont relevé que ces restitutions les encourageaient à continuer l'activité.

Du côté des chercheurs, les restitutions sont une façon d'impliquer tous les acteurs dans les actions menées sur les étangs dans un esprit d'ouverture et de partage des résultats. Lors de ces réunions, les questions de recherche sont alors identifiées selon les demandes des producteurs comme suit :

« [Les producteurs] : *" comment on doit faire pour avoir de bons alevins ? " et donc on [les chercheurs] a pensé qu'il faut qu'il y ait des gens qui se spécialisent dans la production d'alevins. C'est là que la productrice M. s'est positionnée pour produire les alevins, et ça a été l'objet du travail de l'étudiante C. La productrice M. a commencé à vendre les alevins et tout de suite on a bien vu qu'elle gagnait beaucoup d'argent, et d'autres ont dit, "j'irais aussi produire les alevins comme elle", il y avait vraiment une progression, et chaque fois il y avait les restitutions, on parlait on parlait, on discutait bien !* »¹³⁷
(Chercheur V.)

Elles permettent également de valider les résultats et, par moment, d'inviter les autorités pour les informer du projet.

¹³⁶ Entretien formel enregistré à Bafoussam (Cameroun) en septembre 2010.

¹³⁷ Entretien formel enregistré à Yaoundé entre septembre et octobre 2010.

e. Les comités de pilotage (janvier, mars et juillet 2006)

Quatre comités de pilotage étaient prévus par an. L'objectif était de rassembler les chercheurs et les représentants des producteurs pour faire un bilan de l'avancée du travail et réorienter les pistes d'investigation techniques, mais aussi discuter de l'organisation du projet.

Effectivement, trois comités de pilotage se sont déroulés en janvier, mars et juillet 2006. D'après le chercheur H., ce dispositif a cessé après juillet 2006, parce que ces réunions étaient centrées uniquement sur les discussions de négociation des alevins entre les délégués des deux G.I.C. Il ajoute qu'aucun des membres du G.I.C. n'a réclamé leur maintien et que les réunions régulières entre les chercheurs et les producteurs étaient suffisantes pour traiter les questions nécessaires à l'évolution de la R.A.P.

Dans le groupe C.O.P.I.F.O.P.E.M., les personnes qui ont été présentes étaient le délégué T., le producteur F. (devenu trésorier du G.I.C. en juin 2008), la productrice M., la productrice F. et le producteur N. (dont le rôle de trésorier n'a jamais été clairement défini).

Dans le groupe de P.E.P.I.S.A., les producteurs présents étaient le délégué N., l'ancien délégué P. et la productrice E. (trésorière du G.I.C.).

Les trois chercheurs *senior* étaient présents et conviaient parfois des invités qui ne prenaient pas forcément part aux discussions. Le chercheur C. a participé troisième comité de pilotage. Il est intervenu à la fin de la réunion pour rappeler le rôle des comités de pilotage. Il a également effectué un petit bilan analytique des échanges lors de cette réunion, ce qui a contribué à la décision du chercheur H. de ne pas convoquer le prochain comité de pilotage si personne ne réclamait sa tenue.

Les trois thèmes de discussion les plus importants lors de ces réunions étaient les négociations d'échanges d'alevins entre P.E.P.I.S.A. et C.O.P.I.F.O.P.E.M., l'organisation des G.I.C. et la « non subvention ». D'après le chercheur H., les comités de pilotage ont été interrompus après la première année de R.A.P. car la fonction de ces comités n'a pas été respectée par les membres. D'après les comptes-rendus de ces réunions, les discussions tournaient essentiellement autour de la négociation du prix des alevins que P.E.P.I.S.A. devait vendre à C.O.P.I.F.O.P.E.M. En décembre 2005, une réunion entre les deux groupes avait été organisée pour fixer un prix entre les deux G.I.C., ce qui a été fait. Un accord a même été signé ce jour là. Le délégué du G.I.C. de

P.E.P.I.S.A. a pourtant revu cet engagement, disant qu'il avait eu une longue discussion avec ses membres et qu'ils avaient revu le prix à la hausse. À partir de là, l'engagement du délégué N. n'ayant pas été tenu, le délégué T. n'avait plus confiance dans leurs échanges, et ceux-ci n'ont fonctionné, par la suite, que par l'intermédiaire de la recherche. Les échanges étaient d'autant plus compliqués que les dates de mise en charge des étangs à Fokoué n'étaient pas les mêmes que les dates de récolte des alevins à Santchou.

Le deuxième sujet le plus abordé est l'organisation des G.I.C. Le délégué T. revendique son incapacité à réunir de nouveaux membres dans son groupe car, dit-il, le fait qu'il n'y ait pas de subvention fait *fuir* les gens. Les chercheurs justifient encore une fois ce choix de « non subvention » par le fait que la distribution d'argent n'est pas durable et que c'est meilleur de faire en sorte de rendre l'activité piscicole durable, et donc rentable. Du côté du G.I.C. P.E.P.I.S.A., l'ancien délégué du G.I.C. reconnaît le manque de mobilisation des membres du groupe car ils sont nombreux à s'être inscrits sans vraiment être « *fidèles* »¹³⁸ au groupe. Les chercheurs reconnaissent en effet une démotivation de leur part de travailler avec ce groupe qui n'est pas assez demandeur. Ceci dit, ils gardent espoir dans l'avancée des travaux sur la gestion des alevins et pensent par ce biais, créer et développer un nouveau métier, celui de producteurs d'alevins.

Pour le groupe des chercheurs, les réunions de comité de pilotage ont une fonction scientifique et méthodologique bien claire et définie. Mais chacun a sa propre définition de cette réunion. Pour la chercheuse M., les comités de pilotage étaient un lieu où les femmes des deux groupes pouvaient s'exprimer car le collectif des chercheurs exigeaient que les producteurs viennent avec au moins une femme. D'après cette chercheuse, l'idée était bonne et fructueuse puisque ces femmes étaient entreprenantes et actives. L'autre fonction qu'elle attribuait aux comités était de valider, orienter et programmer les activités des chercheurs avec les deux groupes. Pour finir, le comité était également un lieu propice pour faire connaître les activités de la R.A.P. à des invités locaux, comme par exemple, le doyen de l'université de Dschang, dans le but d'obtenir d'éventuels appuis. Pour le chercheur V., la fonction principale du comité de pilotage est de décider de la reconduction du projet en jugeant et en provoquant la motivation des groupes de producteur :

¹³⁸ Entretien formel enregistré à Santchou en octobre 2010.

« Dans le comité de pilotage, on rend les gens à l'aise, on leur donne un peu d'argent, c'est comme une perfusion que l'on donne à un malade. Si tu as la capacité de faire cette perfusion jusqu'à ce que le malade soit entièrement guéri c'est bien ! »¹³⁹ (Chercheur V.)

Pour le chercheur H., le comité de pilotage est un lieu important pour planifier et organiser les expérimentations à venir au sein des deux groupes. Lorsque sa fonction a été détournée par les producteurs invités, il a pris la *décision unilatérale*¹⁴⁰ de ne pas convoquer une nouvelle réunion en attendant qu'elle soit réclamée par les producteurs. En l'absence de réclamation, le dispositif a disparu.

En effet, du côté des producteurs, l'utilité et la fonction de ce dispositif ne sont pas les mêmes que du côté de la recherche. Souvent, ils ne font pas la différence entre les différentes réunions et leurs différentes fonctions. Seuls les producteurs ayant assisté aux comités de pilotage connaissent vraiment leur existence. Pour le groupe C.O.P.I.F.O.P.E.M., ceux qui ne partent pas à Dschang pour le comité se sentent lésés parce qu'ils ne bénéficieront pas des *per diem* et de la nourriture prévus pour cet occasion. D'autant plus que ceux qui partent avec le délégué peuvent encore faire les frais d'une négociation compliquée avec ce dernier, demandant toujours à son membre une part du dédommagement, prétextant qu'il a été choisi par lui pour partir à Dschang, et qu'en conséquence, il doit être récompensé de lui offrir cette opportunité.

« Au sein du G.I.C., quand le délégué avait choisi trois personnes et en avait laissé dix, les dix autres se plaignaient de ne pas avoir été pris. Ce n'était même pas le problème des poissons, c'était la lutte des intérêts. »¹⁴¹ (Étudiant S.)

Du côté du G.I.C. P.E.P.I.S.A. il y a un réel désir d'ouverture et d'échange avec l'étranger (les gens extérieurs au village), ces comités à Dschang sont pour eux un lieu de curiosité et d'ouverture.

Pour conclure, le comité de pilotage n'est pas perçu de la même façon par tous les acteurs. Il n'a pas la même fonction pour chacun, même si suivant chaque groupe d'acteur, une ressemblance dans les intérêts est palpable. Concrètement, ces réunions ont permis de programmer les activités en cours. En tant que lieu de négociation entre les deux G.I.C. il n'a pas été très concluant, car les chercheurs n'avaient pas assigné cette fonction là.

¹³⁹ Entretien formel enregistré à Yaoundé entre septembre et novembre 2010.

¹⁴⁰ Entretien formel enregistré à Montpellier (France) en février 2011.

¹⁴¹ Entretien formel enregistré à Yaoundé entre septembre et octobre 2010.

f. Le conseil scientifique (mai 2007)

Le conseil scientifique est constitué du chercheur C., G. et M.L. Il a pour but de suivre et d'aider à l'évolution de la R.A.P. en ce qui concerne sa démarche. Le conseil scientifique s'est déroulé sur deux jours durant lesquels les chercheurs de l'équipe théorique aident les chercheurs de l'équipe de terrain à prendre de la distance vis-à-vis de leurs actions. D'après le compte-rendu de ces réunions, le conseil scientifique permet également de « *réfléchir à la production de connaissances scientifiques génériques et aux conditions d'engagement des acteurs* » (Chia et al., 2007 : 3)¹⁴².

Une réunion du conseil scientifique était prévue chaque année. L'objectif de ce dispositif était de faire prendre du recul à l'équipe des chercheurs de terrain, en interagissant avec d'autres chercheurs travaillant sur le sujet. C'est donc une réunion uniquement scientifique.

Effectivement sur le terrain, le dispositif ne s'est déroulé qu'une seule fois à mi-parcours en mai 2007. Finalement, pour les uns, ce manquement a été compensé par des discussions régulières entre le chercheur H. et le chercheur C., ainsi que par les visites annuelles de ce dernier sur le terrain. Pour d'autres, ce manquement a été un handicap au bon déroulement du projet. 18 chercheurs se sont réunis lors de ce conseil scientifique. Il a permis de rappeler aux participants la démarche de R.A.P. et de faire un bilan des évolutions scientifiques sur le terrain.

2. Les dispositifs émergents

Ils constituent les dispositifs pensés, puis proposés aux deux groupes de producteurs qui nous intéressent, dans le but de s'adapter à la situation locale.

Ceux-ci ont été mis en place par les chercheurs au fur et à mesure du déroulement de la R.A.P. en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain. Ce sont des dispositifs qui sont censés refléter la capacité de réaction et d'adaptation des chercheurs de terrain et du dispositif de la R.A.P.

¹⁴² Chia Eduardo, Dulcire Michel et Liu Michel, 2007, *Conception des Innovations Piscicoles dans l'Ouest Cameroun : premier bilan du fonctionnement d'un collectif Pisciculteurs-Chercheurs, et perspectives. Compte rendu de la réunion du conseil scientifique*, A.T.P. C.I.R.O.P.

a. Les ateliers R.E.P.A.R.A.C.

Plusieurs ateliers organisés par le R.E.P.A.R.A.C. se sont déroulés dans plusieurs villes du grand sud du Cameroun : Yaoundé, Dschang, Buea, Sangmelima, Mbalmayo et Bafoussam. Ces ateliers réunissaient tous les chercheurs des P.R.P. du R.E.P.A.R.A.C. et se déroulaient de façon à ce que chaque P.R.P. présente ses activités, partage ses expériences et fasse part de ses attentes vis-à-vis du R.E.P.A.R.A.C. Des formations entre chercheurs étaient également organisées sur les thèmes de la R.A.P., de l'innovation, des Organisations Paysannes et de la Recherche Participative en général. Les formateurs étaient pour la plupart des *Ciradiens*. Lors de ces ateliers, les chercheurs et étudiants du projet présentent aussi des communications relatives à leur thème de recherche sur le terrain. Certaines de ces communications ont été valorisées sous forme d'articles scientifiques et soumis à publication.

Les acteurs du projet ont été particulièrement questionnés au sujet de l'atelier final R.E.P.A.R.A.C. et de la visioconférence à Yaoundé (*cf.* au paragraphe suivant) parce qu'ils ont été des lieux d'expression pour les producteurs en dehors de l'équipe de recherche habituelle. En effet, ces événements étaient prévus pour que les producteurs interviennent directement auprès des institutions locales et pour qu'ils se fassent reconnaître par des O.N.G., des instituts de recherche, et autres.

Les étudiants ont été ravis d'exposer leurs travaux lors de ces ateliers :

*« C'est toujours bien de se retrouver dans le milieu des gens qui réfléchissent ! Comme étant élève, tu apprends. Et ce qui était assez frappant, c'est que les gens étaient intéressés par ce qu'on présentait, il y a eu assez de discussions, les gens voulaient comprendre. »*¹⁴³ (Étudiant D.)

Les échanges ont été fructueux. Une grande partie des étudiants présents, mais aussi des chercheurs, disent avoir appris des choses, en particulier concernant la démarche de Recherche Participative. Cependant, ce travail, qui regroupait des chercheurs de disciplines différentes n'était pas évident comme ont pu le constater certains. Entre autre, un étudiant en anthropologie dit avoir été gêné par l'intervention de chercheurs « novices » dans cette discipline. D'après lui, il n'a pas réussi à se faire comprendre et à rendre son travail abordable pour les autres.

¹⁴³ Entretien formel enregistré à Dschang (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

Dans un autre registre, l'étudiant D. eut quelques difficultés à faire comprendre à des chercheurs ne pratiquant pas la démarche de R.A.P., que l'écoute et la compréhension des savoirs des *paysans* faisaient partie intégrante de son travail. C'est un fait qu'a également relevé le chercheur C. :

*« Les questions des collègues en sciences techniques c'était toujours : " comment travailler avec les producteurs ? " Ces questions venaient du fait qu'ils ont du mal à comprendre et à reconnaître que les acteurs locaux ont des savoirs et qu'on peut essayer de comprendre ces savoirs pour faire un certain nombre de choses. »*¹⁴⁴ (Chercheur C.)

Quant au chercheur H. très pris par les contraintes organisationnelles et techniques du terrain, il reconnaît que la formalisation de son travail lors de ces ateliers est utile et même nécessaire au bon déroulement de son travail.

Lors de l'atelier final du R.E.P.A.R.A.C. à Mbalmayo en juin 2009, deux représentants des deux groupes de producteurs ont été invités à faire part de leur expérience avec la recherche. Lors de ma première mission, j'ai travaillé sur cette restitution avec les deux groupes. Pendant ma deuxième mission, j'ai recueilli leurs impressions au sujet de cet atelier auquel je n'ai pas pu assister. Encore une fois, les producteurs présents ont été très réceptifs aux enseignements durant l'atelier, mais ils ont tous eu le sentiment de comprendre un peu tardivement les tenants et les aboutissants de ce projet dans lequel ils ont travaillé durant plusieurs années. En ressort donc une sorte de frustration, due à cette compréhension un peu tardive. Certains se demandent pourquoi ils n'ont pas été invités aux premiers ateliers qui auraient pu leur permettre de comprendre le projet plus tôt :

*« L'atelier R.E.P.A.R.A.C. était bien, c'était une bonne initiative. Ceux qui ont pensé cela ont bien fait. [...] Là-bas on nous a révélé beaucoup de choses sur les contrats, c'est même là-bas qu'on nous a défini les termes du contrat : comment signer un contrat et même les rapports entre les chercheurs et les producteurs. [...] »*¹⁴⁵ (Producteur S.)

L'atelier final du R.E.P.A.R.A.C. a permis à tous les acteurs du projet d'échanger avec des acteurs extérieurs. Malgré une ouverture apparente aux méthodes participatives et à la pluridisciplinarité, cet espace de discussion fût encore un lieu de confrontations d'opinion concernant la validité des savoirs des producteurs.

¹⁴⁴ Entretien formel enregistré à Montpellier (France) en juin 2011.

¹⁴⁵ Entretien formel enregistré à Fokoué entre octobre et novembre 2010.

b. La visioconférence (avril 2007)

Une visioconférence a été organisée à l'institut de la Banque Mondiale en avril 2007 intitulée « *Innovation agricole en Afrique de l'Ouest : dialogue entre chercheurs-enseignants et praticiens-utilisateurs, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Sénégal* ». Le projet R.A.P. décide d'y faire participer l'étudiante X., la chercheuse M. et le délégué T. en présentant leurs projets, et en organisant un dialogue entre l'étudiante X. et le délégué T. La mise en place d'un dialogue entre ces deux acteurs permet de guider le délégué T. dans son intervention par les relances de l'étudiante et de rendre moins monotone l'intervention.

Cette visioconférence réunissait également des représentants d'Organisations Paysannes, des professeurs d'université et des responsables du ministère de l'agriculture.

L'intervention du projet R.A.P., c'est-à-dire, le dialogue entre l'étudiante et le délégué T. a été retranscrit par l'étudiante, c'est à partir de ses notes de terrain qu'il m'est possible d'en faire un bref compte-rendu. L'intervention relate l'état de la pisciculture dans l'arrondissement de Fokoué avant la venue du collectif des chercheurs et du projet R.A.P. et, décrit progressivement les avantages et les inconvénients inhérents à cette démarche de recherche.

À la suite de cette présentation, un débat est alors mené entre tous les acteurs présents pour la visioconférence. Dans son compte-rendu qui restitue presque mot à mot les différentes interventions, quelques problématiques se posent et mettent en évidence le caractère encore réfractaire de certains acteurs à ce type de démarche de recherche. Les questions posées, ou les remarques coïncident effectivement avec certaines difficultés auxquelles les chercheurs doivent faire face sur le terrain.

Le travail, tel qu'il a été présenté, a suscité quelques interrogations de la part des acteurs présents, particulièrement, concernant les avantages que les producteurs peuvent tirer de cette démarche. Pour certains, la démarche de R.A.P. n'est pas assez longue pour que les producteurs puissent adopter les techniques étudiées. Pourtant, cette démarche demande aux producteurs un grand investissement dans le projet, particulièrement, en terme de temps, pour participer aux réunions et autres activités. La question est clairement posée : la zone d'expérimentation est-elle réellement pour les producteurs ? Cette dernière n'est-elle pas tout simplement une zone d'expérimentation pour l'université dans le but de former les étudiants ? La méthode est-elle réellement interventionniste ? Cadre-t-elle vraiment avec les besoins des producteurs ? Autant de questions

auxquelles la chercheuse M. tente de répondre en expliquant la finalité du projet R.A.P., c'est-à-dire qu'il s'agit d'une démarche durable et qui permet à terme, de créer un réseau de pisciculteurs et un nouveau métier viable.

c. Le protocole autour des objets intermédiaires (août 2007)

L'étudiante X. a mis en place un protocole basé sur les objets intermédiaires. Il s'agissait d'introduire des objets nécessaires à l'activité piscicole des producteurs dans le but de les initier à échanger et partager autour d'un outil au sein de leur groupe, de s'organiser autour de la gestion de cet outil, et par la suite d'acquiescer cet outil. Une senne a été confiée au G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. L'étudiante X. devait ensuite observer et analyser la façon dont le groupe s'organise pour la gestion. Techniquement, d'après l'étudiant C., cet outil était important puisqu'il devait permettre aux producteurs de se familiariser avec ce dernier dans le but d'effectuer des pêches de contrôle. En effet, les producteurs de C.O.P.I.F.O.P.E.M. récoltent les poissons en vidant entièrement l'étang, une fois par an. L'utilisation de ce filet devait leur permettre de prélever des poissons tout au long du cycle d'élevage, soit pour contrôler la croissance du poisson, soit pour le vendre, au fur à mesure, à la demande des clients. Économiquement, ceci permettrait également aux producteurs d'étaler leurs revenus sur toute l'année. Malgré le scepticisme de l'étudiante en sociologie, disant que les producteurs ne réclamaient pas cet outil et qu'ils n'en avaient pas l'utilité, une senne a été tout de même confiée au groupe. Cet outil était utilisé par l'étudiant C. depuis le début du projet, dans le cadre de son protocole. À chaque utilisation, l'étudiant l'empruntait à l'université et la ramenait le soir :

« La senne a été mise en place assez tôt, dès la première année, dans le cadre de mon mémoire. Je prenais la senne, je bossais et je la ramenais à Dschang. À un moment donné, on leur a laissé la senne, mais ils se la sont accaparée. Du coup, pour que les producteurs l'utilisent, c'était très compliqué, parce qu'il [le délégué T.] la gérait comme un bien à lui, et on a jamais pu franchement organiser des activités autour de cet objet en commun. »¹⁴⁶ (Étudiant C.)

Un dispositif équivalent a été mis en place au sein de P.E.P.I.S.A. Une motopompe leur a été confiée pour diminuer la difficulté du travail des pisciculteurs durant la vidange des étangs.

¹⁴⁶ Entretien formel enregistré à Yaoundé en septembre 2010.

L'étudiante X. qui devait effectuer ce protocole travaillait déjà avec le groupe de Fokoué et n'a pas eu le temps d'intervenir à Santchou. Le protocole a donc été repris et remanié par deux agronomes qui en ont fait une application davantage technique.

Ces deux « échecs » ont eu pour conséquence la mise en place des Journées d'Échange Thématiques sur une suggestion du chercheur H., toujours dans le but de permettre à l'étudiante X. de travailler avec les producteurs.

d. La formation C.I.F.O.R.D. (novembre 2007)

La formation C.I.F.O.R.D. a été dispensée par une O.N.G. basée à Bafoussam. Cette formation s'est imposée au collectif chercheur voyant que la gestion d'un G.I.C. n'était pas évidente pour les producteurs. Le chercheur C. avait identifié le problème dès le départ :

« Je ne pense pas qu'il y ait eu un déclin particulier. J'avais identifié dès la première fois qu'on y est allé qu'il y avait un problème d'organisation, un problème de fonctionnement du collectif. »¹⁴⁷ (Chercheur C.)

Le chercheur H. décide donc de faire appel au consultant S. de l'O.N.G. C.I.F.O.R.D. Ce dernier s'est rendu respectivement à Fokoué et Santchou pour identifier les problèmes des deux G.I.C. Pour le consultant, à Fokoué, les problèmes principaux se situaient au niveau d'une mauvaise gestion des conflits, du leadership et de la transparence dans le groupe, en particulier concernant le fonctionnement financier. À Santchou, le problème se situe davantage dans la vision d'inutilité que les producteurs se font du travail de groupe et du domaine associatif :

« Comme on doit travailler avec le groupe [celui de Santchou], il fallait réfléchir à comment le garder. Ce sont des gens qui ne sont pas trop habitués à travailler ensemble. Les G.I.C. et les groupes ce n'est pas trop dans leur culture. Les gens ne voient pas trop l'intérêt de résider dans un groupe, ou n'ont pas l'habitude d'aller dans un groupe. »¹⁴⁸ (Étudiant D.)

Suite à ce diagnostic, le consultant S. prend deux journées, en novembre 2007, pour faire une formation aux producteurs, en insistant sur les points faibles des deux G.I.C. Il commence la formation par un petit rappel sur les modes d'associations traditionnels tels que les tontines qu'il

¹⁴⁷ Entretien formel enregistré à Montpellier (France) en juin 2011.

¹⁴⁸ Entretien formel enregistré à Dschang (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

considère comme un système d'épargne et de crédit bamiléké efficace. Il en profite ensuite pour donner quelques notions sur les intérêts communs dans un groupe ainsi que les avantages de se former en groupe. Il explique par la suite la mise en place de ce nouveau mode associatif créé en 1992 qu'est le G.I.C. et énonce ses normes légales. Les rôles de chaque membre et leur fonction sont alors décrits un par un : celui du délégué, du secrétaire, du commissaire aux comptes, du trésorier ainsi que les tâches qu'ils ont à effectuer etc. Le consultant S. n'hésite pas à donner des détails sur la tenue des réunions ainsi que leur déroulement : ordre du jour, présidence de la réunion, rédaction d'un compte-rendu. Il explique également de quelle façon le groupe peut s'organiser pour faire des achats groupés d'alevins, ainsi que la commercialisation groupée des poissons.

La formation s'est clôturée par la mise en place d'un suivi de la part du consultant S., avec du côté du groupe de Fokoué, l'organisation d'une Assemblée Générale (A.G.) pour la réélection des membres du bureau. Du côté du groupe de Santchou, le suivi devait permettre la construction du projet de développement Mungo Nkam :

« J'ai voulu aider Santchou car ils étaient dans les environs d'un projet financé par l'union européenne - le projet de développement du bassin agricole Mungo Nkam - dont le siège était à Nkonsamba. Santchou était dans une des communes qui bénéficient de ce financement. J'ai voulu les aider pour obtenir ce financement, mais toujours ce laxisme a fait que je leur dit « est ce qu'on peut se retrouver tel jour ? » on convoque des réunions, on se retrouve là-bas et c'est à peine si on trouve deux personnes. »¹⁴⁹ (Consultant S.)

Ce que les membres du G.I.C. de Fokoué ont le plus retenu de la formation, c'est la définition des rôles de chacun, ainsi que tous les aspects légaux, en particulier concernant le fonctionnement du poste de trésorier. Ils reconnaissent avoir eu du mal à appliquer la formation, en évoquant tout le temps les deux mêmes raisons : les stratégies du délégué ainsi que le manque de moyens financiers :

¹⁴⁹ Entretien formel enregistré à Bafoussam (Cameroun) en septembre 2010.

« On lui [le consultant S.] avait demandé, " si on dit à quelqu'un de contribuer et qu'il ne contribue pas, qu'est ce qu'on doit faire ? " et il nous a dit qu'il fallait qu'on le ramène à comprendre. Mais ça c'est difficile ! Parce que contribuer dans le G.I.C., c'est quelque chose de conscient. Si on te demande d'investir c'est que tu sais que demain tu peux avoir quelque chose. Il y en a qui n'ont pas d'espoir. Des personnes disent qu'on joue à la tombola. C'est ça qui nous divise toujours, il n'y a que ça qui nous divise ! »¹⁵⁰
(Productrice M.)

Chaque membre du groupe, en particulier ceux qui étaient assignés à un poste, a su l'importance de son rôle dans le groupe et que sans être forcément délégué, une tâche lui était quand même confiée. Malgré la prise en compte de cette formation par les membres du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M., la totalité des producteurs interrogés disent que cette formation n'a rien changé dans la vie du G.I.C. Le leadership est encore très présent et les membres du bureau ont une marge de manœuvre toujours trop limitée.

Du côté de Santchou, la formation a permis d'ouvrir un compte bancaire pour le G.I.C. :

« Le G.I.C. a évolué, parce qu'au début quand on avait créé notre G.I.C. nous n'avions pas d'élément concret. Par exemple, on nous demandait de tout faire pour trouver un compte, mais on n'avait jamais pu ouvrir un compte, c'est par rapport à l'intervention du [consultant S.] que nous avons pu faire de façon à ouvrir un compte, et nous avons pu mettre tous les éléments nécessaires en place. Donc je peux dire que son intervention a beaucoup travaillé dans le G.I.C. »¹⁵¹ (Producteur B.)

Le groupe a également tenté de faire une tontine comme l'indiquait la formation, mais ce système n'a pas fonctionné d'après le délégué N.

La formation a bien été comprise par tout le monde, mais pourtant l'application de la formation a été difficile.

¹⁵⁰ Entretien formel enregistré à Fokoué entre octobre et novembre 2010.

¹⁵¹ Entretien formel enregistré à Santchou entre octobre et novembre 2010.

e. La visite de la station de Foumban (novembre 2007)

Trois membres du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. ont été invités à visiter la station expérimentale de Foumban (antenne de l'I.R.A.D.) sur la suggestion du chercheur H. C'était à l'occasion d'une formation pratique animée par un chercheur du C.I.R.A.D. Cette formation était destinée aux chercheurs de l'I.R.A.D. et aux étudiants de l'université de Dschang. Elle a également associé deux producteurs d'alevins de Batié.

La visite de la station de Foumban n'a pas marqué les mémoires de tous les acteurs. Du côté des étudiants, l'étudiant C. était le seul à connaître le contenu de la formation, c'est-à-dire qu'il s'agissait de la production des alevins de carpes et de silures. L'étudiant C. avait également identifié un autre but à cette visite, alors que fréquemment, le groupe C.O.P.I.F.O.P.E.M. réclamait l'implantation d'une éclosérie près de chez eux :

« Ca a permis [au chercheur H.] de les convaincre que la mise en place d'une éclosérie, comme ils souhaitaient, n'était pas une chose facile. [...] Je pense que ça a permis [au délégué T.] de mettre un peu de l'eau dans son vin, et d'être un peu moins exigeant vis-à-vis de l'éclosérie qu'il réclamait. [Le chercheur H.] les a amené là pour leur montrer la complexité du montage d'une éclosérie et ça leur a apporté des connaissances au niveau scientifique qu'ils ne connaissaient pas. »¹⁵² (Étudiant C.)

Pour l'étudiant C., c'était une expérience qui permettait d'apporter des éléments concrets de réflexion aux producteurs autour d'un souhait que les chercheurs pensaient irréalisable.

Seule la productrice M. du groupe de Fokoué a retenu des apprentissages positifs de cette expérience, en particulier en ce qui concerne la reproduction des carpes et la construction des étangs de barrages.

¹⁵² Entretien formel enregistré à Yaoundé en septembre 2010.

f. Les trois Journées d'Échange Thématiques (novembre 2007)

Les Journées d'Échange Thématiques ont été organisées uniquement avec le groupe des producteurs de Fokoué à la suite des difficultés de mise en œuvre du protocole de l'étudiante en sociologie sur les objets intermédiaires. Elles ont été conçues et réalisées par cette dernière avec le concours d'un étudiant de la première heure, recruté pour le projet, l'étudiant C. Ces journées dont le contenu a été validé par les acteurs de la R.A.P. au cours d'une réunion régulière se sont déroulées sur trois thèmes : la construction des étangs chez le producteur S., les alevins chez la productrice M. et l'alimentation chez le producteur N. Les producteurs qui ont été désignés sur ces thèmes sont ceux qui ont le dispositif le plus adapté pour échanger autour de ces problématiques. Le producteur S. est le seul à avoir des étangs placés sur des montagnes : la construction et la démonstration de la construction d'un étang chez lui est alors riche en informations. La productrice M. possède déjà deux étangs, dont un qu'elle met à disposition pour la reproduction des alevins, elle détient donc des connaissances sur cette thématique. Et pour finir, le travail sur l'alimentation et la compostière, s'est fait chez le producteur N. qui travaille depuis l'époque des *Peace Corps* dans le domaine de la pisciculture et peut partager beaucoup de connaissances au niveau de la gestion de l'alimentation des poissons. Les producteurs du G.I.C. se regroupent lors de ces journées pour visiter les étangs de leurs voisins. Ces lieux de rencontre et d'échange autour d'un thème précis sont alors source d'informations pour l'étudiante en sociologie qui devra identifier de quelles façons les producteurs communiquent entre eux, et relever la pertinence de ce dispositif d'échange.

Ce dispositif n'était pas destiné qu'à créer un groupe d'échange de connaissance entre les producteurs, mais aussi de légitimer la présence de l'étudiante en sociologie dans le projet. Sa présence et sa fonction dans le groupe n'étaient pas claires, autant pour les chercheurs et les étudiants que pour les producteurs :

« Le but c'était de légitimer la place de [l'étudiante X.] dans l'équipe. Parce que [le délégué T.] nous disait " [l'étudiant C.] nous aide à faire ça, [le consultant S.] nous aide à faire ci, [le chercheur H.] nous aide à faire ça, mais [l'étudiante X.] elle nous sert à quoi ? ", [le délégué T.] a même dit qu'elle espionnait, qu'elle était une espionne. Moi-même j'ai toujours eu du mal à savoir exactement sur quoi elle travaillait, comme [le chercheur H.] dit : " autant les protocoles beaucoup plus techniques étaient carrés, autant la sociologie, ce n'est pas évident ! " Avec [l'étudiante X.] des fois ce n'était pas facile de comprendre exactement son boulot. Même les chercheurs avaient du mal à comprendre son boulot. »¹⁵³
(Étudiant C.)

Le rôle et la fonction de l'étudiante X. suscitaient une controverse entre les chercheurs de l'équipe. Tantôt on lui assignait le rôle de *sociologue à tout faire*¹⁵⁴ - c'est-à-dire d'observatrice privilégiée des échanges dans le groupe - mais il fallait également qu'elle participe à la résolution des problèmes des producteurs. Tantôt on lui demandait de travailler sur son propre sujet de recherche, sujet qui ne répondait pas toujours directement et suffisamment rapidement à la demande de l'équipe de recherche au cours de l'action. Ici encore, le temps et la disponibilité de la sociologue ont fait défaut, puisqu'elle a eu des difficultés à tenir parallèlement ces deux rôles.

Pour l'étudiant C. et l'étudiante X., le travail en binôme qu'ils ont effectué lors de ces journées, était riche en apprentissages grâce aux nombreux échanges entre leurs disciplines. La veille de ces journées, les deux étudiants travaillaient conjointement pour préparer le guide d'entretien qui servira le lendemain de fil conducteur aux échanges entre les producteurs et les étudiants.

L'étudiant C. dit avoir appris de la sociologie, ce qui lui a permis par la suite d'être plus à l'écoute des perceptions, des représentations et des points de vue des producteurs. Il se dit aujourd'hui être capable d'adapter sa technique aux besoins des producteurs. L'étudiante X., de son côté, a appris progressivement à comprendre les aspects techniques de la pisciculture, connaissance qu'elle aurait pu mobiliser par la suite pour échanger directement avec les producteurs.

Les producteurs ont apprécié ces visites sur les étangs de leur collègue. Pour certain, c'était l'occasion de discuter autour des aspects techniques de l'activité. Pour d'autres c'était l'occasion de corriger sa façon de faire, mais aussi l'occasion de découvrir les savoirs de ses collègues comme par exemple, l'utilisation d'herbes ou de pain pour l'alimentation des poissons. Certains producteurs étaient en possession de connaissances utiles qui n'étaient pas partagées jusque-là.

¹⁵³ Entretien formel enregistré à Yaoundé en septembre 2010.

¹⁵⁴ Terme employé par le chercheur H.

Par la suite, l'évolution de la perception des producteurs concernant le rôle de l'étudiante X. dans le projet n'a pas beaucoup changé comme peut le témoigner le producteur T. :

« Est-ce que [l'étudiante X.] a une connaissance sur les exploitations ? Non ! Elle nous assistait pour voir comment les choses fonctionnent. Elle-même sait pourquoi elle nous assistait. »¹⁵⁵

Pour finir, la restitution qui devait clore ce dispositif ne s'est pas faite, puisque le délégué T. a refusé que l'étudiante X. restitue les résultats. Le chercheur H. présent ce jour-là décide de quitter le village et de suspendre le projet tant que le délégué T. ne redemande pas le retour des chercheurs sur le terrain. Ce refus émanait du fait que l'étudiante X. et le délégué T. avaient noué des liens hors du projet et qu'une mésentente était apparue au fil du temps.

D'après le chercheur H., un peu plus tard, un courrier « d'excuses » signé par tous les membres du G.I.C. lui a été adressé en présence du délégué et d'un membre du bureau.

¹⁵⁵ Entretien formel enregistré à Dschang (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

g. Le concours de pisciculture (novembre 2008)



Photographie 11. Recueil de données sur les étangs des producteurs durant le suivi du concours de pisciculture

Ce concours s'est déroulé durant la phase de désengagement des chercheurs du terrain. Il a été justifié par les chercheurs comme un moyen de se retirer progressivement et de pratiquer et approfondir les apprentissages acquis par les producteurs durant les trois années de R.A.P. Pour gagner le concours, il fallait que les producteurs respectent un cahier des charges correspondant aux recommandations émises par les chercheurs durant les années précédentes. Pour ce faire, les producteurs devaient utiliser le manuel de pisciculture à Fokoué, rédigé lors du projet, dans la perspective de rendre autonomes les producteurs.

Le concours permettait donc d'évaluer les connaissances des producteurs dans le domaine de la pisciculture et de s'assurer que ces connaissances soient durables, au-delà du projet. En pratique, les producteurs et les chercheurs ont établi lors d'une réunion, un contrat indiquant les conditions du concours. Durant les treize mois du concours - qui englobent un cycle d'élevage dont la durée est moins d'un an - les producteurs étaient entièrement autonomes dans toutes les étapes du

processus technique et organisationnel de leur activité. Durant le cycle d'élevage, un suivi a été effectué par le chercheur H. sur tous les étangs des participants pour vérifier où en sont les producteurs de leur cycle d'élevage. Cela permet au chercheur d'identifier les étangs qui sont hors normes et les producteurs qui ne poursuivent pas le concours. Arrivé à la fin du cycle, et au moment de la restitution des résultats du concours, une autre réunion a été organisée durant laquelle les producteurs devaient restituer aux chercheurs les résultats du concours. Les prix du concours seront distribués par un étudiant qui n'a pas conceptualisé, ni suivi le concours. Les deux autres chercheurs dits *senior* n'étaient pas non plus présents lors du déroulement de ce dispositif. Les acteurs n'étaient donc pas les mêmes durant les différentes étapes du concours et il n'y a pas eu de suivi régulier de l'activité par les mêmes acteurs.

Le déroulement de la dernière réunion permettant la restitution des résultats a été décrite par l'étudiant qui était chargé de distribuer les lots aux producteurs. Il était convenu dès le départ que plusieurs lots devaient primer les producteurs en fonction de critères tels que : le meilleur poids, la meilleure commercialisation etc. La récompense suivant ces critères devaient être la quantité d'alevins permettant de charger les étangs pour le prochain cycle d'élevage. Cette quantité d'alevin est calculée par rapport à la superficie de l'étang du producteur. Plus l'étang du producteur est grand, plus la quantité d'alevins offerte sera importante. Cependant, les chercheurs ont prévu de laisser le choix au producteur de gagner la somme en espèces du prix des alevins qu'il se voit récompensé.

La première controverse, lors de cette réunion, intervient au moment de déterminer celui à qui sera attribué le prix de la meilleure commercialisation. Pour ce faire, les chercheurs ont demandé aux producteurs de leur donner le prix auquel ils ont vendu le poisson, ainsi que la quantité de poisson vendu. Venu le tour du délégué T. de donner le prix de vente de ses poissons, il refuse de le faire. D'après cet étudiant, le délégué T. était chargé de revendre également les poissons des autres producteurs en ville. Il a pratiqué la vente groupée, telle qu'elle a été enseignée avec l'équipe des chercheurs. Cependant, le délégué T. ne pouvait pas dévoiler ses prix lors de la réunion, car il ne pouvait pas dire devant ses membres qu'il revendait le poisson en ville presque deux fois plus cher qu'au village. Bien entendu, les bénéfices de cette vente n'ont pas été redistribués aux producteurs. Le délégué T. aurait dévoilé aux chercheurs en dehors de la réunion qu'il revendait les poissons à Dschang à 2 500 francs C.F.A., au lieu de 1 200 francs C.F.A. au village. Comme le délégué T. n'a pas voulu dévoiler le prix de vente de ses poissons lors de la réunion, les chercheurs proposent donc d'attribuer le prix de la meilleure commercialisation au producteur N. (producteur de Bamendou qui figure deuxième au classement). La majorité des

producteurs de Fokoué conteste cette décision, mais après une large discussion, ils décident d'attribuer le prix à ce dernier. Cette controverse au sein du groupe dévoile encore une fois l'impossibilité du délégué T. de s'intégrer au dispositif au même titre que les membres de son groupe, il choisit de défendre ses intérêts hors du groupe plutôt que dans celui-ci. Plutôt que de tirer profit du concours qui ne lui permettrait que d'obtenir un gain unique et ponctuel, il choisit de protéger sa stratégie qui lui permettra à long terme d'obtenir des gains à chaque fois qu'il sera nécessaire de revendre les poissons du groupe à la ville.

L'autre grande controverse portait sur l'attribution des lots de consolation. C'est lors de cette dernière réunion que les chercheurs abordent réellement la question de ces lots alors que le contrat du concours n'aborde pas cette question. Les producteurs n'étaient tout d'abord pas d'accord sur la nature de ces lots, puisqu'il s'agissait en fait de seaux et d'épuisettes. Pour eux, ce lot de consolation n'était tout simplement pas suffisant :

« C'est à la fin qu'on nous a dit que c'était les seaux. Mais moi je n'étais pas au courant ! Moi je me plains ! Ça nous a divisés ! Si tu te mettais à notre place ça allait t'énerver ! Tu fais de la recherche avec quelqu'un pendant cinq ans, et à la fin il te donne un seau de 800 [francs C.F.A.] ! »¹⁵⁶ (Productrice M.)

Sur le contrat de départ, les épuisettes et les seaux étaient des lots prévus pour récompenser la meilleure organisation de vidange.

Au contraire, d'autres producteurs - autant ceux qui n'ont eu que des lots de consolation, que ceux qui ont été primés - ont contesté le fait d'avoir primé tout le monde. D'après eux, les règles du concours n'ont pas été respectées. Dans leur conception, un concours entraîne forcément une compétition entre les participants et donc, des gagnants et des perdants :

« Il y avait des conditions à respecter ! Certains devaient être hors course parce qu'ils n'ont pas suivi les conditions du départ. Certains n'ont pas fait de vidange. Mais à la fin on a primé tout le monde. »¹⁵⁷ (Producteur S.)

De leur côté, les chercheurs étaient dans un esprit d'égalité. Ils ont mis en place un lot de consolation pour ne pas exclure certains producteurs, mais les producteurs étaient divisés sur la

¹⁵⁶ Entretien formel enregistré à Fokoué entre octobre et novembre 2010.

¹⁵⁷ Même source.

question : faut-il récompenser tout le monde ? Ou bien faut-il honorer le concours et faire ressortir l'esprit de compétition et la fierté de gagner ?

Toujours lors de cette dernière réunion, les chercheurs ont proposé une date de restitution des lots, au 15 février, mais selon les chercheurs, ces lots ne devaient être distribués qu'à une seule condition : que la *vieille* senne de l'université empruntée par le groupe, soit restituée à l'université. À l'annonce de cette condition, certains producteurs ont l'air de ne pas être au courant que cette senne est en possession du délégué. Le délégué T. refuse tout bonnement de la restituer prétextant qu'elle est vieille et qu'elle n'a donc pas de valeur. Après une longue discussion entre l'étudiant T. et les producteurs, ces derniers finissent par accepter l'échange :

« [Le producteur A.] *a dit :*

- "*pourquoi vous ne nous laissez pas un vieux truc comme ça [la senne] ?* "

Je lui ai répondu :

- "*vous étiez directeur d'école non ?* "

il dit :

- "*oui* "

- "*quand vous êtes partis à la retraite, vous avez ramené chez vous la vieille chaise qui est cassée dans votre bureau que l'État avait acheté ?* "

il a dit :

- "*non* "

je lui dis :

- "*alors pourquoi veux-tu la vieille senne qui se trouve dans le fichier comptable de l'État et la ramener à Fokoué ? Même si elle est gâtée, qu'est ce qu'on fait de ça ?* "

et il a dit que :

- "*vraiment, ce que vous dites là, vous avez raison !* " »¹⁵⁸ (Étudiant T.)

¹⁵⁸ Entretien formel enregistré à Rennes (France) en décembre 2010.

La date de restitution est donc fixée. Quant au lieu où elle doit se dérouler, il reste encore indéfini.

Le jour J., l'étudiant T. se rend au village pour décharger les lots aux producteurs. Il se rend au siège du G.I.C., chez le délégué T. Ce dernier refuse d'honorer l'engagement pris lors de la réunion : celui de restituer la senne. L'étudiant T. décide donc de retourner à Dschang et de mettre en place un dispositif écrit pour éviter les dérives suite à la restitution de ces lots. Pour la remise de l'argent, il décide de glisser les billets dans une enveloppe indiquant le nom et le montant, accompagné d'un avis de décharge certifiant le retrait du lot par le producteur :

« Parce que je leur ai dit : " je vous connais, si quelqu'un détourne, j'ai les preuves pour le poursuivre. Demain, je vous laisse ici seul, vous allez prendre et vous n'allez pas décharger, et vous allez dire que vous n'avez jamais rien vu ! Mais j'ai ma fiche de décharge, j'ai ma preuve. " »¹⁵⁹ (Étudiant T.)

Cette preuve écrite devait à la fois couvrir le chercheur, certifiant qu'il avait bien confié tel lot à tel producteur pour éviter toute contestation de la part de quiconque, mais ce dispositif devait également protéger les producteurs au sein de leur propre groupe. Malgré cette précaution, cette restitution ne s'est pas passée comme prévue. Nul besoin d'exposer les détails, mais les contestations du côté des producteurs ont été nombreuses, certains se plaignant de ne jamais avoir reçu leurs lots, d'autres disant qu'ils s'étaient fait voler sur la route en rentrant au village. En effet, chaque producteur devait lui-même se rendre à la ville pour récupérer son lot. D'autres producteurs n'ayant pas l'argent, le temps, ou la santé de se déplacer, ont demandé à d'autres de retirer les lots pour eux. D'après la majorité du groupe des producteurs, le fait de ne pas avoir déposé tous les lots des producteurs en une fois au siège du G.I.C. a causé le *désordre*¹⁶⁰ dans le groupe. Mais de son côté, l'étudiant T., face au refus du délégué T. de restituer la senne n'a pas eu d'autres choix que d'entamer un retour à la ville et une distribution individuelle des lots.

La description de ce dernier dispositif reflète les difficultés des chercheurs à atteindre l'objectif des dispositifs qu'ils mettent en place et le caractère laborieux de leur déroulement. Les accords pris en commun sont vite friables au profit des stratégies individuelles. La confiance dans le travail à élaborer en commun est fragile voire inexistante, car plus les chercheurs mettent en place des dispositifs policés pour éviter les dérives, plus les producteurs perdent confiance. Au

¹⁵⁹ Entretien formel enregistré à Rennes (France) en décembre 2010.

¹⁶⁰ Terme employé localement.

fur et à mesure que la confiance se perd, la mise en place de dispositifs de plus en plus nombreux est alors nécessaire, et boucle le cercle vicieux dans lequel les acteurs sont pris sur le terrain.

3. Les événements

Ils ont été identifiés suivant la redondance de leur apparition dans le récit de tous les acteurs de la R.A.P. au Cameroun. Ils symbolisent également les marqueurs temporels du déroulement des trois années du projet. Les événements peuvent être perçus comme une déviance ou une résistance des acteurs à tel ou tel dispositif. Il est important de comprendre quels sont les facteurs qui déclenchent un événement. Les événements ne sont pas choisis de façon arbitraire, ils sont choisis suivant l'intensité avec laquelle ils sont restés vivants dans les souvenirs des acteurs.

a. L'assemblée générale P.E.P.I.S.A. (mars 2007)

Le délégué N. était le secrétaire de l'ancien délégué P. du G.I.C., et à cette époque, c'était déjà lui qui exécutait tout, car très vite l'ancien délégué P. s'est montré peu présent, peu motivé et très occupé dans ses activités professionnelles.

Le producteur B. était commissaire aux comptes dans le premier bureau, avant de devenir trésorier dans le deuxième bureau. D'après les producteurs, l'A.G. pour réélire le bureau s'est tenue à cause d'un fort désengagement de l'ancien délégué et de ses membres. Les chercheurs ont fait comprendre au G.I.C. qu'il n'y aura pas de subvention et que le projet ne peut leur apporter que des enseignements. L'ancien délégué P. a trouvé ce type de partenariat inintéressant et n'a pas voulu faire avancer le G.I.C. Au départ, il pensait que l'argent serait disponible et qu'il n'aurait plus qu'à le gérer :

« [L'ancien délégué P.] disait qu'il n'aimait pas comprendre ces enseignements, qu'il avait besoin de matériel et qu'il voulait qu'une subvention arrive pour servir son G.I.C. »¹⁶¹ (Producteur B.)

¹⁶¹ Entretien formel enregistré à Santchou entre octobre et novembre 2010.

De leur côté, les producteurs s'étaient réunis dans le même but que l'ancien délégué P., toujours dans l'idée que la fonction première d'un G.I.C. est de se réunir pour toucher des subventions dans le but de creuser de nouveaux étangs :

« On avait créé le G.I.C., beaucoup disaient et croyaient que peut-être on pouvait avoir une subvention qui pourrait amener quelqu'un à multiplier ses étangs. Il n'y a jamais eu de subvention et beaucoup se sont découragés. »¹⁶² (Producteur B.)

L'ancien délégué ne venait plus aux réunions, il est donc devenu démissionnaire. De son côté, le délégué N. continuait à tenir les réunions.

« Le G.I.C. ne pouvait pas mourir ! »¹⁶³ (Producteur B.)

Par la suite, une A.G. a été convoquée en mars 2007 pour réélire le bureau. En vue de l'engagement du délégué N., les producteurs ont trouvé que c'était logique que ce soit lui qui se fasse élire délégué.

D'après le chercheur H., il a fallu réélire le bureau car beaucoup d'anciens membres désireux de toucher des subventions pour creuser de nouveaux étangs ont suivi l'ancien délégué. Peu sont restés pour traiter de la nouvelle question : la gestion des alevins. Pour le chercheur H., cette A.G. ne signifiait pas simplement un changement de bureau, mais aussi un renforcement de la cohésion de ses membres et un approfondissement du thème de travail établi précédemment.

b. Le refus de vidanger de la part des pisciculteurs de Fokoué (août 2006)

L'étudiant C. dans le cadre de son protocole expérimental devait programmer la vidange et la récolte des poissons dans les étangs de Fokoué pour clôturer son stage en août 2006. Au moment de la vidange, les producteurs de Fokoué, guidés par le délégué T., ont refusé de faire la vidange des étangs prétextant qu'ils ne voulaient pas la faire en l'absence du chercheur H. Pourtant, une réunion s'était tenue pour programmer les vidanges :

« Ils ont dit : " si le chercheur H. n'est pas là, on ne vide pas nos étangs ! " »¹⁶⁴ (Étudiant C.)

¹⁶² Entretien formel enregistré à Santchou entre octobre et novembre 2010.

¹⁶³ Même source.

Ce dernier était en France pour l'été. Les chercheurs V. et M. sont intervenus pour convaincre les producteurs de vidanger. Le chercheur V. a décidé de mettre le chercheur H. et le délégué T. en contact téléphonique pour tenter de les convaincre de maintenir leur engagement. Finalement, personne n'a réussi à convaincre le groupe de vidanger en août. Ils ont d'ailleurs vidangé en novembre comme les producteurs avaient prévu :

« *Du coup on s'est pliés.* »¹⁶⁵ (Étudiant C.)

Les producteurs ont dit à l'étudiant C. qu'ils refusaient parce qu'ils voulaient que la vidange soit un événement pour inviter le sous-préfet ainsi que d'autres personnalités locales. Dans l'optique des producteurs, l'événement aurait-il eu le même poids en l'absence du chercheur H. ? Les producteurs voulaient-ils vraiment que le chercheur H. soit présent pour assister à cet événement ? Si oui, pour quelles raisons ? De son côté, l'étudiant C. devait vidanger en août pour bénéficier des résultats de vidange afin de soutenir son mémoire à temps. Par la suite, la soutenance de son mémoire a été repoussée, et il a pu soutenir, grâce aux résultats de la vidange finalement effectuée en novembre. Selon le chercheur H., le délégué T. voulait que la vidange des étangs soit annoncée à la radio. Le délégué T. voulait que ce soit le chercheur H. qui paye le coût de cette annonce, d'où le souhait qu'il soit présent. Selon le chercheur H., les producteurs étaient à l'époque convaincus qu'il fallait effectuer les vidanges à l'approche des fêtes de fin d'année, c'est-à-dire en novembre, et que sa présence ce jour-là n'était qu'un prétexte pour repousser la vidange.

c. L'échec de l'expérimentation dans l'étang du producteur J. (octobre 2007)

J. est le producteur de Santchou qui est le seul à pratiquer une technique piscicole proche de celle des producteurs de Fokoué. Très intéressé par la R.A.P., il s'est beaucoup investi dans le processus. Une étudiante a donc mené un protocole expérimental sur son exploitation, mais celui-ci a échoué suite à des difficultés techniques. D'après le chercheur H., cette expérimentation fut un échec et n'aurait pas dû avoir lieu, ne serait-ce que pour le principe que dans un travail de R.A.P. on ne doit pas travailler avec un seul producteur, sur un sujet qui n'intéresse qu'un seul

¹⁶⁴ Entretien formel enregistré à Yaoundé en septembre 2010.

¹⁶⁵ Même source.

producteur et qui ne fait pas partie du questionnement central. Le producteur J. est alors l'un des producteurs de Santchou montrant le plus son mécontentement vis-à-vis de la R.A.P. C'est pourquoi l'échec de son expérimentation a été identifié comme un événement marquant par la plupart des acteurs.

De plus, face au mécontentement du producteur J., le chercheur H. décide de lui laisser le matériel qui a servi à l'expérimentation (téléphone, roue de pousse etc.). Cette mesure prise par le chercheur H. est exceptionnelle, puisque le projet doit normalement récupérer le matériel utilisé pour les expérimentations. Cette faveur faite au producteur pour compenser l'échec de l'expérimentation a été perçue par les autres producteurs comme une injustice, d'autant plus que ce don donnait la preuve aux producteurs que le projet était dans la possibilité de leur laisser le matériel qu'ils réclamaient depuis le début.

d. Le refus du délégué de C.O.P.I.F.O.P.E.M. de faire la restitution de l'étudiante en sociologie (février 2008)

L'étudiante en sociologie devait faire une restitution aux producteurs du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. sur les trois *Journées d'Échange Thématiques*. Le jour de la restitution, l'étudiante X. a eu une altercation avec le délégué qui a refusé que cette restitution ait lieu. Selon le chercheur H., le délégué du G.I.C. disait qu'il ne voulait pas que l'étudiante en sociologie restitue son travail sous prétexte qu'elle aurait pris la défense d'un producteur face à lui. Officieusement, le chercheur H. pense que le délégué des producteurs et l'étudiante en sociologie ont des différends concernant un film qu'elle a tourné avec son compagnon journaliste sur le thème des funérailles. Celui-ci lui aurait réclamé de l'argent pour l'utilisation des images. L'étudiante en sociologie aurait refusé, disant qu'elle leur avait restitué le D.V.D. du film, et que ce film n'avait aucun caractère commercial. Le refus qu'elle fasse sa restitution aurait donc été une sorte de chantage de la part du délégué pour faire « craquer »¹⁶⁶ l'étudiante. Le premier enseignement que l'on peut retirer de cet événement est qu'il est peut-être préférable de ne pas trop se lier « d'amitié » avec les producteurs, et de garder des rapports professionnels. Il faut donc trouver un équilibre entre un engagement plus ou moins fort sur le terrain et avec les acteurs :

¹⁶⁶ Entretien formel enregistré à Montpellier en février 2011.

« À un moment donné il y a eu une réunion, et [le délégué T.] a dit qu'il n'était pas question que [l'étudiante X.] expose : " elle n'exposera pas ! On ne comprend pas ce qu'elle fait ! En plus elle se mêle de tout et elle nous prend pour des singes ! " Je n'ai pas rigolé au départ, mais après j'ai rigolé, lui a rigolé, parce qu'il a fait son cinéma, moi j'ai fait mon cinéma, et puis à un moment j'ai dit : " si c'est comme ça on suspend, pour moi [l'étudiante X.] c'est ma fille, elle doit exposer, donc ça ne peut pas se passer comme ça et on s'en va ! " Donc on est parti et on a dit : " et maintenant si vous voulez qu'on revienne faites le savoir ! " Donc ils nous ont recontacté, et elle a continué à travailler. Donc c'était difficile. Il l'accusait de s'être moquée d'eux. Elle a pris position, c'était [le producteur K.] qui menaçait [le délégué T.], ils se sont engueulés, et elle a pris position. »¹⁶⁷ (Chercheur H.)

« Tu ne peux pas t'engueuler avec quelqu'un avec qui tu es distant, donc du coup avec [le délégué T.] je pense que j'ai créé des liens, mais c'est vrai qu'après, du coup, c'était difficile de s'en dépêtrer. »¹⁶⁸ (Étudiante X.)

Globalement, et mon expérience du terrain me l'a montré, les liens entre les chercheurs et les producteurs (surtout les décideurs) doivent être assez forts pour que le travail en commun puisse se faire. Mais ce lien ne doit pas être trop personnel ou intrusif pour éviter d'avoir la responsabilité qu'ont les producteurs vis-à-vis des membres de leur famille. Il faut faire un savant dosage entre engagement et distanciation. La création exclusive de liens professionnels ne peut pas fonctionner et créer des liens personnels peut devenir très complexe.

e. La présentation d'un chercheur à un concours de pisciculture avec les alevins de Santchou (mars 2008)

En 2008, un technicien/chercheur s'est présenté à un comice agropastoral en tant que producteur avec les alevins achetés à Santchou. Le délégué des producteurs se présentait lui aussi à ce concours et s'est plaint d'avoir été concurrencé par le chercheur qui n'était pas producteur d'alevins. Par la suite, le délégué des producteurs a demandé à convoquer un comité de pilotage pour régler ce problème. Les chercheurs ont mis en place une réunion tripartite pour expliquer l'événement. Le technicien ayant fait concurrence s'est excusé. Le chercheur H. regrette cet

¹⁶⁷ Entretien formel enregistré à Montpellier en février 2011.

¹⁶⁸ Entretien formel enregistré à Paris entre juin et novembre 2010.

incident disant que le technicien n'avait pas compris les principes et l'éthique de la R.A.P. La mise en place d'un dispositif pour éclairer le déroulement d'un événement est nécessaire et bénéfique, mais ne redonne pas toujours la confiance perdue.

f. Le retrait de la motopompe à Santchou (mai 2008)

En mai 2008, le retrait d'une pompe mise à disposition par les chercheurs pour le G.I.C. P.E.P.I.S.A., dans le but de vidanger les étangs d'inondation, a constitué un événement marquant.

« On [les chercheurs] voulait savoir comment on pouvait faire pour que les gens [les producteurs] profitent. Les gens se plaignaient qu'ils ne gagnaient rien de nous. Donc c'est là qu'avec eux on a réfléchi que le projet pouvait peut-être acheter la motopompe au cas où ils définissaient une procédure de remboursement pour éviter l'idée qu'on vient pour donner ». (Étudiant D.)

En 2007, les chercheurs ont accepté de fournir la pompe, sous réserve qu'elle soit associée à la mise en place d'un protocole de nature sociotechnique, visant à étudier *le rôle de l'action collective dans la résolution des problèmes communs*¹⁶⁹. Finalement, ce protocole n'a pas été mis en place, et lui a succédé un nouveau protocole, de nature plus technique, portant sur l'amélioration de la récolte, de la conservation et de la commercialisation de juvéniles de poissons chats. Par la suite, un contrat rédigé par le bureau de P.E.P.I.S.A. a été établi par les producteurs, et validé par les chercheurs quant à l'usage de la pompe. Suivant les termes du contrat, les producteurs s'engagent à utiliser la pompe collectivement, tout en remboursant son prix d'achat (300 000 francs C.F.A.). A défaut, la pompe sera retirée. Dans les faits, à chaque utilisation, chaque pisciculteur doit verser 1 000 francs C.F.A. au G.I.C. (pour l'entretien de la pompe) et 10 pourcent de la recette de la vente des poissons (pourcentage consacré au remboursement graduel de la pompe). D'après les membres du bureau du G.I.C., chargés de la gestion du matériel, les ventes de poissons se sont révélées insuffisantes pour permettre le rachat de la pompe, et ce, malgré le respect du protocole d'utilisation. Pourtant, sur dix producteurs rencontrés, un seul semblait au courant de l'utilisation payante de la pompe, ce qui laisse à penser que la plupart des membres du G.I.C. n'ont pas été informés des clauses du contrat d'utilisation. D'après le délégué du G.I.C., un chercheur devait établir un bilan de l'utilisation de la pompe, avant de la retirer. Du point de vue des chercheurs,

¹⁶⁹ Intitulé du protocole mis en place.

les producteurs n'ont pas engagé la procédure de remboursement de la pompe, ce qui est un critère suffisant pour leur soustraire.

« Je me suis dis que derrière les modalités de gestion de la motopompe, ils se sont dit que les chercheurs allaient l'abandonner. Ils se disaient qu'elle allait leur revenir et que ça ne valait pas la peine de donner l'argent. Je pense bien que ça a dû faire un scandale quand on a dû retirer la motopompe ! Ils ne s'attendaient pas à cela. Même si c'était bien mentionné dans le protocole que l'on devait la retirer si rien n'était fait. »¹⁷⁰ (Étudiant D.)

Les producteurs n'ont dès lors pas compris ce retrait soudain, tout comme les membres du bureau, pourtant informés des clauses du contrat.

Cet événement illustre les désaccords profonds entre l'équipe des chercheurs et celle des producteurs, désaccords que l'on rencontre souvent à travers l'analyse d'autres dispositifs. Pour les chercheurs, le retrait de la pompe s'explique par le non-respect du contrat (dispositif) mis en place avec les producteurs, qui eux revendiquent leur difficulté à vidanger sans cet outil, stigmatisant un manque d'empathie des chercheurs.

« La motopompe nous allégeait un peu la tâche. Beaucoup de pisciculteurs comptaient vraiment sur cette motopompe. Donc, quand on nous l'a retirée, beaucoup ont dit que ça ne valait plus la peine de continuer avec les chercheurs. C'est vrai que l'engagement qu'on avait signé, on n'a pas pu le régulariser, mais avec l'esprit Chrétien, ils auraient dû en laisser une ici pour qu'elle nous serve en attendant. On pouvait nous aider. »¹⁷¹ (Producteur B.)

L'utilité des expérimentations visant à favoriser un apprentissage (ici, celui d'apprendre aux producteurs à gérer un outil collectif) n'est pas toujours bien acceptée par les producteurs, davantage tournés vers des problématiques quotidiennes, à court terme, comme celle de trouver une pompe à moindre coût. Une vision incompatible avec celle des chercheurs, mus par des objectifs à long terme.

¹⁷⁰ Entretien formel enregistré à Dschang en octobre 2010.

¹⁷¹ Entretien formel enregistré à Santchou en octobre 2010.

g. L'Assemblée Générale de C.O.P.I.F.O.P.E.M. (juin 2008)

Cette A.G. a été mise en place dans le cadre du suivi de la formation C.I.F.O.R.D., effectuée par le consultant S. Dans sa formation, il explique qu'il y a deux volets : l'un théorique et l'autre expérimental. Cette A.G. a été organisée pour donner la chance aux membres du G.I.C. d'élire les personnes qu'ils désirent au bureau. Les chercheurs ont demandé aux producteurs quels étaient les postes qu'ils voulaient pourvoir en espérant que celui du délégué en fasse partie. Finalement ce sont, les postes de secrétaire, de trésorier et de commissaire aux comptes qui ont été pourvus.

À la suite de cette A.G., le délégué T. n'était pas satisfait que ce soit le producteur T. qui soit élu commissaire aux comptes. Il a décidé deux jours plus tard de l'éjecter de son poste en prétextant que producteur T. avait déjà un autre G.I.C. Ce n'est pas faux, mais ce G.I.C. ne fonctionnait plus depuis longtemps. Le consultant S. a été obligé d'intervenir, et d'accompagner le délégué et le commissaire aux comptes à la C.O.O.P.G.I.C. à Bafoussam pour supprimer l'ancien G.I.C. du commissaire aux comptes et alors dissiper tout malentendu.

L'élection du poste de trésorier a également créé des problèmes. L'étudiante A. pensait que c'était la productrice M. la trésorière du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. Peu d'acteurs le savent finalement sur le terrain. Cela vient de la volonté du délégué T. de brouiller les pistes pour continuer à gérer de façon obscure les comptes du G.I.C. Le délégué T. voulait mettre en place la productrice T. car elle avait de l'argent de côté. La productrice T. fait partie des gens que le délégué T. a tenté d'enrôler dans son G.I.C. en cours de route en lui prétextant qu'elle deviendra riche en devenant piscicultrice. Le délégué T. a été le maître d'œuvre de l'étang de la productrice T. Par la suite, cette dernière s'est rendue compte que son étang n'était pas aux normes. Elle dit aujourd'hui avoir perdu beaucoup d'argent dans cette construction.

L'équipe des chercheurs, habituée aux stratégies du délégué T., avait compris que la productrice T. avait été manipulée par le délégué T. pour se faire payer la construction d'un étang. Les chercheurs n'étaient donc pas pour l'élection de la productrice T. au poste de trésorière. Par contre, ils espéraient l'élection du producteur F. comme trésorier, car le producteur F., d'après les étudiants C. et T. et le chercheur H., était le seul capable, dans le groupe, de tenir tête au délégué T. D'après l'étudiant T., le producteur F., tenait tête au délégué T. parce qu'ils étaient amis, parce qu'ils n'habitaient pas le même arrondissement et qu'il n'avait donc pas peur de lui.

La proximité géographique entre le délégué T. et la majeure partie du groupe est un des facteurs favorisant son autorité auprès des membres. Donc la proximité géographique des membres d'un même G.I.C. peut être bonne au niveau organisationnel - les membres sont près les uns des autres, c'est donc plus simple et moins onéreux pour se réunir - mais cela paraît difficile dans les rapports de pouvoir.

4. Le dialogue et les tensions entre les dispositifs et les événements

Nous proposons dans cette partie une lecture aller-retour entre les dispositifs et les événements, que nous choisissons de considérer comme les deux propulseurs du déroulement du projet.

Un certain nombre de questionnements découlent de cette révision chronologique des dispositifs qui ont été établis par les chercheurs au fur et à mesure du déroulement de la R.A.P. Partant du principe que les dispositifs de la démarche de R.A.P. sont supposés s'adapter à la situation locale pour répondre au plus près aux préoccupations des acteurs locaux, il est important d'identifier les événements, qui succèdent à la mise en place de ces dispositifs. Ceux-ci permettent de dégager le niveau d'intégration du dispositif à la situation locale. Ainsi nous pourrions émettre les éléments de réponse quant à la pertinence de l'utilisation d'un tel outil pour s'adapter au contexte local, ainsi qu'à la capacité d'un tel outil à être réactif face à des événements imprévus ou non souhaités. Cela suppose également qu'un événement soit identifié comme il se doit, au cours de l'action. Pour ce faire, il faudrait identifier un acteur compétent pour prendre ce recul. Cet acteur doit-il être au cœur de l'action ? Doit-il prendre du recul pour adapter son prochain dispositif ? La notion de temporalité entre l'action et la réflexion devient alors essentielle. Le chercheur doit alors tirer des leçons des conséquences de ces actions de façon régulière, et rapide pour être le plus réactif possible.

La vocation première d'un dispositif est de poser des règles de fonctionnement afin de prévoir de potentielles dérives de ceux qui se sont engagés dans le projet. C'est donc un outil de prévention. La méconnaissance du contexte local et des stratégies des acteurs vers qui le dispositif se tourne, peut avoir des conséquences qu'il serait intéressant d'identifier. Cependant, de plus en plus, dans la littérature sur cette notion de dispositif, ce caractère prévisible et policé est gommé pour laisser la place à l'autonomie des acteurs impliqués dans le dispositif. Le dispositif

deviendrait le cadre idéal pour favoriser l'apprentissage de l'autonomie des acteurs. Est-ce le cas sur le terrain ?

Certains traits de caractère des dispositifs sont équivalents à des règles de fonctionnement, sous forme de contrôle imposé par un acteur sur un autre. Les rapports de pouvoir et de domination peuvent être exacerbés par ce caractère policé qui peut également provoquer la perte de confiance des acteurs les uns envers les autres. Initialement, à la signature d'un protocole, ou bien à la fin d'une réunion invitant tous les acteurs à émettre son avis, tous les acteurs s'engagent ensemble dans le but de construire quelque chose en commun. C'est à ce moment-là qu'une confiance devrait s'établir entre les acteurs à travers la signature du protocole. Signer est un geste qui entame un pas vers la confiance. Mais est-ce suffisant ? La signature d'un protocole, en particulier lorsqu'il a un caractère policé, peut également supposer que l'acteur qui a conceptualisé ce dispositif part d'emblée du principe que des dérives sont possibles, et donc, que la confiance n'est encore pas assez forte. Lorsque des dérives apparaissent après la signature du dispositif policé, le dispositif est renforcé, et tel un cercle vicieux, le dispositif se renforce en même temps que la confiance décroît.

La phase d'engagement des acteurs est cruciale et pose les bases dès le départ des relations qu'auront les acteurs entre eux. Dans notre cas, cette phase émerge à la suite du diagnostic de l'intégration de la pisciculture dans les exploitations familiales du département de la Menoua. C'est sur des critères techniques et logistiques que les chercheurs sélectionnent les zones dans lesquelles ils comptent intervenir. Ils ont alors identifié les exploitations familiales techniquement capables de développer une activité piscicole, c'est-à-dire ayant des étangs (abandonnés ou non). La seule présence des chercheurs sur le terrain lors du diagnostic attire l'attention des producteurs, qui, pour la plupart ont alors le désir de travailler avec eux.

C'est lors de la première réunion de restitution du diagnostic des chercheurs que tout se joue. Les restitutions se déroulent dans trois zones différentes de la Menoua, et c'est à ces endroits précis que sont sélectionnés les futurs participants de la R.A.P. La sélection des participants se fait sur deux critères principaux. Le premier repose sur la capacité des producteurs à s'organiser collectivement. Les chercheurs, exposent directement cette condition comme primordiale à la mise en place d'un partenariat entre les producteurs et les chercheurs. Une fois les deux critères principaux réunis : la capacité technique et organisationnelle des producteurs à travailler dans le projet, les chercheurs s'engagent et décident de mettre en place leur premier dispositif, celui de la signature de la convention. Dès l'identification des producteurs, les

chercheurs étaient conscients que la plupart des producteurs s'engageaient dans le but de toucher des subventions. Pourtant de leur côté, les chercheurs, suivant les conditions de la démarche de la R.A.P. émergeant d'une controverse exclusivement scientifique et inhérente à leur statut, partent du principe qu'ils ne doivent pas distribuer de subvention sur le terrain. Pour eux, l'avantage de leur démarche est de privilégier l'apprentissage, et donc la durabilité des savoirs construits, plutôt que la distribution de subvention considérée comme non durable. La première controverse arrive à ce moment-là, lorsque les producteurs ne refusent pas cette idée d'acquisition de connaissances techniques, mais comprennent mal le blocage des subventions. Dans la conception de ces derniers, l'acquisition de connaissances et de subventions ne sont pas incompatibles. Cette controverse durera tout le temps du projet.

La convention générale, qui signe le début de la R.A.P. entre les chercheurs et les producteurs mentionne que le projet fonctionne sans subvention. Malgré le désaccord des différentes parties sur cet article, la convention est signée pour plusieurs raisons. Du côté des chercheurs, le projet est présent et il faut le faire vivre. Ils ont trouvé une zone où techniquement il est possible de développer la pisciculture. Du côté des producteurs, ils considèrent avoir de la chance de pouvoir travailler au sein d'un projet, et s'engagent en espérant avoir des retombées favorables sur leur activité. La majorité s'est engagée en pensant qu'au fur et à mesure, la convention évoluera vers la distribution de subvention. Le projet a donc débuté sur un malentendu permanent qui est resté vivant tout le long du projet, à tel point que la convention était utilisée, en particulier, par l'un des trois chercheurs uniquement pour se défendre des demandes incessantes des producteurs.

Cinq événements ont été identifiés comme directement issus des dispositifs qui ont été mis en place par les chercheurs. Le refus de vidanger de la part du délégué des producteurs de C.O.P.I.F.O.P.E.M. est un exemple riche en enseignement en ce qui concerne la tension qui existe entre les dispositifs et les événements. La vidange des étangs avait été programmée en août, notamment pour que l'étudiant puisse disposer de ses données à temps pour rendre son mémoire d'ingénieur. Au moment de la signature du protocole, les chercheurs ont sans doute minimisé l'importance pour les producteurs de vidanger à l'approche des fêtes de fin d'année. Le délégué des producteurs associait les vidanges à la fête et à l'événementiel dans le but de faire connaître son G.I.C. dans l'arrondissement, considérant que c'était le meilleur moyen pour vendre une grande quantité de poisson. À la suite des négociations entre l'équipe de recherche et le délégué des producteurs, un compromis a été trouvé, repoussant les vidanges au mois de novembre. Les deux parties ont finalement trouvé leur compte, puisque par chance, la date de soutenance du mémoire de l'étudiant a été retardée. Les producteurs quant à eux, ont pu repousser la date des

vidanges à l'approche des fêtes de fin d'année. Finalement, cet événement a permis aux chercheurs de se rendre compte que la finalité d'un dispositif ne pouvait pas reposer sur le seul objectif de l'équipe des chercheurs, sans prendre en compte les habitudes des producteurs. Il pose également le problème des perceptions, des représentations et des non-dits lors des négociations entre groupes hétérogènes et appelle à la prudence. De leur côté, les producteurs se sont également rendus compte que les vidanges pouvaient se faire à un autre moment de l'année, et que les ventes de poissons ne devaient pas nécessairement être un événement local pour qu'il soit rentable. En effet, au lieu de faire venir le client sur place pour qu'il achète le poisson, les producteurs reconnaissent maintenant qu'il est possible d'aller vers le client plusieurs fois dans l'année, et de mieux valoriser leur production. L'expérience et l'expérimentation ont permis aux producteurs de changer leur perception de la vente. Malgré ce savoir acquis, nous avons constaté lors de notre deuxième mission que les producteurs maintiennent leurs vieilles habitudes.

Deux événements qui se sont déroulés à Santchou (le retrait de la motopompe et l'échec de l'expérimentation chez le producteur J.) n'ont pas permis de créer des dynamiques et des apprentissages mobilisables dans le processus de la R.A.P. puisqu'ils ont engendré une perte de confiance des producteurs vis-à-vis de l'équipe de la recherche. Toutefois, les liens entre les chercheurs et les producteurs n'ont pas été rompus et des leçons ont été tirées.

Deux événements ont été déclenchés par des chercheurs, de leur propre initiative, sans tenir compte du dispositif de la R.A.P. dont l'un des principes repose sur la transparence entre les membres. La présentation par un technicien appartenant à l'équipe des chercheurs lors du comice avec les alevins de Santchou a fortement marqué le délégué des producteurs de P.E.P.I.S.A., ce qui a entraîné encore une fois une perte de confiance. Par la suite, cet événement a créé un autre dispositif, c'est à dire une réunion exceptionnelle entre les producteurs et les chercheurs pour clarifier l'événement. Celle-ci a abouti à des excuses de la part du technicien, mais n'a pas totalement apaisé le délégué de P.E.P.I.S.A.

Les tensions non-constructives entre les dispositifs et les événements sont souvent dues à un dispositif ou un protocole préparés sans trop de recul sur l'action et ne notifiant pas clairement les perceptions des deux parties. Il faut rappeler que les dispositifs à la base doivent favoriser le dialogue avant de constituer des « garde-fous ». Nous parlons ici de malentendus et des choses « qui vont de soi » pour un groupe, mais pas forcément pour les autres. La mise en place d'un protocole écrit, relatant précisément les actions qui vont être menées, ne permet pas d'éviter la création d'un événement imprévu. Cependant, il permet à chaque acteur de s'y référer

pour se justifier. L'événement, quant à lui, permet de réajuster les dispositifs ce qui suppose qu'il soit identifié au cours de l'action et mis en scène.

Les actions des chercheurs en dehors des dispositifs peuvent avoir des conséquences négatives sur le groupe. Leur implication personnelle auprès des producteurs peut parfois déteindre sur le bon déroulement des dispositifs. Sortir de ce cadre reste toujours un exercice d'équilibre pour les chercheurs. La confiance entre les acteurs semble davantage fructueuse lorsque les uns et les autres honorent et suivent le protocole qui a été établi et les engagements pris. La confiance doit également exister entre les membres de l'équipe des chercheurs, grâce au partage des valeurs de la R.A.P., telles que la transparence et la circulation de l'information.

Les dispositifs qui semblent les plus adaptés aux besoins des producteurs semblent tous être ceux qui sont basés sur le concret et l'expérience. L'événement du refus de vidanger est un bel exemple, et démontre que malgré certains blocages, qui paraissent insurmontables, les producteurs ont besoin d'expérimenter pour se rendre compte durablement du bienfait d'une nouvelle technique proposée par les chercheurs. Ceci nous renvoie à la reconnaissance que la notion de dispositif est également passée d'une logique de *transmission* du savoir à une logique d'*expérimentation* du savoir (Peeters et Charlier, 1999 : 18).

TROISIÈME PARTIE

QUAND LA R.A.P. S'ADAPTE

Résultats, prise de recul et réflexions

Un des points forts que l'on peut retenir des théories de la démarche de R.A.P. est que l'action se déroule en même temps que le chercheur mène une réflexion, à la fois sur sa démarche, l'impact de son travail et de sa présence auprès des populations locales. Il s'agit en fait d'une auto-évaluation qui nécessite une réflexion et une prise de recul au cours de l'action. « Dans une recherche-action la théorie découle de l'évaluation permanente de l'action. » (Barbier, 1996). Finalement, pratiquer la R.A.P., ce n'est pas simplement appliquer une méthode sur un terrain, c'est aussi, être capable de s'autocritiquer pour adapter son action aux conditions locales et à l'évolution de la situation. C'est un processus dynamique qui suppose que chaque expérience de R.A.P. permet de tirer des conclusions permettant d'améliorer cette démarche en y apportant ses propres éléments de réflexion.

L'objectif de cette quatrième partie est de mettre en lumière les résultats de notre travail sous différents aspects. Dans le chapitre VII, il s'agit tout d'abord de mettre en avant les résultats concernant la résolution des problèmes des producteurs, ce qui est, en fait, l'un des deux volets de l'objectif de la R.A.P. (résolution des problèmes et co-construction de connaissances).

Ensuite, est mis également en lumière, dans le but d'enrichir nos résultats, le cas du projet qui s'est déroulé au Burkina Faso. Ces résultats, seront tout à la fois confrontés à des entretiens qualitatifs menés avec des chercheurs pratiquant la démarche de R.A.P. Nous tirerons les leçons de leur expérience de R.A.P., dans l'espoir de dégager des points communs ou des divergences avec notre étude de cas, qui seraient éclairants sur notre réflexion autour de la démarche de R.A.P.

C'est donc l'exposition des résultats concernant le changement de la situation locale, mise en lumière par d'autres expériences de R.A.P. - ces dernières étant rapportées par des chercheurs - mais aussi, en relatant de façon non exhaustive le cas du Burkina Faso, que nous pourrons ainsi conclure cette thèse.

- CHAPITRE VII -

Les savoirs et les apprentissages

Dans un premier temps, nous verrons donc de quelle façon le projet R.A.P. perçoit les apprentissages et quelle en est l'intérêt, tout autant dans la construction de nouvelles connaissances que dans la résolution des problèmes des producteurs. Certains principes clés découlant de cette question d'apprentissage seront analysés au regard des résultats que nous avons pu observer au cours de notre travail de terrain. Nous verrons entre autre de quelle façon se construit l'autonomie des acteurs.

Au niveau méthodologique, les données que j'ai recueillies sur le terrain ne sont pas suffisantes pour faire une évaluation approfondie des apprentissages des producteurs. En termes techniques, des résultats concrets ont été obtenus comme l'apprentissage des producteurs concernant l'alimentation des étangs par exemple. Lors de mes entretiens, les producteurs et les chercheurs m'ont affirmée avoir changé leurs pratiques, mais n'étant pas présente sur le terrain avant la venue des chercheurs et durant le projet, je n'ai pas pu observer le processus exact par lequel les producteurs et les chercheurs ont acquis et co-construits ces nouvelles connaissances. De plus, « l'évaluation » de ce projet ne doit pas forcément se baser sur les objectifs initiaux que le projet comptait atteindre (et qu'il a en partie atteint), mais plutôt entamer une réflexion autour des conditions d'apprentissage comme le précise l'étudiante X. dans sa revue bibliographique sur la R.A.P.

« La modification des objectifs traduit des processus d'apprentissage qui sont l'un des effets recherchés du programme, il semble donc que les objectifs initiaux ne doivent pas être pris pour base à l'évaluation »¹⁷².

En d'autres termes, dans les théories de la R.A.P., la production de connaissance doit être prise en compte tout autant que la résolution des problèmes techniques pour évaluer le projet.

Ce chapitre s'appuie donc, pour finir, sur les résultats retenus par les chercheurs du projet en termes d'apprentissages pour les deux groupes de producteurs. Ces résultats, représentés sous forme de tableau indiquent pour chaque arrondissement la situation initiale, le problème identifié, le thème à traiter, le résultat et l'apprentissage produit au terme de ce processus¹⁷³. Comprendre

¹⁷² Source : Littérature grise et documents de travail (Barlet, 2006).

¹⁷³ Source : Rapport technique et financier rédigé par le P.R.P. Pisciculture et destiné au R.E.P.A.R.A.C. (2008).

les rouages de ce processus étant l'intérêt de notre travail, il s'agit de recouper ces données aux nôtres et de mettre en exergue le processus par lequel les acteurs sont passés d'une étape à l'autre, d'où l'intérêt d'une fine analyse des dispositifs les favorisant et des événements y répondant. Notre réflexion s'alimentera également du « manuel de pisciculture »¹⁷⁴ co-construit avec les producteurs de Fokoué et Penka-Michel qui expose les différents résultats obtenus au terme du projet.

Au final, le croisement de ces résultats permettront d'apporter un élément de réponse aux préoccupations des théoriciens de la R.A.P., entre autre en ce qui concerne la favorisation de l'autonomie des acteurs à travers les apprentissages permis dans un processus de R.A.P.

Les objectifs de la R.A.P. sont de co-construire un modèle de pisciculture viable, tant au niveau sociotechnique qu'organisationnel, en accompagnant et favorisant le changement social. L'intervention se fait donc au niveau technique, mais également au niveau socio-organisationnel, niveau qui nécessite pour changer d'un bouleversement complexe et global qui touche l'acteur au plus profond de ses perceptions. D'après Chia *et al.* (2005) il ne s'agit pas seulement de modifier les règles et les mécanismes existants, mais de favoriser de nouvelles procédures. C'est-à-dire que le changement doit être durable et ceci induit que le producteur soit convaincu du bienfait du changement que les chercheurs leur proposent. Les principes de la R.A.P. supposent que le producteur sera à même d'adopter une technique à condition qu'il participe au déroulement et à la mise en place de cette technique.

L'une des caractéristiques du projet R.A.P. est également de produire de nouveaux apprentissages et de nouvelles connaissances dans le métier de chercheur de l'action. Ce dernier apprend à réviser sa façon de travailler en apprenant, entre autre, le fonctionnement de la pensée du producteur, ainsi que son système technique pour adapter les solutions qu'il souhaite lui proposer. « *Les premiers [les producteurs] se sont habitués à se faire assister, et les seconds [chercheurs] à donner des leçons ou des subventions quand cela a été possible. Il s'agit ici d'identifier des ressources déjà disponibles d'un côté comme de l'autre pour les fédérer en vue d'atteindre l'objectif commun dans un processus d'apprentissages croisés où les deux parties s'édifient mutuellement.* »¹⁷⁵ Le changement social se ferait donc à travers cet apprentissage croisé entre le chercheur et le producteur, apprentissage qui reprend et recrée les connaissances et les savoirs qui seront remobilisés dans l'action.

¹⁷⁴ Source : « Manuel de pisciculture à l'usage des producteurs de Fokoué et de Penka Michel (Ouest Cameroun). Comment élever le tilapia associé au Silure de manière rentable ? » C.O.P.I.F.O.P.E.M. et C.I.P., 2008.

¹⁷⁵ Source : Rapport final de l'A.T.P. C.I.R.O.P. « Bilan et perspectives », 2008.

Dans le rapport final de l'A.T.P. C.I.R.O.P., la R.A.P. est définie comme un processus d'apprentissage permis par les expérimentations, qui elles-mêmes, se mettent au service d'un projet collectif. Les expérimentations sont menées pour la plupart individuellement (un étudiant avec un ou plusieurs producteurs), sur la base des problèmes posés par les producteurs et des questions identifiées en commun puis au fur et à mesure que de nouvelles questions émergent. Les apprentissages produits au cours de ces expérimentations sont à la fois individuels et collectifs. Comment s'effectue le passage d'une part entre l'expérimentation et le savoir et d'autre part entre un apprentissage individuel et un apprentissage collectif ?

Toujours dans ce même rapport, la « co-construction des dispositifs » de R.A.P. et la négociation des questions communes sont mise en avant, entre autre dans les premières phases de la R.A.P. et cette démarche dit s'appuyer sur les savoirs-locaux pour en produire de nouveaux dans le but de faire progresser l'activité. De quelle façon s'est établie cette co-construction et de quelle façon les savoirs-locaux sont mobilisés et retravaillés ?

En dernier lieu, « l'émancipation et l'autonomie » des acteurs sont posées dans les théories de la R.A.P. comme un produit des processus d'apprentissage. Cette notion d'autonomie peut s'interpréter à la fois comme la « *capacité des participants à conduire par eux-mêmes de nouvelles expériences* » (Faure *et al.*, 2010) ou bien par la responsabilisation progressive des communautés par la consolidation de leurs stratégies collectives, de leurs moyens de subsistance et de leurs résistances culturelles (Scoones et Thompson, 1999 : 110). L'autonomie des acteurs par l'intervention peut sembler contradictoire, qu'en disent les acteurs sur le terrain ? Les techniques co-construites sont-elles appliquées par les producteurs ? De quelle nature est cette autonomie au sein du projet qui nous intéresse ?

Dans ce chapitre nous verrons particulièrement les apprentissages techniques des producteurs et dans le suivant, nous exposeront ceux des chercheurs, en élargissant notre échantillon sur des chercheurs faisant de la R.A., mais pas uniquement dans le projet que nous étudions.

**1. Les apprentissages à Fokoué et Penka-Michel avec le G.I.C.
C.O.P.I.F.O.P.E.M.**

Le problème technique présenté au départ par les producteurs était que les poissons (les tilapias) qu'ils récoltaient étaient trop petits. Ces poissons étaient tellement petits qu'ils étaient sujet à plaisanterie entre les producteurs et les consommateurs. Les tilapias étaient donc surnommés dans la localité *Tsié Mòbli*, ce qui signifie « *attendons que les enfants dorment pour le manger* » à cause de leur trop grand nombre d'arêtes et du danger que les enfants puissent s'étouffer avec l'une d'entre elles¹⁷⁶. Les chercheurs identifient alors plusieurs causes à ce problème, causes qu'ils se décident à travailler une par une dans le but de co-construire un itinéraire technique permettant de produire de plus gros poissons. Plusieurs points seront alors travaillés avec les producteurs : la qualité des étangs et la gestion de l'eau, la gestion du peuplement en poissons, les apports trophiques, la commercialisation et l'organisation des producteurs.



Photographie 12. Juvéniles de tilapias

¹⁷⁶ Source : Littérature grise et documents de travail (Mikolasek et Chia, 2010).

Dès le départ, les chercheurs constatent que les étangs des producteurs sont trop petits et peu profonds. Pour continuer le projet, les chercheurs demandent aux producteurs de ne travailler qu'avec ceux qui ont une superficie suffisante. Le producteur S. faisait partie des gens qui n'avaient pas un étang assez grand :

« Ils [les chercheurs] devaient travailler sur des étangs avec une superficie déterminée. C'est ça qui m'a obligé à augmenter les dimensions de mon étang. Ils voulaient un étang au moins de 300 m carré. C'est le minimum. Parce que normalement ils voulaient travailler avec des étangs de 400 m carré, mais mon espace m'empêchait d'élargir aussi grand »¹⁷⁷.

Les producteurs et les chercheurs se sont donc attachés au départ à, soit sélectionner les producteurs possédant un étang dans les bonnes dimensions, soit à inviter les producteurs à les agrandir.

En ce qui concerne la qualité des étangs et la gestion de l'eau, les chercheurs constatent qu'ils ne sont pas pris en compte par les producteurs. Lors d'un premier protocole d'expérimentation effectué par l'étudiant C., il met en évidence que les rendements dépendent du taux d'infiltration de l'eau dans les étangs. Les chercheurs décident donc de faire appel à un étudiant du génie civil, l'étudiant R. pour travailler sur les problèmes d'infiltration des étangs. Dans un premier temps, cet étudiant fait une typologie des sites et des étangs. Ce travail permet d'identifier les sites sur lesquels la construction d'étang paraît difficile. L'un de ces sites identifié comme tel est le site du producteur S. Situé à flanc de la montagne surmontant le village de Fomopea, ce producteur fait part de ses difficultés à mener à bien son activité de pisciculture sur un tel site :

« ce n'est pas toujours dans les raphias¹⁷⁸ ou les bas-fonds qu'on peut faire un étang. Je suis le seul où mes étangs sont exposés, c'est perché ! Les conditions sont difficiles. Il faut beaucoup se donner. C'est tellement haut ! »¹⁷⁹

Le producteur S. évoque ici les difficultés qu'il a pour accéder à ses étangs régulièrement, mais il se rappelle des défauts de construction de ses étangs à l'époque où c'était son père qui les gérât :

¹⁷⁷ Entretien formel enregistré à Fokoué entre octobre et novembre 2010.

¹⁷⁸ Le raphia appartient à la famille des palmiers et se rencontre que dans la zone intertropicale. C'est une plante spontanée qui n'est pas cultivée en plantations. (Musset, 1933 : 190)

¹⁷⁹ Entretien formel enregistré à Fokoué entre octobre et novembre 2010.

« on a appris qu'il fallait un petit trou pour prévoir le trop plein de l'étang, pour ne pas faire basculer les digues. Mon père a eu des problèmes avec ça. Le poids de l'eau a coupé une partie de la digue. Maintenant je sais que lorsqu'on creuse le sol on envoie la terre vers le bas pour faire une digue solide. »¹⁸⁰

Voilà en quelques mots ce que le producteur S. a appris au contact de l'étudiant R., venu chez lui. L'étudiant R. devait au départ mener à bien son étude sur un étang déjà existant, mais constatant que tous les étangs des producteurs sont différents, il décide d'en creuser un nouveau sur lequel il pourra mener ses expérimentations. Il choisit alors le site du producteur S. car il considère que c'est un *bon site*¹⁸¹. Le producteur S. était aussi le seul à accepter la demande de l'étudiant R. Cet étudiant décide alors de prendre les 50 000 francs C.F.A. de son indemnité mensuelle pour l'investir entièrement dans la construction de cet étang qui prendra trois semaines. L'étudiant R. et le producteur S. ont tous les deux creusé l'étang avec l'aide d'enfants payés et nourris pour effectuer cette tâche. L'investissement du producteur et de l'étudiant sont alors très importants. D'un côté le producteur travaille comme manœuvre, nourrit et loge l'étudiant. De l'autre l'étudiant investit entièrement son salaire pour payer la main d'œuvre et travaille lui-même à la construction. L'étudiant R. raconte ce qu'il a dit au producteur S. au début de leur collaboration :

« " Comme tu as accepté de creuser un étang supplémentaire sur ton site, je veux juste un peu t'aider, mais ce n'est pas l'aide du projet. Toi, tu vas préparer la nourriture tous les jours pendant qu'on sera en train de creuser l'étang. Tu vas me loger chez toi. Tu vas te fournir comme manœuvre pour creuser. Moi je viens avec ma main d'œuvre personnelle " J'ai pris la pioche, c'est moi qui piochais, et [le producteur S.] transportait les brouettes. Les enfants allaient poser la terre sur la digue [...] la terre foisonnait. »¹⁸²

Par la suite, grâce à la mise en place de ses instruments de mesure fabriqués maison il arrive à mener à bien son expérimentation et à obtenir des résultats pour réduire le taux d'infiltration dans les étangs :

« J'ai eu à concevoir mon infiltromètre, mon pluviomètre, même certaines règles que je mettais dans l'eau. Ces trois instruments de mesure clé pour mon travail, je l'ai ai fait sur mesure. Je pense que ça a amusé certains paysans, car c'était des choses qu'ils pouvaient comprendre. Pour savoir si ton étang fuit, tu n'as pas besoin d'apprendre qu'il faut acheter une règle qui fait 1 000 francs, ça fait peur ! »¹⁸³ (Étudiant R.)

¹⁸⁰ Entretien formel enregistré à Fokoué entre octobre et novembre 2010.

¹⁸¹ Entretien formel enregistré à Bafoussam (Cameroun) en septembre 2010.

¹⁸² Même source.

¹⁸³ Entretien formel enregistré à Bafoussam (Cameroun) en septembre 2010.

Le producteur S. était aux premières loges du travail qu'effectuait l'étudiant R. sur la construction et les infiltrations des étangs. Ces résultats ont été diffusés de plusieurs manières aux autres producteurs. Tout d'abord, il y eu les restitutions de l'étudiant lors des réunions de groupe qui ont permis de transmettre oralement les résultats. Ensuite, des étudiants de l'université de Dschang sont venus construire des étangs supplémentaires chez trois autres producteurs en la présence de l'étudiant R. Ceci permettait de diffuser ce nouveau savoir par l'expérimentation à trois autres producteurs et à un groupe d'étudiants de l'université. Un dernier travail de diffusion a été effectué lors du dispositif mis en place par l'étudiante X. et l'étudiant C. (les Journées d'Échanges Thématiques), dispositif qui permettait d'engager une discussion avec les producteurs sur les étangs du producteur S. dans le but d'échanger autour de la construction et des infiltrations.

À la suite de ce travail autour de la construction des étangs, certains producteurs ont maintenant des connaissances sur les choix des sites où construire les étangs et sur la façon dont il faut entretenir l'étang pour réduire les infiltrations d'eau. Le tout, figure dans le manuel et les fiches techniques qui ont été préparées avec les producteurs et que chacun d'entre eux peut lire.

Le problème de la prédation dans les étangs a été également exposé comme un problème majeur par les producteurs. Plusieurs réunions entre les chercheurs et les producteurs traitent de ces problèmes. « *Les données qui entravent la pisciculture à Fokoué [...] les totems qui se manifestent par la loutre qui consomme les poissons dans les étangs et les serpents qui mangent le poisson dans l'étang*¹⁸⁴ ». À la suite de ces échanges où la question de la prédation est débattue, tout protocole portant spécifiquement sur cette question est écarté. Notamment la proposition faite par les producteurs de clôturer les étangs est soutenue au départ par le chercheur V. mais n'a finalement pas été retenue. La disparition des clarias a été d'abord attribuée à la trop petite taille des alevins introduits dans les étangs. Ce point a été défendu par les chercheurs en s'appuyant sur les connaissances déjà « certifiées ». En effet, dans la littérature scientifique, il est connu que les juvéniles de *Clarias* ont un meilleur taux de survie lorsqu'ils sont intégrés dans les étangs à un poids homogène et supérieur à huit à dix grammes. Or, les vendeurs d'alevins ne fournissaient aux producteurs que des juvéniles de tailles inégales et d'un poids ne dépassant pas le plus souvent trois grammes. D'après le chercheur H., les vulgarisateurs et les chercheurs Camerounais expliquaient le taux de mortalité trop élevé par un manque d'apport de nourriture et une prédation trop importante. Le problème de départ exposé par les producteurs (la prédation) a évolué vers un problème de

¹⁸⁴ Compte-rendu d'une Journée d'Animation Mensuelle, août 2008.

gestion du peuplement en poissons et des intrants trophiques mobilisables par chaque producteur. La question des intrants étant essentielle, un travail a été aussi conduit sur les quantités d'effluents porcins disponibles. La question traitée permet de savoir quelles ressources sont mobilisables par chacun des producteurs. Il s'agit bien ici de produire de nouvelles connaissances locales. Cette gestion adéquate du peuplement de poissons et des ressources trophiques mobilisables a été traitée à travers deux protocoles.

Les données de la littérature grise du projet ne permettent pas de quantifier et de comprendre exactement le lien entre la prédation et les totems. Quand les producteurs ont parlé de prédation aux chercheurs, parlaient-ils uniquement des totems ? Ou bien parlaient-ils également des vols dans les étangs, des gens du village ou des enfants ? Car la prédation peut venir des animaux, mais aussi des humains, qu'ils soient « magiques » ou non. L'un des derniers étudiants à travailler au sein du projet était l'étudiant F. Il devait faire une étude sur les représentations qu'ont les consommateurs et les producteurs de poissons de Fokoué. Cette étude devait permettre d'identifier l'origine du problème de la commercialisation du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. Dans le mémoire de cet étudiant en anthropologie, figure un paragraphe entier sur les croyances locales liées à la pisciculture. Une description fine est faite des trois principaux totems identifiés par les chercheurs. Le *Mpebntse* ou *Mbùlù*, qui signifient successivement « le chien de l'eau » et « super¹⁸⁵ ». Ce totem appartiendrait à celui du chef. *Ànù* est le totem dont la population parle le plus couramment. C'est un serpent qui est généralement envoyé par autrui dans le but de dévorer les poissons. Mais cette tâche est risquée et c'est en quelque sorte l'un des problèmes majeurs des totems, car si l'animal envoyé meurt, son propriétaire périt également. Le dernier totem connu est nommé *Nungem*, il se manifeste sous forme de lézard aquatique capable de dessécher un petit étang et sa respiration dégage une vapeur qui forme un arc-en-ciel¹⁸⁶. Ces données ne sont pas généralisables, puisque l'auteur de ce mémoire précise que « *ce sujet semble tabou car bon nombre de pisciculteurs nient leur existence. Seuls deux d'entre eux en font mention dans nos entretiens* »¹⁸⁷. D'après un compte-rendu de réunion, trois producteurs évoquent la présence de ce dernier prédateur, sans pour autant exprimer le souhait d'approfondir la question :

¹⁸⁵ En référence au qualificatif donné aux chefs traditionnels.

¹⁸⁶ Source : Littérature grise et document de travail (Nempe Mangoua, 2008).

¹⁸⁷ Même source.

« suite à l'évocation de [la productrice F.] de la présence d'arc-en-ciel dans son étang (gros prédateur de la région selon certains producteurs) une photo du varan est présentée et tous les producteurs déclarent qu'il n'existe pas dans leur région sauf dans la zone de Fomopéa. À la suite de cette idée, [la productrice F.] raconte avoir vu sortir de son étang un petit animal à la forme d'un lézard brillant (arc-en-ciel d'après elle) en y jetant un fruit avec des petits piments. À la question [du chercheur V.] de savoir si quelqu'un d'autre avait déjà vu un animal qui lance un arc-en-ciel, [le délégué T.] répond qu'un petit lézard vivait dans un trou d'une zone humide de leur champ et qu'à toute légère pluie il émettait des vapeurs chaudes sous forme d'arc-en-ciel et qui se dirigeaient toujours dans des zones d'eau profonde et qu'il avait réussi à le chasser en déviant de l'eau de la zone. [Le producteur K.] abordant dans le même sens, déclare avoir déjà vu un petit lézard avec des bandes latérales qui émet des vapeurs qui forment un arc-en-ciel »¹⁸⁸.

Mes données de terrains ne sont pas plus bavardes à ce sujet. En effet, seulement deux personnes ont abordé ce problème de prédation. Le premier était un producteur qui avait décidé d'abandonner la pisciculture, justement à cause de ce problème de prédation. Il m'a fait part de la disparition totale de ses poissons dans les étangs à cause de la jalousie de ses voisins qui engagent leur totem pour venir le voler. L'autre producteur à parler ouvertement de la prédation et des totems était le délégué du G.I.C. de Fokoué. Mais il abordait tout autant les problèmes des enfants du village qui pêchent les poissons à la cane à pêche dans son étang et des animaux prédateurs, le dernier étant un oiseau qu'il a fini par chasser lui-même. Quant aux totems, il ne nie pas leur existence, mais se définissant lui-même comme un *Mo'o* qui signifie littéralement « un(e) autre » (Toukam, 2008) il se considère comme protégé par toute manifestation surnaturelle. Le titre honorifique de *Mo'o*, placé devant son nom signifie son appartenance à la famille des notables. Pour ceux qui « croient »¹⁸⁹, les notables ont des connaissances et des pouvoirs magiques qui leur confèrent un certain pouvoir au sein de la communauté. Tout d'abord, le notable a un pouvoir décisionnel important, puisqu'il fait partie des conseillés les plus proches du chef. De plus, il est très respecté par la population puisqu'il « détient certains secrets qui échappent à l'homme ordinaire » (Hamani, 2005).

Concernant la question de la prédation, finalement, celle-ci n'est pas abordée par un grand nombre de producteurs en fin de projet, ce qui signifie peut-être que ce problème lié à des

¹⁸⁸ Source : Littérature grise et documents de travail.

¹⁸⁹ Au Cameroun, nombreux sont ceux qui disent que la magie n'atteint que ceux qui « croient » (sous-entendu ceux qui y croient) et qu'elle ne traverse ni les frontières, ni les cours d'eau. Seul ceux qui y croient peuvent craindre ses effets.

représentations sociales magico-religieuses s'est déplacé avec l'aide des chercheurs sur un problème technique : la gestion du peuplement des étangs en poissons.



Photographie 13. Figure mystique dans un étang de Fokoué

Maintenant que les producteurs savent qu'il leur faut des alevins de bonne qualité et d'un poids égal pour empoissonner leurs étangs, les chercheurs s'attachent à leur conseiller un producteur d'alevins capable de leur fournir ce dont ils ont besoin. À Santchou, dans l'autre arrondissement dans lequel les chercheurs travaillent, les pêcheurs/pisciculteurs ont justement une grande quantité d'alevins de qualité dans leurs étangs. De plus, d'après les chercheurs, ces alevins ne sont pas suffisamment valorisés puisqu'ils sont jetés lors des vidanges ou consommés sous forme de brochettes fumées. Les chercheurs et les producteurs travaillent donc à mettre en place un nouveau métier, celui de producteur d'alevins. Pour cela, il a fallu identifier l'espèce de silure qui sera la mieux adaptée aux conditions de production des étangs de Fokoué. Les chercheurs ont donc appris aux producteurs de Fokoué de quelle manière reconnaître les différentes espèces de silures. Les producteurs de Santchou savaient déjà comment différencier les deux espèces, mais seulement lorsqu'elles sont à la taille adulte. De plus, il a fallu identifier à

quelle période de l'année les alevins de Santchou peuvent être collectés. Tout un travail de collecte, de stockage et de commercialisation des alevins de Santchou est engagé, mais nous verrons cela dans la prochaine partie qui traite des apprentissages à Santchou du G.I.C. P.E.P.I.S.A.

Le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. et le G.I.C. P.E.P.I.S.A. ont donc été mis en relation par les chercheurs pour ce qui est de l'achat et de la vente des alevins. D'après mes entretiens, certains producteurs de Fokoué, se fournissaient déjà à Santchou avant l'arrivée des chercheurs, mais de façon individuelle. Par l'officialisation de ces échanges, les producteurs s'organisent donc en groupe pour acheter et transporter les alevins, le délégué étant la personne la plus active et la plus appropriée – du point de vue des producteurs - pour effectuer ce travail d'intermédiaire entre son groupe et les collecteurs de Santchou. Le premier échange s'est effectué avec l'aide des chercheurs, ce sont eux qui ont acheté les alevins à Santchou et qui les ont transporté jusqu'à Fokoué. Par la suite, les délégués ont repris cette tâche, mais elle ne fut pas fructueuse. D'un côté, le délégué de C.O.P.I.F.O.P.E.M. se plaint que le délégué de P.E.P.I.S.A. n'ait pas les alevins à disposition au bon moment et qu'il ait revu à la hausse le prix des alevins négociés lors d'une réunion avec l'équipe des chercheurs. De l'autre, le délégué de P.E.P.I.S.A. se plaint que le délégué de C.O.P.I.F.O.P.E.M. ne se soit jamais rendu chez lui pour acheter les alevins et, qu'au lieu de cela, il soit allé les acheter à Lélem, chez un autre collecteur d'alevins d'origine bamiléké, non loin de Santchou. Depuis ce jour, les deux délégués n'ont apparemment pas pu s'entendre. Cependant, le trésorier du G.I.C. P.E.P.I.S.A. témoigne de son côté avoir vendu des alevins au délégué de Fokoué sans que cela ne cause trop de problème. Toutefois, il met le doigt sur un problème interne au G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. puisqu'à l'issue de cette vente, plusieurs producteurs de Fokoué se sont plaints auprès du trésorier de P.E.P.I.S.A. du prix trop élevé des alevins. En recoupant tous les entretiens qui se réfèrent à ces échanges, il ressort deux possibilités : soit effectivement le trésorier a vendu ses alevins plus cher que prévu sur le protocole d'échange, soit le délégué de Fokoué a déclaré aux producteurs un prix plus élevé pour pouvoir toucher une marge de bénéfice. À l'heure actuelle, le délégué de Fokoué achète ses alevins au producteur de Lélem et le délégué de Santchou s'est juré de ne plus jamais faire affaire avec le délégué de Fokoué. Quant au trésorier de P.E.P.I.S.A., il déclare ne pas avoir de difficulté pour vendre ses alevins à sa propre clientèle.

Une fois les étangs de Fokoué construits et chargés d'alevins, il s'agit de contrôler la production. Dans la littérature scientifique, il est connu que le tilapia est une espèce qui prolifère très vite. Et de l'autre côté, le clarias est une espèce carnivore, il s'agit donc de trouver le bon

équilibre entre les deux espèces pour les produire en association dans le même étang. Les producteurs ne savaient pas que les silures mangeaient les tilapias. Cette association silure/tilapia a pour conséquence la disparition des alevins de tilapias qui nécessitent donc que les alevins de tilapia soient reproduits dans un autre étang. Alors qu'avant, les producteurs récupéraient les petits poissons restant à la fin de la vidange pour les remettre au prochain cycle d'élevage. Maintenant, presque tous les producteurs de Fokoué ont construit un autre étang destiné à reproduire les alevins de tilapia. Une expérimentation a été menée sur les étangs d'une productrice pour identifier les périodes de reproduction des tilapias. Ces résultats ont encore une fois été restitués et discutés lors des réunions. À la suite de ce travail, les producteurs sont informés de certaines notions relatives au pré-grossissement des poissons.

Les chercheurs proposent d'introduire une nouvelle espèce, la carpe commune, avec le soutien des producteurs curieux de connaître d'autres espèces de poissons. Mais cette espèce, bien qu'elle soit appréciée des producteurs, détruit les digues, ce qui demande un travail supplémentaire d'entretien des étangs. Certains producteurs ont parlé de protéger les digues avec du grillage ou du bois, mais ils considèrent que ce projet n'est pas réalisable pour eux, car ces matériaux sont trop coûteux.

Grâce à l'association de plusieurs espèces dans les étangs, les producteurs sont capables de faire la relation entre la densité de mise en charge suivant les espèces et la taille de leur étang et la capacité de croissance des poissons. Ce principe de pisciculture est connu par les chercheurs, mais doit être correctement appliqué pour obtenir des résultats satisfaisants. Lors de mes entretiens, la plupart des producteurs étaient capables de préciser leur densité de mise en charge en se basant par exemple sur un tilapia : « il faut tant de carpes et de silures pour un tilapia sachant que mon étang fait tant de mètres carrés ».

Pour ce qui est des apports trophiques dans les étangs, avant l'arrivée des chercheurs, les poissons n'étaient nourris qu'occasionnellement avec les déchets de cuisine, des herbes et la compostière. La compostière était une technique apprise par le biais des vulgarisateurs agricoles Camerounais et des *Peace Corps* Américains. Une expérimentation est donc mise en place pour optimiser la gestion de la compostière. Les chercheurs proposent aux producteurs d'ajouter à cette compostière les sous-produits et effluents issus de leur exploitation agricole en fonction de la disponibilité des intrants. Durant 225 jours de suivi, les producteurs devaient noter dans un cahier le lieu de collecte, (1) la nature et la quantité des intrants, (2) le temps pris pour effectuer cette tâche et (3) l'identité de la personne en charge de ce travail. Cette méthode d'utilisation d'un

cahier permet tout à la fois aux chercheurs de récolter les données nécessaires à la caractérisation de la compostière et aux producteurs d'apprendre à noter leurs activités dans un cahier. Aujourd'hui les cahiers sont peu utilisés car selon le délégué T., ils leur ont permis à un moment de communiquer avec les chercheurs. De plus, maintenant ils se disent capables de retenir les choses « de tête » sans avoir à se référer aux instructions écrites :

« Le cahier a servi presque à tout le monde, aujourd'hui on ne s'en sert plus tellement parce qu'on a déjà un rythme [...] mais ça a servi aux chercheurs à faire de la recherche comme il se doit.¹⁹⁰ » (Délégué T.)

Grâce à ce travail sur les compostières, les chercheurs peuvent évaluer les quantités d'intrants et les ressources financières mobilisées pour effectuer cette tâche. De plus, les producteurs se retrouvent face à un choix : faut-il davantage mobiliser les intrants pour les champs ou pour la pisciculture ? La pisciculture, en tant qu'activité secondaire, passe souvent au deuxième niveau. C'est également à la suite de cette expérimentation que les chercheurs montrent aux producteurs que les intrants organiques d'origine animale fournissent de meilleurs rendements.

Lors de cette expérimentation, les chercheurs et les producteurs découvrent qu'un des producteurs utilise des déchets de boulangerie pour nourrir ses poissons. Grâce à cette méthode, il obtient de bons résultats. Chaque producteur sait maintenant que le pain est un intrant intéressant pour la croissance des poissons. Ce travail autour des intrants durant plusieurs mois nécessite que les producteurs se rendent plus souvent sur les étangs. Finalement, d'après les chercheurs, la compostière qui servaient de réserve de nourriture, et qui ne nécessitait pas d'entretien journalier fut partiellement abandonnée par les producteurs, au bénéfice d'une alimentation des étangs plus régulière et plus diversifiée. Pour le chercheur H., le résultat de cette expérimentation crée un apprentissage très important pour les producteurs :

*« Cela crée le lien qui doit toujours exister entre l'éleveur et l'animal. [Le producteur F.] qui était le meilleur passait tous les jours donner quelque chose. Il observe beaucoup et donc apprend ».*¹⁹¹

L'itinéraire technique piscicole a donc été retracé et retravaillé en partenariat avec les producteurs. Pour les chercheurs et quelques producteurs du groupe, il s'agit maintenant d'optimiser la commercialisation des poissons. Pourtant, auparavant, la commercialisation n'était pas perçue comme un problème pour les producteurs. Encore aujourd'hui, la plupart d'entre eux se contentent d'en manger pour les fêtes de fin d'année plutôt que d'en faire un revenu. Dans les

¹⁹⁰ Compte-rendu d'échange lors de la visioconférence à l'institut de la Banque Mondiale.

¹⁹¹ Entretien formel enregistré à Montpellier en février 2011.

marchés locaux de Fokoué, ou dans les localités où vivent les autres producteurs (Fomopea, Fotomena et Bamendou), le poisson issu des étangs des producteurs est peu acheté. Une étude est alors faite par un étudiant en anthropologie pour comprendre les perceptions des consommateurs des différentes localités autour de Fokoué et à Dschang. Les résultats de son travail révèlent que les consommateurs des marchés locaux ne savent pas préparer ces poissons, ils en ont également une perception assez négative de celui-ci. Par contre, à Dschang, le poisson est apprécié. Ceci est dû à la diversité d'origine des habitants de Dschang, déjà habitués dans leur région à cuisiner d'autres poissons que le maquereau surgelé importé de Douala. La publicité faite par le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M. est à l'origine des premiers achats. Les démarches auprès des fonctionnaires de Dschang, les prospectus, les passages à la radio permettent de préparer les clients à l'achat du poisson. Aujourd'hui, la plupart des clients sont des fonctionnaires de Dschang qui sont prêts à mettre deux fois le prix vendu sur le marché de Fokoué. Cependant, le déplacement en ville et l'organisation d'une vente groupée pose encore aujourd'hui des problèmes d'organisation et de coût :

« Le problème se pose souvent au moment de la vente. Nous faisons la vente groupée sur Dschang. Mais les moyens pour le transport nous font penser autrement. Parce qu'emporter ses récoltes à Dschang, tu vas vendre un bon prix, mais le transport va prendre cela. Je vends à Fomopea aussi mais il faut faire une grande publicité. Par rapport aux efforts fournis, je me dis que la vente me rapporte moyennement. »¹⁹²
(Producteur S.)

¹⁹² Entretien formel enregistré à Fokoué entre octobre et novembre 2010.



Photographie 14. Cliché destiné à faire la publicité pour le poisson du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M.

À Fokoué, aujourd'hui, la pisciculture est alors considérée comme un métier qui n'est pas forcément rentable. Cette activité est perçue comme exigeant du savoir-faire et accessible à ceux qui disposent de suffisamment de moyens. Les itinéraires techniques sont connus par les producteurs, même s'ils se heurtent encore à des problèmes organisationnels et financiers.

2. Les apprentissages à Santchou avec le G.I.C. P.E.P.I.S.A.

À Santchou, la situation sociale et économique ainsi que l'activité piscicole sont considérées par les chercheurs comme plus traditionnelles que celles de l'arrondissement précédent. De plus, les pisciculteurs n'adhèrent pas immédiatement à la R.A.P. comme l'ont fait ceux de Fokoué. Pour ces deux raisons, une étudiante en anthropologie réalise une étude qui caractérise les différents étangs, qu'ils soient *modernes*, *semi-modernes* ou à *tendance traditionnelle*. Cette dernière activité a été en déclin suite à l'implantation massive des cultures de rentes telles que le

cacao et le café. Elle l'était également car lorsqu'un pisciculteur récolte beaucoup de poissons, les villageois le suspectent d'avoir sollicité une « force supérieure » chargée de sacrifier un enfant. Pour éviter de tels soupçons, une partie des producteurs avaient décidé d'abandonner la pratique traditionnelle de la pisciculture. Pourtant, le travail des chercheurs conduit la première année à la suite de la signature de la convention fait apparaître que l'activité est plus rentable avec les méthodes traditionnelles.

Dès leur première prise de contact avec le terrain, les chercheurs identifient une profusion d'alevins présents naturellement dans le milieu et principalement utilisés en cuisine sous forme de brochettes. Ils perçoivent cette richesse comme une possibilité de développement d'une nouvelle branche de l'activité : la commercialisation des alevins. Cependant, l'idée de commercialiser le poisson à Santchou n'est pas totalement acceptable par les habitants de Santchou. En effet, l'abondance naturelle du poisson dans les cours d'eau et par inondation dans les étangs, fait que celui-ci est perçu comme un don de la nature qui doit être partagé avec la communauté. Lors de la vidange des étangs, les poissons sont répartis entre tous ceux qui ont participé à leur récolte, le reste est vendu (environ 30 pourcent), le solde est alors fumé pour la consommation familiale. Ce poisson est donc partiellement commercialisé. L'autre justification du don repose sur la difficulté qu'ont les non-pisciculteurs à considérer que les étangs soient la propriété de quelqu'un. À partir du moment où le poisson se trouve dans un lieu public et, de surcroît, qu'aucun investissement financier n'est nécessaire pour l'obtenir et le mettre en valeur, les gens considèrent que le poisson est le bien de tous ceux qui habitent la localité.

Malgré ces réticences, les chercheurs discutent avec les producteurs de cette opportunité de commercialisation. Un groupe plus restreint de producteurs décide alors de s'engager dans la démarche avec les chercheurs. Ils commencent par déterminer les différentes espèces de poissons que les producteurs différencient par leurs aspects et le lieu de leur collecte. Mais, ces derniers, font cette identification uniquement lorsque les poissons dépassent le stade d'alevin. De plus, l'espèce de silure dite « *la plus récente* » – espèce qui s'est probablement échappée des bassins d'élevage de l'université de Dschang - a une meilleure croissance que les autres et peut s'adapter au modèle de pisciculture développée, entre autre, à Fokoué. Les chercheurs engagent alors un travail avec les producteurs afin de leur permettre de sélectionner cette espèce pour la vente à Fokoué ou pour tout étang de pisciculture aux techniques similaires.

À Santchou, les chercheurs et les producteurs ne travaillent donc pas sur l'itinéraire technique d'un modèle de pisciculture, mais sur une meilleure compréhension du fonctionnement des

étangs *traditionnels* (première année) et sur la valorisation des poissons et des alevins obtenus naturellement (deuxième année). À la suite du travail fait sur la compréhension du fonctionnement des étangs par deux étudiants avec l'aide des producteurs, les chercheurs encouragent les producteurs à conserver et commercialiser leur poisson vivant, gage de fraîcheur pour le consommateur. Cette pratique permet également d'économiser le prix du bois, nécessaire au fumage du poisson, pratiqué auparavant. De même, l'étudiante en économie constate que la vente du poisson au kilogramme serait plus rentable qu'en *tas* comme pratiqué par la majorité des producteurs :

*« Ce qu'on a vérifié là-bas et qu'il y a dans mon résultat, c'est qu'un tas pèse 1.5 kg. Quand ils vendent ce tas, ils le vendent comme si c'était 1 kg, ça fait qu'ils perdent 0.5 kg de poissons. Et quand tu vends les choses à ton voisin, s'il n'a que 200 francs C.F.A., il va venir te le donner, alors que si tu vas sur le marché, tu peux le vendre à un bon prix. »*¹⁹³ (Étudiante G.)

Ensuite, l'étudiant D. était chargé de caractériser les étangs d'inondation :

*« Avec la caractérisation des étangs, on leur a fait comprendre que : " voici là où on peut créer les étangs, où il y a l'inondation facile, et si vous voulez les créer, vous pouvez les créer dans des zones où on a certaines espèces végétales " »*¹⁹⁴.

Cette expérimentation a permis de déterminer que certaines pratiques traditionnelles sont bénéfiques pour la production comme la construction des abris dans les étangs comme le témoigne le producteur J. :

*« Nous creusons des cachettes sur les parois des étangs, et nous mettons des arbres [troncs] spéciaux qui ont des trous à l'intérieur. Ça permet que les poissons se sentent bien et ne sortent plus de l'étang. »*¹⁹⁵

Le couvert végétal et l'intensité de la crue sont également des facteurs influençant la production. Les galeries forestières qui sont les sites les plus occupés sont alors identifiées comme les plus favorables à la production piscicole, car ce milieu naturel permet de fertiliser et nourrir les étangs. Ces sites sont d'ailleurs en danger comme le témoigne encore une fois le producteur J. :

*« On utilisait beaucoup la forêt naturelle, mais la nature se dégrade à cause de la poussée démographique, de l'agriculture et des pesticides. »*¹⁹⁶

¹⁹³ Entretien formel enregistré à Dschang (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

¹⁹⁴ Même source.

¹⁹⁵ Entretien formel enregistré à Santchou entre octobre et novembre 2010.

Cette expérimentation permet aux producteurs de prendre conscience de l'importance de ces forêts et de la nécessité de les préserver. Ce constat débouche sur une nouvelle préoccupation du délégué du G.I.C. P.E.P.I.S.A. qui compte mettre en place un projet visant à protéger ces forêts : *« Présentement, je suis en train de monter le projet A.C.E.F.A., sur l'environnement et le reboisement des sites. J'en suis encore au montage. »*¹⁹⁷

Les chercheurs et les producteurs se concentrent sur la valorisation des alevins de Santchou issus du milieu naturel. L'apport des chercheurs est de mettre en relation les groupes C.O.P.I.F.O.P.E.M. et P.E.P.I.S.A. Cependant, la période de collecte (de novembre à février) ne coïncide pas avec la période à laquelle les producteurs de Fokoué chargent leurs étangs avec les alevins (d'avril à juin). De plus, cette période de collecte n'est pas flexible puisqu'elle correspond au moment où les eaux se retirent et où l'accès aux étangs pour la récolte des alevins est possible. Vient alors pour les producteurs de Santchou, la nécessité de conserver les alevins entre la période de collecte et la période de demande des producteurs de Fokoué. Une expérimentation est mise en place avec trois collecteurs volontaires pour tester trois modes de stockages possibles, et déterminer celui qui est le plus efficace. L'étudiant Z. est en charge de cette expérimentation :

*« D'après mon expérimentation, ce qui fonctionne le plus ce sont les bacs et les fosses aménagées. Les marmites et les fûts ne sont pas appropriés pour le stockage parce qu'il faut changer l'eau tous les jours et que le producteur n'a pas le temps. Les membres du groupe ont dit que, vraiment, stoker les alevins c'est pénible ! »*¹⁹⁸

Pour conclure, le délégué de P.E.P.I.S.A. résume en quelques mots les apprentissages qu'il a acquis au cours de son travail avec les chercheurs. Il n'identifie pas que des apports techniques mais aussi des apports organisationnels :

¹⁹⁶ Entretien formel enregistré à Santchou entre octobre et novembre 2010.

¹⁹⁷ Même source.

¹⁹⁸ Entretien formel enregistré à Dschang (Cameroun) entre octobre et novembre 2010.

« Du point de vue technique nous avons appris à manipuler les alevins et les proportions pour le transport, pour ne pas avoir de mortalité. Au niveau de la vente, on n'a pas trop traité, mais on nous a conseillé de vendre au kilogramme, mais beaucoup gagnaient très peu. Sur le plan organisationnel, ça m'a permis une ouverture d'esprit, une collaboration, une connaissance, un apprentissage dans le montage d'un projet. On m'a appris comment est ce qu'il fallait monter un projet, comment rencontrer les gens, comment collaborer avec les gens, comment discuter de certaines négociations. C'est [le chercheur H.] qui m'a formé. »¹⁹⁹

En conclusion, les chercheurs ont traduit les problèmes des producteurs en question de recherche traitable.

À Fokoué, les connaissances piscicoles de départ sont récentes (années 50) et encore en construction. Les chercheurs doivent retravailler entièrement l'itinéraire technique de production. Chaque problème est repris point par point en effectuant une expérimentation capable de produire des résultats applicables. Cependant, ces nouvelles connaissances techniques et organisationnelles ne sont pas toujours appliquées. Ceci s'explique souvent par le contexte socio-économique (manque de moyens financiers) ou bien par certaines relations de pouvoir qui ne permettent pas à tous les producteurs d'appliquer avec succès les apprentissages qu'ils ont acquis (détournement du délégué T. des biens communs). L'achat des alevins et la commercialisation se font effectivement collectivement tel que prescrit par les chercheurs et le délégué en charge de ces activités détourne une partie de la recette du G.I.C. à son propre avantage. Ceci entraîne un dysfonctionnement organisationnel au sein du groupe qui décourage les producteurs les plus fragiles.

Que ce soit dans l'arrondissement de Fokoué/Penka-Michel ou de Santchou, les chercheurs se sont attachés à faire de l'activité piscicole, une activité rentable, c'est-à-dire, une activité génératrice de revenus. Même si les perceptions des producteurs de l'activité ne sont pas forcément tournées vers cette notion de rentabilité, certains producteurs changent de point de vue à travers les expérimentations. Ceci leur permet d'accéder à une réalité qui leur était inaccessible jusqu'alors. Pourtant, une grande majorité d'entre eux continuent de croire que cette activité n'est pas rentable, et peut-être à juste titre.

¹⁹⁹ Entretien formel enregistré à Santchou entre octobre et novembre 2010.

En ce qui concerne l'analyse des échanges de savoirs (entre le savoir scientifique et le savoir local), les chercheurs tiennent les rôles d'expert, de formateur, de conseiller et d'accompagnateur dans le processus d'apprentissage. En d'autre terme, les nouvelles techniques sont davantage transmises que co-construites, avec un bémol, puisque les producteurs orientent les chercheurs vers le problème à résoudre et valident les nouvelles techniques proposées. L'hybridation du savoir local et du savoir scientifique se fait au niveau de la capacité d'adaptation et de traduction de la demande des producteurs en solution technique adaptée localement.

L'expérience relatée par l'étudiant R. est très parlante quant aux prises de décisions et de risques inhérentes à l'expérimentation chez les producteurs. Son engagement est total puisqu'il investit son propre salaire dans la confection de l'étang et qu'il travaille lui-même dans la construction de ce dernier. Il a ainsi pris un risque important, celui d'investir sans être assuré du résultat. Il sait également convaincre le producteur de s'engager dans ce projet et de l'aider dans sa réalisation. Pour finir, il fait preuve d'« ingéniosité » puisqu'il a confectionné avec peu de moyen les instruments de mesure nécessaires à son travail, ce qui démontre aux producteurs que certains savoirs peuvent compenser le manque de moyens financiers. Cet exemple particulier répond point par point aux conditions exposées dans les principes de la R.A.P. pour évaluer le degré d'autonomie d'un individu ou d'un groupe : la prise de risque, la capacité de faire adhérer autrui à ses idées et la prise de décision. Malheureusement, cet exemple est unique au sein du projet.

L'exemple qui évoque la volonté des chercheurs de mettre en relation les deux G.I.C. pour les échanges d'alevins démontre l'échec partiel des dispositifs mis en place pour atteindre ce but. Dans un premier temps, ce sont les chercheurs qui ont joué le rôle d'intermédiaire entre les deux groupes en achetant les alevins à Santchou pour les introduire à Fokoué. C'est également à travers des dispositifs émanant des chercheurs (protocole d'accord, élaboration d'un prix fixe, mise à disposition d'un lieu de négociation) que les producteurs entament des négociations qui n'aboutissent pas. Le processus d'autonomisation engagé par les chercheurs ne tient pas puisqu'il ressort de nos entretiens que les deux groupes ne sont pas contre cet échange, à condition que ce soient les chercheurs qui restent l'intermédiaire. L'investissement des deux délégués dans l'échange d'alevins n'est pas entier. Le délégué de Fokoué a trouvé son propre fournisseur, dans un village voisin de Santchou. À Santchou, le seul producteur d'alevin qui commercialise de façon rentable dit avoir aujourd'hui sa propre clientèle. Cependant, même si le but collectif recherché au départ (l'ouverture d'un marché d'alevin entre Fokoué et Santchou) n'est pas atteint, ces deux producteurs trouvent leur compte en mobilisant les principes transmis par les chercheurs pour faire évoluer leur activité. Si certains producteurs arrivent à mobiliser à leur avantage certaines

pratiques transmises par les chercheurs, d'autres paraissent adhérer que momentanément à celles-ci.

L'exemple de l'utilisation du cahier illustre ce constat. Alors que pour les chercheurs, l'utilisation du cahier est un outil utile pour gérer l'activité, pour les producteurs, cet outil est utile seulement dans le but de maintenir l'échange avec les chercheurs. Fréquemment, les producteurs se justifient d'adhérer aux conditions des chercheurs dans le but de *leur faire plaisir*²⁰⁰ ou bien, de peur qu'ils n'annulent le projet. Cette raison, bien qu'elle soit compréhensible pousse à interpréter avec prudence la durabilité des apprentissages des producteurs au-delà de la présence des chercheurs sur le terrain.

On peut considérer que certains acteurs sont autonomes grâce aux dispositifs mis en place lors du projet. En général, ce sont ceux qui localement ont déjà un certain pouvoir comme les deux délégués des groupes, mais aussi certains membres du bureau des deux G.I.C. qui se sont impliqués dans le projet et ont pris à cœur certains conseils des chercheurs. L'autonomie se construit à travers les négociations constantes que nécessite ce type de projet, comme peut le témoigner le délégué du groupe de Santchou.

Pour certains étudiants impliqués dans le projet, le fait de concevoir eux-mêmes leur dispositif expérimental et de travailler sur le terrain sans trop d'appuis des chercheurs leur permettent d'acquérir également cette autonomie. Par contre, pour les producteurs des deux groupes qui ne sont pas vraiment engagés dans les négociations avec les chercheurs, leur autonomie apparaît au fur et à mesure que de nouveaux éléments techniques concernant leur activité sont validés. En effet, chacun dispose aujourd'hui des connaissances nécessaires pour mener à bien leur activité, bien que les conditions locales ne leur permettent pas une grande marge de liberté.

La création de nouvelles connaissances techniques adaptées à la situation de Fokoué est effective (rédaction du manuel technique de pisciculture de Fokoué) mais incomplète puisque le tome 2 devant traiter des aspects sociotechniques n'a pas encore été rédigé. De la même façon, la valorisation des données est réalisée, puisque la publication d'articles scientifiques et la diffusion des résultats sont effectives. Les problèmes des producteurs sont en partie résolus, mais pour le moment, le changement consiste davantage dans une prise de conscience d'une possible évolution de certains aspects techniques et organisationnels que dans une réelle concrétisation.

²⁰⁰ Entretiens informels menés à Santchou et Fokoué/Penka-Michel durant les deux missions au Cameroun.

C'est à travers les expérimentations que les acteurs acquièrent de nouveaux savoirs. Pour les producteurs, il est fondamental que les chercheurs démontrent l'avantage des techniques qu'ils préconisent à travers l'application concrète de celles-ci. Globalement, les savoirs par transmission orale, sont pour les producteurs que *bavardages*²⁰¹ inutiles. Les expérimentations et les actes sont un gage de confiance pour les producteurs qui prennent du temps pour « croire » ce que les chercheurs avancent :

*« On leur a dit : " si tu appliques comme ceci, tu peux obtenir tel résultat ! ". Au départ ils ne croyaient pas qu'ils pouvaient faire un silure de 800 grammes en huit mois ! Ils disaient [à l'étudiant C.] : " vous nous trompez vous nous mentez " et tout un tas de choses. On leur a dit : " le jour où vous allez pêcher vous verrez ! " Le jour où ils ont pêché, une fois et qu'ils ont vu que les poissons avaient grandi, ils ont dit que nous étions sorciers, et c'est à partir de ce moment qu'ils ont commencé à croire. »*²⁰² (Étudiant T.)

Le passage entre les connaissances individuelles - c'est-à-dire celles transmises à travers une expérimentation entre un étudiant et un producteur - et les connaissances collectives se fait à travers d'autres dispositifs de concertations, ou à travers les restitutions et les réunions. Cependant, pour les producteurs, ces dispositifs sont insuffisants pour les convaincre et les amener à changer leurs pratiques.

Le moyen le plus évident à employer pour qu'un producteur adhère à une nouvelle connaissance ou bien une invention paraît être l'expérience de l'expérimentation en direct entre un chercheur (ou étudiant) et un producteur. Les restitutions collectives sur la base de supports visuels agrémentés d'un discours ne suffisent pas dans la mesure où elles représentent à nouveau pour les producteurs des échanges oraux dépourvus de dimensions concrètes.

L'idée la plus flagrante à saisir à l'issue de cette révision des apprentissages à travers les dispositifs de la R.A.P., c'est ce décalage entre la volonté des chercheurs et celle des producteurs. Grand nombre de dispositifs mis en place pour combler ce décalage ne trouve malheureusement que peu de réponse de la part des producteurs, préoccupés par d'autres problématiques probablement plus urgentes et vitales pour eux. Ceci revient à l'idée de l'éthique dans ce type de recherche qui doit être un « garde-fou » entre une volonté d'expérimentation sur le réel de la part des chercheurs, et une vie effectivement vécue et réelle pour les producteurs.

²⁰¹ Entretiens informels menés à Santchou et Fokoué/Penka-Michel durant les deux missions au Cameroun.

²⁰² Entretien formel enregistré à Rennes (France) en décembre 2010.

- CHAPITRE VIII -

Approche comparative avec le projet R.A.P. au Burkina Faso

Le projet Territoire, Élevage/Éleveurs, Ressources naturelles, Innovation, Agriculture/Agriculteurs (T.E.R.I.A.)²⁰³ a été développé au Burkina Faso par un chercheur du C.I.R.A.D, zootechnicien, appartenant aux concepteurs de l'A.T.P. C.I.R.O.P. Lors de ces premières phases de travail au Burkina Faso, il a établi un cadre organisationnel solide avec des agents techniques locaux appartenant au C.I.R.D.E.S., ce qui lui a permis à la fois d'identifier les problématiques techniques des producteurs sur le terrain, et par la suite de construire des groupes de producteurs (Comités de Concertations Villageois-C.C.V.) fonctionnant très rapidement de façon quasi autonome. Dans ces C.C.V., les membres du bureau ont un rôle non négligeable, tout comme on peut l'observer dans les G.I.C. au Cameroun. Cependant, il est à noter que des acteurs supplémentaires ont été mis en place entre les C.C.V. et le chercheur du C.I.R.A.D, il s'agit des agents de suivi. Ces agents jouent alors un rôle d'interface entre les C.C.V. et l'équipe des chercheurs. Nous verrons plus tard le rôle de ces acteurs après une brève description de la situation locale dans les villages où s'est déroulé le projet.

²⁰³ « *Teria* » signifie également « amitié » en Dioula.

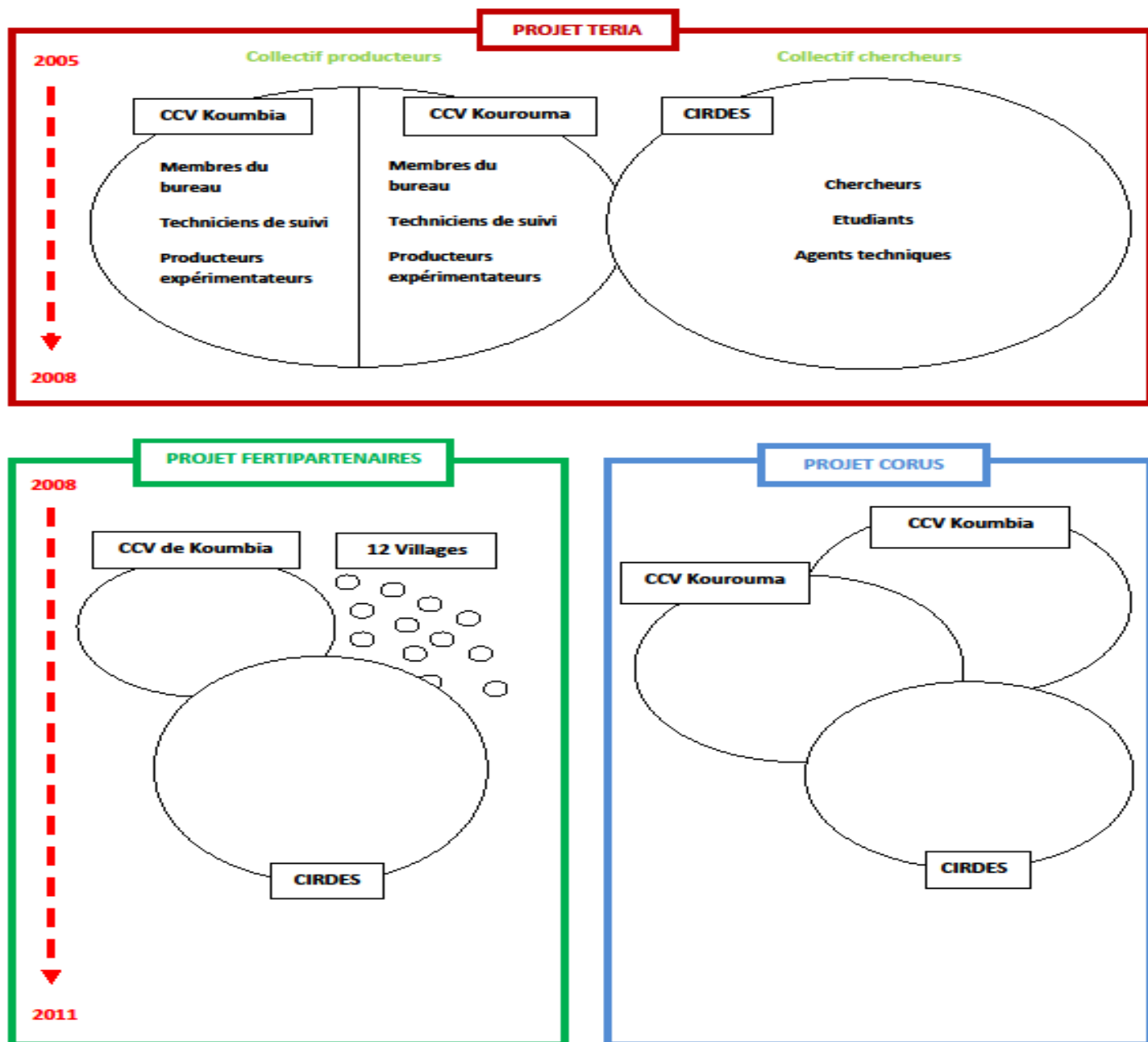


Figure 6. Organigramme du projet T.E.R.I.A. et des deux projets qui lui ont succédé

Les deux villages de Koumbia et de Kourouma sur lesquels le projet T.E.R.I.A. a travaillé ont des différences importantes concernant leur superficie et leur nombre d'habitant au kilomètre carré, mais aussi concernant les ethnies autochtones majoritaires vivant en ces lieux. Le village de Kourouma a une superficie pratiquement deux fois plus élevée que le village de Koumbia, et leur nombre d'habitants est proportionnel avec une densité relativement égale²⁰⁴.

Kourouma est située dans la province du Kénédougou à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Bobo-Dioulasso. Les autochtones majoritaires sont les senoufos (61 pourcent de la population) et cohabitent avec les migrants mossis (33 pourcent) et peulhs (6 pourcent) arrivés dans la région pour la majorité depuis ces 45 dernières années. Les mossis sont des migrants climatiques. Ils sont venus en masse de la région des Hauts-Plateaux depuis les années 1970, année marquée par de fortes sécheresses, rendant alors leur activité agricole trop difficile à pratiquer dans ces conditions. La religion et la culture musulmane sont très présentes à Kourouma et la vie du village est ponctuée par les cinq prières journalières à la mosquée. Le palais royal de Kourouma, aujourd'hui en ruine, semble marquer une période douloureuse, synonyme de servitude pour les habitants. Les élites du village sont les descendants de cette famille royale. Le maire ainsi que son adjoint, puis le chef traditionnel, sont des personnages influents et importants à rencontrer si l'on veut travailler dans le village. Le président du C.C.V. de Kourouma, aujourd'hui malade et vivant à Bobo-Dioulasso, appartient à cette même famille royale et les entretiens avec les producteurs relèvent qu'il y a un conflit avec cette personnalité. D'après les acteurs de T.E.R.I.A., le président se serait accaparé les pleins pouvoirs par le biais du projet, une attitude certainement due à son statut dans le village et aux règles traditionnelles du pouvoir décisionnel. Il serait donc important de comprendre prochainement pourquoi les producteurs ont une mauvaise opinion du président du C.C.V. de Kourouma. Opinion qui doit certainement découler des relations de pouvoir dans le village lui-même.

Koumbia est situé dans la province du Tuy à quatre-vingt kilomètres au nord-est de Bobo-Dioulasso sur la route goudronnée reliant cette même ville à Ouagadougou. Les autochtones sont les mbwaba (62 pourcent de la population) et cohabitent avec les migrants mossis (54 pourcent) et peulhs (8 pourcent). Koumbia est réputée pour sa forte tolérance envers les populations migrantes ainsi que son système plus « libéral » que Kourouma qui fonctionne sur un modèle d'avantage hiérarchique :

²⁰⁴ Pour Koumbia : 9 000 ha et 5 800 habitants. Pour Kourouma : 16 000 ha et 82 000 habitants (*Source C.O.R.U.S. 2007*).

« On a des sociétés où les gens sont plus libéraux, comme à Koumbia, les Mbwaba n'ont pas cette structure hiérarchique ferme où il suffit qu'une seule personne ne soit pas d'accord pour que tout s'arrête. Ils sont plus souples. Alors que le milieu Senoufo [à Kourouma par exemple] est quand même assez hiérarchisé et on ne peut pas brûler les étapes, on ne peut pas rentrer au village, aller comme ça sans avoir vu un tel, c'est culturel. »²⁰⁵

Le pouvoir décisionnel dans les deux villages est différent, ce qui permet de comparer les différences d'acceptation du cadre et des principes sur lesquels repose la R.A.P. dans ces deux situations.

Le contexte dans lequel s'insère le projet T.E.R.I.A. au Burkina Faso est le même qu'au Cameroun dans le sens où, dans les deux localités, des projets antérieurs ont existé, sous plusieurs formes et dirigé par des organismes différents. Cependant, des points communs à ces projets sont à relever dans les deux pays et ces façons de faire ont engendrés des réactions communes de la part des producteurs Burkinabais et Camerounais. Dans le village de Koumbia par exemple, le ministère de l'agriculture a mis en place plusieurs projets consécutifs qui consistaient à distribuer gratuitement aux producteurs, des intrants, des semences, ou bien des matériaux. Des informations concernant de nouvelles cultures, ou bien de nouvelles techniques culturelles circulaient parfois à travers ces projets. D'après les témoignages des agents de suivi du projet, ces projets n'ont pas amélioré l'activité des producteurs par manque de suivi et de formation. Cette succession de projets, n'était donc pas favorable à l'insertion du projet T.E.R.I.A. car d'après le trésorier A. : *« quand on entend le mot "projet" directement on pense à l'argent »*²⁰⁶. À cette époque, lorsque des matériaux étaient distribués dans le but d'améliorer l'activité agricole, ils étaient vendus plutôt qu'utilisés, c'est ce que le trésorier A. décrit comme *« la bienvenue de la gratuité »*²⁰⁷. Les conséquences de ces échanges unilatéraux mettent le producteur dans une position de demandeur et de receveur passif, posture qui est alors inadaptée à la démarche de R.A.P. qui nécessite pour fonctionner, d'un certain engagement de la part de tous les acteurs. Pour gagner la confiance de ces producteurs, habitués à toucher des aides ponctuelles, le chercheur E. a dû se montrer insistant auprès des producteurs pour leur démontrer qu'il ne s'agissait pas d'un projet à distribution unilatérale. À partir du moment où le chercheur E. s'engageait avec les producteurs autour d'un cahier des charges - l'équivalent d'un protocole expérimental au Cameroun - celui-ci

²⁰⁵ Entretien formel enregistré à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) entre novembre 2009 et janvier 2010 avec le technicien d'élevage appartenant au collectif chercheur de T.E.R.I.A.

²⁰⁶ Entretien formel enregistré à Koumbia (Burkina Faso) entre novembre 2009 et janvier 2010.

²⁰⁷ Même source.

demandait aux producteurs un engagement similaire de leur part. Cette confiance permettant de travailler en commun avec les producteurs a pris plusieurs mois pour émerger :

« Les choses ont beaucoup changé au début de la deuxième année. Les gens ont vu que contrairement à d'autres projet on tenait nos engagements jusqu'au bout. La deuxième année il y a eu cent pourcent de réussite. C'est vrai qu'on leur met un peu la pression, mais à partir du moment où on est parti sur un engagement de départ ou chacun est libre de s'engager ou non, on estime être en droit de leur demander un certain travail et nous on s'engage à faire le suivi. Je pense que les gens ont apprécié qu'on tienne nos engagements et que le travail soit fait sérieusement. »²⁰⁸ (Chercheur E.)

Cependant, même si un cadre partenarial est posé entre les producteurs et le collectif chercheur, les producteurs gardent en partie leur fonctionnement et leurs règles sociales. En effet, il est difficile de concevoir qu'ils puissent en faire abstraction. Pourtant, pour que le projet puisse fonctionner, les techniciens et les chercheurs doivent avoir accès à certaines données difficiles à collecter dans certaines situations locales. C'est le cas par exemple pour les éleveurs peulhs qui n'ont pas l'habitude de dire à son prochain le nombre de bêtes qu'ils possèdent. Cette difficulté pour les peulhs à dévoiler cette donnée - qui est pourtant importante pour l'agronome qui la demande - viendrait du fait que les peulhs ont longtemps eu à cacher la taille de leur cheptel, ceci dans le but de ne pas payer la taxe qui était en vigueur avant le mandat du président Thomas Sankara. Les habitudes de comportement et de fonctionnement des acteurs locaux sont prises en compte par les chercheurs fonctionnant suivant une démarche de R.A.P., et incite le chercheur à élaborer une stratégie d'adaptation pour faire fonctionner le projet, de concert avec les producteurs et éleveurs. Cette adaptation prend du temps, et ne peut se faire qu'à travers la confiance et la mise à l'épreuve de l'engagement des chercheurs auprès des producteurs.

Le projet T.E.R.I.A. a proposé aux producteurs de travailler sur plusieurs thèmes d'activité : les fosses fumières²⁰⁹, le travail du sol à sec, la production de lait, l'alimentation du bétail et l'embouche²¹⁰. Chaque thème s'est déroulé de façon inégale, malgré cela, nous avons pu tirer plusieurs points communs.

Les prédispositions des producteurs à postuler pour devenir « *expérimentateur volontaire* »²¹¹ du projet T.E.R.I.A. n'ont pas toujours été identifiées. Par exemple, sur le thème de l'embouche,

²⁰⁸ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier 2010 et septembre 2010.

²⁰⁹ Fosses pour y déposer les déchets organiques et fabriquer un fertilisant naturel.

²¹⁰ Engraissement du bétail, surtout bovin, sur prairies (source : dictionnaire encyclopédique Larousse, 1979).

²¹¹ Même source.

plusieurs producteurs se sont présentés comme volontaires sans pour autant disposer de moyens financiers, ou sans même avoir l'animal disponible pour emboucher. Ceci repose sur un malentendu ou un manque de communication entre l'acteur qui propose ce thème et celui qui postule pour ce thème. L'identification des producteurs à même de travailler dans le projet est un problème qui a été également rencontré sur le projet Cameroun et suppose que la phase d'engagement, de diagnostic et d'identification des acteurs est délicate et problématique dans le cadre d'un projet R.A.P. Au Burkina Faso, les chercheurs se sont attachés à fournir des critères de sélection des producteurs expérimentateurs qu'ils ont communiqués au C.C.V. Mais ce n'est pas l'équipe des chercheurs qui sélectionnait les producteurs. Le chercheur E. justifie alors ce choix : *« quand il s'agit de choisir des producteurs pour faire une expérimentation, on va définir un certain nombre de critères, et ensuite les producteurs qui se connaissent mieux entre eux, suivant ces critères sont à même d'identifier les producteurs qui pourront participer aux activités. Souvent ça permet d'avoir des résultats plus intéressants, que si tu commandes ce choix à un technicien qui est payé par l'équipe de recherche qui va faire un certain travail et qui va faire le choix en fonction de certains critères à lui qui sont parfois implicites et qui ne t'orientent pas forcément sur les personnes qui sont les mieux à même d'expérimenter ces méthodes ».*²¹²

En même temps, le risque de cette méthode qui favorise l'autonomie du groupe de producteur peut laisser le pouvoir décisionnel à des acteurs locaux capables de s'accaparer le projet, ou de perpétuer un certain nombre de principes qui ne correspondent pas avec ceux de la R.A.P. D'après le chercheur E. c'est ce qu'il s'est passé à Kourouma :

*« Au niveau du choix des producteurs on fixait des critères pour identifier tel ou tel type de producteur sur tel ou tel type d'activité, et en fait ces critères n'étaient pas retenus par les personnes, c'était en fonction de leur réseau d'affinité. »*²¹³

Pourtant, lors de mon séjour à Kourouma, la plupart des producteurs m'ont affirmée qu'ils avaient été choisis pour tel ou tel thème par tirage au sort, justement pour éviter que tel ou tel producteur soit favorisé en fonction de son réseau social. C'est le cas du petit frère du président du C.C.V. de Kourouma qui a été choisi tardivement par le C.C.V. comme *producteur expérimentateur* car : *« dans les tirs au sort mon nom n'était pas sorti »*²¹⁴ (Producteur T.)

²¹² Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier 2010 et septembre 2010.

²¹³ Même source.

²¹⁴ Entretien formel enregistré à Kourouma (Burkina Faso) entre novembre 2009 et janvier 2010.

L'agent de suivi O., également membre du C.C.V. se justifie :

*« C'est-à-dire que le nombre de personnes qu'on voulait était déjà atteint. Le président aussi a peur, il ne peut pas venir directement sur son petit frère, c'est le comité qui décide ! »*²¹⁵ (Agent de suivi O.)

Semblait-il qu'un effort était alors fait pour ne pas favoriser un producteur plus qu'un autre en fonction de son statut social.

Les aléas du quotidien et du climat sont également des obstacles au déroulement des thèmes de travail. Certains producteurs n'ont pas pu mener à bien leurs expérimentations pour cause de maladie. D'autres ont dit être obligés de revendre les dons de T.E.R.I.A. (sacs de ciment) pour soigner un enfant malade, ou bien continuer à construire leur maison. D'autres encore ont été surpris par le climat, en particulier la pluviométrie que les producteurs considèrent comme de plus en plus imprévisible.

Le passage de l'information ou de la désinformation par les membres du C.C.V. ou le collectif des chercheurs est souvent une des raisons que les producteurs avancent pour expliquer le manque de suivi de leur thème de travail. D'autres se sont portés comme volontaires croyant que le projet T.E.R.I.A. leur donnera des avantages financiers – cette mauvaise information, paraît-il, était véhiculée par le président du C.C.V. - et ont dû abandonner en cours de route par manque de moyens :

*« Il [le président du C.C.V. de Kourouma] s'accaparait tout. Il ne diffusait pas trop l'information. Il ne laissait pas les jeunes prendre la parole, s'exprimer. Il contrôlait tout, du coup les gens l'ont compris assez vite, et comme ils étaient privés du rôle qu'ils auraient pu jouer, ils se sont un peu retirés. »*²¹⁶ (Chercheur E.)

Concernant les apprentissages produits en eux-mêmes, l'on remarque que pour chaque thème les producteurs avaient déjà une conduite bien précise de leur activité avant le projet T.E.R.I.A. Par exemple, pour les fosses fumières, certains producteurs pratiquaient déjà le compost (ce qu'ils appellent dépotoir *yaréné*²¹⁷ en Sénoufo). Ce dépotoir était constitué principalement des déchets de cuisine ramassés dans les cours et stockés dans des fosses creusées pour fabriquer les briques en terre des maisons ou des fenils. T.E.R.I.A. a permis d'améliorer ces fosses en les déplaçant aux champs, en cimentant les bords pour les consolider et en variant les

²¹⁵ Entretien formel enregistré à Kourouma (Burkina Faso) entre novembre 2009 et janvier 2010.

²¹⁶ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier 2010 et septembre 2010.

²¹⁷ *Yaré* signifie « ordure » et *négé* signifie « trou ».

déchets qui permettent le remplissage de celle-ci. Déplacer la fosse au champ permet également d'y ajouter les déchets des cultures sans avoir à les transporter jusqu'à la cour des maisons. Pour chaque thème, on remarque donc qu'ils n'ont pas été appris dans leur totalité mais que T.E.R.I.A. n'a fait que proposer une modification des activités pour permettre une meilleure pratique. Ces modifications sont surtout de nature organisationnelle comme avancer la date des labours, ou bien nourrir davantage les animaux pour faciliter les labours.

Sur le plan technique, l'histoire de la découverte du mucuna par les producteurs volontaires de T.E.R.I.A. met à jour à elle seule, quelques défauts organisationnels qui ont dérangé les producteurs. Le mucuna a été proposé aux producteurs au début du projet T.E.R.I.A. comme plante fourragère permettant de nourrir les animaux de traits pour qu'ils soient plus performants pour le travail du labour. Des graines ont été distribuées, et l'année suivante, le projet a racheté des sacs de graines de mucuna pour en proposer à d'autres producteurs. Le prix d'achat était plus avantageux que le maïs par exemple, et les producteurs ont continué l'année suivante à produire le mucuna en grande quantité, croyant que le projet allait continuer à en racheter. Mais ce ne fut pas le cas. Il y a donc eu un quiproquo qui a frustré les producteurs croyant détenir une épargne importante grâce à tous les sacs de mucuna qu'ils stockaient dans leurs greniers. Les producteurs ont donc cru que le mucuna allait devenir leur culture de rente et qu'ils avaient trouvé un marché pour la revente des graines. Encore aujourd'hui, certains gardent les graines comme épargne espérant pouvoir les vendre en cas de coup dur.

L'autre problème concernant le mucuna se situe au niveau de l'utilisation de la plante en elle-même. Les producteurs ont assisté à deux formations sur le mucuna, dont l'une proposait l'utilisation des feuilles comme fourrage, et l'autre proposait l'utilisation des graines comme complément alimentaire. Les deux formations n'ont pas été organisées par les mêmes personnes, mais les producteurs n'ont pas fait la différence. L'une a été dispensée par le C.I.R.D.E.S. et l'autre par l'Institut de l'Environnement et de la Recherche Agricole (I.N.E.R.A.). Mais le C.I.R.D.E.S. ne soutient pas l'utilisation des graines de mucuna pour l'alimentation des animaux, disant que les graines sont toxiques. Nous constatons donc que les producteurs ne font pas forcément la différence entre les différents projets qui interviennent dans leur village et ceci est d'autant plus marquant lorsque les chercheurs ne proposent pas des interventions unifiées concernant les pratiques qu'ils proposent.

À Koumbia, les entretiens n'ont pas pu être assez nombreux et approfondis pour faire ressortir des choses intéressantes concernant les techniques de production. En revanche, les

entretiens avec le président B. et le trésorier A. - respectivement le président et le trésorier du C.C.V. - ont permis de comprendre plusieurs choses importantes. Premièrement, le projet T.E.R.I.A. aurait permis de dissiper les conflits entre les producteurs et les éleveurs en travaillant sur les pratiques agricoles de chacun, dans un contexte où les espaces de pâturage sont réduits par l'extension des champs agricoles :

*« Les éleveurs laissaient leurs animaux divaguer, et les champs aussi divaguaient car tout a été coupé dans la brousse : les passages des animaux et les collines. »*²¹⁸ (Président B.)

Dans la conception des agriculteurs qui entrent en conflit avec les éleveurs, ils considèrent qu'ils ne sont pas responsables des dégâts produits par les animaux sur leurs cultures, car m'ont-ils dit : *« les champs ne bougent pas »*²¹⁹. Ils ne se sentaient donc pas concernés dans la résolution de ce problème. Dans la citation du président B. l'on remarque qu'il indique que les champs aussi divaguaient, pour indiquer que l'expansion de ces derniers empiétait également sur le territoire disponible pour l'élevage. Voici une illustration de l'évolution du conflit, à travers le témoignage du président du C.C.V. qui est aussi agriculteur. La cause de la mésentente entre les agriculteurs et les éleveurs s'est alors progressivement déplacée à l'anthropisation de l'espace.

C'est à force de réunions réunissant les deux secteurs d'activité que les producteurs se sont rendus compte des contraintes des uns et des autres, et ainsi que le conflit pouvait se régler par une meilleure organisation des activités. Dans ce cas là, cela suppose que les conflits entre ces deux corps de métier étaient issus d'une mauvaise connaissance du métier et des contraintes de l'autre. Les échanges, réunions et dialogues au sein du projet ont permis d'informer les producteurs sur les contraintes de leurs voisins, donc, d'être « capable » d'empathie et de compréhension pour son prochain. Cette volonté de regrouper les agriculteurs et les éleveurs était tout à fait consciente de la part du chercheur E. et n'a pu se faire qu'à travers la création de ces C.C.V., qui sont alors les seuls regroupements mixtes, où les membres sont autant des agriculteurs que des éleveurs. Le souhait de regrouper ces deux corps de métier était dans l'optique de créer une dynamique au niveau du territoire et pas seulement au niveau d'un seul corps de métier. Le chercheur E. n'avait alors d'autre choix que se créer un nouveau groupe (le C.C.V.) pour atteindre son but, puisque le mode associatif déjà existant, le Groupement de Producteurs de Coton (G.P.C.) est organisé par filière. Cependant, les chercheurs ont fait le choix de ne pas institutionnaliser la création de ces C.C.V. dans le but de ne pas perturber l'organisation

²¹⁸ Entretien formel enregistré à Koumbia (Burkina Faso) entre novembre 2009 et janvier 2010.

²¹⁹ Même source.

villageoise locale. En effet, en 2007, des Conseils Villageois de Développement (C.V.D.) sont alors créés par l'État, dans la continuité de la création des communes. Ces C.V.D. fonctionnent alors comme des mairies, d'après le chercheur E. :

*« Avec la décentralisation et la mise en place des communes, il est prévu que chaque village mette en place un comité C.V.D., qui a un mandat assez large. Il peut intervenir dans tous les aspects du développement au niveau du village, pas simplement dans l'agriculture. [...] On sent qu'ils ne voient pas d'un très bon œil, l'existence d'une structure qui pourrait être structurante [les C.C.V.] et ils ne souhaitent pas qu'il y ait une prolifération des cadres de concertation au niveau des villages. »*²²⁰

Le chercheur E. décide alors de travailler autour de l'élaboration d'une collaboration entre les C.C.V. et les C.V.D., plutôt que d'institutionnaliser les C.C.V., ce qui d'après lui, pourrait être source de conflit au niveau local.

Deuxièmement, grâce à des formations sur la façon de diriger un groupe de producteurs, les membres du C.C.V. ont optimisé leur capacité de synthèse et de communication dans les groupes. Ce qui leur permet de prendre seul les rênes du C.C.V. sans l'aide des chercheurs. L'autonomie de ces décideurs paraît alors en bonne voie pour supporter le désengagement des chercheurs du projet.

Un rapport de partenariat a été établi entre le C.I.R.D.E.S. et les deux villages grâce à la formation des C.C.V. qui se composent de membres du bureau chargés de la communication entre les chercheurs et les producteurs mais aussi des agents de suivi spécialisés pour accompagner les producteurs volontaires dans leurs activités. Ces agents de suivi ont un rôle clé et indispensable pour le bon déroulement des activités puisqu'ils appartiennent aux membres du village et qu'ils sont censés savoir mieux que quiconque de quelle façon communiquer avec les producteurs. De plus, étant sur place, ils se rendent souvent chez les producteurs qui se sentent alors motivés et encadrés, tout cela dans un climat de confiance. Le projet T.E.R.I.A. a donné suite à deux autres projets, C.O.R.U.S. et Fertipartenaires, qui sont en cohérence et en continuité avec le travail qu'avait débuté T.E.R.I.A.

Le projet T.E.R.I.A. n'a pas apporté que des sacs de ciment et des graines, il a surtout apporté ce que l'agent de suivi O. se plaît à dire « *des idées favorables* »²²¹. En effet, les producteurs qui se sont

²²⁰ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

²²¹ Entretien formel enregistré à Kourouma (Burkina Faso) entre novembre 2009 et janvier 2010.

portés volontaires et qui ont mené à bout les activités ont été satisfaits par les idées techniques que le projet leur a proposé.

Au niveau des connaissances organisationnelles, le témoignage de deux membres du bureau du C.C.V. de Koumbia permet de comprendre les difficultés pour eux de tenir leur rôle :

*« Il faut vraiment être dirigeant pour savoir que vraiment il est difficile de gérer une association ou un groupement en milieu paysan ! »*²²² (Membre du bureau A.)

Ils mettent beaucoup en avant le côté redondant de leur activité. D'après eux, c'est par la répétition et la persistance que leur travail peut aboutir à des résultats. Ils disent travailler sur la même chose depuis cinq ou six ans. Leur rôle d'intermédiaire entre les chercheurs et les producteurs nécessite qu'ils communiquent et rassemblent les producteurs pour leur expliquer au mieux ce qu'eux-mêmes ont compris des objectifs du projet. L'agent de suivi anime alors les réunions, pendant que les membres du bureau notent sur un cahier le compte-rendu de chaque rencontre et de chaque mission. Lorsqu'une mission leur est confiée par le chercheur, comme prélever des échantillons sur un champ, les membres du bureau s'attachent à ce que le travail soit terminé à temps, quels que soient les moyens employés. Les différentes activités au sein du projet T.E.R.I.A. se déroulaient suivant trois étapes essentielles, la formation, l'expérimentation et le suivi des activités. La formation se déroulait en salle et dans les *champs école*, mais aussi durant des voyages d'échanges. L'un d'eux s'est déroulé durant cinq jours au Mali pour l'acquisition de bases théoriques relatives à la culture sous couvert végétal. Le chercheur E. explique alors l'importance de ces voyages d'échanges dans la prise de conscience des producteurs concernant leur activité mais aussi dans la construction du cahier des charges pour l'expérimentation à venir. Cet échange permettait aux producteurs de voir comment font d'autres producteurs et de faire tomber certaines idées reçues concernant l'application de telle ou telle technique. Cela permettait également au chercheur E. de dépasser l'abstraction de certaines réunions, dépasser le stade de la parole pour en venir aux actes, aux preuves concrètes :

*« [Ces échanges] faisaient tomber un certain nombre de préjugés. L'idée, c'était de les mettre en contact et de les laisser entre eux. Parce qu'on se rendait compte que les formations et les bonnes paroles ça ne suffisait pas. »*²²³

²²² Entretien formel enregistré à Koumbia (Burkina Faso) entre novembre 2009 et janvier 2010.

²²³ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

L'étape suivante, celle des expérimentations est alors essentielle d'après les producteurs, mais aussi les membres du bureau qui témoignent « qu'il faut le voir pour y croire ». C'est également ce que nous avons pu observer sur le terrain au Cameroun. La troisième étape qui consiste à suivre les expérimentations, est également essentielle pour entretenir de bonnes relations avec les producteurs, nourrir sa confiance et sa motivation. Cet aspect est également visible au Cameroun puisque aux dires de grand nombre de producteurs, la présence des chercheurs sur leur activité est source de réconfort et d'encouragement. La perception que se font les deux membres du bureau de Koumbia de la démarche de R.A.P. est positive puisque cette démarche permet d'après eux une proximité entre les membres hétérogènes du projet, mais aussi une prise de responsabilité collective et un moyen de transmettre et faire passer les informations :

*« Dans la R.A.P. il n'y a pas de patron, tout le monde est au même niveau pour travailler aisément. [...] Les responsabilités ne se prennent pas individuellement. [...] J'ai été formé, il faut que je forme. J'ai été informé, il faut que j'informe les autres ! »*²²⁴ (Membre du bureau A.)

L'une des tâches les plus difficiles pour les membres du bureau est de trouver le mode de communication adéquate qui permettra de rassembler le plus grand nombre de producteurs lors des activités du projet. Les circulaires, les tournées, les convocations, l'envoi d'S.M.S., le téléphone, la visite à domicile, le grillot, le tam-tam et même payer quelqu'un pour aller voir, sont les différentes méthodes de rassemblement qu'ils ont testé au cours de ces six années de pratique et ils ne savent toujours pas quel est le moyen le plus efficace. Ils doivent également prendre en compte les lignes budgétaires que leur remet le projet pour les frais de communication. Mais les membres du bureau ne remettent pas en cause uniquement leur moyen de communication, mais aussi ce qu'ils appellent la « *mentalité des gens d'ici* »²²⁵, qu'ils qualifient comme involontaire et irresponsable. Ils évoquent alors une certaine résistance sociale au projet qu'ils portent, mais il serait plus juste de parler de « poids social » qui est également observable dans le projet au Cameroun :

*« Ici, dès que tu es responsable on dit que tu as l'argent. Tu n'as même pas le droit de porter quelque chose d'important ! »*²²⁶ (Membre du bureau B.)

Tout comme certains membres du village au Cameroun considèrent que ce n'est pas normal de voir les producteurs accompagnés des chercheurs tout au long de l'année, sans qu'il y ait

²²⁴ Entretien formel enregistré à Koumbia (Burkina Faso) entre novembre 2009 et janvier 2010.

²²⁵ Même source.

²²⁶ Même source.

redistribution de leur part, une grande majorité des producteurs de Koumbia considèrent que l'appartenance des membres du bureau à ce projet fait d'eux des hommes riches ou corrompus. C'est un « poids social » difficile à porter pour les membres du bureau et qui freine également la cohésion du groupe en ce qui concerne les cotisations pour le C.C.V. D'après le membre du bureau A., certains producteurs font la réflexion suivante :

*« On ne va pas cotiser 2 000 francs C.F.A. et les donner aux membres du bureau, ils vont les bouffer ! »*²²⁷

Contrairement au Cameroun où ce sont les chercheurs et les étudiants qui allaient directement au contact des producteurs et qui étaient à la fois chargés de mener les expérimentations et d'organiser les activités du projet, sur le projet T.E.R.I.A., deux acteurs supplémentaires ont été mobilisés. Ces deux acteurs supplémentaires ont permis au chercheur E. de rester plus en retrait au niveau du caractère organisationnel du projet et de se concentrer davantage sur les aspects techniques des activités avec les producteurs. Le conseiller de gestion L. était chargé d'effectuer le suivi comptable des G.P.C. Il s'est mobilisé pour le projet T.E.R.I.A. où son rôle était alors d'animer les réunions, de traduire - certains producteurs ne parlent pas Français - et d'expliquer les principes de la R.A.P. Le technicien B., autre acteur clé, qui était un technicien de l'élevage au C.I.R.D.E.S. avant de se mobiliser également entièrement dans le projet T.E.R.I.A., tenait le même rôle que l'acteur précédent avec un appui particulier sur le suivi technique des différents thèmes d'activités. Grâce à l'appui de ces deux acteurs, les différents rôles dans le projet sont départagés, ce qui permet à chacun de se consacrer entièrement à la tâche qu'il doit effectuer. De plus, le chercheur E., porteur du projet n'est pas le seul acteur placé au cœur des négociations. Au Cameroun, le chercheur H. était le principal acteur vers qui les autres acteurs du projet se tournaient, pour ce qui est des aspects techniques comme organisationnels. Ce rôle multiple qu'il tenait, ne lui permettait donc pas de mener toutes les actions de front et de répondre à toutes les sollicitations.

De nombreux points communs sont alors à relever entre le projet au Burkina Faso et le projet au Cameroun ce qui confirme, en vue des contextes et des acteurs différents, que la démarche de R.A.P. dispose de dénominateurs communs certainement liés à des caractéristiques intrinsèques à la démarche.

Il y a une déception apparente des producteurs des deux pays, vis-à-vis des projets de développement antérieurs, mais aussi, des techniciens de l'État qui mettent en place de nouvelles

²²⁷ Entretien formel enregistré à Koumbia (Burkina Faso) entre novembre 2009 et janvier 2010.

techniques sans effectuer de suivi, en somme, sans se préoccuper suffisamment des conséquences de leurs actions. La distribution de bien non durable et le manque de suivi des acteurs par rapport à la mise en place de ces biens a poussé les producteurs à se mettre dans une posture de receveur passif. La méfiance, la déception et la passivité des producteurs vis-à-vis des projets de développement complexifient la mise en place d'un projet de R.A.P. qui nécessite alors, pour fonctionner, d'une posture active de la part de tous les acteurs.

Bien plus que des mots et des formations, les producteurs ont tous besoin d'actes de la part des chercheurs de la R.A.P. C'est à travers l'expérimentation et les résultats concrets que les producteurs prennent confiance en les chercheurs, c'est aussi en cela qu'ils trouvent l'utilité du travail qu'ils accomplissent avec les chercheurs.

Pris dans le tourbillon de l'action, le chercheur R.A.P. est alors l'acteur clé du projet, puisque c'est de lui que vient l'initiative de développer un projet dans tel ou tel village et avec tels ou tels acteurs. Le chercheur tient alors une multitude de rôles qu'il ne peut pas accomplir seul. Les principes de la R.A.P. veulent également que le travail soit effectué collectivement, c'est-à-dire en équipe. Déléguer certaines actions à un acteur supplémentaire devient alors indispensable, mais nécessite une longue préparation durant laquelle ce nouvel acteur devra idéalement adhérer aux principes de la R.A.P. pour agir en accord avec la ligne de conduite qui a été fixée.

Les producteurs qui ne sont que les membres du groupe et qui n'ont pas de responsabilités particulières ou de négociations à effectuer avec les membres du projet ont des difficultés à suivre la finalité du projet et à saisir qui fait quoi, à quel moment et dans quel but. Ils restent sous les décisions des « chefs » de groupe (délégués, présidents et membres du bureau). Cette situation ne leur permet pas de prendre en main totalement leur activité et d'accéder à l'autonomie que la R.A.P. est sensée favoriser. Ce fait est d'autant plus marquant lorsque les décideurs s'accaparent le choix des décisions et les biens communs. Cette dépendance peut également être un frein au bon déroulement de leurs expérimentations et provoquer leur incompréhension vis-à-vis des actions engagées dans le projet. Cependant, l'aspect positif, c'est que les acteurs placés au cœur des négociations et des décisions acquièrent une capacité organisationnelle non négligeable.

Concrètement, la présence régulière des chercheurs auprès des producteurs est source de motivation pour eux. Les échanges concrets avec d'autres producteurs d'une autre localité sont également source d'apprentissage et engagent une ouverture à laquelle les producteurs sont très sensibles.

Dans les deux pays qui nous intéressent, le « poids social » est un frein à l'investissement des producteurs dans le projet. L'investissement d'un producteur dans un projet extérieur suscite alors des réactions de la part des membres de sa communauté qui découragent le producteur ou le culpabilise quant à la non-redistribution des « richesses » supposément acquises.

- CHAPITRE IX -

Réflexions des chercheurs autour de la R.A.P.

Ce chapitre s'appuie sur les résultats des entretiens menés avec neuf chercheurs du C.I.R.A.D. ou anciennement du C.I.R.A.D., utilisant la démarche de R.A.P. ou de recherche participative en général. Ils ont tous en commun d'avoir été impliqués, de près ou de loin, dans la confection et le déroulement de l'A.T.P. C.I.R.O.P. Ces réflexions viendront se croiser avec l'analyse que l'on aura faite du terrain au Cameroun.

Nous les nommons les chercheurs A., B., C., D., E., F., G., H., I. pour conserver leur anonymat étant donné que leurs initiales sont reconnaissables par tous. À relever que nous ne développerons pas dans cette partie les chemins de vie des chercheurs C. et H. qui ont déjà été largement décrits dans les chapitres précédents. Les éléments du chemin de vie du chercheur F. seront également absents dans les paragraphes suivants puisque ce chercheur ne s'est pas attardé sur les détails de son parcours personnel et professionnel. Nous exposerons donc l'évolution professionnelle de ces chercheurs, leurs motivations à utiliser la démarche de R.A. pour finir sur les contraintes et les points forts concernant cette démarche.

Le chercheur A. est ingénieur agronome. Il dit appartenir au courant de l'agronomie système (représenté par Michel Sebillotte) qu'il oppose au courant du développement agricole (représenté par Marcel Mazoyer). Lors de sa césure, il travaille avec des O.N.G., puis il effectue son V.S.N. (Volontaire du Service National). En 1987, il rédige une synthèse bibliographique au C.I.R.A.D. portant sur l'expérimentation en milieu paysan qui devait répondre aux interrogations du C.I.R.A.D. dans un contexte où l'agronomie incite les agronomes à travailler en dehors des stations. Fort de cette réflexion autour de la façon dont les agronomes doivent travailler en milieu paysan, le chercheur A. est décroché au Mexique dans un centre international d'agronomie qui incite également ses agronomes à travailler en milieu paysan, il effectue alors durant trois années ce qu'il appelle « *du conseil à la mise en œuvre de démarche système agricole* ». À la suite de ce travail, le chercheur A. décide d'effectuer un doctorat *technique* aux États-Unis durant lequel il effectue un terrain de deux ans en Amérique Centrale dans un village où, dit-il, une innovation paysanne a émergé seule, sans intervention extérieure. Son travail, à ce moment-là, était d'effectuer des relevés techniques dans ce village qui était alors devenu un lieu de curiosité et de travail pour un grand nombre de chercheurs intéressés par cette innovation paysanne. Le chercheur A. considère

à ce moment-là que la visite de ces nombreux chercheurs n'est autre que de la *recherche extractive* et que les *paysans* n'ont alors pas de retour de ceux-ci, mais pire encore, qu'ils perdent énormément de temps lors de ces interactions avec eux. Dès lors, il remet en cause les principes de cette *recherche extractive* qui consiste, pour lui, à recueillir des données chez les *paysans* sans pour autant leur offrir une contrepartie. Il décide ensuite de travailler pour une fondation américaine sur la gestion des ressources naturelles dont le but principal est de résoudre les problèmes des acteurs de terrain. Il se confronte alors à un réseau multi-acteurs au sein duquel il travaille en collaboration avec des universités, des O.N.G., des centres de recherche etc. De retour au C.I.R.A.D. en 1999, le chercheur A. est affecté au Mexique. Il crée alors une plateforme interinstitutionnelle à grande échelle en collaboration avec une Organisation Paysanne qui comporte alors dix mille membres. Il travaille avec les acteurs du gouvernement, les banques et la recherche mexicaine. Les principes de participation sur lesquels reposait la création de cette plateforme ont été par la suite empiétés par les pouvoirs locaux, ce qui a entraîné l'expulsion du chercheur :

« Les institutions mexicaines n'avaient pas de dépendance envers le C.I.R.A.D., ils n'avaient pas besoin de notre argent ni de notre savoir-faire. »²²⁸

Les principes de participation portés par ce chercheur n'étaient pas partagés avec le pouvoir en place. D'après le chercheur A., le C.I.R.A.D. à l'époque, n'était pas encore scientifiquement préparé à soutenir ces principes de participation. De plus, il appartenait à un *département technique* du C.I.R.A.D., qu'il oppose à d'autres départements, davantage attachés aux valeurs de participation. En 2004, il retourne au C.I.R.A.D. et travaille sur le semi-direct. C'est lors de ses échanges avec ses collègues qu'il participe aux premières réflexions de l'A.T.P. C.I.R.O.P. Par la suite, il ne va pas continuer les activités au sein de l'A.T.P. pour deux raisons. La première, c'est qu'il était chargé d'organiser un congrès mondial en Afrique, cette activité lui prenait alors énormément de temps. Il était également en charge d'un autre projet. La deuxième raison est qu'il ne s'est pas retrouvé dans les nouvelles valeurs de l'A.T.P. portées par de nouveaux chercheurs en charge de la faire fonctionner.

Le chercheur B. est ingénieur agronome. Il a effectué un stage au Niger sur l'utilisation des phosphates naturels et s'intéressait déjà aux pratiques des agriculteurs autour des fertilisants et par conséquent, sur les questions de sécurité alimentaire. Ensuite, il travaille au Sénégal où le

²²⁸ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

C.I.R.A.D. lui demande d'étudier les systèmes de production pour évaluer leurs possibilités d'évolution. Dans ce travail, il prend alors en compte la diversité des activités des acteurs mais également la diversité des types d'exploitants agricoles. Ensuite, il est en poste de longue durée au Rwanda au cours duquel il travaille avec une équipe du Centre International d'Agronomie Tropicale (C.I.A.T.), basé en Colombie. Cette équipe pluridisciplinaire devait relever un « challenge important » : nourrir une population extrêmement dense sur un territoire où peu de terres sont disponibles pour l'agriculture. Il essayait donc de répondre aux questions des Rwandais qui disaient que les engrais minéraux ne fonctionnaient pas. Son travail portait sur cette question qui émanait des producteurs. En même temps, l'équipe du C.I.A.T. avec laquelle il travaillait, mettait en place une variété d'haricots. Cette invention a été adoptée par les producteurs, et d'après le chercheur B., elle l'a été grâce au travail pluridisciplinaire de l'équipe. Il travaille ensuite à Madagascar, sur des rizières. Il considérait que les riziculteurs étaient très performants, mais il devait tout de même réfléchir à la façon d'augmenter la productivité. Il trouve la solution pour augmenter la productivité, non pas dans la riziculture, mais dans l'élevage des poules qui contribuent au ralentissement de l'activité :

« Il fallait prendre la riziculture de façon assez large pour comprendre comment on pouvait l'améliorer. »²²⁹

Il rédige ensuite sa thèse et repart pour Madagascar pour travailler sur un projet de développement régional. Il s'occupe de l'interface entre la recherche et le développement pour mettre au point un nouveau système de culture sous couvert végétal. Il effectue des expérimentations en milieu contrôlé sur le coton, expérimentations qui obtiennent de très bons résultats et qui permettent de multiplier par cinq les rendements. Cependant, cette invention n'est pas adoptée par les producteurs à cause du pouvoir de la société cotonnière en place qui empêche les chercheurs d'intégrer ce système de production :

« C'est pour cela qu'on s'est dit que mettre une innovation au point en milieu contrôlé - sans associer les acteurs pour mettre au point de cette innovation, ou bien en les associant mal - était voué à l'échec. On s'est dit qu'il y avait une recherche à faire sur la façon d'associer les acteurs à la mise au point d'une innovation. »²³⁰

²²⁹ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

²³⁰ Même source.

De retour au C.I.R.A.D. à Montpellier, le chercheur B. est chargé de coordonner un plan d'action agronomique à échelle mondiale sur le semi-direct, mais il quitte rapidement l'équipe de travail car il ne se retrouve pas dans les valeurs de ses collègues :

« J'étais dans une équipe d'agronomes qui étaient de vrais cow-boys, ils savaient ce qu'il fallait faire et quand l'agriculteur ne faisait pas ce qu'ils proposaient, c'était l'agriculteur qui était un imbécile. Ca me gênait un peu. »²³¹

Il décide alors de participer à l'organisation d'un séminaire mondial qui doit se dérouler à Madagascar. Ce séminaire de dix jours a pour but d'associer des chercheurs de disciplines différentes pour travailler ensemble sur la mise en place d'itinéraires techniques :

« C'est à partir de ça qu'on s'est dit qu'il fallait vraiment qu'on propose une recherche méthodologique, sur la conception des innovations et la recherche en partenariat. »²³²

Il fait parti des fondateurs de la première A.T.P. C.I.R.O.P. avec le chercheur A., A.T.P. qui n'a été acceptée qu'à la suite de l'école-chercheur C.R.E.P. à laquelle il a également participé. Lors de cette école-chercheur, il se rend compte que la pluridisciplinarité est difficile au sein de l'équipe des chercheurs. Il décide de quitter le C.I.R.A.D. Un an plus tard, l'A.T.P. C.I.R.O.P. est lancée, mais il ne peut plus y participer.

Le chercheur D. est ingénieur agronome spécialiste en zootechnie. Il a passé son diplôme de fin d'étude dans la plaine à proximité du bassin de Thau (France) sur le thème de l'amélioration du système fourrager, il devait pour cela, tester différentes variétés de fourrages. Il effectue ensuite son V.S.N. au Nord Cameroun pour analyser le rôle de la traction animale dans les systèmes agropastoraux. Il utilise deux méthodes de travail : les enquêtes en milieu paysan et les expérimentations en station. En 1996, il obtient sa thèse qui traite de ce volet expérimental en station. Par la suite, il est embauché au C.I.R.A.D. et affecté au Nord Cameroun dans le cadre d'un projet régional. Il travaille toujours sur la question de la traction animale mais avec une approche qu'il dit *moins expérimentale*. C'est le département T.E.R.A. (Territoire Environnement Ressources et Acteurs)²³³ du C.I.R.A.D. qui était en charge de ce projet au Nord Cameroun, et ses nombreux échanges avec les membres de cette équipe l'incitent à ouvrir son champ d'analyse. Le chercheur D. devait réfléchir à la façon de développer le conseil aux producteurs dans un

²³¹ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

²³² Même source.

²³³ Le département T.E.R.A. est alors considéré comme le lieu de naissance des approches participatives au C.I.R.A.D., en opposition à des départements du C.I.R.A.D. que les chercheurs définissent comme « techniques ».

contexte camerounais particulier : le désengagement de l'État et la recomposition des services d'appuis à la technique :

*« La problématique, c'était de savoir comment on pouvait réorganiser tout ça pour permettre à cette technique de continuer à se développer en dehors des grands projets de développement qui l'avait accompagné jusque dans les années 90 ».*²³⁴

À la fin de ce travail, le C.I.R.A.D. ne traite plus des problématiques de mécanisation et de traction animale et son département de l'époque (Élevage et Études Vétérinaires) lui demande de se repositionner sur le plan scientifique. Il décide d'analyser la dynamique des systèmes agropastoraux en l'Afrique de l'Ouest et du Centre. C'est à travers ce repositionnement qu'il est affecté au C.I.R.D.E.S. au Burkina Faso. Pendant les deux premières années de son affectation au C.I.R.D.E.S., il s'attache à trouver des financements et décroche un projet qui porte sur l'analyse des savoirs-locaux et leur valorisation dans les systèmes agropastoraux. Ce projet à caractère régional était également développé au Mali, au Cameroun et au Tchad. Parallèlement, il s'investit dans le projet C.I.R.O.P. pour développer la démarche de R.A.P. dans le but de concevoir des innovations dans le cadre des systèmes agropastoraux. Il développe alors le projet T.E.R.I.A. :

*« Au départ, quand je suis parti là-bas [Burkina Faso], l'idée c'était plutôt de développer des conseils à l'élevage, et en fait il y a eu cette A.T.P. C.I.R.O.P. qui s'est montée et dans laquelle je suis rentré. Du coup, l'idée a été plutôt de travailler sur la conception d'innovation suivant une méthode de R.A. plutôt que sur le conseil parce qu'il y avait cette opportunité qui se présentait là et qui semblait être intéressante ».*²³⁵

Le chercheur E. est chercheur agronome spécialisé en économie. En 1983, il effectue son V.S.N. au Togo dans un institut de recherche sur le coton et les fibres textiles dans une station du C.I.R.A.D. :

*« C'était l'époque où effectivement on se disait qu'il fallait connaître ce que faisaient les producteurs pour pouvoir adapter les messages, pour pouvoir améliorer les techniques, ou améliorer le conseil que l'on donnait aux producteurs. »*²³⁶

Il s'attachait dans son travail à connaître les pratiques des producteurs pour effectuer l'analyse des systèmes de production en zone cotonnière. À la suite de son V.S.N., il produit sa thèse sur ce sujet, mais considère que ce travail ne permet pas de changer les perceptions et les pratiques de la

²³⁴ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

²³⁵ Même source.

²³⁶ Même source.

société cotonnière. Il travaille ensuite au Burkina Faso, au sein d'un programme intitulé « coton » au cours duquel il travaille à l'appui d'un projet de motorisation intermédiaire (petits tracteurs). Il doit comparer les performances de la motorisation intermédiaire avec celle des systèmes de production attelés et manuels. Pour cela, il élabore tout particulièrement des outils de conseils aux producteurs dans le but de « *donner des outils aux conseillers pour les aider dans leur travail* »²³⁷. L'élaboration de ces outils le pousse à réfléchir sur la façon de travailler avec les techniciens, les conseillers et les responsables de projets dans le but de définir des objectifs communs et de mettre en place des expérimentations. En 1995, il retourne au C.I.R.A.D. de Montpellier où il s'occupe d'un programme de recherche sur les savanes et les systèmes irrigués. Au sein du département T.E.R.A., il continue de développer des méthodes de conseils aux exploitations. Cette méthode de conseil diffère des méthodes de vulgarisation classique dans le sens où « *c'est toute une série d'outils qui vont aider le producteur à se forger une opinion des résultats de son exploitation et à suivre ses activités* »²³⁸. Ensuite, il part au Bénin promouvoir son travail auprès du ministère de l'agriculture, intéressé par cette méthode. Il travaille ensuite au Costa Rica pour le renforcement des capacités des Organisations Paysannes. L'un des objectifs principaux de son travail semble être l'autonomie des acteurs. De retour du Costa Rica, il participe à l'école-chercheur C.R.E.P. au cours de laquelle il s'insère dans le groupe de chercheurs voulant réfléchir sur la R.A.P. À ce moment-là, deux groupes distincts de chercheurs se forment, l'un voulant participer à la rédaction d'un ouvrage sur la R.A.P. et l'autre considérant que la rédaction de cet ouvrage est trop prématurée sachant que le projet C.I.R.O.P. censé capitaliser les expériences des chercheurs n'est pas arrivé à son terme. L'ouvrage sera tout de même publié en 2011, les chercheurs A., D., E., F. et I. ont contribué à la rédaction de cet ouvrage.

Le chercheur G. est ingénieur agronome. Il se revendique comme appartenant au courant de Michel Sebillotte. Il effectue son V.S.N.A. en Algérie dans des domaines autogérés au sein desquels il essaye de comprendre les prises de décision des agriculteurs. Intégré à l'Institut National Agronomique (I.N.A.), il y occupe un poste de chercheur enseignant, et met un point d'honneur aux enquêtes de terrain pour que les étudiants soient capables de comprendre et d'analyser l'activité des agriculteurs. Après trois années sur place, le chercheur G. rentre en France et travaille comme rédacteur pour un journal agronomique. Cette expérience était selon lui très importante puisqu'elle a permis d'affiner son travail de synthèse autour d'entretiens et de documents scientifiques. Il réintègre ensuite un poste d'enseignant pour des étudiants en B.T.S.

²³⁷ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

²³⁸ Même source.

Techniques Agricoles et Gestion des Exploitations (T.A.G.E.) à Besançon. Ici encore, il développe particulièrement avec ses étudiants le travail d'enquête sur les exploitations. En 1984, il rencontre le directeur scientifique du C.I.R.A.D. au Nicaragua, leurs échanges autour des questions d'agronomie et de développement sont alors fructueux, et aboutissent à l'intégration du chercheur G. au sein du C.I.R.A.D. dont les objectifs à l'époque étaient les suivants :

« L'idée à l'époque ce n'était pas tant un travail commun avec les agriculteurs et les techniciens ou les différents acteurs, c'était faire le bien des travailleurs avec eux, malgré eux, contre eux »²³⁹.

Durant cinq années, il travaille alors en coopération avec une organisation d'extension agricole qui gère les coopératives de productions communes. En même temps, il tient le rôle médiateur entre ces derniers et un programme norvégien chargé de faire des expérimentations chez les agriculteurs nicaraguayens. Ce travail de médiation qui consistait à l'organisation de débats et d'ateliers avec tous les acteurs concernés a permis d'effectuer un glissement de l'expérimentation chez les agriculteurs à une gestion collective de leur activité. Il travaille ensuite deux ans à Madagascar comme enseignant de la spécialité agronomie, mais démissionne pour des raisons personnelles. Il retourne en France et travaille sur une A.T.P. pour l'I.N.R.A. sur le thème de la Recherche-Action. En même temps, il organise un congrès international sur la recherche de terrain pour le développement, ce travail lui permettant de se rapprocher d'autres chercheurs qui ont une approche similaire à la sienne :

« C'est quelque chose qui m'a pris beaucoup de temps et qui m'a permis de prendre du recul, mais aussi qui m'a permis, comme d'autres, d'avoir des piliers un peu stables, par quelque chose qui était considéré par certains comme de la non science »²⁴⁰.

Durant cette période, il travaille également à la valorisation de son expérience au Nicaragua par l'écriture et la publication d'un article. Il effectue ensuite plusieurs missions en Afrique et travaille à Cuba sur l'analyse de l'organisation des coopératives de producteurs. Il organise ensuite un grand débat autour de la loi d'orientation agricole de 1999 en Guadeloupe :

²³⁹ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

²⁴⁰ Même source.

« Ce que j'ai trouvé très intéressant c'est que c'était quelque chose de relativement novateur pour moi. D'une part de travailler avec des étrangers, dans le sens de Camus - c'est-à-dire non métropolitain - sur une loi française parachutée, et avec des différents acteurs plus ou moins concernés. Donc c'était de lourds paquets d'enquêtes, avec les agriculteurs, il y avait eu 80 contacts »²⁴¹.

Il s'investit ensuite dans la création de l'A.T.P. C.I.R.O.P. et commence à effectuer un travail de recherche bibliographique et de mise en forme du projet qu'il ne peut pas continuer pour des raisons personnelles.

Le chercheur I. est économiste, issu de la faculté des sciences économiques. Il effectue un V.S.N. durant deux années au Cameroun au Centre Africain de Recherche sur Bananier et Plantain (C.A.R.B.A.P.). Son rôle est de mettre en place des dispositifs de diagnostic chez les producteurs pour faire remonter leurs besoins vers la recherche. Sa thèse d'économie traite de ce sujet. Il est ensuite affecté pendant dix ans au Cameroun où il met en œuvre des recherches participatives. Il travaille tout particulièrement sur les questions d'organisation et de validation des résultats de la recherche auprès des producteurs par le biais de la co-construction de processus d'échanges multi-acteurs (développeurs, producteurs et chercheurs). D'après le chercheur I., cette expérience de dix années lui a permis de comprendre la façon de discuter collectivement dans un « village »²⁴², des règles à respecter dans l'organisation de la prise de parole, des erreurs à éviter sur certains sujets et de s'assurer continuellement de la compréhension mutuelle. Il poursuit son travail à Madagascar, dans les Caraïbes et en Amérique Centrale, où il effectue sur ce dernier une évaluation *ex-ante* de la faisabilité d'innovations agroalimentaires. Il ne manifeste son intérêt pour l'A.T.P. C.I.R.O.P. que tardivement car le département auquel il appartient au C.I.R.A.D. est un département où on effectuait des processus de transferts linéaires, une pratique éloignée des objectifs du département où se développe l'A.T.P. :

« Les gens du réseau de l'A.T.P. avaient fait un choix éthique et professionnel de ne pas s'intéresser à ces processus linéaires et de partir de la démarche inverse. Ça me mettait en rupture avec cette forme de recherche alors que j'essayais de l'accompagner »²⁴³.

Même si le chercheur I. souhaitait intégrer durablement cette A.T.P., son rôle d'accompagnateur des processus linéaires de transfert le mettait dans une posture délicate vis-à-vis de ses objectifs

²⁴¹ Même source.

²⁴² « La notion de village ne tient pas la route là-bas [Cameroun], dès fois, la dimension de village peut s'étaler sur dix kilomètres voir des centaines de kilomètres, et réunir différentes personnes qui actionnent des niveaux de décision dans un territoire donné » (Chercheur I.)

²⁴³ Entretien formel enregistré à Montpellier en septembre 2010.

professionnels. Ce chercheur s'est alors investi de la mission de valoriser son expérience au Cameroun sur le bananier plantain à travers la rédaction d'un article pour le *lot K*. Il fera ensuite parti des rédacteurs du manuel de la R.A.P. mais ne s'investira pas davantage dans le déroulement de l'A.T.P. C.I.R.O.P.

1. *Analyse croisée des chercheurs*

À partir des années 1970, les chercheurs du C.I.R.A.D. se trouvent dans un contexte changeant, tant au niveau institutionnel, que politique et idéologique. Mais c'est bien plus que le contexte changeant qui influence les chercheurs à se tourner vers une démarche participative. Leur intérêt pour ce type de démarche aurait été sollicité par des précurseurs par un fort intérêt pour les sociétés lointaines et par un engagement idéologique et citoyen.

Ainsi, les entretiens avec les chercheurs révèlent que leur intérêt pour la participation existait déjà lors de leurs premières expériences professionnelles, bien avant d'entrer au C.I.R.A.D. Les chercheurs étaient évidemment motivés par la nature et l'agronomie, mais aussi pour tout ce qui était social, sociétal, politique et humain. L'intérêt pour le social au sens large provient (pour les agronomes) tantôt des études qu'ils ont effectuées - influencées par des précurseurs, entre autre, Michel Sebillotte - tantôt d'une empathie pour les couches sociales défavorisées. D'autres, autodidactes, se sont penchés sur des lectures d'ouvrages de sociologie et d'anthropologie. Les rencontres, tant dans le domaine professionnel que personnel ont également motivé ces chercheurs dans leurs prises en compte de l'humain au sens large. Les agronomes, qui s'étaient à leur début, focalisés sur des recherches très techniques avec les producteurs en sont venus, au contact du terrain, à se poser la question suivante : « comment améliorer les conditions de vie des agriculteurs avec lesquels nous travaillons » ? Cependant, la réponse ne résidait plus uniquement dans les apports techniques qu'ils souhaitaient apporter aux producteurs, mais bien dans la manière de travailler avec eux. Le chercheur B. par exemple, éclaire bien ce décalage entre d'un côté son objectif de produire toujours plus et mieux (poussé par son institution) et de l'autre côté, des producteurs locaux déjà performants dans leurs activités. Les améliorations qu'il tentait alors d'apporter fonctionnaient au niveau technique dans un contexte fermé (laboratoire) mais étaient difficilement intégrées par les producteurs. Ce fut le cas pour une nouvelle variété de coton qui n'a pas été mis en place à Madagascar à cause du leadership de la société cotonnière locale. Le

questionnement du chercheur B. se focalise alors sur la posture à adopter localement pour aider les populations à adopter de nouvelles techniques.

Actuellement, malgré les efforts de formalisation de la démarche à travers l'A.T.P. C.I.R.O.P., tous les chercheurs disent pratiquer la R.A.P. à leur façon, suivant leurs propres expériences et leurs propres valeurs. La R.A.P. n'est pas encore clairement formalisée par les chercheurs ne serait-ce que dans la définition du terme. Certains ont commencé à appliquer ces valeurs dès leur première expérience professionnelle, d'autres ont mené deux travaux en parallèle - l'un répondant aux méthodes imposées par l'institution, et l'autre répondant à un travail personnel - d'autres ont découvert le fonctionnement de la R.A.P. de façon formelle, ou différencient difficilement la méthode des développeurs et celle fondée par la R.A.P.

Le chercheur H. fait un travail de développeur avant de rentrer au C.I.R.A.D. Il a une sensibilité pour former les producteurs. Il évolue petit à petit vers une formalisation de ses méthodes issues de ses valeurs, c'est-à-dire « *développer mais pas n'importe comment* »²⁴⁴, mais également former les producteurs pour qu'ils puissent se développer seuls. Il a donc une forte sensibilité pour l'autonomie, sensibilité finalement partagée par la plupart des chercheurs.

Le chercheur G., quant à lui, fait un travail de recherche dès le départ (enquêter, analyser, comprendre) tout en se dirigeant vers une sensibilité à la formation et à la restitution. Il veut donner les outils aux agriculteurs pour qu'ils soient autonomes, tout comme le chercheur H. Il n'est pas dans une démarche de développement, mais plutôt dans une tentative de compréhension de l'évolution des sociétés dans des contextes changeants. Sa sensibilité se situe alors davantage au niveau de la sociologie, comprendre l'évolution des sociétés tout en restant prudent sur le changement que la recherche peut effectuer sur le terrain.

Les agents du C.I.R.A.D. qui pratiquent la R.A. ne se reconnaissent pas forcément comme des chercheurs, soit parce que l'institution de leur reconnaît pas ce statut, soit parce qu'eux-mêmes se définissent tantôt comme des ingénieurs, tantôt comme des développeurs et tantôt comme des techniciens. Le mot d'ordre retenu par les agents est : la publication. Certains se sont rendus compte par eux-mêmes de l'intérêt de publier, ou plutôt, de formaliser leur démarche. D'autres se plient à cette exigence, même si elle ne répond pas à leurs valeurs, et d'autres ne reconnaissent pas l'importance de la publication et veulent continuer à faire un métier de développeur. Le métier de chercheur est même rejeté par certains qui disent que comprendre

²⁴⁴ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

n'est pas suffisant et qu'il faut également agir. Le chercheur est souvent considéré comme celui qui prend des données aux acteurs de terrains sans rien donner en retour et dans un but purement égoïste de progression professionnelle. La production de connaissances génériques étant inutile pour les acteurs de terrain, les chercheurs restent toujours frileux à se définir comme tel.

D'après tous les chercheurs, un débat au sein du C.I.R.A.D. se perpétue entre ceux qui se focalisent sur les aspects techniques de la recherche et ceux qui cherchent à intégrer les sciences sociales dans leur démarche. Ce débat est issu dès le départ de l'appartenance des chercheurs à tel ou tel département du C.I.R.A.D. Certains départements sont considérés comme techniques et d'autres comme pluridisciplinaires. Particulièrement, les chercheurs des départements pluridisciplinaires ont le sentiment que les chercheurs en sciences techniques considèrent que leur recherche n'est pas scientifique. L'engouement de ces chercheurs pour l'A.T.P. C.I.R.O.P. vient pour tous d'un besoin de légitimer leur démarche de travail auprès de leur institution et de leurs collègues. Ces chercheurs veulent également « s'assurer » que leurs pratiques - issues des valeurs qui les ont poussé à « *discuter avec les producteurs* »²⁴⁵ et à prendre en compte le niveau social de leur activité - sont légitimes. Ainsi, le chercheur G. se pose la question : « *Est-ce que ça a une valeur scientifique ce que l'on fait ?* »²⁴⁶.

Cela revient à l'éthique discutée et partagée avec les comités éthiques. Pourquoi légitimer ? Parce que tous les chercheurs ne sont pas d'accord avec cette approche compréhensive. En particulier dans les deux autres départements du C.I.R.A.D. (Systèmes Biologiques, et Performance des Systèmes de Production et de Transformation Tropicaux). De plus, le C.I.R.A.D., depuis quelques années, a changé le statut de ses agents - pour la plupart techniciens ou ingénieurs - en chercheurs.

« *C'était l'idée de donner un drapeau scientifique à cet espèce de bricolage que l'on a mis en place parce qu'à un moment on avait viré, pour des raisons citoyennes et sociales on s'était mis à discuter avec des agriculteurs.* »²⁴⁷ (Chercheur G.)

La R.A.P. est également perçue par le chercheur A., par exemple, comme un « *outillage méthodologique* »²⁴⁸ visant à accompagner le changement, « *pour que les gens changent, s'adaptent,*

²⁴⁵ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

²⁴⁶ Même source.

²⁴⁷ Même source.

²⁴⁸ Même source.

s'améliorent, sortent de la misère et de la pauvreté »²⁴⁹. L'objectif de son travail est alors purement tourné vers l'humain et l'amélioration des conditions de vie des producteurs avec lesquels il travaille. Pour d'autres chercheurs, la R.A.P. est aussi perçue comme un outil, pour accompagner les aspects organisationnels et interactionnels des actions qu'ils ont à mener sur le terrain. Elle permet également de leur apporter un éclairage pour comprendre et analyser le milieu social dans lequel ils travaillent.

La plupart des chercheurs prennent en compte l'importance d'un savoir en S.H.S. pour pratiquer cette démarche. Ils ont commencé à s'intéresser aux sciences sociales par le biais de lectures. Les uns mobilisant des auteurs qui traitent des sciences de l'organisation, de la philosophie ou du social. Les autres mobilisent surtout des références en anthropologie du développement. Cette approche des sciences sociales leur permettent de développer une éthique sur leurs terrains, et de comprendre comment fonctionne la société dans laquelle ils travaillent. Pour un des chercheurs tout particulièrement, sa conversion aux S.H.S. lui permet de trouver un équilibre en prenant du recul vis-à-vis de son action par la réflexion qu'imposent ces disciplines.

Par le statut le passage de statut d'ingénieur à chercheur et par les exigences de la méthode de la R.A.P. - résolution des problèmes et productions de connaissances génériques - la mobilisation des outils des S.H.S. paraît inévitable pour la rédaction des articles scientifiques. Tous mobilisent ces outils pour la production d'articles, chose complètement rejetée par l'un des chercheurs qui affirme que la production de connaissances génériques n'est pas son premier centre d'intérêt et qu'il préfère se consacrer à la résolution des problèmes. Les deux autres chercheurs se livrent avec plaisir et intérêt à cette nouvelle pratique devenue nécessaire, même si le passage de la rédaction de rapports techniques à la rédaction d'articles scientifiques publiables demande plus de temps et d'investissements.

La plupart des agronomes ayant travaillé en interdisciplinarité avec des chercheurs en S.H.S. reste sceptique quant à l'adaptation de ces chercheurs au monde de l'action. On retrouve encore une fois une certaine incompatibilité entre la recherche et l'action, la recherche devant produire des connaissances génériques, et par son éthique, évitant de trop interférer avec les groupes sociaux qu'ils étudient. Si la conversion des agents du C.I.R.A.D. aux sciences sociales leur paraît nécessaire, la conversion des S.H.S. issue des milieux universitaires à l'action est quelque chose de moins évident. En effet, les sciences sociales en milieu universitaire privilégient la réflexion

²⁴⁹ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

anthropologique plutôt qu'ethnologique, l'ethnologie considérée comme la phase de recueil de données sur le terrain, et l'anthropologie comme la réflexion et la généralité des différents concepts, outils et méthodes.

Pour finir, les chercheurs identifient quelques limites à la démarche de R.A.P. La multiplicité des rôles et des tâches qu'ils ont à tenir et à effectuer sont trop nombreuses. De plus, les exigences vis-à-vis de la recherche et de l'action sont à tel point différentes qu'ils ont du mal à résoudre les problèmes des producteurs tout en produisant des connaissances génériques. L'action et la réflexion simultanées semblent encore problématiques par manque de temps, de recul, mais également par manque d'outil et de méthode en S.H.S. pour analyser les différentes actions.

Pour certains chercheurs, l'intérêt de la R.A.P., au départ, est de sortir la recherche de son laboratoire pour travailler en milieu réel. Ils parlent alors d'un déplacement du laboratoire en milieu réel. Mais pourtant, celui-ci semble encore poser des problèmes éthiques :

« C'est [la R.A.P.] quand-même un laboratoire de terrain, on engage des gens dans une activité où ils sont comme ils disent " des cobayes ", ce n'est pas faux ! Ils payent de leur personne quand-même ! C'est des gens qui acceptent à contrecœur parfois »²⁵⁰. (Chercheur H.)

Le principal risque pour un chercheur qui travaille dans l'action avec des acteurs est de se faire instrumentaliser. Mais que fait-on de l'instrumentalisation des producteurs et de l'investissement du territoire ? De plus, l'aspect confiné du laboratoire peut se recréer sur le terrain, puisque la R.A.P. est encore perçue par la plupart des chercheurs comme fonctionnant uniquement sur des territoires restreints, à l'échelle d'un groupe ou d'un village. Le terrain confiné, transformé en laboratoire de recherche, accueille de nombreux étudiants qui viennent faire des stages, et devient un lieu dédié à la science. L'un des objectifs des chercheurs serait de développer ces projets à plus grande échelle, mais d'après eux, ce n'est pas encore réalisable. En effet, les chercheurs font souvent la critique de ceux qui travaillent avec des groupes restreints. Ils considèrent qu'il est plus facile de construire une proximité avec les producteurs dans le but d'atteindre des objectifs communs.

Finalement, la méthodologie de R.A.P. n'a pas fini de faire couler de l'encre - en tout cas dans le milieu de la recherche pour le développement - et pose certainement plus de problèmes qu'elle

²⁵⁰ Entretien formel enregistré à Montpellier entre janvier et septembre 2010.

n'en résout. Elle a tout de même l'avantage de soulever des problèmes qui étaient jusque-là étouffés par les anciennes perceptions et pratiques du développement

CONCLUSION

La recherche agronomique pour le développement réfléchit depuis plusieurs années à la méthodologie de recherche qu'elle emploie auprès des producteurs, *paysans* et agriculteurs avec lesquels elle travaille. En effet, depuis les années 1970, les chercheurs agronomes constatent progressivement que les inventions techniques qu'ils développent en laboratoire et qu'ils essayent de transformer en innovation sur le terrain, sont difficilement adoptées par les producteurs. La recherche pour le développement n'ayant pas pour unique but de produire des connaissances scientifiques, l'utilité de ces recherches pour les producteurs est alors relativement limitée. La difficulté s'exprime au niveau du volet « développement ». De quelle façon intégrer ces nouvelles techniques issues de la recherche dans les activités des producteurs ? En quoi la recherche agronomique peut-elle améliorer le transfert des connaissances acquises vers la production ? La recherche agronomique pour le développement se doit ainsi d'être innovante en proposant des changements locaux performants, toujours dans le même objectif : faire face à la crise alimentaire qui touche certaines régions du monde. L'« innovation » devient alors l'objectif affiché²⁵¹, à ceci près qu'elle ne se cantonne plus uniquement aux aspects techniques de l'agronomie, mais également aux démarches de recherche à développer, pour permettre la mutation de l'invention en innovation. Dans ce but, l'idée est alors d'associer les acteurs locaux à la construction de l'innovation en situation, ce que certains appellent : le déplacement du laboratoire.

Cette co-construction locale doit favoriser l'acceptation et l'adoption de la technique proposée et par conséquent, le changement et l'innovation. Pourtant, l'adhésion des acteurs locaux n'est en rien automatique et nécessite un savoir-faire méthodologique de la part de la recherche. Dès 1999, le comité d'éthique du C.I.R.A.D. s'interroge sur la démarche à employer auprès des acteurs, questionnement qui devient très vif au sein des chercheurs : quelle est la méthode à employer pour faire participer les acteurs locaux au projet de recherche développement engagé ? La démarche de R.A.P. est alors présentée comme l'une des réponses possibles à ce questionnement.

La présente thèse a pour objectif de faire l'évaluation socio-anthropologique *ex post* de deux projets de R.A.P. qui se sont développés au Cameroun et au Burkina Faso. La demande du C.I.R.A.D. porte principalement sur l'analyse de la co-construction multi-acteurs de ces projets

²⁵¹ L'U.M.R. dans laquelle s'est développée la méthodologie de R.A.P. porte son nom.

devant aboutir à une analyse sur les apprentissages des producteurs locaux et des chercheurs. Dans ce cadre, l'analyse des processus d'apprentissage devient alors secondaire au regard d'autres questionnements, qui apparaissent majeurs au contact du terrain et lors de mon intégration à l'équipe de recherche du C.I.R.A.D. Mes échanges avec les acteurs, chercheurs et producteurs, font émerger un certain nombre de problématiques essentielles. Elles portent sur l'évolution de l'intervention de la recherche, les motivations des différents acteurs amenés à travailler ensemble, leurs objectifs communs, leurs contraintes et leurs stratégies. Cette thèse mène également une réflexion méthodologique sur l'évaluation socio-anthropologique *ex post* de projets de développement sous leurs différents aspects, et notamment sur le positionnement du chercheur, son immersion sur le terrain ainsi que le travail pluridisciplinaire nécessaire à cette tâche.

L'analyse *ex post* des dispositifs et des événements développés par les chercheurs au Cameroun révèle qu'au niveau éthique, théorique et opérationnel, la démarche de R.A.P. vise à la réussite d'un partenariat fructueux entre la recherche et ses utilisateurs. C'est en tout cas ce qu'on peut constater en se focalisant sur le fonctionnement intrinsèque de cette démarche, qui pare alors à toute éventualité en diversifiant ses moyens d'actions et de réflexions. La remise en question de certains chercheurs du C.I.R.A.D. ou d'autres institutions similaires par rapport à leurs pratiques d'intervention, montre qu'un effort d'adaptation existe. De même, les actions qu'ils mènent au sein de leur institution pour faire reconnaître et développer cette démarche révèle un engagement éthique favorable aux objectifs de changement entrepris par la recherche pour le développement. La diversification des compétences des chercheurs, en alliant à leurs méthodes celles des sciences sociales et des sciences techniques, permet une meilleure adaptation, tant au niveau du terrain qu'au sein de leur équipe de recherche pluridisciplinaire. Faire dialoguer les différentes disciplines pour prendre en compte de manière globale une situation donnée est alors un point fort développé dans la démarche de R.A.P. qui permet d'engager un changement multidimensionnel de l'activité concernée. Favoriser l'implication d'acteurs divers dans le projet, tant au niveau institutionnel qu'au niveau des exploitations et favoriser la participation de tous, quelle que soit son appartenance sociale ou son rang hiérarchique, permet également d'ouvrir les possibilités de choix d'action au sein du projet. La mobilisation de nombreux étudiants contribue fortement à la création d'une nouvelle « génération R.A.P. » aux compétences toujours plus diversifiées. Les prises de décision de manière démocratique favorisent également l'expression de tous les acteurs. Elles donnent la possibilité de se fixer des objectifs collectifs correspondant aux opinions de la majorité. Sur le terrain, la mise en place d'un partenariat négocié et signé entre les producteurs et les chercheurs permet, dans l'absolu, aux acteurs d'anticiper d'éventuelles dérives ou désaccords

durant le déroulement du projet. Elle permet de mettre en place des principes de gouvernance transparents, en tout cas énoncés comme tel. Les réunions régulières contribuent également au maintien de cette transparence en étant un espace privilégié de négociation et d'expression. Pour ce qui est de la cohésion de l'équipe des chercheurs, un comité scientifique est constitué pour réorienter l'action des chercheurs de terrain et garder le cap sur les objectifs à atteindre. Chaque fois qu'un problème lié à l'activité productive se présente, des dispositifs nécessaires à leur résolution sont élaborés. Ces dispositifs sont conçus au cours de l'action, ce qui permet de les adapter aux évolutions de la situation. En somme, tous les outils sont présents pour la mise en place d'une innovation adaptée, acceptée et maîtrisée par tous.

La diversité des différents courants de R.A. ne permet pas aux chercheurs intéressés par cette démarche d'unifier leurs valeurs et leurs actions pour intervenir sur le terrain. Finalement, chaque chercheur utilisant ce type de démarche oriente ses travaux suivant l'objectif qu'il veut atteindre. Par exemple, certains mettront l'accent sur l'autonomie des acteurs, d'autres sur le développement de l'activité, et ce, suivant sa discipline, ses compétences et ses valeurs éthiques. Face à cette diversité, il est nécessaire d'élaborer un positionnement unifié pour tous au sein d'une même institution et de créer une collégialité d'idée afin de renforcer ainsi la crédibilité de la démarche. C'est l'un des objectifs de l'A.T.P. C.I.R.O.P. qui est à l'origine de la création et de la définition du terme de R.A.P. au C.I.R.A.D. Sous ce drapeau « R.A.P. » se sont alors réunis quelques chercheurs, mobilisant des démarches participatives diverses, mais non sans difficultés. Certains points contraignants sont alors à relever dans la construction de cette équipe de chercheurs. Leur diversité, tant du point de vue de leur discipline, de leur terrain d'étude et de leur orientation théorique, complexifie l'émergence d'un accord commun quant aux orientations scientifiques à prendre. Les multiples projets scientifiques qui mobilisent chaque chercheur, ainsi que le sentiment pour la plupart d'entre eux de ne pas trouver sa place au sein de l'A.T.P. sont également les raisons qui expliquent l'abandon partiel de certains membres, engagés dès l'origine du projet. Cependant, parallèlement à cette A.T.P., un petit groupe de chercheurs se mobilise autour de la rédaction d'un manuel sur la R.A.P. Celui-ci n'est clairement pas destiné à enrichir les théories concernant cette démarche, mais à réunir les expériences empiriques de chercheurs pour orienter méthodologiquement tout intervenant voulant utiliser cette démarche. Que ce soit sur le terrain, ou au sein de l'institution, le dialogue entre les chercheurs de différentes disciplines reste compliqué. La plupart des chercheurs exerce leur activité en mobilisant plusieurs domaines de compétence et plusieurs disciplines, ce qui leur permet d'avoir une vision d'ensemble d'une situation à étudier, mais aussi d'élargir ses possibilités de dialogue avec d'autres chercheurs.

L'effet pervers de cette pluridisciplinarité dans un laboratoire interdisciplinaire vient du fait que les chercheurs considèrent avoir tous les outils en mains pour traiter tous les aspects d'un problème et se réfèrent difficilement à un autre chercheur, spécialiste des questions qu'il traite. Finalement, l'interdisciplinarité n'est pas évidente et productive au sein du laboratoire de recherche. Sur le projet R.A.P., c'est-à-dire concrètement sur le terrain, ce dialogue difficile entre les disciplines est particulièrement complexe. Le chercheur de terrain est confronté à plusieurs difficultés. Il mobilise lui-même plusieurs disciplines et se réfère à des chercheurs d'autres disciplines. À côté de cela, il se doit de remplir des rôles multiples nécessaires à l'action. Au Cameroun, l'un des chercheurs est l'acteur principal sur lequel repose la plupart des actions et par lequel passe la majorité des décisions. Il est à la fois chercheur, intermédiaire, médiateur et chargé de la logistique du projet. Une telle situation pose question. La première concerne la répartition des rôles dans le cadre d'un projet construit autour de l'action collective. La seconde touche à l'importance des tâches à assumer. La troisième tient à la difficulté à mobiliser des compétences disciplinaires supplémentaires à travers l'enrôlement de chercheurs tiers, tant au cours de la phase de diagnostic qu'au cours du déroulement du projet. Le partage des tâches entre les chercheurs du projet est-il bien défini à l'origine ? Le rôle de chacun est-il bien clair ? À entendre les producteurs, les techniciens locaux et les étudiants ayant travaillé sur le projet, non ! De plus, cette multitude de tâches ne permet pas, en cours d'action, de prendre le recul nécessaire pour la réflexion, même si certains dispositifs comme le conseil scientifique sont là pour parer à cette difficulté.

Les premiers moments de l'intervention des chercheurs sur le terrain sont primordiaux. Au Cameroun, trois chercheurs *seniors* du projet réalisent un diagnostic technico-économique avant de donner lieu à une restitution devant les producteurs quatre mois après les enquêtes. Cette seconde phase est également un début de promesse d'engagement des acteurs dans le projet. Entre cette restitution et la signature du contrat qui marque le début effectif du projet, une étude socio-anthropologique est effectuée dans l'arrondissement considéré comme ayant des pratiques piscicoles traditionnelles et méconnues des chercheurs. Le travail effectué par la recherche avant la signature d'engagement du projet, ne paraît pas suffisant pour identifier les acteurs et leur fonctionnement hiérarchique et organisationnel que ce soit au sein du groupe de producteurs ou de la localité. Ce manquement entraîne par la suite des difficultés de positionnement des chercheurs vis-à-vis des acteurs de terrain et vice-versa. Ces difficultés conduisent à la prise en compte par les chercheurs des jeux d'acteurs mais de façon trop tardive, soit un an après. Les réelles motivations des acteurs à s'engager dans le projet se révèlent peu à

peu et sont perçues de façon intuitive par chacun, car rarement exprimées implicitement. Le projet s'engage ainsi sur des objectifs affichés mais ne faisant pas forcément l'unanimité, et se poursuit sur une base similaire. Les stratégies individuelles empiètent sur la stratégie collective, ce qui n'empêche pourtant pas le projet de continuer, mais participe à la mise à l'écart de certains producteurs.

Le positionnement du chercheur, ainsi que sa capacité à comprendre et analyser la position des acteurs avec lesquels il travaille, restent un point indispensable à traiter lors du diagnostic avant le lancement du projet, lors de l'évaluation cyclique annuelle du projet mais également une fois que le projet est terminé. L'analyse socio-anthropologique de ces stratégies d'acteurs doit se faire lors de ces différentes étapes, et pourrait apporter des clés de réflexion nécessaires au déroulement du projet et éclairer les actions à mener. Notre travail de thèse portant sur ces différentes étapes révèle qu'il est préférable d'externaliser ce travail auprès d'un chercheur tiers qui ne soit impliqué ni dans l'action du projet, ni dans l'équipe de recherche de terrain. En effet, une fois impliqué dans les jeux d'acteurs, la prise de recul nécessaire à la réflexion est alors biaisée. L'expérience de l'étudiante en sociologie mobilisée au sein du projet pendant 18 mois révèle une réelle difficulté à tous les niveaux. Pour elle, il est délicat de se positionner au sein de l'équipe et d'y définir son rôle, ainsi que son utilité sur le terrain. Pour certains chercheurs, la diversité des tâches confiées à cette personne (recueil de données, secrétariat de réunion, etc.) constitue un handicap pour l'aider à se positionner. Pour d'autres chercheurs, c'est son utilité au regard des techniques qui ne paraît pas clair. Pour les producteurs enfin, son métier de sociologue constitue un danger au regard des informations et connaissances qu'elle peut collecter pour les remettre à l'équipe des chercheurs. Certains la considèrent comme une *espionne*. Cette perception démontre que les producteurs ont des réticences à se confier aux chercheurs. Elle montre également que la transparence entre producteurs et chercheurs n'est pas totalement de mise.

Ma propre expérience d'immersion au sein de l'action en cours me permet de mettre en évidence toute la difficulté qui réside à réaliser une évaluation dans un tel cadre. En effet, de quelle évaluation s'agit-il ? Ou plus concrètement que s'agit-il d'évaluer ? La double demande portant sur l'évaluation des techniques acquises par les producteurs ainsi que celle de la validation scientifique de la démarche R.A.P. appliquée au terrain, ne peut se faire sans prendre en compte les mécanismes de fonctionnement du projet. C'est pourquoi, au cours de cette thèse, l'accent est mis sur le caractère inductif et non hypothético-déductif. Il ne vise pas à procéder à une

évaluation en terme de résultats techniques ou de validation d'une méthode, mais bien saisir comment le processus a lieu ou non.

Reste à savoir de quelle manière procéder à l'évaluation des chercheurs de l'équipe ? De la même façon, comment réaliser l'évaluation d'un projet qui est officiellement terminé, mais où des transactions entre les membres perdurent ?

En conclusion, à la vue de tous les éléments énoncés plus haut, il paraît utile de mener une réflexion autour de la construction d'un nouveau dispositif d'évaluation socio-anthropologique pour l'action et le développement. Celui-ci peut être envisagé en trois temps : l'avant projet, au cours de son déroulement et une fois celui-ci terminé.

- Lors de la première phase, le socio-anthropologue peut réaliser un diagnostic de la localité sur laquelle les autres chercheurs souhaitent développer le projet. Il s'agit là de présenter à l'équipe une analyse de la situation locale, le fonctionnement de celle-ci à travers les interactions entre les acteurs et les jeux de pouvoir. Cette analyse a également pour fonction d'identifier les enjeux sociaux du terrain et les stratégies des acteurs, les motivations profondes des individus et qui souhaitent potentiellement s'engager dans le projet. Cette connaissance peut contribuer à une meilleure connaissance du terrain, avant que l'équipe de recherche annonce aux acteurs son intention de s'engager avec eux. Elle peut également permettre aux chercheurs de l'équipe de terrain d'affiner le choix des acteurs avec qui travailler, en fonction de leurs intentions à entrer dans un jeu collectif. Bien évidemment, les résultats de la recherche socio-anthropologique peuvent être discutés avec les chercheurs qui s'engagent dans le projet. Ils viennent participer à l'élaboration du plan d'action, en collaboration avec les aspects sociotechniques et technico-économiques.

- Durant la deuxième phase du projet, une fois les chercheurs engagés avec les acteurs de terrain, le socio-anthropologue ne réapparaît pas sur le terrain au cours de l'action, tout en restant en contact avec les personnes enquêtées. Il s'agit là de conserver une « certaine distance » avec la réalisation du projet et de ne pas paraître impliqué dans celui-ci aux yeux des producteurs. Par contre, le socio-anthropologue doit assister aux réunions du conseil scientifique et aux Journées d'Animation Mensuelles, dispositifs de la R.A.P. destinés uniquement aux chercheurs, et au sein desquels il peut émettre des suggestions, poser des questions qui vont aider ses collègues, chercheurs et étudiants.

- La troisième phase correspond à celle de l'évaluation socio-anthropologique des actions menées. Elle doit se dérouler une fois que le projet est clos et que les chercheurs se sont totalement désengagés du terrain. Idéalement, elle doit se dérouler un an après la fin du projet afin de faire ressortir les acquis des producteurs, mais aussi comment ils ont adapté à leur propre situation les enseignements techniques dispensés et les formes d'organisation collective mise en place. Le pas de temps d'un an paraît intéressant pour évaluer également le degré d'autonomie acquis par les acteurs de terrain.

Actuellement, au sein des institutions pour le développement, la réflexion porte sur la diversification des compétences des chercheurs agronomes. Cette diversification tend à appréhender les situations de Recherche-Action en intégrant la dimension sociotechnique. C'est particulièrement le cas dans le cadre des recherches sur la R.A.P., incluant des dimensions méthodologiques et éthiques. Ces orientations sont motivées par des objectifs d'application des recherches sur le terrain et l'élargissement de la réflexion vers des objectifs plus globaux alliant d'une part recherche et action, d'autre part technique et contexte socioéconomique et sociohistorique. De son côté, la recherche universitaire en sciences sociales s'interroge sur l'utilité de ses recherches pour les acteurs de terrain et l'action. C'est particulièrement le cas chez les anthropologues du développement. Les réflexions universitaires et celles des institutions de développement suivent un chemin analogue, mais en sens inverse. L'objectif commun est de parvenir à une recherche et une action toujours plus fines, dans le but de mieux répondre aux acteurs à qui elles destinent leurs travaux. Reste à établir le point de passage, pour que chercheurs en socio-anthropologie et chercheurs en socio-technique puissent travailler davantage dans une logique partenariale, encore plus enrichissante pour les acteurs de terrain.

BIBLIOGRAPHIE

- AGAMBEN Giorgio, 2007, *Qu'est ce qu'un dispositif ?*, Paris, Éditions Payot et rivages, 50 p.
- ALBALADEJO Christophe et CASABIANCA François, 1997, « La recherche-action. Ambitions, pratiques, débats », *Étude Recherche Système Agraire Développement.*, n°30, 212 p.
- ALBALADEJO Christophe et CASABIANCA François, 1997, « Éléments pour un débat autour des pratiques de Recherche Action », in *Étude Recherche Système Agraire et Développement*, n° 30, I.N.R.A. S.A.D., pp. 127-149.
- ANADON Marta, 2007, *La recherche participative : multiples regards*, Presses de l'Université du Québec, 225 p.
- BARBIER René, 1996, *La Recherche Action*, Paris, Anthropos, 112 p.
- BECKER Howard, 1947, « La sociologie interprétative et la typologie constructive », *La sociologie au XXe siècle*, Paris, PUF, 72 p.
- BERTAUX Daniel, 2005, *L'enquête et ses méthodes, le récit de vie*, Barcelone, Armand Colin, 126 p.
- BEUSCART Jean-Samuel et PEERBAYE Ashveen, 2006, « Histoires de dispositifs », *Terrains et travaux*, n° 11, pp. 3-15.
- BIERSCHENK Thomas et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1994, « ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques... », *Le bulletin de l'A.P.A.D.*, n°7, p 8
- BIERSCHENK Thomas, CHAUVEAU Jean-Pierre, OLIVIER DE SARDAN Jean Pierre, 2000, *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Karthala, Paris, 328 p.
- BIERSCHENK Thomas, BLUNDO Giorgio, JAFFRÉ Yannick, ALOU Mahaman Tidjani, 2007, *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, Paris, Karthala, 596 p.
- BLUNDO Giorgio, 1995, « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'études africaines*, vol. 35, n°137, pp. 73-99.
- BOUVIER Pierre, 2000, *La socio-anthropologie*, Paris, Armand Colin, 222 p.

- CALLON Michel, 1986, « Éléments pour une sociologie de la traduction, la domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *l'Année Sociologique*, n°36, pp. 169-208.
- CALLON Michel, LASCOUMES Pierre, BARTHE Yannick, 2001, *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 358 p.
- CHAMBERS Robert, PACEY Arnold et THRUPP Lori Ann, 1994, *Les paysans d'abord, les innovations des agriculteurs et la recherche agronomique*, Paris, CTA Karthala, 346 p.
- CHAMPAUD Jacques, 1983, *Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest*, Éditions de l'O.R.S.T.O.M., 508 p.
- CHARVOLIN Florian, 2006, « Sociologiser avec Latour. À propos de « Changer de société. Refaire de la sociologie », Paris, La découverte » *Développement durable et territoires*, vol. 1, n°1, pp. 1-6.
- CHIA Eduardo, 1992, « Une « recherche clinique » : proposition méthodologique pour l'analyse des pratiques de trésorerie des agriculteurs », *Études et Recherches*, n° 26, pp. 1-39.
- CHIA Eduardo, 2004, « Principes, méthode de la recherche en partenariat : une proposition pour la traction animale », *Revue Élev. Méd. Vét. Pays trop.*, Vol 57, n° 3-4, pp. 233-240.
- CHIA Eduardo, DULCIRE Michel, HOCDE Henri, 2005, « Comment favoriser les apprentissages collectifs d'un groupe de chercheurs ? », *6ème Congrès Européen de Science des Systèmes*, 19-22 septembre 2005, Paris, 8 p.
- CHIA Eduardo, BARLET Blandine, TOMEDI EYANGO Minette, POUOMOGNE Victor, MIKOLASEK Olivier, 2008, "Co-construction of a local fish culture system : Case study in Western Cameroon", *Empowerment of the rural actors. A renewal of farming systems perspectives*, 8th European IFSA Symposium, (Clermont-Ferrand), Paris, I.N.R.A., 2008 (cédérom)
- CHIA Eduardo, TORRE André, REY-VALETTE Hélène, 2008, « Vers une « technologie » de la gouvernance territoriale ! Plaidoyer pour un programme de recherche sur les instruments et les dispositifs de la gouvernance des territoires », *Noréis*, n° 209, pp. 167-177.
- COULON Alain, 2004, « Interactionnisme symbolique », in Mucchielli A., *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, Paris, Armand Colin, 299 p.
- DARRÉ Jean-Pierre, 1997, « Une condition de la Recherche-Action : la coopération sur la problématique et son évolution », *Études et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement*, n°30, pp. 177-182.

DELACROIX Charles, 2006, « L'événement », *Le dictionnaire des sciences humaines*, Paris, PUF, 1314 p.

DIZIAIN Rolland, 1953, « Les facteurs de l'expansion bamiléké au Cameroun », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, Paris, n°235-136, pp. 117-126.

DONGMO Jean-Louis, 1981, *Le dynamisme bamiléké (Cameroun). La maîtrise de l'espace agraire*, vol. 1, Université de Yaoundé, 424 p.

DORAY Mathieu, MIKOLASEK Olivier, BOUREÏMA Amadou, OSWALD Marc, 2002, « Savoir-faire paysan et exploitation piscicole de mares temporaires en zone sahélienne : cas du village de Tafouka (Niger) », In Orange Didier (ed.), Arfi Robert (ed.), Kuper Marcel (ed.), Morand Pierre (ed.), Poncet Yveline (ed.). *Gestion intégrée des ressources naturelles en zones inondables tropicales*. Paris, I.R.D., Séminaire international sur la gestion intégrée des ressources naturelles en zones inondables tropicales, 2000-06-20/2000-06-23, Bamako (Mali), pp. 603-619.

DULCIRE Michel, 1996, « Le jeu de l'implication et le feu de l'engagement : chroniques Nicaraguayennes », *Économie rurale*, vol. 236, n°1, pp. 62-68.

FAURE Guy, GASSELIN Pierre, TRIOMPHE Bernard, TEMPLE Ludovic, HOCDE Henri, 2009, *Innover avec les acteurs du monde rural : la recherche-action en partenariat*, Gembloux, Quae, 224 p.

FONGANG FOUPE Guillaume Hensel, 2008, *Les mutations du secteur agricole bamiléké (Cameroun) étudiées à travers ses acteurs : une analyse à partir des localités de Fokoué et Galim*, Thèse de docteur de l'Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement, AgroParisTech, 413 p.

FOUCAULT Michel, 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 360 p.

GRAFFMEYER Yves, 1990, *L'école de Chicago*, Paris, Flammarion, 378 p.

GUILLERMOU Yves et KAMGA André, 2004, « Les organisations paysannes dans l'Ouest-Cameroun. Palliatif à la crise ? », *Études rurales*, n° 169-170, pp. 61-76.

HAMANI Gabriel, 2005, *Les notables bamiléké de l'Ouest-Cameroun : rôle et organisation dans les institutions traditionnelles*, Paris, L'Harmattan, 166 p.

JANIN Pierre, 1995, *L'immuable, le changement et l'imprévu : les économies de plantation bamiléké et bété du Cameroun confrontés aux chocs extérieurs*, Thèse de Géographie, O.R.S.T.O.M., Paris, 680 p.

- JOLLIVET Marcel et PENA-VEGA Alfredo, 2002, « Relier les connaissances, transversalité, interdisciplinarité », *Natures Sciences et Sociétés*, vol. 10, n°1, pp. 78-95.
- LAHIRE Bernard, 2005, *L'homme pluriel, les ressorts de l'action*, Paris, Armand Colin, 271 p.
- LAINÉ Agnès, 2002, « Identités biologiques, identités sociales et conflits ethniques en Afrique subsaharienne », *Journal des anthropologues*, n° 88-89, pp. 29-39.
- LE MEUR Pierre-Yves, 2008, « CEDAC et GRET : histoire d'un partenariat », *Coopérer aujourd'hui*, GRET, n° 57, pp. 3-31.
- LEVY Jacques et Lussault Michel, 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1053 p.
- LEWIN Kurt, 1967, *Psychologie dynamique. Les relations humaines*, Paris, PUF, 296 p.
- LIU Michel, 1997, *Fondements et pratiques de la Recherche-Action*, Paris, L'Harmattan, 350 p.
- MATHERON Gérard, 2004, « Construisons de nouveaux espaces de coordination », *Cahiers d'Études et de Recherches Francophones/ Agricultures*, mai-juin 2004, vol. 13, n° 3, Éditorial.
- MIKOLASEK Olivier, BARLET Blandine, CHIA Eduardo, POUOMOGNE Victor, TOMEDI EYANGO Tabi Minette, 2009, « Développement de la petite pisciculture marchande au Cameroun : la Recherche-Action-en-Partenariat », *Cahiers Agricultures*, n° 18, pp. 270-276.
- MORIN Edgar, 2003, « Sur l'interdisciplinarité », *l'Autre Forum*, n°3, pp. 5-10
- MUCCHIELLI Alex, 2004, *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, Paris, Armand Colin, 303 p.
- MUSSET René, 1933, « Le Raphia », *Annales de géographie*, vol. 42, n° 236, 190-193 pp.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement, Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, A.P.A.D., Karthala, 221 p.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2003, « L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants », *Études et Travaux*, L.A.S.D.E.L., n°13, 58 p.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2004, « Le chaînon manquant », *Le Courrier de la Planète*, n° 74, pp. 36-40.

- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2008, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 365 p.
- OUATTARA Fatoumata, 2005, « Comité consultatif de déontologie et d'éthique (CCDE), « Y a-t-il une éthique propre à la recherche pour le développement ? », *Le bulletin de l'A.P.A.D.*, n°26, pp. 1-5.
- PAIN Marc, 1984, « Le dynamisme bamiléké », *Annales de géographie*, vol. 93, n° 519, pp. 590-595.
- PEETERS Hugues et CHARLIER Philippe, 1999, « Contributions à une théorie du dispositif », *Hermès*, n° 25, pp. 15-23.
- POUOMOGNE Victor, 2008, "Capture-based aquaculture of *Clarias* catfish: case study of the Santchou fishers in western Cameroon", In Lovatelli A., Holthus P.F. (eds), *Capturebased aquaculture, Global overview*, F.A.O. Fisheries Technical Paper, n° 508, Rome, F.A.O., pp. 93-108.
- PRADELLES DE LATOUR Charles-Henry, 1991, *Ethnopsychanalyse en pays Bamiléké*, Paris, E.P.E.L., 258 p.
- RENAUD Gilbert, 1995, « Le formel et l'informel : une tension créatrice continue », *Théologiques*, vol. 3, n° 1, pp. 129-152.
- RICOEUR Paul, 1992, « Le retour de l'événement », *MEFRIM*, n° 104, pp. 29-35.
- SCOONES Ian et THOMPSON John, 1999, *La Reconnaissance du savoir rural. Savoir des populations, recherche agricole et vulgarisation*, Karthala et C.T.A., 474 p.
- SÉJEAU Wilfrid, 2004, « René Dumont agronome », *Ruralia*, n°15, pp. 1-18.
- SOULARD Christophe, COMPAGNONE Claude, LÉMERY Bruno, 2007, « La recherche en partenariat : entre fiction et friction », *Natures Sciences Sociétés*, n° 15, pp. 13-22.
- TOMEDI EYANGO TABI Minette, MIKOLASEK Olivier et POUOMOGNE Victor, December 2009, « Diagnostic de l'insertion de la pisciculture dans les exploitations familiales agricoles du département de la Ménoua, Ouest Cameroun », *Sciences Agronomiques et Développement*, ISSN 1814-6112, vol. V, n° 1, pp. 13-22.
- TOUKAM Dieudonné, 2008, *Parlons bamiléké : langue et culture de Bafoussam*, Paris, L'Harmattan, 255 p.
- TOUNA MAMA Ernest, 1996, *Crise économique et politique de dérèglementation au Cameroun*, Paris, Harmattan, 263 p.
- VALL Éric et BAYALA Innocent, 2010, « La contractualisation des relations dans le projet T.E.R.I.A. au Burkina Faso », In Faure Guy (ed.), Gasselin Pierre (ed.), *Triomphe Bernard*

(ed.), Hocdé Henri (ed.). *Innover avec les acteurs du monde rural : la recherche-action en partenariat*. Versailles : Ed. Quae, pp. 143-153.

VANDENDORPE Florence, 1999, « Un cadre plus normatif qu'il n'y paraît : les pratiques funéraires », *Hermès*, n° 25, pp. 199-205.

WEBER Florence, 2009, *Manuel de l'ethnographie*, Paris, PUF, 334 p.

Littérature grise et documents de travail

BARLET Blandine, 2006, *La recherche-action : une synthèse bibliographique*, C.I.R.A.D.-T.E.R.A., A.T.P. C.I.R.O.P., 93 p.

BOGNE SADEU Cyrille, 2006, *Caractéristiques de la compostière intra-étang et de la production piscicole à Fokoué, Ouest Cameroun*, Mémoire de fin d'étude d'ingénieur des Eaux, Forêts et Chasses, Université de Dschang.

CARBONNEL Anna, 2009, « En amont de l'évaluation des innovations, une méthode socioanthropologique », *Évaluation des impacts des innovations dans les systèmes de production et les territoires agropastoraux d'Afrique de l'Ouest : quelles méthodes, quels indicateurs ?*, Colloque du C.I.R.D.E.S, 1-4 décembre 2009, Ouagadougou (Burkina Faso), 18 p.

CHE Gwendoline, 2007, *A socio-economic analysis of fish farming practices in flood ponds and product management in Santchou*.

CHIA Eduardo, DULCIRE Michel et LIU Michel, 2007, *Conception des Innovations Piscicoles dans l'Ouest Cameroun : premier bilan du fonctionnement d'un collectif Pisciculteurs-Chercheurs, et perspectives. Compte-rendu de la réunion du conseil scientifique*, A.T.P. C.I.R.O.P.

CHIA Eduardo, DULCIRE Michel, MIKOLASEK Oliver, 2005, *Construction de l'innovation piscicole et Recherche-Action en partenariat dans le département de la Menoua (Cameroun)*, rapport d'avancement 1.

Comité d'Éthique du C.I.R.A.D., 2004, *Avis du comité d'éthique du C.I.R.A.D. sur les conditions d'intervention auprès des sociétés rurales des pays du Sud*, PDF disponible sur le site internet du

C.I.R.A.D. : <http://www.C.I.R.A.D.fr/qui-sommes-nous/le-C.I.R.A.D-en-bref/notre-organisation/comite-consultatif-commun-d-ethique/avis-precedent-comite-d-ethique>

DULCIRE Michel, CHIA Eduardo, VALL Éric, 2005, *Activités et résultats de la première année, perspectives*. Compte-rendu annuel d'A.T.P./C.I.R.A.D.

LIBEYRE Nelly, 2004, *Analyse-diagnostic de l'insertion de la pisciculture dans les exploitations familiales agricoles de la Menoua (Ouest-Cameroun)*.

MIKOLASEK Olivier et CHIA Eduardo, 2010, *La Recherche Action en Partenariat à l'épreuve du terrain : co-construction d'un modèle de pisciculture dans le département de la Ménoua, région ouest, Cameroun*, communication A.P.D.R.A.

MFOSSA MBOUOMBOUO Daniel, 2006, *Caractérisation des étangs d'inondation de la plaine des Mbôs et analyse des facteurs influençant leur production piscicole*, mémoire de fin d'étude d'ingénieur d'Eaux, Forêts et Chasse, université de Dschang.

NEMPE MANGOUA Fabrice, 2008, *Perception de la consommation des poissons issus des étangs piscicoles à Fokoué : approche anthropologique*, mémoire de master.

NEMPE MANGOUA Fabrice, ESSOMBA Jean-Marie et MIKOLASEK Olivier, 2008, *Les poissons issus des étangs piscicoles arrivent-ils à satisfaire les besoins et les attentes des consommateurs de l'Ouest Cameroun ?*, article R.E.P.A.R.A.C., 17 p.

NOUBISSI TAGNE Jean Samuel, 2007, *Caractéristiques de l'élevage porcin et son potentiel d'intégration à la pisciculture dans les arrondissements de Fokoué et Penka-Michel, Ouest Cameroun*, Mémoire de fin d'étude d'ingénieur agronome, université de Dschang.

ONGUENE AWANA Néré. et PÉDELAHORE Philippe, 2011, *Le projet R.E.P.A.R.A.C. : modalités de mise en œuvre, réalisations et enseignements*, rapport de synthèse, 94 p.

OSWALD Marc et POUOMOGNE Victor, 1999, *Étude de pré-faisabilité pour un développement de la pisciculture villageoise dans les régions du Centre et de l'Ouest du Cameroun*.

TOURTE René, 1968, *Recherche et Vulgarisation*, IRAT, Sénégal, Fonds documentaires O.R.S.T.O.M., n°22586.

VALL Éric, 2005, « Production améliorée et application raisonnée de la fumure organique », Projet T.E.R.I.A. 2005-2007, Power Point.

VANDER STUYFT Sandra et ESSOMBA Jean-Marie, 2005, *Approche socio-anthropologique de l'exploitation de la ressource poisson dans la plaine des « Mbôs »*, rapport de mission.

ANNEXES

Annexe I : Questionnaire sur les dispositifs et les événements

- 1) Identifier pour chaque acteur les souvenirs marquants sans les orienter vers tel dispositif ou tel événement. (Valable pour tous ceux qui ont participé directement à la R.A.P. : étudiants, chercheurs et producteurs).
- 2) Rentrer au cœur de chaque fait (autant les dispositifs que les événements) marquants dictés par l'interlocuteur et comprendre :
 - Pourquoi ce fait est-il marquant pour lui ?
 - Quelles ont été les conséquences de ce fait sur la situation, sa psychologie et le collectif ?
- 3) Identifier les acteurs qui ont participé à ce fait marquant et ne pas oublier de demander à ces acteurs lors d'un prochain entretien, comment ils ont vécu ce fait. Et ainsi de suite.
- 4) Si l'interlocuteur n'aborde pas les événements dans lesquels les autres acteurs l'ont impliqué, ou cité, lui remémorer l'événement, et prendre son point de vue.
- 5) Demander précisément et de façon technique, ce qui a changé après le passage de la R.A.P. Trouver un dispositif d'enquête pour qu'ils rendent bien compte de ce qu'ils faisaient avant et de la manière dont ils fonctionnent maintenant... Questionnaire ?
- 6) Qu'est ce que la R.A.P. a changé individuellement et qu'est ce qu'il a appris ? Qu'a-t-il appris de nouveau sur la pisciculture et dans quelle circonstance l'a-t-il appris. Lui demander un récit détaillé.
- 6) Faire un tableau précis pour connaître les informations de base comme : en quelle année a-t-il commencé la pisciculture ? Avec qui a-t-il appris ? Age ? En quelle année est-il rentré dans le G.I.C. ? Combien d'enfants ? Etc.
- 7) Comment se passe le fonctionnement du G.I.C. ?
- 8) Identifier également ce que les producteurs ont testé suivant leur propre initiative.

L'étudiant : [Le chercheur H.] nous a parlé d'une motopompe pour faire don au G.I.C. et m'a chargé de proposer un plan d'utilisation...

Le délégué : Moi, je n'aime pas la répétition !

L'étudiant : Il faudrait que ce soit de façon formelle, pour avoir une vision claire de qui fait quoi avec la motopompe. Qui met le carburant ? Egalement, est-ce qu'on met [l'argent] sur le compte du G.I.C. ?

Le délégué : Je ne dis pas non. Mais la fois dernière, c'est ce qu'on avait fait. Je n'aime pas les tracasseries. [le chercheur C.] nous avaient déjà demandé comment on allait utiliser la motopompe. On avait déjà rédigé un protocole d'utilisation. On a même une copie de ce papier. La gestion marchait très bien au début. La recherche a dit : « *On vous la prête, pourvu que vous remboursiez l'argent* » et je n'ai pas refusé que la motopompe parte. Si on veut faire les choses c'est bien, mais si on ne veut pas faire, on laisse. Il y a un manque de confiance que j'observe. Moi, j'ai confiance en la recherche, mais la recherche n'a pas confiance en moi. Ce don est le don [du chercheur H.], pas de la recherche. Si derrière lui se nourrit l'idée, qu'il parte avec ! Je comprends que la recherche est en train de nous duper.

L'étudiant : Ta colère est légitime, je ne savais pas qu'il y avait déjà un protocole d'utilisation.

Le délégué : C'est un don [du chercheur H.], pas de la recherche. Je ne suis qu'un profane, c'est ce que la recherche dit de moi. Quand on parle de partenariat, c'est que chacun a une action à donner pour promouvoir une activité. La recherche avait des financements, mais nous on avait quoi ? Qu'est-ce que l'université de Dschang nous a donné ? Le matériel qui peut rester, on repart avec ! Qu'on laisse les gens tranquille, c'est trop ! On a bien dit « *pas de subvention* » ! À ton noble avis, pas en tant qu'étudiant mais en tant qu'individu, quel est ton avis ? On m'a acculé. Il fallait que je sois un homme pour arriver à mener le travail d'Anna à bien !

L'étudiant : La motopompe c'est un don [du chercheur A.] en tant qu'individu. Les autres motopompes appartiennent à l'université.

²⁵² Ce texte est un dialogue entre l'étudiant C. et le délégué N. Il a été retranscrit lors d'une négociation formelle entre les deux acteurs, en ma présence, dans le but de trouver un terrain d'entente autour de l'utilisation de la motopompe que le chercheur H. a décidé de donner au G.I.C. P.E.P.I.S.A. (novembre 2010 à Santchou).

Le délégué : À Fokoué, [le délégué] est passé au forçat ! On vous a utilisé pour bien travailler, non ? Tu n'as pas dû faire des choses pour avoir tes données ?

L'étudiant : Si, mais c'étaient mes rapports entre moi et eux.

Le délégué : Et est-ce que c'était l'engagement du partenariat ? À ce niveau-là, tu faisais un achat de conscience !

L'étudiant : Je me rappelle qu'on avait voulu aider [le producteur A.] une fois, mais il n'a pas voulu ! L'aide, c'est en tant qu'individu !

Le délégué : Nous, on respecte beaucoup le légal.

L'étudiant : [Le chercheur H.] s'était engagé auprès des bailleurs de fonds. Il ne pouvait pas faire n'importe quoi.

Le délégué : [Le chercheur H.] n'était que l'animateur. Les producteurs travaillaient avec quels frais ?

L'étudiant : [Le chercheur H.] c'est son argent à lui, et il veut juste s'assurer que ce sera uniquement pour l'utilisation du G.I.C.

Le délégué : Il faut que la recherche revoie ses bases. On nous traite comme des salauds. La recherche n'est pas finie ! Qu'elle revoie ses bases !

L'étudiant : Tu as raison de le dire !

Le délégué : [Le délégué T.] a dit qu'on nous traite comme des cobayes, il n'a pas raison ? Est-ce que [le chercheur V.] comprend souvent quelqu'un ? Il ne va parler que de la convention, mais est-ce que la convention prévoyait certains faits ? Il y a un déséquilibre !

L'étudiant : Rien n'est parfait, il y a des choses qui sont arrivées et qui n'étaient pas prévues.

Le délégué : Quand on parle de l'I.R.A.D., de l'université, du C.I.R.A.D... Il y a un déséquilibre. Qui est en haut de la pyramide ? Cherchez !

L'étudiant : La convention, vous l'avez signée, et il y a les engagements de chacun dessus.

Le délégué : La convention est dans ma tête !

L'étudiant : Mais comme tu dis, il est arrivé des choses que la convention n'a pas prévues et que l'on a gérées d'une certaine manière.

Le délégué : Quand tu as un partenaire avec qui tu prônes la durabilité, son silence doit te faire poser des questions !

L'étudiant : Pourquoi tu n'as rien fait la première année ?

Le délégué : Parce que je testais la confiance ! Il fallait que j'aie doucement pour comprendre. Pour voir si vous alliez développer le même instinct de confiance que nous.

L'étudiant : On vous a caché des choses ?

Le délégué : Oui, on a été au courant de l'atelier final, mais pas de celui à mi-parcours.

L'étudiant : Non. Est-ce que les paysans étaient invités ? Non !

Le délégué : Il fallait !

L'étudiant : [Le chercheur N.] est venu à Santchou ! Pour quoi faire à ton avis ?

Le délégué : Je pensais qu'il venait en touriste comme le Brésilien. J'aime quand les choses sont logiques. Avec [le chercheur H.] nous avons lancé beaucoup d'appels²⁵³, mais ça n'a pas marché. Mes membres, s'ils souffrent, c'est à moi de voir ce que je peux faire. Le budget alloué à la recherche n'était pas mon affaire ! Si à la fin, ils nous ont invités, c'était bien, mais mal choisi ! Que la recherche revoie la base. Mes membres sont en train de m'assassiner ! J'ai trop camouflé.

L'étudiant : Ce n'est pas mon rôle de parler de ça aujourd'hui ! Tu as l'impression de n'avoir rien appris ?

Le délégué : Si, au niveau des apprentissages, j'ai appris à trier mes alevins et le mode de stockage. Le domaine où c'est déséquilibré, c'est la gestion du matériel de la recherche. Un chercheur n'a jamais dit qu'on l'a injurié. Quand nous avons tout donné, le matériel que la recherche nous a prêté, on en fait quoi ?

L'étudiant : On ne l'a pas prêté, on l'a mis à votre disposition, ce n'est pas pareil.

²⁵³ Il s'agit d'appels à projet pour que les producteurs obtiennent des financements.

Le délégué : C'est pareil, c'est le même terme. Pour le test de stockage des alevins, chacun a testé une technique. [Le producteur J.] a demandé le pousse, les casseroles, les seaux et le téléphone. [Le producteur B.] a demandé deux roues de pousse et les futs. Moi j'ai demandé de l'argent que j'ai remboursé intégralement. [Le producteur J.] n'a pas remboursé. Chez lui, l'expérimentation de [l'étudiante G.] n'a pas marché. [Le producteur J.] s'est plaint, ce n'est pas le groupe qui se plaint c'est l'individu. Beaucoup de mes membres disent que [le producteur J.] a eu des choses mais pas eux. Ils mouchardent. Ma mort est entre tes mains.

L'étudiant : [Le producteur B.] a gardé l'argent mais n'a pas construit le bac avant que l'on ne parte, en tout cas.

Le délégué : Je ne sais pas pour [le producteur B.]. Traiter avec le groupe et non pas avec les individus, ça pose un problème. Le problème du [producteur J.] aurait dû être traité d'une autre manière.

L'étudiant : C'est possible... Je veux qu'on discute. Par rapport à la motopompe [du chercheur H.], tu veux que l'on fasse comment ?

Le délégué : Comme l'idée est venue [du chercheur H.] de faire les modalités de gestion, je n'ai rien à ajouter ! C'est clair !

L'étudiant : Ce n'est pas [le chercheur H.] qui va dire comment gérer la motopompe !

Le délégué : Si. Quand tu viens là et que tu dis : « *les modalités de gestion...* », alors que c'est déjà fait... Ça me dérange...

L'étudiant : Si j'avais su ça, je ne serais pas là ce matin.

Le délégué : Si j'avais su, je t'aurais amené la photocopie de ça. Quand on revient là-dessus, je me dis que c'est la torture ! Quand on a fait le papier et que [le chercheur H.] a apprécié et a dit que c'était bon...

L'étudiant : Donc c'est résolu !

Le délégué : Quand je travaille avec quelqu'un, je n'oublie pas, car je travaille avec ma foi. Je me donne corps et âme ! Il faut que la recherche revoie ses bases. [Le délégué T.] a raison, mais il ne sait pas faire les réclamations ! Il dérange les gens. Que l'on dise au plus haut niveau qu'il faut donner à ces gens des petits matériaux ! Nous avons laissé du temps à la recherche, mais on a vu qu'ils se sont seulement moqués de nous. La recherche évolue et je veux toujours travailler avec

elle. Quand [le délégué T.] voit ça, il ne sait pas se préserver. « *Dis moi qui tu fréquentes, et je te dirai qui tu es !* » Ils sont pareil que vous, des chiens.

L'étudiant : Les chercheurs sont comment alors ?

Le délégué : Ici, l'attitude du chercheur est réservée ! C'est le poteau central de la maison qui fait la maison. Et si tu veux redresser un mur, tu dois arranger ce poteau là. [Le délégué T.] agit dans l'ignorance parfois. Il faut comprendre certains faits. [Le délégué T.] m'a appelé le 16 décembre pour que je lui garde les alevins. Je lui ai dit : « *viens le 25 décembre* ». Je prépare les alevins, et il ne vient pas, il part plutôt à Foumban. Il perd ses alevins de Foumban. Et maintenant [le délégué de T.] revient vers moi. Et là, je lui ai fait la morale ! Imagine si je n'avais pas fréquenté²⁵⁴ ? Là, on discute correctement parce que j'ai fréquenté. Mais parlez avec [le délégué T.], compte tenu de son insertion sociale...

L'étudiant : Tu as dit que les chercheurs étaient des médiateurs, mais ils sont aussi des hommes. Ils ne connaissent pas tout. Le chercheur aussi, au contact des gens, s'adapte. Dans le collectif chercheur aussi, ce n'est pas la grande harmonie !

Le délégué : « *Une seule main ne peut pas attacher une boule de koki* »²⁵⁵ Les anthropologues sont là pour quoi faire ? Le sociologue ?

L'étudiant : Le sociologue va dire qu'il faut faire comme-ci et comme-cela...

Le délégué : Ils font l'autopsie des mentalités. On ne peut pas prendre d'exemple grossier sur des cas particuliers !

L'étudiant : Non, on prend un échantillon et on extrapole ! On ne peut pas traiter chaque personne. Il y a combien de marge d'erreur là-dedans ?

Le délégué : Est-ce que tu as fréquenté pour rien ? Le problème de C.O.P.I.F.O.P.E.M. c'est une difficulté, il fallait que la recherche trouve une stratégie. [Le délégué T.] est un dictateur !

²⁵⁴ « Fréquenter » signifie « aller à l'école ».

²⁵⁵ Le koki est une recette à base d'haricots blancs. Il s'agit de faire une boule de patte avec les haricots et d'envelopper le tout dans une feuille de bananier. Pour ce faire, l'utilisation des deux mains est nécessaire. L'expression énoncée plus haut signifie que c'est à plusieurs que l'on peut construire quelque chose.

Annexe III : Proposition de thèse initiale

Proposition de sujet pour une bourse doctorale CIRAD 2008

Co-conception de systèmes innovants : la recherche-action-en-partenariat à l'épreuve

Problématique

En Afrique, les propositions et apports de la recherche en la matière de changement technique n'ont jusqu'à présent pas été repris par les producteurs, ou bien simplement quelques éléments isolés qui ne parvenaient pas à former un système cohérent et viable. Face à la crise alimentaire actuelle qui trouve ses racines en partie dans la faible évolution technique des systèmes de production ; il est urgent de proposer des méthodes permettant aux producteurs de concevoir des nouveaux systèmes de production qui correspondent à la fois aux contraintes de leur milieu et à leurs objectifs en terme de revenus. Or, quand les systèmes, les pratiques sont co-construites, ils ont beaucoup plus de chances de perdurer et un véritable système d'innovation local peut émerger. L'action collective permet aussi d'assurer la durabilité de l'activité par une autonomisation des groupes de producteurs, qui deviennent capable de s'organiser collectivement pour faire face aux risques et incertitudes inhérents à toute activité agricole. La conception de systèmes agricoles innovants est un enjeu majeur pour la recherche agronomique aujourd'hui ; au Nord et au Sud ! L'élevage et l'aquaculture ne font pas exception : ils ont besoin de concevoir des systèmes techniques innovants (modes de production, itinéraires techniques...) et organisationnel (partenariat, groupements...) pour s'assurer que ces systèmes soient flexibles et durables.

La proposition de recherche centrale est que pour concevoir ces nouveaux systèmes de production innovants, il faut associer les acteurs à l'ensemble du processus de conception, depuis l'identification des problèmes à la mise en œuvre des expérimentations et la mise en place des solutions.

Méthodologie

Il s'agit des recherches-action ou intervention où le chercheur est impliqué dans l'action et la transformation. Les méthodes qui seront mobilisées sont celles de la sociologie compréhensive, des sciences de gestion et de la recherche-action. Celles-ci partent du principe que la connaissance naît de l'intersubjectivité. Il ne s'agit donc pas d'observer et d'analyser des acteurs pris dans des situations mais de faire en sorte de recueillir leurs perceptions de ce qu'ils vivent pour les confronter et les analyser. Il est important de solliciter la réflexivité des différents participants de la recherche pour que leurs expériences communes prennent sens. Pour cela, nous aurons recours à l'observation participante, à la conduite d'entretiens, et à la pratique de restitutions.

La réflexivité du chercheur engagé dans le projet est également nécessaire. En effet, on part ici du principe que seule une implication, une collaboration avec les différentes parties prenantes, nous permettra de comprendre les mécanismes à l'œuvre. Pour ça, l'élaboration d'un cadre éthique de la recherche, fondé sur des engagements réciproque, sera essentielle. De plus, on organisera des restitutions régulières au collectif de recherche comme aux partenaires producteurs, afin que les connaissances produites ne le soient pas en dehors du contexte de la recherche mais bien co-construites à l'intérieur de celui-ci.

Localisation

La thèse sera localisée au Cirad, UMR Innovation, à Montpellier et bénéficiera de l'appui des chercheurs en sciences sociales de l'UMR Innovation. Des séjours de moyenne durée seront prévu au Cameroun et Boukina Faso où se déroulera le travail de terrain.

Profil souhaité

Le candidat doit avoir des compétences et un goût prononcés pour le travail de terrain avec les producteurs, techniciens, etc., et de réelles aptitudes, d'observation et de travail en équipe interdisciplinaire. Il doit aussi travailler de manière autonome pendant la phase de terrain et celle d'analyse des données. Une expérience dans des pays africains sera appréciée. Le permis de conduire est souhaité.

Dépôt des candidatures

A envoyer à eduardo.chia@cirad.fr avant le 30 octobre 2008.

Joindre un CV, un résumé du Master et un avant projet de recherche (3-4 pages).

Annexe IV : Guide d'entretien pour les chercheurs

* Le chercheur en tant qu'individu :

Plus l'âge est avancé plus le savoir du chercheur est important. Il a également eu le temps de perfectionner et de réfléchir sur ses apprentissages. Suivant sa discipline, l'interlocuteur va privilégier telle ou telle forme de savoir ou d'apprentissage. Un parcours sans cesse redéfini montre que le chercheur a tiré des leçons de certains événements qui ont dû lui permettre de créer de nouveaux savoirs et apprentissages.

- Age : évaluer son expérience de la vie et du métier.

- Discipline : connaître son approche du terrain et ses méthodes de travail.

- Parcours professionnel : a-t-il suivi une seule formation, ou bien a-t-il fait des allers et retours dans d'autres disciplines ? Si oui qu'est ce qui l'a poussé à se réorienter ? Suivant quels critères ? Après quels événements de sa vie ? Événements professionnels ? Personnels ?

* Le rapport du chercheur à son institution :

La façon dont le chercheur se réfère à son institution ainsi que la façon dont l'institution impose ou propose au chercheur une certaine méthode de travail ou certains sujets détermine la genèse et le développement de ses savoirs et de ses apprentissages.

- Comment en est-il venu à travailler pour le C.I.R.A.D. ? Qu'est ce qui a déterminé son choix ? L'argent ? Obtenir un statut social ? Éthique ? Aider les autres ? Etc.

- Comment ressent-il son travail au C.I.R.A.D. ? Attentes satisfaites ou non ? Projets ?

* Le rapport du chercheur à la démarche de recherche qui nous intéresse :

La façon dont la R.A.P. est perçue et utilisée par les chercheurs donne un indicateur supplémentaire sur la nature et la façon dont se sont construits les apprentissages, tant du côté des chercheurs que des producteurs.

- Utilise-t-il la Recherche-Action ? Si oui, quels sont les courants auxquels il se réfère ? Depuis quand pratique-t-il cette démarche ? Qu'est ce qui l'a poussé à utiliser cette méthode ? Pour répondre à quoi ? Suivant quelles motivations : envie d'aider son prochain ? Besoin de travailler en pluridisciplinarité ? Déception vis-à-vis de la recherche classique ? Demande venant de l'institution ? Des bailleurs de fonds ?

- Définition de la R.A. selon eux ?

* Le rapport du chercheur à l'action :

Privilégier l'action serait en quelque sorte privilégier les apprentissages qui se construisent de façon beaucoup plus empirique que les savoirs.

- Le choix des terrains : volonté personnelle ? Obligation venant de l'institution ?

- Sur quel sujet interviennent-ils sur le terrain ? Que pensent-ils apporter aux locaux ? À l'institution ?

- Comment se passe le travail dans l'action avec les populations locales ? Contraintes ? Avantages ?

- L'application de la méthode sur le terrain. Comment s'y prennent-ils ? Quels sont les résultats ? Comment ça se passe ?

* Le rapport du chercheur à son projet de recherche :

Le caractère informatif de cette question va nous permettre d'établir un historique des actions menées au sein du projet C.I.R.O.P. En même temps, il permet de dégager la singularité de ce projet dans la construction des savoirs et des apprentissages.

- Pourquoi lancer l'A.T.P. C.I.R.O.P. ? Quels en sont les buts ? Qu'est ce que le chercheur apporte au projet ?
- Comment le projet s'est-il déroulé ? Les avantages, les limites ?
- Comment le projet s'est-il terminé ? Qu'est-ce que l'on en tire maintenant ?

* Le rapport du chercheur aux populations locales :

Ici, nous demandons l'avis des chercheurs ayant travaillé sur les terrains concernant les savoirs et les apprentissages des populations avec lesquelles ils ont travaillé. Ceci pourra nous ouvrir de nouvelles pistes pour l'analyse de nos données.

- Quelles évolutions a-t-il constaté sur le terrain ? Ou bien pas d'évolution ?
- Si évolution, sur quels aspects ? Organisationnels ? Techniques ? Institutionnels ? Éthiques ?

CONCLUSION DU DIAGNOSTIC

Ce travail d'enquête et de diagnostic nous a d'abord permis d'avoir une idée précise de l'état de la pisciculture dans le département de la Menoua. Il nous a permis de mieux connaître l'environnement agro-écologique, familial et social des pisciculteurs, de mieux comprendre leurs pratiques, leurs stratégies agricoles et enfin de mettre en évidence la place et le rôle de la pisciculture au sein de leurs exploitations.

Les exploitants de la Menoua sont motivés par la pratique de la pisciculture. Certains ont déjà prouvé que la pisciculture pouvait avoir une contribution importante sur les plans alimentaire et monétaire. Cependant, pour que cette pisciculture devienne, pour le plus grand nombre de pisciculteurs, viable économiquement et durable, il reste à lever certains points de blocage.

Le développement de cette pisciculture ne peut se faire sans échange entre les différents acteurs de la filière, sans une mise en commun des savoir-faire, le but étant de réfléchir et de s'organiser pour pallier aux contraintes identifiées ; de faire ressortir et saisir l'ensemble des opportunités locales.

Le premier obstacle identifié lors des enquêtes et ressortant clairement lors des 3 restitutions est le problème de l'approvisionnement en alevins : alevins de qualité à un prix raisonnable. Il ressort, en second lieu, un manque d'appui, de conseils techniques concernant la construction et l'aménagement des étangs, étape clé pour prétendre à une récolte, et la lutte contre les prédateurs. C'est donc sur ces points que les efforts devront d'abord être concentrés.

La présence naturelle d'alevins de silures à Santchou, dans les rivières Menoua et Nkam, constitue donc une opportunité à ne pas manquer.

Il faut à présent la mettre à profit, et réussir à organiser la collecte, l'identification, le stockage, la vente et la distribution de ces alevins.

Ceci nécessite le renforcement dans les mois à venir, du réseau de producteurs, d'acteurs et de chercheurs ayant commencé à travailler en partenariat ; ce réseau étant animé par un même désir : élaborer conjointement un projet, une recherche-action sur l'approvisionnement en alevins et en cela, progresser pour réussir à faire de la pisciculture une activité viable et durable. Cette action menée à l'échelle de la Menoua permettra de faciliter les contacts entre les différents acteurs et les échanges de conseils techniques si importants.

²⁵⁶ Libeyre Nelly, 2004, Analyse-diagnostic de l'insertion de la pisciculture dans les exploitations familiales agricoles de la Menoua (Ouest-Cameroun), Rapport d'une Opération de Recherche Participative, document de travail.

Annexe VI : Liste des membres du Comité de pilotage et du conseil scientifique

Comité de pilotage :

<i>[Chercheur V.]</i>	I.R.A.D.	zootechnicien/nutrition
<i>[Chercheuse M.]</i>	U.D.s F.A.S.A.	Biologiste
<i>[Chercheur H.]</i>	C.I.R.A.D	Zootechnicien/systèmes aquacoles
<i>[L'ancien délégué P.]</i>	P.E.P.I.S.A.	
<i>[Délégué N.]</i>	P.E.P.I.S.A.	
xxxxx	P.E.P.I.S.A.	
<i>[Délégué T.]</i>	C.O.P.I.F.O.P.E.M.	
xxxxx	C.O.P.I.F.O.P.E.M.	
xxxxx	C.O.P.I.F.O.P.E.M.	

Conseil scientifique :

<i>[Chercheur M.L.]</i>	Université Paris Dauphine	Sociologue
<i>[Professeur T.]</i>	U.D.s F.A.S.A.	Zootechnicien
<i>[Chercheur C.]</i>	C.I.R.A.D.-C.I.R.O.P.	Sciences de gestion
<i>[Professeur N.T.]</i>	Yaoundé 1	Biologie animale

Annexe VII : Le premier plan d'action

Questions	Actions	Quand	Qui	Comment ?
Comment élaborer le cahier des charges des «alevins de silures de Santchou» ?	1.1. Identifier les espèces 1.2. Analyser les pratiques de collecte et de stockage actuelles 1.3 Caractériser et garantir la qualité [1.4. Définir les modalités de collecte, de stockage, de distribution des alevins destinés à la vente]	Fournir un calendrier	Identifier des responsables par activité	Entretiens Protocoles pour analyses, mesures, caractérisation... Chez les producteurs et en laboratoire
Comment élever les poissons à Santchou	2.1. Analyser les pratiques et stratégies des producteurs			Visites, entretiens, expérimentations, journées "étangs ouverts"
Comment élaborer un cahier des charges « alevins de qualité » ? (Fokoué)	3.1. Caractériser la qualité des alevins 3.3. Négocier avec les fournisseurs 3.5. Contrôler la qualité des alevins			Entretiens Protocoles pour analyses, mesures, caractérisation... Chez les producteurs et en laboratoire
Comment élever les poissons à Fokoué	4.1. Analyser les pratiques et les stratégies des producteurs 4.2 Assurer l'étanchéité des étangs, protéger son étang des prédateurs, nourrir les poissons, commercialiser les poissons			Visites, entretiens, expérimentations, journées "étangs ouverts"

Annexe VIII : Convention générale

ENTRE

Le Groupement d'Initiative commune dénommé «Collectif des Chercheurs sur la Construction de l'Innovation Piscicole au Cameroun», ci-après désigné CIPC, représenté par *[le chercheur V.]*, chercheur à l'I.R.A.D.

D'une part

ET

Les Groupements d'Initiative Commune (G.I.C.) dénommés

«Collectif des Pisciculteurs Intensifs de Fokoué et Penka-Michel dans le Département de la Ménoua», ci-après désigné par C.O.P.I.F.O.P.E.M. représenté par son délégué général, *[le délégué T.]*

«Pêcheurs et Pisciculteurs de Santchou», ci-après désigné par P.E.P.I.S.A. représenté par son délégué, *[l'ancien délégué P.]*

D'autre part

Il est convenu ce qui suit

ARTICLE 1 : OBJET

Au titre et dans les conditions de la présente convention, le CIPC, C.O.P.I.F.O.P.E.M. et P.E.P.I.S.A. mettent en œuvre un projet de recherche action en partenariat (R.A.P.) avec pour objectif général de contribuer à l'élaboration d'une pisciculture vivrière marchande durable intégrée aux exploitations familiales agricoles de la Ménoua.

ARTICLE 2 : RÉALISATION DES ACTIVITÉS

Les activités seront réalisées dans le cadre de l'Action Thématique Programmée «Conception des Innovations et ROle du Partenariat (A.T.P.-C.I.R.O.P.) coordonnée au Cameroun par *[le chercheur H.]*, chercheur au C.I.R.A.D et tous autres projets contribuant à l'objectif général.

Les activités seront conduites au sein des deux groupes pour favoriser les échanges entre producteurs aux expériences différentes et complémentaires.

Les activités seront mises en œuvre conformément au plan d'action établi par les trois partenaires (annexe 1) grâce aux apports négociés des différents partis. Cette réciprocité des apports des partenaires est la garantie de la durabilité des activités mises en œuvre (pas de «subvention»).

ARTICLE 3 : DISPOSITIF DE SUIVI DES ACTIVITÉS

3.1. Un Comité de Pilotage, composé de trois (3) membres par G.I.C.s dont au moins une femme, et de trois (3) responsables du collectif de chercheurs (la liste des membres est donnée en annexe 2) ; il se réunira tous les 3 mois mais pourra se réunir chaque fois que nécessaire sur proposition argumentée des représentants de l'un des collectifs. Son rôle est de veiller à l'accomplissement des engagements, à planifier et coordonner les actions, à mettre en cohérence et en relation résultats/moyens, et à ajuster les actions à l'évolution des situations.

3.2. Un Conseil Scientifique, composé de quatre (4) scientifiques reconnus dans des disciplines différentes en relation avec le projet (la liste des membres est donnée en annexe 3). Il se réunira une fois par an. Son rôle est de favoriser le travail de distanciation (action réflexive,...), d'aider à orienter les travaux de recherche, et de garantir la qualité scientifique des travaux et résultats.

3.3. Le dispositif (annexe 4) pourra être revu d'un commun accord pour prendre en compte de nouveaux besoins liés à l'évolution du projet.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DES PRODUCTEURS

4.1. Favoriser l'action collective et participer aux réunions de travail de leur G.I.C. respectif,

Mettre en commun les savoirs faire au sein de leur G.I.C. et plus largement de tous les acteurs du projet R.A.P.,

Partager avec l'ensemble des acteurs du projet R.A.P. les informations techniques, et financières, susceptibles de faire avancer le projet (ne pas "cacher" les informations)

Favoriser la mise en œuvre des protocoles élaborés ensembles et respecter les consignes arrêtés ensembles,

Appliquer les nouvelles techniques élaborées en commun et les concernant,

Permettre aux chercheurs d'utiliser les données dans des publications scientifiques ou de développement

ARTICLE 5 : ENGAGEMENT DES CHERCHEURS

Contribuer au développement des investigations décidées collectivement avec les acteurs

Mettre au service du projet toutes leurs connaissances,

Restituer les résultats du projet R.A.P. régulièrement dans un langage compréhensible,

Maintenir des contacts réguliers (bimensuels) avec les G.I.C.s',

Faciliter les contacts avec d'autres institutions et organismes susceptibles d'aider la réalisation du projet,

Mentionner dans les publications les origines des données

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} novembre 2005, elle est renouvelable tacitement sauf en cas de dénonciation par l'un des partis 3 mois avant l'échéance. Dans sa forme actuelle, la durée totale du projet ne pourra pas dépasser trois ans.

ARTICLE 7 : LITIGES

Les partenaires s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend qui pourraient surgir entre eux à propos de la présente convention

Fait à Dschang le,

Le représentant du collectif chercheur

Le représentant du G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M.

Le représentant du G.I.C. P.E.P.I.S.A.

Le visa du coordonnateur de C.I.R.O.P.

Annexe IX : Extraits du manuel de pisciculture

MANUEL DE PISCICULTURE A L'USAGE DES PRODUCTEURS DE FOKOUE ET DE PENKA MICHEL (OUEST CAMEROUN)

COMMENT ELEVER LE TILAPIA ASSOCIE AU SILURE DE MANIERE RENTABLE ?



Tilapia et Silure après dix mois d'élevage à Fokoué

COPIFOPEM & CIP

DSCHANG 2008

BIBLIOGRAPHIE

AVANT PROPOS	3
CHAPITRE I INTRODUCTION	4
I. GENERALITES	4
II. CONDITIONS PREALABLES A LA MISE EN PLACE D'UNE EXPLOITATION	4
CHAPITRE II: LA CONSTRUCTION DES ETANGS	6
I. INTRODUCTION	6
II. COMMENT CONSTRUIRE SON ETANG ?	6
III. COMMENT CONSTRUIRE UNE DIGUE ETANCHE ?	10
IV. AMENAGEMENT DE L'ASSIETTE DE L'ETANG	12
CHAPITRE III : ASSOCIATION TILAPIA-SILURE	15
I. PRESENTATION DES ESPECES ELEVEES	15
II. INTERETS DE L'ASSOCIATION TILAPIA SILURE	18
III. LA GESTION DES TILAPIAS ET DES SILURES A LA FERME	19
IV. COMMENT RAISONNER SA DENSITE DE MISE EN CHARGE ?	22
CHAPITRE IV : ALIMENTATION DES POISSONS	25
I- LA FERTILISATION DE L'ETANG.....	25
II. LES FERTILISANTS D'ORIGINE ORGANIQUE	26
III. INTEGRATION PORC POISSON.....	28
IV. LA CENDRE DE CUISINE	29
CHAPITRE V LA CONDUITE D'UN CYCLE D'ELEVAGE	30
I. SOINS A APPORTER A L'ETANG AVANT L'EMPOISSONNEMENT	30
II. FERTILISATION INITIALE ET EMPOISSONNEMENT DE L'ETANG.....	30
III. LA GESTION DU CYCLE D'ELEVAGE	30
IV.ETUDES DE CAS	33
CHAPITRE VI : VIDANGE ET COMMERCIALISATION.....	36
I. DUREE D'ELEVAGE ET CHOIX DE LA PERIODE DE VIDANGE	36
II. TECHNIQUE DE VIDANGE ET DE STOCKAGE DES POISSONS	36
III. QUELQUES APPROCHES VISANT A FACILITER LA COMMERCIALISATION	37
IV. EXEMPLES DE FICHES DE SUIVI DES ETANGS.....	38
BIBLIOGRAPHIE	39
ANNEXE : PHOTOS ISSUES DE FOKOUE & PENKA MICHEL	41

AVANT PROPOS

La pisciculture représente une opportunité de diversification d'activités et de sources de revenus au sein des exploitations familiales agricoles. Plusieurs décennies après son introduction, la production est restée en deçà des attentes des producteurs. Ceci s'est traduit sur le terrain par l'abandon de la plupart des étangs et la relégation de la pisciculture au rang d'activité de loisir.

La rencontre entre un collectif de recherche animé d'une intention de recherche et des producteurs manifestant une volonté de changement a permis de relever les freins à l'émergence d'une pisciculture commerciale dans les exploitations agricoles de Fokoué et de Penka Michel. L'expérimentation de nouvelles pratiques décidées par les chercheurs et les producteurs a permis à ces derniers de se faire une nouvelle idée de cette activité. Elle est désormais perçue comme une activité capable de générer des profits dans l'exploitation agricole.

Dans le souci de pérenniser ses acquis, les producteurs ont sollicité que soit consigné dans un ouvrage, les pratiques ayant fait leur preuve, si bien que par la suite, ils puissent continuer à produire du poisson de façon rentable. *« Les paroles s'envolent, mais les écrits restent ».*

Ce guide, loin d'être un énième opuscule qui présente la pisciculture comme une activité à la portée de tous, traite des problèmes de production spécifiques aux localités de Fokoué et de Penka Michel. Le modèle piscicole qu'il prône se justifie par l'opportunité qu'offre la localité voisine de Santchou. Il ne saurait être appliquée ailleurs sans des adaptations préalables.

Les aspects socio économiques seront intégrés par la suite, une fois que les protocoles expérimentaux y afférant seront achevés.

La perfection n'étant pas de ce monde, nous conseillons à toute personne intéressée par la pisciculture de contacter au plus vite des spécialistes de terrain expérimentés, afin de ne pas augmenter le nombre d'exploitations agricoles au sein desquelles la pratique de la pisciculture ne se traduit plus que par l'existence d'étangs abandonnés. Pour les autres, nous espérons avoir fait un tout petit pas pour leur « édification personnelle ».

Nous ne saurons terminer cet avant propos sans remercier les membres du Collectif pour les Innovation Piscicole (CIP) constitué par des chercheurs issus de l'IRAD, CIRAD, de l'Université de Dschang, et de l'Université de Yaoundé de même que le projet REPARAC pour l'encadrement et le financement dont a bénéficié ce document. Nous pensons aussi à tous les valeureux pisciculteurs du GIC COPIFOPEM, avec qui malgré les multiples malentendus et controverses, ont montré leur désir de faire de la pisciculture, une activité structurante de leur exploitation agricole.

CHAPITRE I INTRODUCTION

I. GENERALITES

Le terme pisciculture recouvre toutes les formes d'élevage du poisson en eau douce, saumâtre et salée. Elle a le même objectif que l'agriculture : augmenter la production alimentaire au-dessus du niveau de production naturelle.

Elle valorise bien les déchets issus des autres activités de l'exploitation agricole. Plus de 70 % des poissons d'élevage produits dans le monde le sont en valorisant la verdure et les déchets des autres animaux. En zone rurale camerounaise, le poisson constitue la principale source de protéine d'origine animale.

II. CONDITIONS PREALABLES A LA MISE EN PLACE D'UNE EXPLOITATION

Avant de se lancer dans une entreprise piscicole à vocation commerciale, il est important de trouver des réponses aux questions suivantes :

II.1 L'intérêt économique de la pisciculture

❖ Est-ce que je veux produire du poisson seulement pour la nutrition de ma famille ou pour la vente ?

❖ Est-ce que je suis prêt à acquérir les connaissances indispensables par moi-même ou alors à m'associer aux autres pisciculteurs ?

❖ Est-ce que je peux vendre localement les produits de la pisciculture ou/et existe-t-il un marché possible à l'extérieur, à des prix intéressants ?

Si votre objectif principal est de vendre, ce manuel vous est tout particulièrement destiné.

II.2 Moyens de création d'une pisciculture

❖ Est-ce que je possède ou je peux acquérir un site propice à la création d'un atelier piscicole ?

❖ Est-ce que le sol est favorable et est ce que je dispose de suffisamment d'eau pour maintenir en eau mes étangs en fin de saison sèche ?

❖ Qui peut m'aider et de quels autres moyens matériels et outils aurai-je besoin ?

❖ Quel sera le travail demandé (nombre d'heures/ jour, nombre de jours/ mois et année, gardiennage, trajets aller-retour, etc.) ?

❖ Le travail piscicole ne me gênera t-il pas ?

II.3 Possibilités d'échanges de connaissances et de moyens

❖ Certaines familles ou individus sont-ils motivés dans le village pour créer un atelier piscicole ?

- ❖ Qui, localement, peut former un GIC, une coopérative ou une société ?

II.4 Ressources mobilisables

- ❖ Quels sont les déchets ou sous-produits agricoles disponibles sur mon exploitation et/ou au village (quantité et coût) ?
- ❖ Faut-il aller les ramasser, si oui, à quelle distance et comment ?
- ❖ De quels sous-produits industriels bon marché et proches peut-on disposer (quantité et prix incluant le transport) ?
- ❖ Quel sera le prix de revient des poissons ?
- ❖ Doit-on traiter le poisson pour le vendre (fumage, cuisson) ?

II.5 Questions techniques

En fonction des réponses aux questions précédentes, on doit pouvoir répondre sans problèmes aux interrogations suivantes :

Le type, Le nombre d'étang, l'emplacement, la forme et les dimensions vont dépendre des paramètres suivants :

- ❖ La topographie,
- ❖ Le volume d'eau possible,
- ❖ Les objectifs de production,
- ❖ La disponibilité de la main-d'oeuvre,
- ❖ La nature des poissons à élever,
- ❖ Le capital disponible.

Lorsque vous aurez répondu d'une façon précise et objective à toutes ces questions, et que vous aurez acquis la conviction que la réalisation d'une entreprise piscicole est souhaitable, possible et rentable, alors seulement vous pourrez établir un rapport précis sur les possibilités piscicoles du site d'implantation les données socio-économiques qui permettront de faire une évaluation précise de l'activité seront dès la fin des études y afférents.

CHAPITRE VI : VIDANGE ET COMMERCIALISATION

I. DUREE D'ELEVAGE ET CHOIX DE LA PERIODE DE VIDANGE

Compte tenu des conditions climatiques de Fokoué et du mode d'alimentation des poissons, la durée d'élevage va s'étaler sur au moins dix mois. C'est-à-dire que pour des poissons mis en charge en janvier, on peut commencer les récoltes à partir d'octobre. A cette période, les poissons stockés aux densités indiquées auront pour les tilapias, un poids moyen de 250 g pour les tilapias et de 500 g pour les silures. L'on pourra espérer récolter environ 50 kg de poisson/100 m² d'étang. Notons aussi que cette période correspond aux usages en vigueur dans la zone (fêtes de fin d'année).

II. TECHNIQUE DE VIDANGE ET DE STOCKAGE DES POISSONS

A partir d'octobre, on peut commencer à récolter ses poissons. Cette récolte peut être partielle ou totale. Tout dépend des opportunités qu'offre le marché à ce moment de l'année.

II.1 Les récoltes partielles

II.1.1 But

Elles se font sans une vidange totale de l'eau dans l'étang. Elle a pour but de réduire la densité de stockage dans l'étang en prélevant les plus gros poisson et en laissant les plus petits qui vont profiter de l'espace ainsi libéré. Elle donne aussi la possibilité au producteur de vendre une partie de sa récolte et d'engranger ainsi quelques revenus avant la récolte totale de son étang.

II.1.2 Méthodes

Pour ce faire, on peut utiliser une senne à grosse maille (entre 3 et 3,5 cm) pour ne prendre que les plus gros poissons, un carrelet ou la ligne. Etant donné le coût relativement élevé d'une senne, il sera intéressant pour les producteurs de la localité de se mettre ensemble pour acquérir une senne. L'utilisation des hameçons peut aussi être envisagés.

En ce qui concerne l'utilisation de la senne (figure 31), commencez par la partie la plus profonde de l'étang et ramenez lentement la seine vers l'autre extrémité. Il faudra vous mettre à plusieurs pour récolter le poisson de cette façon. Votre famille pourra peut-être vous aider. Autrement, vous pourrez peut-être aussi faire appel à vos voisins. Le dessin vous montre comment faire.

Si pour une raison quelconque, on est amené à baisser l'eau dans l'étang, l'on veillera après la récolte, à fertiliser l'étang de manière à reconstituer rapidement le stock d'aliment pour les poissons restants.

II.2 La vidange totale

Pour la vidange totale de l'étang, il faut vider totalement l'eau de l'étang. Pour ce faire, on commence à baisser l'eau la veille, et on maintient un débit de vidange permettant de commencer le ramassage des poissons à l'aube du jour de récolte. Parfois, le rythme de capture des poissons ne permet pas un ramassage suffisant des poissons avant que leur densité au niveau de la zone de vidange ne devienne critique. Dans ce cas, le poisson se trouve confiné dans la boue, ce qui augmente les risques de mortalités. Il est donc nécessaire d'alterner la vidange avec une alimentation ponctuelle de l'étang couplée à la remise de la partie verticale de l'assemblage de coude, ce qui permet de faire monter le niveau d'eau afin d'améliorer les conditions de survie des poissons. Les poissons seront ramassés avec les seaux, les paniers de préférences, les épuisettes.

Les poissons récoltés vont être stockés par espèce dans des grandes casseroles de manière à les maintenir vivant le plus longtemps possible. Il est possible de prévoir des étangs de stockages dans le but de vendre son poisson sur une longue période (Figure 32).

III. QUELQUES APPROCHES VISANT A FACILITER LA COMMERCIALISATION

Le but de ce manuel est de promouvoir une activité commerciale, susceptible de générer un revenu au producteur. Il est alors indispensable d'analyser les possibilités de commercialisation possible dans la localité et à l'extérieur de celle ci.

L'une des premières actions à conduire dans le but de faciliter la vente de son produit est la publicité faite autour. Que ce soit dans le village ou dans les zones environnantes, le producteur veillera à ce que tous soient informés du jour de la vidange et éventuellement des poids individuels des poissons et des différents prix pratiqués.

III.1 la vente individuelle

Dans l'optique d'une vente individuelle, la récolte doit se faire très tôt le matin du jour du marché du village et le produit immédiatement transporté sur la place du marché (figure 33). Le producteur doit disposer d'une balance, d'une épuisette et des sachets plastiques pour faciliter la manipulation du poisson au marché.

III.1 la vente groupée

Il peut être envisagé de stocker les récoltes par groupes de producteurs voisins, suivi de la désignation d'un membre qui va aller les vendre sur un marché voisin potentiellement plus rémunérateur. Dans ce cas de figure, il est important que les poissons arrivent vivants sur la place du marché. Les conditions de transport sont similaires à ceux indiquées pour le transport des juvéniles. Les producteurs pourront aussi veiller à faire une prospection et prendre des commandes, de manière à s'assurer que la récolte sera effectivement vendue.

Pour éviter tout malentendu pendant cette opération, il est important que tout ceux qui veulent vendre en commun leurs poissons s'entendent sur les coûts (transport, casse croûte du vendeur désigné, ticket du marché...) liés à cette manière de faire afin que le prix qu'ils vont retirer de l'affaire ne soit pas sujet à quelques suspicions.

IV. EXEMPLES DE FICHES DE SUIVI DES ETANGS

Nom et prénom :		Commune :	
N° de l'étang :		Village :	
		Superficie :	
		Date de création :	
Date	Activités et observations		

EMPOISSONNEMENT				
Date	Espèces	Poids Moyen individuel	Taille	Nombre
	Tilapia			
	Silure			
	Carpe			

RECOLTE					
Date	Espèces	Poids Moyen Individuel	Taille	Nombre	Quantité Vendue
	Tilapia				
	Silure				
	Carpe				
TOTAUX					

ANNEXE : PHOTOS ISSUES DE FOKOUE & PENKA MICHEL



Figure 1 : Etang localisé dans les raphiales à Fokoué et hors des raphiales



Figure 2 : Etang construit sur un sol grossier et riche en matière organique



Figure 7 : Elimination des troncs et décapage de la couche organique



Figure 8 : La tranchée du noyau de la digue



Figure 11 : Arbres plantés sur les digues : Pratique à éviter



Figure 12: Comment mesurer les variations du niveau d'eau dans l'étang

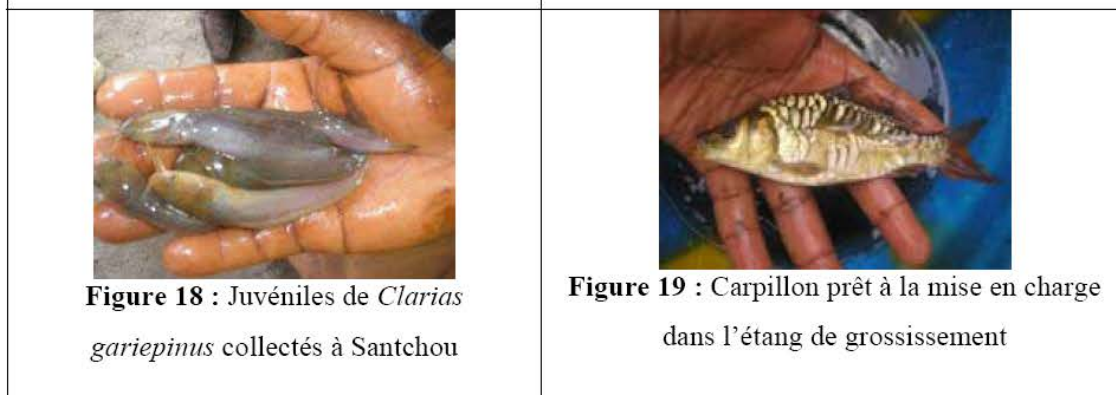
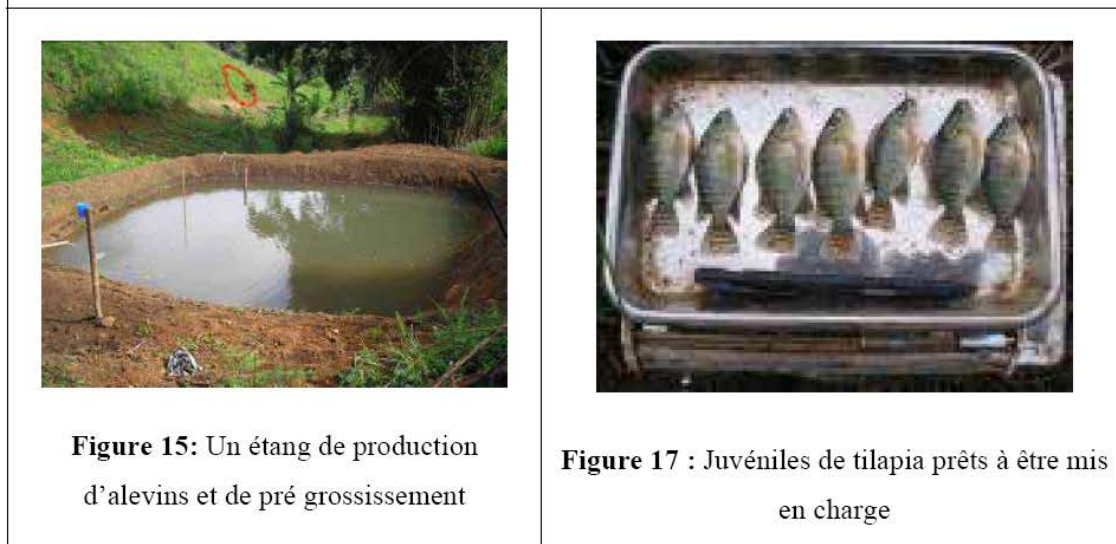




Figure 20: Quelques poissons récoltés dans les étangs de Fokoué



Figure 21: La compostière dans l'étang



Figure 23: Comment traiter les herbes avant de chargement dans la compostière



Figure 24: Les espèces végétales à ne pas utiliser dans l'étang



Figure 25 : Un étang avec une eau verdâtre Un étang avec une eau noirâtre



Figure 26: la porcherie sur l'étang



Figure 29: Déchets de boulangerie utilisés pour nourrir les poissons à Fokoué



Figure 30: Comment apporter un aliment artificiel aux poissons dans l'étang



Figure 31 : Comment procéder à une récolte partielle



Figure 32 : Récolte totale et pesée des poissons



Figure 33 : Vente individuelle sur la place du marché de Fokoué

Annexe X : Exemple de protocole

Protocole d'accord

Travail d'Anna Carbonnel

2009-2011

Premier séjour : mars à juin 2009

Bilan des trois années de travail de Recherche-Action-en-Partenariat

entre : CIROP/CIP, le GIC COPIFOPEM et PEPISA

Contexte :

Dans le cadre de l'activité de Recherche-Action-en-Partenariat du CIROP/CIP il est prévu au bout de la troisième année de travail (fin de la convention) de réaliser un bilan de cette nouvelle expérience à la fois pour les chercheurs et les producteurs. Pour cela, nous - responsables scientifiques du CIROP **[Chercheur C.]** et CIP **[Chercheur H.]** - avons fait appel à Anna Carbonnel, étudiante en thèse d'ethnologie, pour conduire ce travail.

Le présent protocole concerne donc le travail d'Anna Carbonnel qui fait partie de l'équipe de recherche depuis décembre 2008 en la qualité de thésarde.

But de la recherche :

Objectif général :

Tirer les leçons de la démarche de Recherche-Action-en-Partenariat tant sur le plan méthodologique qu'opérationnel. Quels enseignements ont été acquis ? Sous quelles conditions ?

Objectifs spécifiques :

Faire un inventaire des apprentissages acquis.

Comprendre de quelles façons ces apprentissages ont été produits.

Analyser les représentations des différents acteurs à propos et au cours la RAP.

Méthode de recherche :

- 1.- Des entretiens individuels avec les producteurs, chercheurs et étudiants qui ont participé à ce travail durant ces trois années
- 2.- Des entretiens avec des producteurs n'ayant pas participé ainsi qu'avec d'autres acteurs du développement
- 3.- Participation aux réunions des collectifs tant que cela est possible (pendant son séjour)
- 4.- Recueil des points de vue sur le manuel de pisciculture à Fokoué et Penka-Michel et le règlement intérieur du concours
- 5.- Restitution de travail au cours d'une réunion en fin de séjour
- 6.- Mise à disposition d'une note de synthèse **provisoire** des principaux résultats du travail

Résultats attendus :

- 1.- Les connaissances acquises au niveau technique, social et organisationnel inventoriées
- 2.- Typologie des interactions entre acteurs réalisée
- 3.- Points de vue sur la RAP identifiés

Engagements :

En suivant l'esprit de la démarche de RAP :

1.- Elle s'engage à :

- Respecter la vie privée de chacun
- Restituer les résultats de façon synthétique, anonyme et claire
- Contribuer avec son travail au bilan général

2.- Les producteurs s'engagent à :

- La recevoir au sein de leur organisation
- Lui fournir toute l'aide nécessaire à la réalisation de ce travail sur l'évaluation

Responsable scientifique de l'équipe CIP [Chercheur H.]	Responsable scientifique de l'ATP CIROP [Chercheur C.]	Pour le GIC OPIFOPEM Délégué [Délégué T.]	Pour le GIC PEPISA Délégué [Délégué N.]
---	--	--	--

Fait à Dschang, le

Annexe XI : Extraits journal de terrain du Cameroun

Les extraits ci-dessous sont issus de ma première mission au Cameroun entre le 15 mars et le 15 juin 2009. Ils ont été joints à cette thèse dans le but d'apporter des éléments de contextes supplémentaires, permettant une immersion plus facile dans le sujet traité. Leur vocation est de faire voyager le lecteur pour l'amener à voir et à sentir la situation vécue localement.

Mardi 17 mars 2009 « Premier entretien »

J'ai effectué mon premier entretien avec un étudiant en pisciculture qui a collaboré avec les pisciculteurs que je vais rencontrer à Dschang demain. Au cours de notre entretien, l'étudiant C. m'a mise en garde à propos de l'accueil que me réservent les pisciculteurs des Hauts Plateaux du Cameroun. Il a eu du mal à travailler avec eux. Au départ, il était considéré comme un étranger. Sa mission était de contrôler l'évolution de la pisciculture auprès de douze pisciculteurs. Malgré l'engagement officiel des producteurs, officieusement, ils n'ont pas vraiment collaboré et ont même rendu la tâche encore plus difficile pour l'étudiant C. Avant moi, une sociologue a également travaillé avec l'étudiant C. auprès de ce groupe de producteurs et elle n'a jamais été acceptée parce que les producteurs disaient « *toi [étudiant C.], tu nous aides à produire plus, et donc à gagner de l'argent, mais elle ne sert qu'à nous poser des questions !* ». Je me demande donc, comment je vais justifier l'intérêt que je leur porte. L'étudiant C. m'a également confié que sa collaboration avec cette sociologue lui avait permis de mieux comprendre le système productif de ces pisciculteurs, et donc de répondre de façon plus pertinente aux problèmes qu'ils rencontrent. Demain matin, je me lève à l'aube pour rejoindre Dschang à 4 heures de route d'ici. À midi, je vais assister à la réunion de tous les pisciculteurs de la région pour faire connaissance et prendre des contacts.

Mercredi 18 mars 2009 « Première réunion avec les producteurs de Fokoué »

Je n'ai pas un moment à moi. Il y a toujours quelqu'un qui me parle, c'est assez dur de mener mon travail de façon sereine. Je suis maintenant installée dans la maison d'un des chercheurs du C.I.R.A.D. à Dschang. Le chercheur H. est sur le terrain huit mois par an. Il connaît donc bien la région, et n'est jamais seul chez lui. Il vit dans une grande maison. Aujourd'hui, j'ai eu ma

première réunion avec les pisciculteurs du village de Fokoué, situé sur les Hauts Plateaux. Pour y parvenir, il faut faire une heure de voiture sur des routes de terre et de pierres rouges.

Jeudi 19 mars 2009 « Premier contact avec le délégué de Santchou »

Ce matin, nous partons à 7h30 pour faire une heure de voiture vers la plaine des Mbôs. Je travaille avec des pisciculteurs situés sur les montagnes, et d'autres situés en plaine. Deux paysages différents. Je mène un entretien avec le délégué de l'organisation des pisciculteurs de P.E.P.I.S.A. Je le trouve agressif. Puis, il s'exprime à travers un long monologue sans vraiment attendre de moi que j'intervienne dans la discussion. Il me dit qu'il en a marre que des étudiants chercheurs viennent enquêter chez eux. J'ai bien peur qu'il ait du mal à m'accepter, malgré la promesse de m'accueillir et de me présenter à son groupe. C'est seulement à la fin de l'entretien qu'il esquisse un premier sourire, lorsque le chercheur C. lui a dit qu'il lui donnera certainement une machine à écrire pour le remercier de m'accueillir. Le délégué de Santchou va même jusqu'à dire que le travail qu'il effectue avec les chercheurs ne lui apprend rien en ce qui concerne les techniques de pisciculture...

Vendredi 20 mars 2009 « Le temps c'est de l'argent »

Qui a dit que le temps, c'est de l'argent ? En général, lorsque j'entends cette phrase, j'ai l'image d'un homme d'affaires américain. Et pourtant, c'est un pisciculteur qui me dit cela : « *pendant que tu me poses des questions, je ne peux pas relever mes pièges dans la forêt... Je perds de l'argent !* ». Que répondre à cela ? Je culpabilise maintenant de prendre de leur temps... Il me dit : « *tu vas nous rapporter quoi toi ? Quand tu seras repartie là-bas, au loin, tu vas penser à nous ? Tu vas revenir ?* ». Il a peur que je ne sois que de passage et que je ne leur renvoie pas l'ascenseur... Mais que faire pour eux ? Un autre pisciculteur me demande : « *Quand tu repartiras tu vas nous laisser quoi comme souvenir ?* ». Je réponds : « *Comment ça ? À quoi tu penses ?* », il me rétorque : « *je ne sais pas ! C'est à toi de me dire ! Ta machine à enregistrer par exemple ?* ».

L'organisation de nos rendez-vous pour nos entretiens est assez chaotique. Je reste plusieurs heures à attendre le chercheur C. chez le délégué de Fokoué. Pendant ce temps, je discute avec sa femme. Nous nous asseyons toutes les deux sur le banc en bambou et elle me raconte son travail

dans les champs, en même temps qu'elle dépiaute les arachides, son bébé endormi sur ses genoux.

Samedi 21 mars 2009 « La dot à la maison »

Ce matin, à 6 heures, le chauffeur du C.I.R.A.D. de Yaoundé part chercher une chèvre pour sa dot. Il se marie en juin et doit offrir une chèvre et un carton de bouteilles de rouge à son beau-père qui est pourtant « *à la morgue* »²⁵⁷ me dit-il. Il a dit que cette situation lui « *chauffe le cerveau* » ! Toujours est-il qu'à 9 heures du matin, il revient en sautant de joie à la maison. C'était l'événement de la journée !

Je passe une bonne partie de la journée à tenter, sans succès, de joindre au téléphone un anthropologue camerounais que j'aimerais rencontrer demain à Yaoundé. J'essaye de le joindre par téléphone, en vain... Une fois je tombe sur sa femme qui me dit de l'appeler à 16 heures sur un autre numéro. J'appelle à ce numéro et je tombe sur quelqu'un qui me dit qu'il revient dans une demi-heure. Une demi-heure plus tard, ça ne répond pas. Le chercheur C., agacé, prend le relais et appelle, il tombe alors sur l'anthropologue mystère et lui demande de nous rappeler dès qu'il est disponible. Depuis, nous n'avons toujours pas de nouvelles de lui.

Demain, je retourne à Yaoundé, puis je reviendrai à Dschang mercredi ou jeudi. Jeudi soir, le chercheur C. s'envole pour Montpellier et me laisse libre de mes mouvements.

Dimanche 22 mars 2009 « Sauvetage de la dot »

Aujourd'hui, nous partons de Dschang, accompagnés de notre amie la chèvre ! Le chauffeur du C.I.R.A.D. n'est pas tendre avec cette bestiole, et n'aime pas trop que je sympathise avec sa dot. Mais je ne peux pas m'empêcher durant les 5 heures de route de me retourner pour voir comment va la chèvre. La voir à l'arrière du pick-up, bouc au vent, suscite en moi un peu de pitié et d'amusement. Après notre pause déjeuner dans un village à mi-parcours, je constate que la chèvre halète à tel point qu'elle a du mal à tenir debout. Je demande au chauffeur, resté à ses côtés pour ne pas que quelqu'un d'autre l'emporte, s'il ne faut pas lui donner à boire ! Il me

²⁵⁷ Décédé.

répond qu'il a essayé mais qu'elle ne veut pas. Je décide de l'aider et de lui tremper le museau dans le fond de la bouteille d'eau. La chèvre qui ne se laissait pas approcher jusque-là et qui ne voulait pas manger, se jette alors sur le récipient et en redemande encore et encore. Elle a bu un litre d'eau sous le regard amusé des passants. La dot du chauffeur était sauvée !

Mardi 24 mars 2009 « Premier voyage en voiture »

Aujourd'hui, c'est un jour de *voyage*. Ici, lorsque l'on se déplace d'un point à un autre, on dit que « l'on *voyage* de Yaoundé à Dschang ». Il faut déjà que je trouve la bonne *voiture*²⁵⁸, celui qui va directement à Dschang. Pour cela, le chauffeur du C.I.R.A.D. m'a aidé à choisir. Arrivée à la gare routière, nous achetons le billet, il est 9 heures du matin. Il faut encore attendre 10 heures pour démarrer, le temps de charger les affaires sur la *voiture* et d'attendre que les trente places se remplissent. Pendant ce temps, un homme m'adresse la parole pour me demander si je vais lui payer une bière à mi-parcours. La négociation pour se défaire de ce genre de question est assez stressante, mais je commence à avoir le coup de main ! Lorsqu'on appelle mon numéro pour monter dans la *voiture*, « *numéro 22 !* », j'entends une autre voix qui m'appelle. C'est cet homme qui m'a gardé une place, derrière le siège du chauffeur. Il me dit que je serai mieux ici. Je prends la place qu'il me propose, et je me rends compte qu'il est en fait le chauffeur de la *voiture*. Surprise, je le remercie, et regrette d'avoir été un peu sèche avec lui. Je lui offrirai donc une bière pour le remercier. Une fois que l'on se croit parti, le bus s'arrête à la station-service prendre de l'essence, puis à la boulangerie pour rajouter de l'huile dans le moteur. Une fois VRAIMENT partis, la voiture traverse la ville, puis sort de Yaoundé. Le chauffeur s'arrête aux péages et en profite pour acheter des mangues, des arachides, des bâtons de manioc et ananas aux vendeurs ambulants qui se précipitent sur le bus dès qu'il ralentit. Après trois heures de trajet, collée contre la vitre à ne pas savoir quoi faire de mes pieds, on s'arrête sur le marché de Makénéné pour se restaurer. Je prends un coca, un plantain braisé et un petit sac d'arachides. Une fois repartis, nous traversons Bafoussam et sa poussière étouffante. Après Bafoussam, il ne reste théoriquement qu'une heure de trajet avant d'arriver à Dschang. Et arriva ce qui arriva... Au loin, j'aperçois des gyrophares. Une ambulance bloque la chaussée. J'entends des femmes dans le bus qui disent : « *mais qu'est-ce qu'ils font là encore ? L'accident à eu lieu ce matin à 9 heures ! Ils doivent être en train de dégager les corps...* ». Derrière l'ambulance, une centaine de personnes regardent sur le bas-côté. Je ne vois pas bien ce

²⁵⁸ Au Cameroun, les minibus sont appelés des voitures.

qui se passe. Le chauffeur se gare, tout le monde descend pour rejoindre la foule. Je suis le mouvement. Apparemment, quelque chose de grave est arrivé. Deux semi-remorques sont renversés les quatre roues en l'air dans le champ qui longe la route. L'ambulance est là pour dégager les corps, pendant qu'un autre semi-remorque tente de remettre les camions sur leurs roues. Tout le monde regarde, tout le monde applaudit et crie. Une fois l'ambulance chargée, le trafic se débloque et tout le monde se rue sur sa moto, sa voiture ou son camion pour repartir. Arrivée à Dschang à 18 heures, je négocie une moto pour rejoindre la maison du chercheur H.

Samedi 29 Mars 2009 « Réunion avec le G.I.C. de Fokoué »

8 heures du matin. Nous nous dirigeons vers Fokoué, le village des pisciculteurs situé sur les hautes terres. Je me suis endormie sur la banquette arrière, alors que j'essayais consciencieusement de tenir la conversation avec l'étudiant T. Je me suis réveillée sous le regard curieux des pisciculteurs qui me regardaient à travers la vitre de la voiture : « *tu dors déjà ?* ». Amusés, nous descendons la pente pour rejoindre la maison du délégué de Fokoué. Je dérape sur la terre rouge escarpée qui mène à notre réunion qui se déroule non sans chahut. Durant ces deux heures de réunion, la femme du délégué me regardait de temps en temps par la porte ouverte. Elle ne peut pas assister aux réunions, mais elle se met près de la porte pour écouter, parfois elle rigole. Une fois sortie de la maison, elle est venue me voir et m'a offert des fruits.

Lundi 31 mars 2009 « Rendez-vous raté »

L'étudiant T. est à la maison aujourd'hui. Il est originaire de Santchou et vit à Dschang. C'est un doctorant en aquaculture. Le chercheur H. et lui sont devenus « proches ». C'est ainsi que l'étudiant T. est devenu mon principal référent en ce qui concerne mes rendez-vous avec les pisciculteurs, et tous les problèmes qui peuvent se passer à la maison. En début de semaine, nous avons convenu d'un rendez-vous avec le délégué du groupe des pisciculteurs de Santchou. L'étudiant T., étant lui aussi de Santchou, s'inquiète vraiment de ce rendez-vous que j'ai pris seule avec le délégué. Il voulait absolument l'appeler et vérifier la façon dont j'ai pris ce rendez-vous. C'est donc ce qu'il fait, sous mes yeux. Il appelle le délégué N., puis au fur et à mesure de la conversation, je sens qu'il y a un problème. L'étudiant T., commence à parler en *patois*. Apparemment, je ne suis pas censée entendre la conversation. L'étudiant T. raccroche et m'explique que ce n'est pas prudent pour moi d'y aller aujourd'hui. Il me dit que le délégué N. en

a assez de voir des étudiants les importuner dans leur travail, et qu'ils n'ont jamais rien en retour. L'étudiant T. me dit que ce n'est pas prudent d'y aller. Il m'explique qu'il aimerait bien s'inviter à ce rendez-vous pour servir en quelque sorte de négociateur. J'accepte, pour le moment, mais je reste sceptique. Deux minutes plus tard, le délégué N. me « *bipe* » ne sachant pas que l'étudiant T. était avec moi lors de leur conversation téléphonique. Il me dit qu'il est malade et que le rendez-vous est alors compromis.

Jusque-là, je suis surtout allée à Fokoué. À Santchou, la pisciculture, ou plutôt la pêche existe depuis des années et des années. En arrivant ici, les chercheurs m'ont demandé de retracer l'histoire de cette pisciculture très mystérieuse et ritualisée. Une histoire qui ne se trouve que dans la mémoire des plus anciens. L'étudiant T. m'a raconté des choses assez extraordinaires sur la pisciculture à Santchou. Les poissons qu'ils pêchent là-bas sont une espèce de poisson qui vit presque aussi bien dans l'eau qu'hors de l'eau (le silure). C'est ainsi qu'il me conte que certains pêchent à la machette les femelles, qui sortent de l'étang pour pondre leurs œufs dans la forêt. Des femelles qui peuvent atteindre un mètre de long ! Cette pêche est estimée dangereuse et s'effectue la nuit. Ceci m'a vraiment intriguée ! L'étudiant T. m'affirme que c'est la réalité ! Il me tarde de pouvoir discuter avec les anciens, pour comprendre comment cela se passe. L'idée de retracer l'histoire de la pisciculture à Santchou me ravit mais elle risque d'être complexe à retranscrire et à « obtenir ».

Mercredi 2 avril 2009 « Taxe de passage »

Ce matin, ne voyant pas arriver mon chauffeur pour aller à Fokoué, je commence à m'agiter. Il arrive tout fébrile une demi-heure en retard, et m'explique qu'il a percuté une voiture avec sa moto. On tourne autour de sa moto pour constater les dégâts. Effectivement, le guidon est de travers et je constate que le phare est cassé. Il tente de redresser le guidon, mais rien à faire. Pour lui, pas question d'annuler notre rendez-vous. Nous partons donc avec la moto grinçante. À peine sortis de Dschang, deux policiers nous arrêtent. Je descends de la moto, je me mets sur le bas côté et attend que ça passe. Le chauffeur, déjà énervé par l'accrochage, commence à hausser le ton avec le policier. Je fais mine de ne rien entendre. Je me dis que l'on n'est pas près de repartir s'il continue à parler sur ce ton.

- Le policier : « *Mon fils, donne moi tes papiers !* »

- Le chauffeur : « *Ab mon père désolé, je ne les ai pas, je viens d'avoir un accident et je leur ai laissé les papiers là-bas !* »

- Le policier : « *Ab non ! Ne commence pas comme ça ! Je sais que t'as les papiers !* »

Un jeune policier, non loin de là, vient se mêler à la conversation. Il commence à inspecter notre moto et dit à notre policier :

- Le jeune policier : « *Tu vois bien qu'il n'a pas eu son accident aujourd'hui ! Ça se voit !* »

- Le policier : « *Tu n'as pas les papiers alors tu restes ici ! On envoie la moto à la fourrière tu te débrouilles !* »

Le chauffeur fouille dans sa poche et sort les papiers. Le policier, énervé de l'insolence du chauffeur parle fort. Le chauffeur n'a pas l'air du tout impressionné. Le policier demande de traiter avec celui qu'il appelle *le boss* (le jeune policier). Il fait la morale au chauffeur quant à son attitude, lui parle de la loi, etc. Le *boss* vérifie les papiers et dit :

- Le jeune policier : « *Non, comme tu vois, tes papiers ne sont pas en règle, l'assurance est périmée, tu n'as pas le permis A et tu n'as pas la vignette de l'assurance ! Tu n'as même pas de plaque !* »

Je me tiens en retrait pour ne pas créer plus de problèmes, considérant que c'est le problème du chauffeur. Mais le jeune policier m'interpelle :

Le jeune policier : « *Mademoiselle, il ne faut pas prendre n'importe quel chauffeur, il faut se méfier !* »

Je lui réponds que c'est notre chauffeur depuis trois ans et que l'on n'a jamais eu de problème !

Le *boss* tend les papiers au policier et dit : « *Regardez, la date c'est du 12/01/2008 au 12/12/2009 ! C'est périmé !* »

Le policier s'adresse de nouveau à moi : « *Ab oui ! Mademoiselle, venez voir, nous ne sommes pas bête regardez ! C'est périmé !* »

Je me dirige vers eux et regarde consciencieusement la date. Je ne comprends pas pourquoi ils disent que c'est périmé alors que c'est valide !

« *Excusez-moi, je ne veux pas vous offenser, mais les papiers sont en règle !* »

- Le jeune policier : « *Non, ce n'est pas la bonne date !* »

Leur mauvaise foi me fait bondir mais je ne dis rien de plus, à ce moment-là je comprends que les policiers cherchent uniquement le moyen que je leur donne de l'argent pour qu'ils nous laissent partir.

- Le policier âgé : « *Chauffeur ou pas, vous continuez à pied, et toi tu vas chercher ta moto à la fourrière !* »

- Le chauffeur : « *Pardon²⁵⁹ monsieur pardon, nous avons rendez-vous à neuf heures, nous ne pouvons pas ! Et nous sommes déjà en retard !* »

Les deux policiers ne changent pas de position. Le chauffeur reste sur sa moto, moi sur le bas-côté et on reste en statut quo. On se regarde dans les yeux, on se méprise. On reste comme ça une bonne demi-heure. Le policier, soucieux de mon rendez-vous vient me parler et me dit : « *Où partez partez !! Mais que ton chauffeur donne son permis au boss !* »

Il donne son permis et nous partons enfin. Quelques mètres plus loin le chauffeur s'arrête et me dit : « *Écoute Anna, je ne peux pas rouler sans mon permis, il faut que j'aille négocier avec le boss. Donnes-moi 1 000 francs C.F.A., je te les rendrai.* »

Ne sachant plus quoi faire, je sors l'argent et je laisse le chauffeur faire demi-tour seul et j'attends sur le bas côté. Quinze minutes plus tard, le chauffeur revient déçu. Il n'y a rien à faire, ils ne veulent pas redonner les papiers. Nous repartons donc pour de bon, sans les papiers.

Je suis bien contente d'arriver chez le producteur K. qui lors des réunions avec les pisciculteurs m'avait paru vraiment impliqué dans les discussions. Mais au fur et à mesure de l'entretien, le chauffeur prend peu à peu la parole. Il faut dire qu'il s'intéresse à mon travail, il lui pose donc des questions et ça a le don de m'énerver. Mais je ne dis rien. Je pense qu'il est agacé que le producteur K. réponde à côté, mais pour moi, c'est aussi important de laisser libre mon interlocuteur, afin d'apprécier ce qu'il veut me dire. Le chauffeur force la conversation, il ne laisse pas de silence et ne me laisse pas le temps de réfléchir.

Au moment de quitter le producteur K., le chauffeur me dit qu'il a prévenu deux autres pisciculteurs de mon passage. Il me propose de passer les voir pour poser des rendez-vous. Le producteur K. est situé à Bamendou, et la mentalité ici est vraiment différente de Fokoué. « *C'est*

²⁵⁹ Dire *pardon* ici cela signifie en fait *s'il te plait*. Même chose, quand on te dit *je vais te prêter de l'argent*, ça veut dire en fait *tu vas me prêter de l'argent* !

encore plus la campagne » comme dit le chauffeur. Nous allons voir les anciens qui ont commencé la pisciculture avec les Américains. Ces deux personnes étaient vraiment accueillantes, et avaient une façon vraiment différente de faire la pisciculture que les nouveaux qui ont appris avec le C.I.R.A.D. J'ai posé le pied sur une mine d'informations. Je repars, heureuse de ces rencontres.

De retour sur la moto, une question me chiffonne. Je demande au chauffeur pourquoi dit-on sans cesse « *la blanche* » ? Je lui demande ce que signifient ces exclamations. Il m'a répondu que les gens sont vraiment contents ! Il me dit : « *Pourquoi ? Lorsque vous voyez des noirs en Europe vous dites quoi ?* ». Je ne sais pas quoi répondre...

J'attends impatiemment notre petite escale auprès des deux policiers de ce matin. Est-ce que le chauffeur va pouvoir récupérer ses papiers ? Il dépasse les policiers, se gare sur le côté, et me dit tout doucement : « *Va leur parler toi !* ».

- Anna : « *Mais je leur dis quoi moi ?* »

- Le chauffeur : « *Je ne sais pas, trouve !* »

Je prends mon courage à deux mains. Je m'approche doucement des policiers et je me dirige directement vers le plus âgé. Je lui serre la main de manière décontractée. Il me demande si tout s'est bien passé et si j'ai pu arriver à l'heure au rendez-vous. Je vois que le jeune policier à côté me dévisage. Je dis au policier âgé sans faire attention à l'autre :

- Anna : « *Demain je reprends la moto avec mon chauffeur, il me faut absolument son permis !* »

- Le policier : « *Oui, je comprends !* »

Il est tout sourire, et je sais que c'est déjà gagné.

- Le policier : « *Mais tu sais ton chauffeur est vraiment insolent, je n'aime pas ça, il faut qu'il apprenne à respecter la police.* »

Je lui réponds : « *Oui ! Tout à fait !* »

À ce moment là, je sais qu'ici, quand on veut couper court à la conversation et négocier quelque chose on dit : « *Bon on fait quoi !* »

Les policiers sont amusés que je reprenne une expression de chez eux.

Le policier : « *Oui mais maintenant, il faut que tu voies avec le boss.* »

Je me tourne vers *le boss*, il me demande si je suis mariée avec le chauffeur, ou bien si je suis mariée tout simplement. Sous les conseils du chercheur C., je réponds que je suis mariée. Il me dit : « *Non non je ne vois pas de bague sur ta main ! Mariée si jeune ?* »

Je dis que bon, ce n'est pas le sujet, qu'il faut les papiers maintenant. Il prend donc le chauffeur à part. Le chauffeur revient me demander les 1 000 francs C.F.A. et il obtient enfin ses papiers !

En repartant vers la moto, *le boss* dit : « *moi je vais me marier avec toi, je vais te chercher !* »

Sur le chemin du retour je demande au chauffeur si c'est tout le temps comme cela ? Il me répond par l'affirmative : « *Si tu es poli c'est 500, si tu n'es pas poli c'est 1500...* »

Jeudi 3 avril 2009 « Deuxième barrage »

Nous prenons la moto à 7 heures du matin. Arrivés au barrage, nous nous faisons arrêter par deux autres policiers. Le chauffeur a oublié ses papiers chez lui. Je ne vais pas m'étaler sur l'histoire puisque vous connaissez déjà la fin. Il faut rajouter également la crevaison du pneu arrière. Heureusement que le chauffeur est mécanicien. Nous négocions avec la police de 7h30 à dix heures du matin. Ils veulent que je laisse le chauffeur ici et que je prenne un autre chauffeur. Je refuse de partir sans lui, parce que ce chauffeur est le seul à connaître le pisciculteur que nous devons voir ce matin, à deux heures de moto d'ici. Nous attendons très longtemps, tout cela pour au final, donner les billets et repartir comme si de rien n'était. Le policier essaye de me convaincre de lui prêter mon portable pour appeler sa femme, ou de me convaincre de rentrer à pieds.

Malgré les difficultés : crevaison et policiers, nous allons quand même au rendez-vous car je n'ai pas de réseau pour prévenir le producteur S. que je serai en retard. Quand nous arrivons, il partait tout juste de chez lui pour aller à des funérailles, mais il nous consacre une bonne heure et nous fait visiter ses étangs dans un endroit vraiment magnifique. Il a creusé ses étangs à la main et je me demande bien, comment un homme peut-il faire un travail aussi difficile, avec aussi peu de moyens (pioche, brouette et pelle). Je tiens également à préciser que le producteur S. est le plus jeune du groupe, et celui qui paraît le plus motivé pour faire de son travail une activité rentable, il a 37 ans. À chaque réunion des pisciculteurs, il fait 2h30 de marche dans les montagnes pour rejoindre le groupe, pour finalement assister selon lui : « *à une réunion de retraités pas toujours intéressés par ce qui se dit* ».

Lundi 7 avril 2009 « En voiture pour Santchou »

Le repos que je pense avoir ce matin avant mon rendez-vous avec le délégué à Santchou se termine en une course infernale, à devoir taper et imprimer des documents à la hâte pour le délégué de Fokoué passé chez le chercheur H. Je cours pour mon rendez-vous, posé depuis plus d'une semaine en pestant. Prendre la voiture pour se rendre à Santchou est quand même très particulier ! Je suis assise sur le siège du conducteur, le pied gauche sous la pédale de frein et l'autre pied sous la pédale d'accélérateur, et pourtant, je ne conduis pas ! Vous me demandez où se trouve le chauffeur ? Il est tout simplement assis à ma gauche, collé contre la portière. Lorsque nous roulons, il faut que je pense à bouger mon genou pour libérer le levier lorsque le chauffeur doit changer de vitesse. Le nez collé contre le chauffeur, mon sac sur le bébé et mon bras droit derrière la nuque de ma voisine, nous roulons sous la pluie, sur une route de montagne très sinueuse. Je vois le grand-père se cramponner au tableau de bord de la voiture. Si j'avais pu me cramponner quelque part j'en aurais fait autant. En comptant bien, nous étions dix (le grand père, le chauffeur, ma voisine et son bébé, deux grand-mères, deux petites filles, une chèvre dans le coffre et moi), le tout dans une Toyota Corolla qui, d'après le bruit des roues, a des problèmes de rotules ou de roulement. Le chauffeur est prudent, malgré sa manie de rouler sur la voie de gauche et de couper le moteur dans les descentes. Après 45 minutes et une sacrée crampe aux jambes, je sors enfin de la voiture !

Arrivée à Santchou, nous mangeons avec le délégué, et un ami qu'il a invité pour l'occasion. Nous marchons ensuite pour aller à la rencontre des pisciculteurs de Santchou et prendre des rendez-vous. Pour le retour, le délégué m'oriente vers un mini-bus. Ici pas de sac sur le bébé, juste une vitre ouverte, un bras au soleil, les cheveux lâchés et une petite brise fraîche alimentée par notre rythme de croisière : 25 km/h. Les rendez-vous sont pris pour dimanche et lundi toute la journée. Dimanche soir, je prévois de dormir à l'auberge de Santchou, il paraît qu'ici beaucoup de pisciculteurs se retrouvent le soir pour manger et discuter. Ce sera l'occasion de faire plus ample connaissance. Demain, une rude journée m'attend. J'ai rendez-vous à 8 heures du matin pour voir deux pisciculteurs sur Bamendou²⁶⁰. L'après-midi, j'ai un rendez-vous avec un chercheur économiste à Bafoussam, ville située à une heure de route de Dschang.

²⁶⁰ Fokoué est le nom d'un village, mais aussi d'un arrondissement qui réunit plusieurs villages qui peuvent être assez éloignés géographiquement les uns des autres. Les pisciculteurs avec lesquels je travaille résident à Fokoué, Bamendou, Fomopea et Fotomena.

Mercredi 9 avril 2009 « Sur le marché de Fokoué »

Le délégué de Fokoué me donne rendez-vous à 8 heures du matin sur le marché. Il me dit qu'à ce moment-là, je n'aurai pas de mal à trouver tous les pisciculteurs pour prendre mes rendez-vous pour les entretiens individuels. Arrivée à Fokoué, le délégué me dit que je suis en retard alors que je suis à l'heure. Je ne comprends pas. Je prends sur moi et le laisse me critiquer. Je le suis en pensant qu'il m'amène directement au marché. Finalement, il s'arrête tous les deux mètres pour saluer et causer avec les gens que nous croisons. Il parle en patois, autant dire que je ne comprends rien, alors je patiente. Puis il me dit que tout d'abord l'on doit rencontrer une piscicultrice à une heure de marche d'ici, une personne qui ne va jamais au marché, et que de toute façon tous les gens du marché ne sont pas encore arrivés à Fokoué. Sur le chemin, il me parle avec nostalgie d'une Américaine avec qui il a travaillé dans le temps, et qui marchait des kilomètres avec lui dans les montagnes. Arrivés à Fotomena, la personne que nous devons rencontrer n'est pas chez elle. Nous lui laissons un mot, puis nous faisons demi-tour pour Fokoué. Arrivés au marché, le délégué cause de nouveau en patois avec les villageois qu'il croise. Petit à petit nous rencontrons les pisciculteurs de son groupe. Pendant que je prends mes rendez-vous, le délégué me dicte un peu la façon dont je dois m'y prendre. Entre les gens qui m'interpellent et le délégué qui cause avec tout le monde, je trouve le temps long et laborieux. À 13h30, il m'indique alors un restaurant, nous mangeons, je repère un motard puis nous repartons sous la pluie. Tous les deux mètres nous sommes obligés de nous arrêter à proximité d'une maison pour nous abriter.

Samedi 12 avril 2009 « Rencontre avec les chefs »

À chaque arrivée dans les villages, les délégués me « sautent » dessus et monopolisent toute mon attention. Chacun veut prouver qu'il est efficace dans son travail et engagé. Ils ne me laissent pas le temps de respirer. Le délégué de Santchou est particulièrement actif, et m'a organisé au moins sept rendez-vous dans la journée, sans que je puisse lutter contre ses initiatives. C'est le soir, à 20 heures, alors que nous attendons un dernier pisciculteur, que j'ose lui dire que je ne suis pas une machine à faire des entretiens, et qu'il me faut également le temps de respirer entre chaque rencontre.

Alors que le délégué N. et moi sommes en train de faire le point de la journée, un pisciculteur se présente à moi et prend place à notre table sans avoir été invité. Il est en fait l'ancien délégué du

groupe des producteurs. Il entame la discussion en me disant qu'il ne compte pas me prendre dans le sens du poil, et qu'il en a marre que des chercheurs blancs viennent lui faire perdre son temps. Il revendique également le fait que les producteurs doivent être payés pour répondre à mes questions. Et comme si cette critique, déjà effrayante dès mon premier soir au village, n'était pas suffisante, il ajoute être agacé encore plus de voir des blanches comme moi qui font des tresses pour copier les africaines. Fatiguée, et vraiment pas ouverte à négocier quoi que ce soit, je réponds que ce n'est pas une façon de me parler, et que si je dérange, je n'ai qu'à partir. Le délégué N. qui assiste à la discussion n'ose même pas le regarder dans les yeux. À la fois gêné et d'accord avec lui, il me lance des regards bienveillants pour me dire d'accuser le coup. Personne n'a pris ma défense autour de la table. J'ai répondu sans flancher et j'ai même fait mine de partir. Je me suis alors demandé ce qu'ont pu faire les chercheurs qui sont passés avant moi pour mettre autant les gens en colère. J'ai été impressionnée par cet homme qui me regardait avec les yeux remplis de haine, et un ton tellement agressif. Je me suis justifiée, j'ai persévéré et nous sommes finalement restés des heures à discuter ensemble. Au cours de la conversation, j'ai appris qu'on l'appelait le Parisien car il a vécu en France quelques années.

Lundi 14 avril 2009 « Installation chez le prêtre »

Le prêtre m'accueille les bras ouverts dans sa paroisse où il vit avec quatre garçons qu'il considère comme ses fils. Je l'ai vu le matin pour déposer mon sac, puis j'y suis retournée le soir. Il n'était pas là, c'est l'un de ses fils qui m'a conduite à ma chambre. À 20 heures, je sors discrètement de ma chambre et vais dans le salon pour regarder la télé avec les fils. L'abbé est encore absent. Il fait nuit, on a faim, mais nous l'attendons pour manger. Dans la cuisine, la table est déjà mise, bien disposée. J'ai droit aux infos locales avec les commentaires des jeunes qui soufflent devant les faits divers : *« l'amour peut parfois causer des blessures irréversibles, aujourd'hui à Dschang, une jeune fille s'est faite poignarder à quatre reprises par son compagnon »*. Un des fils : *« non c'est pas possible ! Attends regarde, je tape là, une fois ! Deux fois ! Trois fois ! Quatre fois ! C'est trop ! »*. On passe à table malgré l'absence de l'abbé. Je regarde les fils faire la prière et m'excuse de ne pas pouvoir les accompagner dans ce moment de recueillement. Nous mangeons des haricots rouges, des bananes bouillies et des ananas. Au milieu du repas, nous entendons l'abbé qui arrive accompagné d'une femme, muette. L'abbé, 37 ans, grand, sage, charismatique, arrive et me tape sur l'épaule. Il prend place sans prier et nous présente la femme. Il ne mange pas. Il entame directement l'assiette d'ananas et me dit : *« pourquoi attendre avant de se servir dans un plat ? »* Je me

demande s'il essaye de tester ma tentation envers l'assiette d'ananas ! Je réponds : « *par politesse mon père* ». Il pique dans l'ananas et me réponds : « *pf...* ». Il me demande si je veux du vin. Je réponds par l'affirmative. Il sort un vin de bordeaux médaille d'or, 1997. Il sert également les autres. Lui ne prend qu'un fond qu'il déguste avec application. En sortant de table, il me propose de bavarder avec lui. Il s'assoit et invite gentiment mais fermement les fils à rejoindre leur chambre pour nous laisser seuls. Il me raconte sa vie jusqu'à minuit, de sa solitude et de l'engagement qu'il a dans son travail.

Mardi 15 avril 2009 « Balade dans Fokoué »

Je vais au bar du coin chercher du crédit pour mon téléphone. Je croise une connaissance qui m'offre un jus. Je reste longtemps à discuter avec les gens du village, et ils essayent alors de m'apprendre des mots en Fokoué. **Mitssaké** : bonjour. **Ndégué** : la blanche. **Siné** : le noir. **Meché** : merci. **Meché Tissa** : merci beaucoup. Aujourd'hui, le délégué de Fokoué me balade dans le village sous prétexte de m'amener chez quelqu'un pour un rendez-vous. Je me retrouve finalement à discuter au bureau de poste avec les deux policiers qui m'ont arrêtée sur la route la fois dernière. Dans le village, sur notre chemin, la même chose se produit à l'infini : nous partons pour faire quelque chose de précis, et finalement, cela dure trop de temps puisque nous croisons toujours quelqu'un à qui parler. Sans compter les propositions de mariage incessantes. Parfois, la fatigue me prend à devoir justifier ma venue à tout le monde, à supporter les remarques des uns et des autres qui me font comprendre que je suis étrangère. Les gens sont plutôt sympathiques avec moi parce que j'essaie de prendre les choses avec le sourire, je me contiens. J'aimerais passer inaperçue, mais impossible. J'essaie de rester détendue et de me dire que c'est aussi mon travail, de me rendre à des rendez-vous manqués, de négocier constamment la moindre chose, d'attendre. Mais parfois, j'ai envie de me promener sans que l'on m'interpelle, de sympathiser avec des gens qui n'attendent rien de moi, sans répondre tout le temps aux mêmes questions.

Jeudi 17 avril 2009 « Rencontre avec Chef de l'eau »

J'aide l'homme de maison en cuisine, à faire à manger, j'apprends à faire des plats. J'ai aussi mes rendez-vous qui me prennent du temps. Je vais au marché acheter à manger pour la paroisse. Puis je trouve un chauffeur régulier à Fokoué, pour qu'il m'amène à Fotomena, pas très loin de

Fokoué. Là-bas, la femme que nous cherchons n'est pas chez elle. Ses voisins nous disent qu'elle se trouve à Fontsa-Toula pour vendre de la bière à des funérailles. Nous y allons, c'est à 45 minutes de moto, au sommet des montagnes. Nous la trouvons là-bas et nous prenons un rendez-vous avec elle pour le lendemain. Je me rends compte qu'un pisciculteur habite la même localité et je décide d'optimiser le trajet et d'aller le chercher.

- « *Chef de l'eau ? Il est à des funérailles à quelques kilomètres d'ici !* ». Nous y allons. Il se trouve que Chef de l'eau est justement avec son fils qui compte reprendre ses étangs sous les conseils du délégué de Fokoué. Mais au cours de l'entretien, je me rends compte qu'aucun membre du projet n'est jamais venu les voir au sujet de la pisciculture. Je me demande donc pourquoi le nom de Chef de l'eau apparaît sur ma liste. Je me retrouve prise dans une discussion plus qu'animée où le fils se plaint des pratiques du délégué. Cette personne n'a en fait, jamais bénéficié de l'appui des chercheurs pour développer sa pisciculture. Pourtant, il me dit qu'il paye régulièrement les cotisations pour le groupe. Je suis un peu gênée, et j'essaye donc de l'apaiser en expliquant précisément la raison de ma venue ici. Je suis justement là pour comprendre ce qui s'est passé avec les chercheurs, le délégué etc. Après une longue discussion, les femmes insistent pour que l'on assiste à la cérémonie. Ils nous servent du poisson fumé et des chips de plantains. Soudainement, la pluie tombe. D'un coup, il fait très froid, et nous nous réfugions dans la cuisine autour du feu à attendre que la pluie cesse. Reprendre la moto pour retourner à Fokoué devient franchement désagréable. Sur le retour nous traversons les mares, et nous glissons sur la terre rouge et étanche à défaut de rouler.

Vendredi 18 avril 2009 « La messe »

L'abbé a insisté pour que j'assiste à sa messe. À 9 heures, après avoir attendu que l'homme de maison se fasse tout beau pour aller à l'église, je le suis en claquettes et en short. Grave erreur ! J'avais pourtant bien demandé à l'homme de maison si ça ne dérangeait pas que j'y aille comme ça. Il m'avait dit que non et que de toute façon, j'étais blanche. J'y vais donc un peu honteuse. Honteuse de mon accoutrement, honteuse de ne pas faire le signe de croix, ni même de connaître les chants ou les « amen » prononcés au bon moment. Au moment de rentrer dans l'église auprès de l'homme de maison habillé avec des souliers bien cirés, son pantalon à pince et sa chemise à carreaux, alors que la messe a commencé depuis une demi-heure, je vois que tout le monde se retourne. J'essaye de me faire noire et bien habillée, mais je n'y parviens pas. Les enfants, très discrets se retournent constamment pour me regarder. Arrive le moment de la quête, un moment

très parlant pour moi, puisque tous les soirs, je voyais l'abbé faire ses comptes. On peut dire qu'il gagne beaucoup d'argent.

Vendredi 25 avril 2009 « Traitement des entretiens »

J'ai encore passé ma journée à travailler pour peaufiner mes écrits pour ma thèse. Je suis en train d'analyser mes premiers entretiens. Les délégués de Santchou et de Fokoué considèrent que j'ai rencontré tout le monde et que mon travail est terminé, mais en réalité, il ne fait que commencer, et je compte bien revoir certaines personnes. J'ai également envie de comprendre davantage le système camerounais, les décideurs du pays, et les gens engagés dans la pisciculture à un niveau plus élevé. Je n'ai pas encore pris de contacts ni de rendez-vous, mais il faut que je me dépêche de les rencontrer avant que mon séjour ne se termine. Il me semble que pour développer la pisciculture, comme c'est le vœu de nos producteurs, il faut un coup de pouce de l'État. Alors, que pense l'État ? C'est ma question aujourd'hui.

Ce soir, l'étudiant T. m'a invitée chez lui pour que je me détende après une journée à cogiter devant mon ordinateur. Nous avons évoqué avec l'étudiant T., les totems et toutes les pratiques mystiques de Santchou. Lors de son récit, j'en viens à me demander quelle est la part du réel là-dedans. L'étudiant T. et sa nièce m'ont dit qu'ils avaient vu ces choses de leurs propres yeux ! Ils m'ont raconté des choses passionnantes. Si j'obtiens l'aval du chef des chefs des 28 villages de Santchou, je pourrai alors retranscrire ces mythes dans ma thèse.

Mercredi 1^{er} mai 2009 « Fête du travail »

Aujourd'hui, c'est la fête du travail. Depuis que je suis arrivée au Cameroun, les pisciculteurs m'en parlent tout le temps. Je l'ai donc attendue tout autant qu'eux. J'ai même contribué à l'achat de mon tee-shirt C.O.P.I.F.O.P.E.M. et de mon képi pour faire le défilé. Nous défilons à la queue leu-leu, non pas sous un tonnerre d'applaudissements, mais plutôt sous l'averse qui s'abat sur nous. C'était un vrai « flop »... Sans compter le discours du sous-préfet qui disait que nous n'étions pas assez nombreux et mobilisés, et que la prochaine fois, il ferait la fête du travail à Dschang plutôt qu'à Fokoué. Le moral dans les chaussettes, nous allons boire un jus chez le délégué, puis le groupe m'abandonne pour se rendre à une réception où je ne suis pas invitée.

Vendredi 3 mai 2009 « Distribution des biscuits »

Nous allons à Santchou dans la famille de l'étudiant T. Il doit récupérer des sacs de cendre au village pour son expérimentation sur les poissons. Nous y allons avec le chauffeur. Mais on se rend vite compte que l'unique route qui accède au village est barrée par un passage trop étroit pour la Jeep. Nous abandonnons le chauffeur et la voiture, pour négocier une moto et passer le barrage. À trois sur la moto, nous contournons les flaques et les bosses sous un soleil de plomb. Arrivés au village, nous nous rendons compte que personne n'attend sa venue avec les sacs de cendre qu'il avait demandés. On ne l'attend tellement pas qu'ils ont oublié de lui dire que la route avait été barrée pour les voitures. Pourtant, l'étudiant T. est vraiment content de retourner au village. Il avait acheté 50 paquets de biscuits qu'il a mis dans mon sac et qu'il m'a demandé de distribuer à tous les enfants. Il avait même acheté deux bouteilles de vin pour les donner à son père et au doyen du village. Je suis gênée de faire la distribution des biscuits aux enfants.

L'étudiant T. s'adresse au petit près de moi : « *Tu as salué la maman-ci ?* »

Pas de réponse...

- L'étudiant T. : « *Si tu veux un biscuit tu salues la maman-ci !* »

L'enfant n'ose pas s'approcher de moi. C'est le silence...

- L'étudiant T. : « *C'est de son sac que sortent les biscuits non ?! Ce n'est pas moi !* »

L'enfant s'approche de l'étudiant T. et tend ses deux mains vers lui. L'étudiant T. dépose le paquet de biscuits dans sa main et l'enfant tourne le dos, timide, mais content.

Mardi 7 mai 2009 « Le début de la fin »

Je commence déjà à penser à mon retour, au temps qu'il me reste pour travailler avant de partir. Je suis déjà en train de préparer un petit bilan de mon travail à Santchou et à Fokoué. Je dois faire ma première restitution devant les pisciculteurs de Santchou le 18 mai. Le chercheur H. revient à Dschang bientôt.

Vendredi 10 mai 2009 « Préparation du séminaire de Yaoundé »

Je travaille toute la journée avec Le chercheur H. Il faut que je rédige un article pour un colloque à Yaoundé qui va se dérouler la dernière semaine avant mon retour pour la France. En même temps, je dois sélectionner trois pisciculteurs de chaque village pour venir assister à ce colloque et les guider dans leurs communications. Cela a déjà été fait l'année dernière, et cette communication a fini en revendications sévères de la part des invités.

Jeudi 16 mai 2009 « Reconstruction de la mémoire »

Cet après-midi, je reste devant l'ordinateur à noter les différentes étapes de la Recherche-Action durant les trois années du projet. Le chercheur H. est très bavard sur ce sujet, et émerveillé de se remémorer tout ce qu'il a fait en trois ans. Maintenant, j'ai un historique clair et précis des actions que les chercheurs ont menées auprès des pisciculteurs.

Samedi 18 mai 2009 « Tournée des étangs »

Je me lève à 5h30 pour faire une tournée des producteurs de Fokoué. Cette tournée a pour but de vérifier l'état des étangs pour sélectionner les producteurs qui participeront au concours de pisciculture. J'apprends pas mal de choses. J'observe le chercheur H. au travail, ce qui me permet également de connaître les données techniques relatives à chaque étang. Le délégué nous accompagne et me fait part de ses commentaires sur chaque étang. Je sais maintenant ce qu'il pense de chaque producteur, et les rapports tendus ou non qu'il entretient avec chacun d'entre eux. Nous roulons et nous marchons beaucoup dans les montagnes pour rejoindre tous les étangs.

Lundi 20 mai 2009 « Fête nationale »

Je décide de sortir voir le défilé du 20 mai, fête nationale au Cameroun. Il y a beaucoup de monde dans les rues de Dschang. Je me faufile dans un endroit bien placé pour voir le défilé. Je suis placée justement à l'endroit où les organisateurs ont tracé des lignes blanches au sol à l'attention des gens qui défilent. Des hommes et des femmes habillés en survêtements Adidas bleu-marine

sont chargés de mettre les gens qui défilent sur le droit chemin (sur la ligne blanche). Les premiers à défiler sont les militaires. Puis c'est au tour des élèves du primaire, puis du lycée et de la faculté. J'arrive sur place au moment où c'est au tour des primaires de défiler. Je suis émue par le cœur que mettent ces enfants et les organisateurs du défilé à l'ouvrage. Endimanchés, ils marchent d'un pas sûr et cadencé en chantant joyeusement : « *Cameroun terre de liberté, Cameroun et la démocratie...* ».

Tout est écrit là :

« Indépendance ne signifie pas :

Que l'on ne travaille plus,

Qu'il n'y aura plus de patrons, ni de discipline du travail,

Que le corps de la police sera dissout,

Que l'on ira de Douala à Yaoundé sans payer,

Que les femmes pourront divorcer au gré de leur fantaisie,

Que les blancs automatiquement retourneront chez eux,

Que l'on rentrera dans un magasin se servir à sa guise sans payer,

Que la « camerounisation » des cadres administratifs ne continuera pas,

Que les blancs peuvent être jugés parfaitement inutiles, si l'on peut se dispenser de leurs services,

Que la haine raciale doit remplacer la haine du colonialisme,

Que l'on ne fera rien pour éliminer le chômage,

Que la liberté va dégénérer en libertinage et que chacun fera tout ce qui lui plaît,

Que la liberté du citoyen sera mise en vacances au nom de l'ordre public,

Que l'on va « casser la gueule » au premier citoyen - surtout s'il est européen – qui vous marche sur les pieds,

Que l'on aura la liberté d'instaurer une ère et un régime de corruption et de favoritisme, que les églises seront fermées et tous les catholiques pendus,

Que le clergé aura impunément le droit d'utiliser son influence pour intervenir dans les problèmes non religieux,

Que l'on pourra trafiquer la souveraineté nationale pour apporter le Cameroun en dot à la communauté. »

Extrait de l'UPC, La voix du peuple, 1^{er} janvier 1960

Jeudi 23 mai 2009 « Construction d'un étang »

Aujourd'hui, j'assiste à la construction d'un étang. Je pensais aider à creuser, mais ils me disent qu'ils sont déjà trop nombreux pour travailler. Je découvre de mes yeux les pratiques des pisciculteurs de Santchou. Un point marquant que j'aimerais éclaircir est la façon dont les pisciculteurs perçoivent leur métier et leurs pratiques. Ils m'ont parlé de « poissons tombés du ciel » et de « poissons joueurs ». Intrigant !

Vendredi 31 mai 2009 « Soutenance d'un étudiant »

Le chercheur H. reçoit un appel en catastrophe à 11h30 pour assister à la soutenance d'un étudiant. Elle a déjà commencé, et lorsque nous arrivons sur place, l'étudiant a terminé sa présentation. C'était au tour du jury de poser les questions à notre futur ingénieur devenu muet comme une carpe. Le jury profite de son malaise pour le déstabiliser davantage. Nous partons pour la pause avec le chercheur H., et l'étudiant, stressé, mal à l'aise, nous propose de le rejoindre à la cérémonie chez lui. Une heure plus tard, l'étudiant vient nous chercher pour nous conduire à la fête. Arrivés là-bas, les gens habillés en costume et en robe de soirée, attendent sagement dans ce grand salon sombre. Nous entrons et l'étudiant nous propose de nous asseoir sur le canapé du « chef ». Je décide de me mettre sur une chaise à côté et de me faire discrète. Des femmes sont cachées dans l'arrière cuisine et observent parfois d'un air curieux la scène, cachées derrière le rideau. Le frère de l'étudiant se lève et prend la parole : *« Je suis vraiment honoré aujourd'hui de rendre hommage à mon frère. Je sais que mon discours peut vous paraître un petit peu endeuillé, mais nous sommes ici aujourd'hui pour célébrer le nouveau statut de mon frère : ingénieur agronome. C'est une chance pour nous en*

Afrique d'obtenir ce titre » Après son discours, tout le monde applaudit, et c'est au tour de la meilleure amie de l'étudiant de faire la prière. On se lève, on joint les mains, on prononce un petit « amen » timide, puis tout le monde se rassoit. C'est ensuite au tour de l'étudiant de faire son discours. Complètement ému, il remercie tout le monde d'être là et se justifie sur la « mauvaise » appréciation qu'il a obtenue (mention assez bien). Ensuite, on décide de lever le drapeau, et là un grand festin nous attend.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	7
SOMMAIRE	11
TABLE DES ILLUSTRATIONS	13
SIGLES ET ACRONYMES	15
 INTRODUCTION	 17
1. <i>La mise en place d'un partenariat institutionnel</i>	19
2. <i>Des identités voisines géographiquement mais différentes socialement</i>	25
3. <i>Les données techniques sur les pratiques locales de pêche et de pisciculture</i>	31
4. <i>Évolution du C.I.R.A.D. et de sa conception de l'agronomie et du développement</i>	35
 PREMIÈRE PARTIE - LE CONTEXTE SCIENTIFIQUE	 43
Les problématiques de la Recherche-Action	43
 - CHAPITRE I – Des théoriques de Kurt Lewin à la Recherche-Action en Partenariat	 45
1. <i>Méthodologie et épistémologie de Lewin</i>	45
2. <i>La rencontre entre la Recherche-Action et l'agronomie</i>	46
3. <i>Les concepts de la R.A.P. et son apparition au C.I.R.A.D</i>	48
4. <i>Le déroulement de l'A.T.P. C.I.R.O.P. et sa contribution à la formalisation de la R.A.P.</i>	50
5. <i>Le « lot K » de l'A.T.P. C.I.R.O.P.</i>	55
6. <i>L'équipe R.A.P.</i>	63
 - CHAPITRE II - Positionnement de la thèse et problématique	 67
1. <i>La posture et l'éthique du chercheur qui intervient</i>	69
2. <i>Interactions et perceptions des acteurs</i>	72
3. <i>L'utilité des dispositifs et des événements</i>	76
 - CHAPITRE III – Méthodologie	 81
1. <i>L'immersion au Cameroun et au Burkina Faso</i>	85
2. <i>Le cadre éthique du socio-anthropologue</i>	92
3. <i>Le travail pluridisciplinaire</i>	93
4. <i>Les outils classiques du socio-anthropologue</i>	97
5. <i>Les outils pour répondre à la problématique</i>	99

DEUXIÈME PARTIE - INTERACTIONS LOCALES _____ **109**

Les moments-clés de l'histoire du projet _____ **109**

- CHAPITRE IV - Le déroulement de la R.A.P. à Fokoué et Santchou _____ **111**

1. *La phase d'engagement* _____ 118

2. *La phase d'expérimentation* _____ 129

3. *La phase de désengagement* _____ 145

- CHAPITRE V - La rencontre des acteurs _____ **149**

1. *Présentation des acteurs et leurs relations* _____ 149

2. *Les perceptions des acteurs* _____ 175

3. *Objectifs et contraintes des acteurs* _____ 181

- CHAPITRE VI - Lecture de la R.A.P. à travers ses dispositifs et ses événements _____ **189**

1. *Les dispositifs classiques de la R.A.P.* _____ 189

2. *Les dispositifs émergents* _____ 204

3. *Les événements* _____ 221

4. *Le dialogue et les tensions entre les dispositifs et les événements* _____ 229

TROISIÈME PARTIE - QUAND LA R.A.P. S'ADAPTE _____ **235**

Résultats, prise de recul et réflexions _____ **235**

- CHAPITRE VII – Les savoirs et les apprentissages _____ **239**

1. *Les apprentissages à Fokoué et Penka-Michel avec le G.I.C. C.O.P.I.F.O.P.E.M.* _____ 242

2. *Les apprentissages à Santchou avec le G.I.C. P.E.P.I.S.A.* _____ 253

- CHAPITRE VIII - Approche comparative avec le projet R.A.P. au Burkina Faso _____ **261**

- CHAPITRE IX - Réflexions des chercheurs autour de la R.A.P. _____ **261**

1. *Analyse croisée des chercheurs* _____ 285

CONCLUSION _____ **291**

BIBLIOGRAPHIE _____ **299**

ANNEXES _____ **307**

TABLE DES MATIÈRES _____ **375**